

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13617 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MARDI 8 NOVEMBRE 1988

Sakharov en Amérique

L'arrivée d'André Sakharov aux États-Unis permet de mesurer le chemin parcouru en URSS depuis ce printemps 1985 où Michail Gorbatchev a pris au Kremlin la succession de Constantin Tchernomir. L'académicien était alors en exil intérieur à Gori, sa santé déclinante étant encore aggravée par des crises de la foudre. En juin 1984, M. Mikhaïlov avait fait quelques bruits en osant citer son nom à la table du numéro soviétique, dont il était l'hôte officiel.

Le Prix Nobel de la paix - à qui fut refusé en 1975 l'autorisation d'aller recevoir à Oslo la distinction qui venait de lui être décernée - est aujourd'hui reçu avec tous les honneurs en Amérique, s'y exprime librement devant la presse et doit même être accueilli à la Maison Blanche par le président Reagan.

C. voyage témoigne d'abord d'un retour au bon sens. Le prétexte invoqué pour interdire à Sakharov de se rendre à l'étranger était en effet, jusqu'à une époque récente, que l'homme qui fut au début des années 50 l'un des pères de la bombe H soviétique risquait de divulguer des « secrets » intéressant la défense de l'URSS. Près de quarante ans plus tard, qui pouvait admettre un tel argument ?

Mais, surtout, la présence sur le sol américain du personnage qui fut et est encore considéré comme le symbole de la défense des droits de l'homme en Union soviétique transforme l'académicien en véritable ambassadeur de la politique de transparence de Michail Gorbatchev. Celui-ci a parfaitement compris le poids de la caution que lui apporte un homme dont l'indépendance d'esprit ne s'est jamais démentie et qui a toujours été à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie. N'écrit-il pas dès 1970 : « L'origine de nos difficultés n'est pas dans les structures socialistes (...). Elle se trouve dans des traditions antidémocratiques apparues pendant la période stalinienne et qui, à ce jour, n'ont pas été complètement éliminées. » Un texte qui, avec près de vingt ans d'avance, apparaît aujourd'hui comme un manifeste précurseur de la « perestroïka ».

Certes, ce voyage ne saurait faire oublier toutes les zones d'ombre qui subsistent. Sakharov lui-même déplore qu'il y ait encore des prisonniers politiques en URSS dont la libération, quoi qu'il en soit, est encore problématique. Il s'inquiète des résistances qu'y rencontre toujours l'idée de démocratie. Au-delà des frontières de l'Union soviétique, le tableau qu'offrent les pays socialistes reste sombre. En Pologne en particulier, Lech Walesa - un autre Nobel de la paix qui n'a jamais pu recevoir son prix - défie à nouveau un pouvoir qui cache, mal, ses mauvaises foi derrière de prétendus impératifs économiques et se révèle incapable d'entreprendre les réformes dont il admet lui-même la nécessité.

Le chemin est encore long pour que l'Europe devienne cette « maison commune » que Michail Gorbatchev appelle de ses vœux. Sur cette route, la liberté nouvelle accordée à André Sakharov marque néanmoins une étape.

M 0147 - 11080 - 4,50 F



3790147004500 11080

Un référendum boudé par 62,96 % des électeurs

L'abstention record et le « non » des caldoches réduisent la portée des 80 % de « oui »

Le nouveau record atteint, dimanche 6 novembre, par l'abstention (62,96 %) ternit la victoire du « oui » (80 %) au référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement considère que le vote de la loi référendaire apporte aux accords entre MM. Tjibaou et Lafleur la garantie du peuple français. Il en va de même du chef de file des indépendantistes. En revanche, on ne connaissait pas, lundi matin, l'attitude qu'adopterait le président du RPCR. Bien que le « oui » l'ait emporté nettement en Nouvelle-Calédonie (57,02 %), M. Lafleur a été en effet désavoué par son propre électoral. M. Lafleur avait fait savoir, à la veille du scrutin, qu'un fort pourcentage de « non » le conduirait à « revoir sa position ».



Tristes tropiques

par Jean-Marie Colombani et Alain Rollat

« Le soutien existe. Peut-être a-t-il été chichement mesuré... » au soir d'un résultat décevant, difficile pour lui-même et pour la cause qu'il voulait servir, Michel Rocard s'est souvenu qu'il était un adepte du « parler vrai ».

Quant à Raymond Barre, qui attendait pour s'exprimer son passage à « L'heure de vérité » d'Algerie 2, lundi soir, il devra

constater que si le « oui » a été « franc », il n'a pas été massif : les 80 % des suffrages exprimés ne font guère plus de 26 % des inscrits.

L'apôtre du consensus qu'est Michel Rocard n'a rassemblé qu'un Français sur quatre sur le dossier qui, jusque-là, illustrait le triomphe de sa « méthode » personnelle.

Le consensus, pourtant, n'est pas absent du résultat : le « oui » débordait largement le clivage

droite-gauche. La réussite du premier ministre est précisément - outre le vote de la loi elle-même - que la victoire du « oui » efface ce clivage. Les départements les plus à droite (Lozère, Vendée et les plus à gauche (Pas-de-Calais, Haute-Garonne) ont approuvé le nouveau statut néo-calédonien dans les mêmes fortes proportions.

Mais le premier ministre paie cher ce succès-là : faute de facteurs suffisants de mobilisation, faute d'une dramatisation si

contraire à son tempérament, et à laquelle il s'est maladroitement essayé, en dénonçant la « lâcheté » des « factieux » dans le camp du RPR, M. Rocard doit se contenter d'une participation exceptionnellement faible. Comme si une majorité de l'électorat avait considéré le référendum comme inutile, suivant en cela les proclamations du RPR, le plus dur - la paix - ayant été accompli.

(Lire la suite page 3.)

Le budget de l'éducation nationale à l'Assemblée

Cinq cents postes de plus pour les universités

M. Jospin a annoncé, lundi 7 novembre, à l'ouverture du débat sur le budget de l'éducation nationale à l'Assemblée, la création de cinq cents emplois de maîtres de conférences pour les universités, s'ajoutant aux cinq cents cinquante nouveaux postes déjà inscrits dans le projet de budget. D'autre part, des emplois seront dégagés en surnombre dans l'enseignement primaire et les lycées.

M. Jospin n'en a jamais fait mystère : le budget de l'éducation nationale pour 1989, qu'il a défendu le lundi 7 novembre devant les députés, n'est pas celui dont il rêvait.

Certes, le ministre a pu, fin septembre, arguer de l'important effort financier (209,3 milliards de francs, soit plus 5,6 % en un an, contre plus 4,1 % l'année précédente) pour annoncer une « nouvelle politique », traduisant la volonté du président de la République de faire de l'éduca-

tion une priorité. Témoins, la création spectaculaire de 12 382 emplois nouveaux, dont 4 200 dans les lycées, l'augmentation de 40 % du nombre de postes aux concours de recrutement du second degré, la relance des zones d'éducation prioritaires (ZEP), la création d'un Fonds d'aide à l'innovation pédagogique et l'augmentation du taux des bourses pour les étudiants.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 6.)

L'élection présidentielle aux Etats-Unis

Dukakis l'obstiné contre Bush le favori

C'est sans doute avec soulagement que les électeurs américains se sont préparés à aller, mardi 8 novembre, aux urnes. Leur démarche signifie au moins que la campagne, unanimement jugée déplorable, se termine...

WASHINGTON de notre correspondant

George Bush admet qu'il est épuisé, Michael Dukakis a le visage bouffi de fatigue, la voix cassée - et le public américain n'en peut plus. La longue, l'interminable campagne électorale n'en finit pas de finir, mais les deux candidats s'arc-boutent pour un dernier effort : l'obstiné gouverneur pour décrocher une victoire improbable mais qu'il affirme « sentir », et le vice-président pour tenir jusqu'au scrutin de mardi 8 novembre, et résister à la furieuse contre-attaque d'un adversaire étonnamment pugnace depuis qu'il a décidé, in extremis, de faire vibrer la corde populiste.

Quelques sondages sont venus apporter une pincée de suspense à une course qui, il y a quelques jours encore, semblait joggée à en croire un sondage NBC, en moins d'une semaine, l'avance de M. Bush a fondu de 13 à 5 points, et les responsables démocrates affirment que tout reste possible. A l'inverse, une enquête réalisée « Etat par Etat » par ABC et le Washington Post laisse prévoir une très large victoire de M. Bush.

Le résultat transcendera peut-être, après coup, le parcours du vainqueur, mais le bilan, pour l'heure, n'est pas brillant. Deux Américains sur trois, à en croire plusieurs sondages, considèrent la campagne qui s'achève comme la plus médiocre et la plus déplaisante de l'histoire récente.

Lassitude, frustration, et même dégoût : tels sont apparemment les sentiments les plus répandus dans l'opinion. Lassitude et frustration à la fois, parce que depuis les lointains débuts de cette campagne lancée dès les premiers

mois de 1987, tout a été dit, et rien n'a été dit. Les deux prétendants n'en ont pas moins parcouru des centaines de milliers de kilomètres, sillonnant en large, en long et en travers, parfois dans une même journée, le territoire américain, pour reprendre jusqu'à l'écoeurment les mêmes arguments les mêmes formules « choc » - ou supposées telles.

Mais ils sont restés, l'un comme l'autre, extraordinairement vagues et prudents. La question du déficit budgétaire a été à peine effleurée, le sort des pauvres et des sans-abris a été l'occasion de quelques envolées d'éloquence, mais aucun des deux candidats n'a proposé un moyen crédible de leur venir en aide. En politique étrangère, M. Bush s'est, logiquement, posé en successeur de Ronald Reagan, notamment dans le domaine des relations Est-Ouest, tandis que M. Dukakis se contentait d'attaquer le réagisme au défaut de la cuirasse - l'irrigation.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 30.)

Déraillement du Luxembourg-Paris

Neuf morts, plusieurs blessés.

PAGE 48

Clémence en Tunisie

Tous les condamnés politiques graciés.

PAGE 29

Nouveau premier ministre en Algérie

M. Merbah en charge des réformes.

PAGE 29

M. Milton Friedman juge M. Reagan

Un entretien avec l'ancien conseiller économique du président américain.

PAGE 45

Remous au Crédit agricole

Le directeur général, M. Auberger, pourrait être remplacé.

PAGE 43

Le Monde

ÉCONOMIE

La construction de l'Europe. La chronique de Paul Fabra.

PAGES 39 à 42

En raison des résultats du référendum, la rubrique offres d'emplois est reportée dans nos éditions du mardi 8 datées 9 novembre et mercredi 9 datées 10 novembre.

Le sommaire complet se trouve en page 48.

Michel Prigent Le héros et l'Etat dans la tragédie de Pierre Corneille



584 pages 64 F.

Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA ; Amérique, 4,80 US ; Asie, 6,00 US ; Australie, 2,80 £ ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 7,20 F ; États-Unis, 4,25 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 pt. ; Inde, 1,700 L. ; Japon, 6,400 ¥ ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 F. ; Portugal, 150 esc. ; République, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Le référendum sur

Le nouveau statut du territoire est approuvé par 80 %

Plus de deux Français sur trois (67,38 %) n'ont pas répondu à la question référendaire : 62,96 % des inscrits n'ont tout simplement pas voté, et 4,41 % ont glissé dans l'urne un bulletin blanc ou nul. Cette abstention record a pour conséquence que jamais depuis la Libération un référendum n'avait recueilli un aussi faible pourcentage d'approbation. Avec 26,09 % de « oui » par rapport aux inscrits, c'est à peine plus d'un Français sur quatre qui a acquiescé au nouveau statut du territoire.

Dans quarante-huit départements, la participation a été inférieure à la moyenne nationale (37,02 %). Elle a été spectaculairement faible dans les quatre DOM et dans les deux collectivités territoriales, à l'inverse de la Nouvelle-Calédonie et de ses voisines Wallis-et-Futuna, où les taux les plus élevés ont été enregistrés.

En métropole, la Corse, l'Alsace, suivies du Cantal, de la Moselle, de l'Ain, de la Saône-et-Loire, de la Marne et des Alpes-Maritimes ont été les plus inciviques. Bien que le RPR a appelé à « la non-mobilisation active », trois anciens ministres de Jacques Chirac (Alain Carignon, Michel Noir et Philippe Séguin) et Jacques Chaban-Delmas ont accompli leur devoir électoral.

En revanche, dans onze départements, l'abstention est inférieure à 58 % : de 57,88 % pour le Gers à 52,25 % pour le Lot (chef du ministre d'Etat Maurice Faure, radical de gauche) en passant par le Pas-de-Calais, le Tarn-et-Garonne, les Landes, la Haute-Vienne, la Haute-Garonne, la Dordogne, le Tarn, l'Ariège et l'Aude, où la

gauche, et le PS en particulier, recueille traditionnellement de bons scores.

En moyenne, 11,92 % de bulletins blancs ou nuls (calculés par rapport aux votants) ont été enregistrés. Les plus forts taux (au-dessus de 15 %) sont constatés dans des départements ruraux où le devoir civique est une tradition et où le refus de vote passe pour une atteinte à l'anonymat du vote : ainsi dans l'Aveyron, la Somme, la Mayenne, la Lozère, la Vendée, la Haute-Loire, les Vosges, le Tarn, la Corrèze, le Lot, la Dordogne, le Cantal et la Haute-Marne. A contrario, l'électorat des départements et régions fortement urbanisés (région parisienne et littoral méditerranéen avec l'Hérault, les Bouches-du-Rhône et le Var) a choisi de bouter les urnes plutôt que d'y introduire un suffrage blanc ou nul.

Reste que le rapport « oui » - « non » est de quatre contre un : il y a eu un « non » pour quatre « oui ». Cinquante-neuf départements métropolitains ont même donné un pourcentage de « oui » supérieur à 80 %, à commencer par les Côtes-du-Nord (86,83 %), la Creuse (85,72 %), l'Aveyron (85,73 %), la Haute-Vienne (85,44 %), le Finistère (85,32 %), la Loire-Atlantique (85,14 %) ou encore le Puy-de-Dôme (85,02 %), à prédominance rurale, qui avaient préféré François Mitterrand le 8 mai dernier à Jacques Chirac (même de peu comme dans l'Aveyron).

Dans trente-sept départements métropolitains (outre-mer, seule la Nouvelle-Calédonie est dans ce cas), le pourcentage des « non » est supérieur aux 19,99 % de la moyenne nationale. La

La soirée sur les chaînes de télévision

« Une île si lointaine... »

Comment reprocher aux 23 millions d'abstentionnistes de ne pas s'être passionnés pour le destin de la Nouvelle-Calédonie quand les responsables politiques qui se sont précipités dimanche soir sur les plateaux de télévision ne semblaient guère eux-mêmes préoccupés par l'avenir du Caillou ? L'île, ses drames, ses espoirs sont restés bien loin des discours et débats, et lorsque, dans un des rares moments de passion, MM. Pierre Mauroy et Alain Juppé ont évoqué les morts des deux communautés calédoniennes, ce fut seulement pour s'en renvoyer violemment la responsabilité.

Comme si elle voulait ignorer, elle aussi, l'enjeu du scrutin, la classe politique s'est donc contentée d'un débat hexagonal. On s'est querellé sur l'interprétation des chiffres et les subtils analyses des politologues : les électeurs ont-ils désavoué M. Michel Rocard ? M. François Mitterrand ? L'usage du référendum ou, mieux encore, la démocratie ? De Jacques Chirac à Alain Madelin, l'opposition s'est livrée à une brillante défense de la légitimité parlementaire, supérieure, à ses yeux, à celle d'un « référendum politique ». De leur côté, les socialistes, de Pierre Joxe à Jean Poperen, avaient déjà trouvé la parade en distinguant soigneusement les perversions du « référendum plébiscite » de la juste expression des « électeurs législateurs ». M. Georges Marchais, loin de cette belle casuistique voyait dans l'abstention le reflet du mécontentement social. Quant à M. Jean-Marie Le Pen, il profitait de la tribune télévisuelle pour annoncer les obédies de M. Sibois et lancer la campagne des élections municipales. Qui aurait pu croire, en ouvrant son poste, en

cours d'émission, que l'on venait de voter sur le statut de la Nouvelle-Calédonie ?

Quand, par la magie du satellite, M. Jean-Marie Tjibaou a fait une timide intrusion dans le débat de TF1 et que l'animateur a incité les chefs de grands partis français réunis sur le plateau à lui poser quelques questions, il y eut un silence, et comme un bref malaise. Dans les locaux de RFO-Nouméa, le leader du FLNKS attendait, attentif et patient. Des questions ? Une minute, voyons ! Nouméa était tellement loin de leurs préoccupations. Mauroy, finalement, reprendra ses esprits pour s'adresser à Tjibaou. Mais ce flottement soudain avait déjà tout dit et trahi la formidable lacune de la soirée sur l'ensemble des chaînes : l'absence de la Nouvelle-Calédonie du débat, la faiblesse des discours langue de bois, l'insipidité de la classe politique à sortir de l'hexagone et de ses querelles politiques : l'insipidité aussi des journalistes à casser ces discours ; à refuser le ronron des débats si convenus qu'en éteignant le son du poste le téléspectateur aurait pu reconnaître de lui-même le propos de chacun. Comme on regretterait l'ironie cinglante du « Bébéseshow » ! N'y aurait-il donc personne pour crier stop ? Pour interdire les classiques échappatoires ? Pour exiger qu'on parle du sujet ? La Calédonie, bien sûr !

Las ! Les Français, dimanche soir, n'auront encore rien appris de cette île qui garde ses secrets ; rien compris qui puisse les faire regretter de s'être si peu déplacés ou même éprouver un malaise en entendant, comme ce fut le cas sur FR3, M^{me} Alliot-Marie affirmer être « fière » de n'avoir pas voté !

En stage pour quelques semaines à Besançon, une poignée de Mélanésiens apportèrent tout de même, dans cette soirée si négative, une note d'optimisme. « Il n'y a pas la quantité attendue, bien sûr, dit doucement une dame en évoquant le fort taux d'abstention. Mais il y a la qualité ! Ceux qui se sont déplacés ont voté - oui ». C'est cela qui est important ! - « Moi, je suis heureuse des 37 % de votes, a réchéri une autre. C'est déjà beaucoup pour des gens qui ignorent ce qui se passe sur une île si lointaine. »

Si lointaine, en effet. Sur place, une jeune femme, une autre Mélanésienne, interrogée dans le studio de RFO aux côtés d'un broussard sur trouver à son tour le ton juste. Jolie, digne, l'œil brillant, le discours apaisant, elle parla de l'avenir avec cœur et enthousiasme. « Pour savoir nager, il faut se jeter à l'eau ! s'exclama-t-elle. Il faut préparer l'après-nickel ; mettre du point nos projets concernant le café, les agrumes, etc. La faire tous ensemble. Et prouver à ceux qui ont voté non qu'en votant oui on avait raison. »

Sans doute aurait-elle souhaité s'arrêter là. Mais il y eut une dernière question sur l'idée qu'elle se faisait de la justice, et la voix de la dame s'est cassée. « La Justice, commença-t-elle en pensant au procès de Hienghène et à son mari en prison, cela représente pour moi... beaucoup de choses pas bien... ». Elle ne put ou ne voulut en dire plus, appliquée à refouler ses larmes. A Nouméa, la douleur est décidément loin de n'être qu'un souvenir.

ANNICK COJEAN
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La genèse d'un scrutin

C'est M. Jean-Marie Tjibaou qui fut le premier à évoquer, en confiance, le vendredi 3 juin, devant le correspondant du Monde en Nouvelle-Calédonie, l'éventualité de l'organisation d'un référendum national. Le président du FLNKS soulignait déjà qu'un tel scrutin constituerait « un verrou constitutionnel appréciable » qui précéderait « tout retour en arrière » (le Monde du 4 juin) après la conclusion d'un accord entre les Canaques et les caldoches, en cas de changement de majorité en 1993.

Mais M. Tjibaou ne faisait, en cette circonstance, que commenter une suggestion avancée par M. Christian Blanc, le coordinateur de la « mission du dialogue » envoyée sur place par M. Rocard. Dans le schéma de propositions pour l'ouverture de discussions » de M. Blanc, soumis ensuite à la fois à MM. Tjibaou et Laffleur, cette proposition était officiellement formulée. « Les dispositions du présent accord seront soumises à la ratification du peuple français par référendum », indiquait le point n° 9 de ce document.

L'organisation du référendum a alors été inscrite dans le texte n° 1 de l'accord conclu le 26 juin à l'hôtel Matignon et approuvé alors, à la quasi-unanimité, par les partis politiques, RPR compris. « Dès le début de la session parle-

mentaire d'autonomie, le gouvernement proposera à M. le président de la République, conformément à l'article 11 de la Constitution, de soumettre ce projet de loi (le projet de nouveau statut) à la ratification du peuple français par voie de référendum. »

En juin, comme en août, lors des négociations complémentaires entre le gouvernement et les délégués du FLNKS et du RPR, M. Laffleur et ses amis avaient confirmé leur approbation de la procédure référendaire en soulignant, toutefois, que cette procédure était surtout souhaitée par M. Tjibaou.

A Montpellier, le 2 novembre, M. Rocard racontait ainsi son dialogue du mois de juin avec MM. Tjibaou et Laffleur sur ce sujet : « Quand, au cours de la longue nuit de négociation des accords de Matignon, Jean-Marie Tjibaou m'a regardé dans les yeux, qu'il m'a dit avec un mélange de tristesse et de gravité : « Je peux avoir confiance en vous en tant qu'homme, mais je n'ai plus confiance en l'Etat », que pouvais-je lui répondre ? Et quand Jacques Laffleur a ajouté, avec une amertume que cachait mal une pointe d'ironie : « Moi aussi, vous savez, j'ai été sou-

A. R.

Les résultats

DÉPARTEMENTS	INSC.	VOT.	ABST.	EXPR.	OUI		NON	
					Voix	%	Voix	%
01 AIN	284 334	92 248	67,55	81 357	66 614	81,87	14 743	18,12
02 AISNE	364 123	137 086	62,35	119 895	93 451	77,94	26 444	22,06
03 ALLIER	264 679	101 837	61,59	88 357	74 262	84,04	14 095	15,95
04 ALPES-DE-HAUTE-PROV.	96 983	38 906	59,94	34 846	28 079	80,58	6 767	19,41
05 HAUTES-ALPES	81 351	32 330	60,25	27 817	22 623	81,32	5 194	18,67
06 ALPES-MARITIMES	643 602	211 862	67,08	190 151	128 726	67,69	61 425	32,30
07 ARDECHES	202 686	79 295	60,87	68 547	57 716	84,19	10 831	15,80
08 ARDENNES	193 021	66 558	65,51	58 537	46 906	80,13	11 629	19,86
09 ARIÈGE	107 487	48 740	54,84	43 936	37 668	85,73	6 268	14,26
10 AUBE	191 155	65 229	65,87	56 141	43 241	77,02	12 900	22,97
11 AUDE	215 490	99 286	53,92	88 694	74 088	83,53	14 606	16,46
12 AVEYRON	211 574	88 467	58,24	72 654	62 262	85,69	10 392	14,30
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	1 080 117	380 109	64,80	347 629	252 031	72,49	95 598	27,50
14 CALVADOS	413 406	152 275	63,16	136 050	109 696	81,22	26 354	18,77
15 CANTAL	124 579	39 332	68,42	33 382	27 428	82,13	5 954	17,86
16 CHARENTE	250 224	94 906	62,07	82 207	68 429	83,23	13 778	16,76
17 CHARENTE-MARITIME	381 295	132 227	66,32	116 320	94 441	81,19	21 879	18,80
18 CHER	225 129	84 608	62,46	73 281	59 431	81,10	13 850	18,89
19 CORRÈZE	184 416	75 647	58,98	63 762	54 906	86,11	8 854	13,88
20 CORSE-DU-SUD	91 379	21 952	75,97	21 048	17 122	81,34	3 926	18,65
21 CÔTE-D'OR	113 347	29 623	73,86	28 177	23 652	83,94	4 525	16,05
22 CÔTES-DU-NORD	310 939	109 050	64,32	96 064	74 802	77,65	21 262	22,34
23 CREUSE	411 755	170 153	58,87	148 706	129 987	86,83	18 709	13,16
24 DORDOGNE	110 525	39 052	64,66	33 728	29 080	86,25	4 648	13,74
25 DOUBS	306 257	116 794	61,86	102 689	84 359	82,15	18 321	17,84
26 DROME	274 641	104 772	61,85	92 133	75 215	81,63	16 918	18,36
27 EURE	335 060	123 467	63,15	106 236	82 390	77,55	23 846	22,44
28 EURE-ET-LOIR	254 666	96 153	61,46	84 458	68 123	77,10	16 335	22,89
29 FINISTÈRE	612 015	231 034	62,25	206 853	176 496	85,32	30 357	14,67
30 GARD	352 485	144 070	63,29	129 021	102 636	79,54	26 385	20,45
31 HAUTE-GARONNE	581 674	255 881	56,00	225 841	167 639	81,63	42 202	18,36
32 GERS	137 432	57 854	67,88	49 978	41 422	82,68	8 556	17,11
33 GIRONDE	777 275	297 390	61,73	266 741	212 989	79,83	53 752	20,16
34 HÉRAULT	514 159	193 907	62,28	176 138	135 654	77,01	40 484	22,98
35 ILLE-ET-VILAINE	550 681	199 282	62,45	176 794	151 070	85,44	25 724	14,55
36 INDRE	161 072	71 684	60,41	60 941	49 059	80,50	11 882	19,49
37 INDRE-ET-LOIRE	350 025	132 472	62,15	116 227	93 696	80,61	22 529	19,38
38 ISÈRE	611 554	222 561	63,80	200 229	169 859	84,83	31 370	15,66
39 JURA	172 854	66 318	61,63	56 895	46 982	82,54	9 913	17,45
40 LANDES	232 846	101 441	58,43	87 912	72 288	82,22	15 624	17,77
41 LOIR-ET-CHER	215 571	86 212	60,00	73 787	58 061	78,89	15 726	21,31
42 LOIRE	475 822	181 854	65,96	140 937	117 555	83,40	23 382	16,59
43 HAUTE-LOIRE	155 681	55 257	64,50	46 316	38 823	83,82	7 493	16,17
44 LOIRE-ATLANTIQUE	703 242	265 083	62,30	236 032	200 971	85,14	35 061	14,85
45 LOIRET	383 483	138 959	61,48	120 504	94 241	78,20	26 263	21,79
46 LOT	121 132	57 832	62,25	48 868	41 103	84,11	7 765	15,88
47 LOT-ET-GARONNE	223 199	92 371	58,61	79 260	61 642	77,77	17 618	22,22
48 LOZÈRE	56 749	21 451	62,18	17 814	14 615	82,04	3 199	17,95
49 MAINE-ET-LOIRE	460 022	166 898	63,71	142 124	117 468	82,66	24 656	17,33
50 MANCHE	349 117	117 271	66,40	101 627	81 546	80,68	19 081	19,31
51 MARNE	352 284	115 010	67,35	100 447	79 231	78,87	21 216	21,12
52 HAUTE-MARNE	148 605	53 368	63,59	45 358	35 220	77,64	10 138	22,35
53 MAYENNE	195 160	71 477	63,56	58 994	47 931	81,24	11 063	18,75



AUX GALAPAGOS OUBLIEZ L'HIVER AVEC PAQUET

Partez à la découverte de ces paysages volcaniques grandioses et soyez les invités privilégiés au paradis des tortues géantes, des iguanes et des fous à pattes bleues.

GALAPAGOS I - GALAPAGOS II
Deux croisières à bord de MERMOZ. Deux itinéraires différents.

18 jours à partir de 19 790 FF
du 4 au 21 janvier 1989

du 18 janvier au 5 février 1989.

CROISIÈRES PAQUET
UNE TRADITION D'AVENIR

Renseignements et inscriptions auprès de votre agence de voyages ou appelez : Yves au (1) 42 68 45 42.
Croisières Paquet, 3, boulevard Malesherbes 75008 Paris. Tél. : (1) 47 42 83 19.

la Nouvelle-Calédonie

Le Monde • Mardi 8 novembre 1988 • 3

des suffrages exprimés, et 26 % des électeurs inscrits

« palme » revient au Var et aux Alpes-Maritimes (avec respectivement 32,49 % et 32,30 % des exprimés et 10,20 % et 9,54 % des inscrits).
 S'y ajoutent les six seuls départements où M. Jean-Marie Le Pen avait, le 24 avril, dépassé la barre des 20 % (à savoir les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et le Gard). De la comparaison entre le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle et le « non », il ressort certes un gain en pourcentage (à l'exception du Gard, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de l'Isère, de la Loire et de la Seine-Saint-Denis), mais une perte générale en chiffres absolus (à l'exception de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna, de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique). Le président du FN avait obtenu 4 375 894 voix. Le « non » a été

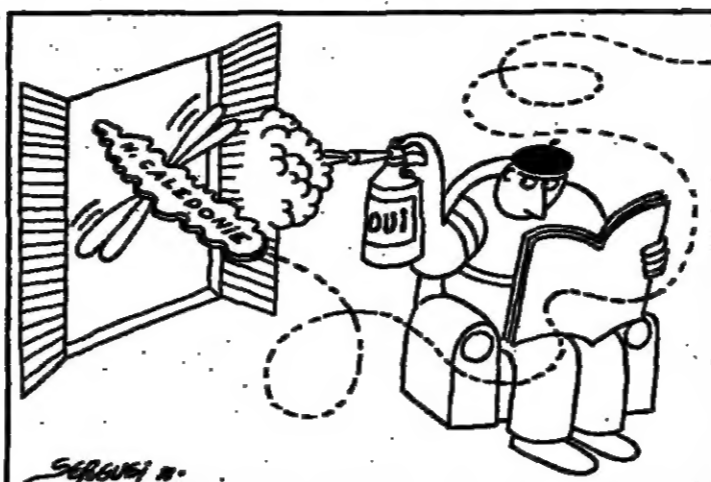
choisi par 2 463 991 voix (selon nos statistiques), soit un chiffre voisin des 2 359 528 suffrages recueillis par les candidats d'extrême droite au premier tour des législatives le 5 juin dernier.
 Avec près de 9 860 000 « oui », le chiffre symbolique des 10 millions est approché. A un million près (en moins), c'est celui du « oui » majoritaire au référendum de 1969, du « oui » majoritaire au référendum de 1972 (marqué à l'époque par un record d'abstention - 39,75 % - aujourd'hui battu) et aussi celui du score de François Mitterrand le 24 avril.

L'approbation est également majoritaire en Nouvelle-Calédonie et marque le retour des Mélanésiens dans la communauté civique. Mais le territoire déçoit le record des « non ». Et Michel Rocard s'inquiétait, dimanche soir, dans une conversation à bâtons rompus avec les journalistes, que les dirigeants du RPR, en particulier Alain Juppé et Bernard Pons, « aient réussi à déstabiliser Jacques Lafleur », désavoué par le « non » majoritaire à Nouméa et dans cinq autres communes du sud de la Grande-Terre.

Le vote négatif de Nouméa et de cinq autres communes de la région Sud de la Grande-Terre risque toutefois de paralyser la mise en œuvre des mesures d'accompagnement prévues en ce sens par les accords de Matignon. Ces derniers impliquent, en effet, que les décideurs économiques de cette région jouent le jeu d'un meilleur partage des responsabilités entre les Canaques et les caldoches. Il apparaissait ainsi, hâti matia, que la constitution de ce « bloc des ultras » menaçait d'entraver le processus de réconciliation escompté l'été dernier.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Tristes tropiques



Nouvelle-Calédonie, c'est de nouveau à Nouméa que le jeu se déplace. A quel bon, en effet, être plus français que les Français ?
 Le RPR, en tout cas, accusé par le premier ministre d'avoir voulu « déstabiliser la Nouvelle-Calédonie », peut se sentir aujourd'hui encouragé en cas de changement de majorité, en 1993, à défaire le texte qui vient d'être voté. Car tous les fiefs caldoches de la côte ouest du territoire ont voté « non » : « non » au partage, « non » au pardon, « non » au dialogue, « non » à la réconciliation.

L'extrémisation du vote caldoche peut aussi accentuer la partition de fait du territoire, en pointillés dans le nouveau statut, soit conduire les indépendantistes à renouer, en réponse, avec la radicalisation et l'aveuglement. L'indifférence métropolitaine est peut-être le plus sûr chemin vers l'indépendance.

Décidément, la Nouvelle-Calédonie est bien un monde à part : l'intolérance, les inégalités et même certaines formes de racisme y règnent depuis 1853. Le temps n'est malheureusement pas encore venu de les voir disparaître. Tristes tropiques !
 Si bien qu'un lendemain du scrutin, deux schémas sont possibles. L'un consiste à ne retenir que la légalité : la loi est votée, le « oui » est majoritaire en métropole et sur le territoire et, passés les quelques

jours qui suivent les résultats et les rumeurs de l'extrême droite, il ne sera que temps de se mettre au travail : l'autre consiste à considérer que l'indifférence relative de la métropole et le vote négatif de la nouvelle province Sud ont à ce point obéré les accords de Matignon que la défiance et l'instabilité remplaceront la confiance et la stabilité, pour lesquelles le peuple français avait été sollicité. Triste bilan !

JEAN-MAURICE COLOMBANI et ALAIN ROLLAT.

(Suite de la première page.)

Si seulement cela pouvait rester vrai ! Car ce scrutin du 6 novembre nous renvoie brutalement aux antipodes, et oblige à s'interroger sur la capacité de ce territoire à vivre en paix pendant les dix ans à venir. Les accords de Matignon avaient paru combler le fossé qui existe entre les deux principales communautés de la Nouvelle-Calédonie. Le référendum cristallise à nouveau la triste réalité de la participation ethnique et politique du territoire.

Le cruel désaveu subi par Jacques Lafleur dans ses fiefs du Sud rend certes sa démarche plus méritoire encore, car il fallait bien du courage pour braver ainsi son propre électeurat. Mais l'effet boomerang du référendum affaiblit deux des principaux artisans des accords de Matignon : le président du RPR et le chef du gouvernement. Du premier dépend pourtant l'application, sur place, de la nouvelle règle du jeu. La force politique du second conditionne sa propre longévité au poste de premier ministre et, donc, sa capacité à garantir que l'état jouera, en Nouvelle-Calédonie, le rôle d'arbitre que lui confère le nouveau statut.

Cette faiblesse tient à des causes immédiates et bien réelles : l'éloignement de la Nouvelle-Calédonie, qui, dès lors que le sang ne coule plus, constitue le cadet des soucis hexagonaux ; l'accumulation des dimanches électoraux (le septième

pour 1988) ; le mot d'ordre d'abstention de la principale formation de l'opposition ; les erreurs de M. Rocard, qui, bien que se prévalant de sa maîtrise des problèmes de communication, a contrevenu aux principes les plus élémentaires du « marketing » politique en changeant brusquement de ton et d'image pendant la campagne ; ce que le secrétaire général du CDS, Jacques Barrot, a traduit notamment en soulignant que le premier ministre avait fait « plus de polémique que de pédagogie » ; l'absence d'une réelle mobilisation du camp « oui » ; le trop grand décalage entre l'émotion suscitée par la poignée de mains Tjibaou-Lafleur, succédant aux morts d'Ouvéa, et le vote ; le poids, enfin, comme l'a justement souligné Georges Marchais, d'un contexte désormais dominé par les difficultés sociales.

D'autres facteurs, à plus longue portée, méritent également attention. Ils concernent le mode de consultation choisi, l'avenir du premier ministre et le comportement de la classe politique.

Le record relatif d'indifférence atteint en 1972, lors du référendum sur l'élargissement de la CEE, avait porté un coup décisif à une institution tombée dans l'oubli jusqu'en 1988. Le record absolu d'indifférence du 6 novembre peut signifier l'arrêt de mort du mode de consultation référendaire, autant que

l'inverse, c'est-à-dire sa banalisation. Car le référendum sur la Nouvelle-Calédonie a changé la nature d'une institution qui d'engagement solennel de la responsabilité présidentielle, est devenue moyen de gouvernement à l'usage du premier ministre.

Ce dernier s'étant beaucoup engagé, il lui est demandé beaucoup de comptes : or il est attendu dans sa capacité d'entraînement. Rarement un couple électoral ne s'est si bien porté dans l'opinion six mois après un scrutin présidentiel (1) ; rarement ce zénith aura été, électoralement parlant, aussi peu productif : voilà une belle bataille en perspec-

tive, entre le PS d'une part et l'hôtel Matignon d'autre part, sur la conduite de la prochaine campagne pour les élections municipales !
 Enfin il faut bien s'interroger sur le renouement de la classe politique, son refus de prendre en charge une question difficile. A quel sort un député s'il n'est pas capable, pour le compte de la cause qu'il soutient, d'expliquer, de convaincre, d'entraîner ? La réponse d'un René Monory est, de ce point de vue, caricaturale : je ne fais pas campagne, a-t-il dit en substance, pour ne pas me ficher avec mes électeurs. On ne saurait mieux, en effet, avouer sa propre impuissance ! Mais M. Monory fait partie de ceux qui dans l'opposition ont préconisé un « oui » purement formel. Les plus faustifs sont, bien sûr, les socialistes eux-mêmes, plus précisément certains dirigeants socialistes, car il est manifeste que Pierre Mauroy, lui, n'a pas manqué au premier ministre.

Un monde à part

A la décharge de ceux qui se sont contentés d'attendre la confirmation du pessimisme des sondages (la SOFRES avait annoncé 62 % d'abstention), il convient de rappeler que Michel Rocard voulait conduire lui-même la campagne. Mais la démission de ceux qui, tel Laurent Fabius, ont pour toute campagne adressé une lettre aux électeurs de leur seule circonscription souligne le mal endémique dont souffre le PS : seul compte le succès de sa propre écurie ; toute réussite de l'écurie d'en face, en l'espèce celle de Michel Rocard, mérite donc d'être évincée.

A partir du moment où la métropole se lave les mains plus qu'elle ne s'investit dans l'avenir de la

Le retour du vote blanc

Le nombre important des bulletins blancs et nuls glissés dans les urnes lors du référendum du 6 novembre - 1 689 000, soit 4,41 % du nombre des inscrits et 11,92 % par rapport aux votants, - pose une nouvelle fois la question de l'éventuelle légitimation du vote blanc comme expression du suffrage à part entière.
 Ces pourcentages peuvent être comparés avec ceux qui avaient été enregistrés lors du référendum du 23 avril 1972 sur la ratification du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne et trois autres pays au Marché commun : 6,99 % des 29 820 484 électeurs inscrits, mais 11,61 % des votants.
 En l'état actuel des textes, l'article L 66 du code électoral assimile les bulletins blancs et ceux qui entraînent un certain nombre d'irrégularités, constituant un agrégat indistinct dont les partisans de la reconnaissance du vote blanc contestent la validité.
 Le Centre d'information civique, qui milite contre l'abstention, n'a cessé parallèlement, de

demandeur la reconnaissance du vote blanc. De temps à autre, des propositions de loi, demeurées sans suite jusqu'à ce jour, réclament aussi la modification de l'article 66 et la prise en compte des bulletins blancs pour la détermination des suffrages exprimés et de la majorité absolue.
 Le Centre d'information civique a toujours considéré, comme il l'indiquait il y a plus de vingt ans, que « le bulletin blanc marque une présence, indique une attitude, constitue un choix délibéré, est une forme de participation ».
 Autre argument des partisans de la reconnaissance du vote blanc : l'urne traditionnelle ne saurait être considérée comme éternelle, et le développement, à l'avenir, des machines à voter devrait faciliter l'expression du vote blanc, tout en supprimant la possibilité de surcharger les bulletins de votes de mentions superflues ou injurieuses qui les font trapper de nullité.

M. K.

Les résultats

Voix	%	Voix	%
98 014	81,1	14 742	11,9
98 081	81,2	14 742	11,9
98 102	81,3	14 742	11,9
98 079	81,4	14 742	11,9
98 050	81,5	14 742	11,9
98 020	81,6	14 742	11,9
98 000	81,7	14 742	11,9
98 000	81,8	14 742	11,9
98 000	81,9	14 742	11,9
98 000	82,0	14 742	11,9
98 000	82,1	14 742	11,9
98 000	82,2	14 742	11,9
98 000	82,3	14 742	11,9
98 000	82,4	14 742	11,9
98 000	82,5	14 742	11,9
98 000	82,6	14 742	11,9
98 000	82,7	14 742	11,9
98 000	82,8	14 742	11,9
98 000	82,9	14 742	11,9
98 000	83,0	14 742	11,9
98 000	83,1	14 742	11,9
98 000	83,2	14 742	11,9
98 000	83,3	14 742	11,9
98 000	83,4	14 742	11,9
98 000	83,5	14 742	11,9
98 000	83,6	14 742	11,9
98 000	83,7	14 742	11,9
98 000	83,8	14 742	11,9
98 000	83,9	14 742	11,9
98 000	84,0	14 742	11,9
98 000	84,1	14 742	11,9
98 000	84,2	14 742	11,9
98 000	84,3	14 742	11,9
98 000	84,4	14 742	11,9
98 000	84,5	14 742	11,9
98 000	84,6	14 742	11,9
98 000	84,7	14 742	11,9
98 000	84,8	14 742	11,9
98 000	84,9	14 742	11,9
98 000	85,0	14 742	11,9
98 000	85,1	14 742	11,9
98 000	85,2	14 742	11,9
98 000	85,3	14 742	11,9
98 000	85,4	14 742	11,9
98 000	85,5	14 742	11,9
98 000	85,6	14 742	11,9
98 000	85,7	14 742	11,9
98 000	85,8	14 742	11,9
98 000	85,9	14 742	11,9
98 000	86,0	14 742	11,9
98 000	86,1	14 742	11,9
98 000	86,2	14 742	11,9
98 000	86,3	14 742	11,9
98 000	86,4	14 742	11,9
98 000	86,5	14 742	11,9
98 000	86,6	14 742	11,9
98 000	86,7	14 742	11,9
98 000	86,8	14 742	11,9
98 000	86,9	14 742	11,9
98 000	87,0	14 742	11,9
98 000	87,1	14 742	11,9
98 000	87,2	14 742	11,9
98 000	87,3	14 742	11,9
98 000	87,4	14 742	11,9
98 000	87,5	14 742	11,9
98 000	87,6	14 742	11,9
98 000	87,7	14 742	11,9
98 000	87,8	14 742	11,9
98 000	87,9	14 742	11,9
98 000	88,0	14 742	11,9
98 000	88,1	14 742	11,9
98 000	88,2	14 742	11,9
98 000	88,3	14 742	11,9
98 000	88,4	14 742	11,9
98 000	88,5	14 742	11,9
98 000	88,6	14 742	11,9
98 000	88,7	14 742	11,9
98 000	88,8	14 742	11,9
98 000	88,9	14 742	11,9
98 000	89,0	14 742	11,9
98 000	89,1	14 742	11,9
98 000	89,2	14 742	11,9
98 000	89,3	14 742	11,9
98 000	89,4	14 742	11,9
98 000	89,5	14 742	11,9
98 000	89,6	14 742	11,9
98 000	89,7	14 742	11,9
98 000	89,8	14 742	11,9
98 000	89,9	14 742	11,9
98 000	90,0	14 742	11,9

par départements

DÉPARTEMENTS	INSC.	VOT.	ABST.	EXPR.	OUI		NON	
					Voix	%	Voix	%
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	488 389	171 470	63,39	182 805	123 803	67,83	29 002	15,87
55 MEUSE	139 911	53 840	61,68	45 896	36 801	77,83	10 195	22,16
56 MORBIHAN	441 896	183 132	63,08	142 906	118 080	82,62	24 826	17,37
57 MOSELLE	686 283	216 143	67,55	192 294	152 580	79,33	39 714	20,66
58 NIÈVRE	175 807	72 406	58,81	63 817	53 078	83,17	10 739	16,82
59 NORD	1 830 736	644 273	60,49	559 068	433 250	77,48	125 818	22,50
60 OISE	442 140	168 826	61,79	148 340	112 657	75,94	35 683	24,06
61 ORNE	209 163	78 451	63,44	65 368	52 165	79,80	13 203	20,19
62 PAS-DE-CALAIS	983 638	419 745	57,32	380 203	288 240	80,02	71 963	19,97
63 PUY-DE-DÔME	400 159	148 959	62,77	130 482	110 848	85,02	19 634	14,97
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	411 701	184 198	60,11	143 728	114 584	79,72	29 142	20,27
65 HAUTES-PYRÉNÉES	170 938	69 938	59,08	62 148	51 989	83,65	10 159	16,34
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	250 706	92 833	62,97	83 366	63 080	75,80	20 286	24,33
67 BAS-RHIN	614 777	186 851	60,80	165 322	129 710	78,45	35 612	21,54
68 HAUT-RHIN	439 273	137 622	60,87	120 432	94 560	78,51	25 872	21,48
69 RHONE	878 270	312 124	64,38	279 131	221 118	79,21	58 015	20,78
70 HAUTE-SAONE	185 315	67 253	59,31	57 439	45 439	79,10	12 000	20,89
71 SAONE-ET-LOIRE	385 080	128 887	67,37	110 776	93 366	84,28	17 410	15,71
72 SARTHE	361 956	132 682	63,34	116 112	96 368	82,94	19 744	17,05
73 SAVOIE	229 724	78 186	65,96	68 788	58 480	83,63	10 308	14,97
74 HAUTE-SAVOIE	338 738	112 508	65,98	98 282	80 587	81,18	17 695	18,81
75 PARIS	1 227 536	483 689	63,04	412 033	322 992	78,38	89 041	21,61
76 SEINE-MARITIME	803 999	296 559	63,11	261 630	211 685	80,91	49 945	19,08
77 SEINE-ET-MARNE	808 232	221 658	63,56	196 716	152 150	77,34	44 566	22,65
78 YVELINES	771 190	298 801	61,25	268 517	204 603	76,76	63 914	23,23
79 DEUX-SEVRES	249 363	82 206	63,02	78 591	66 410	84,53	12 181	15,46
80 SOMME	380 123	155 038	59,21	127 511	98 657	77,37	28 854	22,62
81 TARN	252 418	113 890	54,98	95 743	77 021	80,44	18 722	19,55
82 TARN-ET-GARONNE	143 946	62 401	56,84	53 379	41 518	77,77	11 861	22,22
83 VAR	539 834	198 923	65,37	169 472	114 400	67,50	55 072	32,49
84 VAUCLUSE	302 586	118 003	60,99	103 412	76 557	74,03	26 855	25,96
85 VENDÉE	363 338	134 240	63,05	112 271	92 885	82,65	19 386	17,44
86 VIENNE	289 271	102 103	62,06	87 617	71 948	82,11	15 669	17,68
87 HAUTE-VIENNE	261 170	114 188	56,27	98 336	84 300	85,72	14 036	14,27
88 VOSGES	273 987	105 504	61,49	98 471	79 073	79,20	19 398	20,79
89 YONNE	219 714	82 747	62,33	72 064	56 704	77,23	16 360	22,70
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	84 793	34 885	59,08	30 379	24 411	80,35	5 968	19,64
91 ESSONNE	634 416	248 696	61,11	222 460	181 072	81,38	41 378	18,60
92 HAUTS-DE-SEINE	813 519	310 345	61,85	280 181	220 678	78,72	59 503	21,27
93 SEINE-SAINT-DENIS	790 965	298 579	66,25	218 778	178 503	81,59	40 255	18,40
94 VAL-DE-MARNE	898 706	258 601	62,88	234 673	189 784	80,78	45 109	19,20
95 VAL-D'OISE	588 498	206 553	63,86	188 752	148 987	79,61	39 085	20,38
971 GUADELOUPE	198 967	20 302	89,89	18 399	16 988	90,59	1 731	8,40
972 MARTINIQUE	214 345	35 343	83,51	32 208	30 300	94,07	1 908	5,92
973 GUYANE	29 951	5 933	80,19	5 806	4 782	87,04	713	12,95
974 LA RÉUNION	232 612	65 713	77,54	69 551	52 348	86,45	8 203	13,54
975 ST-PIERRE-ET-MICHELON	4 444	1 062	76,10	980	917	93,67	63	6,42
976 MAYOTTE	22 300	6 068	72,78	6 008	5 718	95,17	290	4,82
985 POLYNÉSIE FRANÇAISE	-	-	-	-	-	-	-	-
986 NOUVELLE-CALÉDONIE	58 401	56 908	36,75	51 349	29 284	57,02	22 085	42,97
987 ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA	8 313	4 002	51,85	3 824	3 198	81,48	725	18,50

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Les réactions

M. Rocard : « Un double regret »

« La démocratie a parlé, le oui est acquis. A l'heure qu'il est, nous avons mal l'évaluation de tous les résultats mais il semble que près de douze millions de Français et de Français viennent d'approuver le statut qui doit donner les dix ans de paix, dix ans de chances de développement à la Nouvelle-Calédonie. Dans la perspective du scrutin d'autodétermination de 1998, ce statut est désormais la loi de la France.

« Ma première pensée va vers la Nouvelle-Calédonie, vers l'ensemble de nos compatriotes établis sur cette terre lointaine, vers Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, les responsables qui ont signé les accords de Matignon, pour leur dire : à vous maintenant de construire un avenir pacifique, une société plus juste, où chaque communauté trouve sa place, et une part plus équitable des responsabilités.

« Ma seconde réflexion s'inspire des résultats d'ensemble de ce scrutin. La participation est faible. Nous le redoutions tous. Je l'avais laissé pressentir dès le mois d'août à Nouméa. Bien sûr, la Nouvelle-Calédonie, c'est loin, et il n'y avait pas d'enjeu de politique intérieure. Tout cela se comprend. J'ai tout de même un double regret. Le droit de vote est un bien précieux. Le conquérir a coûté et coûte encore beaucoup de drames dans bien des pays et je suis toujours inquiet lorsqu'il est négligé. J'aurais aimé que l'accord signé par Jacques Lafleur, par Jean-Marie Tjibaou et par moi-même, tel même, au mois de juin et confirmé en août - accord qui avait mis fin, souvenez-vous-en, à l'effusion de sang au cœur d'un territoire français, - j'aurais aimé qu'il recueille de nos concitoyens dans leur ensemble un large soutien.

« Sans doute ce soutien existe. Nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie le savent et ont enregistré qu'il est voté. Mais peut-être a-t-il été chichement mesuré. Il existe cependant, il est réel. Je félicite ceux qui ont voté pour que la paix soit durable, pour que la fraternité l'emporte dans les esprits et dans les faits.

Oui à l'avenir oui à la fraternité

« La tâche sera difficile, mais elle rendue possible grâce à tous ceux et à toutes celles d'entre vous qui sont allés voter aujourd'hui et qui dans leur immense majorité ont dit oui à l'avenir, oui à la fraternité. Je veux les en remercier.

« Les six mois écoulés auront donc permis, conformément aux orientations tracées par le chef de l'Etat avec l'aide du gouvernement et aujourd'hui avec votre accord, votre concours de faire prévaloir en Nouvelle-Calédonie la fraternité, la négociation, la justice, c'est-à-dire une réponse conforme aux intérêts supérieurs de la France.

« C'est dans le même esprit, avec la même volonté et selon les mêmes principes que je poursuis ma tâche pour faire face aux grands problèmes qui dès aujourd'hui et demain nous attendent : l'emploi, la solidarité, la modernisation de notre secteur public.

« Comme en Nouvelle-Calédonie, c'est à travers un vrai dialogue, ensemble mes chers compatriotes, et avec le souci que chacun en ait sa juste part que nous construirons désormais la prospérité de la France de demain. »

M. Joxe :

« Je félicite les citoyens législateurs »

« Je remercie, a déclaré M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, les millions de Français et de Françaises qui se sont rendus aux urnes, par ce beau dimanche, pour exprimer personnellement leur volonté de paix, de justice et de fraternité. Je félicite les citoyens législateurs, ceux et celles qui sont allés voter parfois pour la septième fois de l'année, mais aujourd'hui pour faire la loi qui s'impose à tous comme expression de la volonté générale, volonté qui est aujourd'hui incontestable.

« Ensuite, je constate que si le projet de loi avait été soumis à l'Assemblée nationale 70 % des députés l'auraient approuvé d'après leurs propres déclarations. Mais le référendum, lui, a apporté 80 % de oui, et l'on peut dire que cette procédure qui a débordé les clivages traditionnels était la meilleure.

« Enfin, sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie, une majorité très nette, après une campagne très calme, avec un taux de participation très élevé, a approuvé la politique proposée par le président Mitterrand et réalisée par le gouvernement. Le chemin à parcourir reste encore évidemment important, mais l'orientation approuvée là-bas, comme ici en Métropole, a reçu, aujourd'hui, une garantie solennelle. »

M. Léotard :

« Michel Rocard n'a pas convaincu »

« En utilisant pour des raisons purement tactiques la procédure du référendum, le gouvernement a pris un risque. Il assume aujourd'hui, devant l'échec de la participation, les conséquences de ce risque. Le gouvernement est sanctionné par l'indifférence, ce qui n'est pas très grave. La Nouvelle-Calédonie est victime de cette indifférence, et c'est beaucoup plus grave. Ceux qui, en conscience, ont souhaité une réponse positive le regretent (...).

« Michel Rocard n'a pas convaincu. Les Français s'éloignent

d'un gouvernement plus habile que courageux, qui chaque jour, à comme ailleurs, esquive son seul devoir : gouverner. Le Parti républicain désormais surveillera attentivement l'application des accords qu'il a approuvés et qui constituent toujours un espoir en dépit de cette malheureuse consultation. »

M. Mauroy :

« La fraternité et la solidarité l'ont emporté »

« La Nouvelle-Calédonie tourne la page de l'ère coloniale, elle peut s'engager dans la voie de la paix et du développement. La poignée de main de Jean-Marie Tjibaou et de Jacques Lafleur est honorée par la France qui a répondu clairement « oui » au référendum (...).

« Les socialistes saluent le résultat enregistré en Nouvelle-Calédonie, mais il regrette le fort taux de l'abstention enregistré en métropole, qu'elle soit délibérée ou passive. Il demeure que ce soit la fraternité et la solidarité l'ont emporté sur la violence et les menaces de guerre civile. »

M. Marchais :

« La vigilance s'impose »

« Le oui auquel nous avions appelé l'emporte largement dans un scrutin marqué par une très forte abstention. Cette faiblesse de la participation était prévisible compte tenu de l'ambiguïté qui a été entretenue sur le sort futur de la Nouvelle-Calédonie et compte tenu aussi du contexte social et politique dans lequel ce référendum a été décidé et organisé (...).

« Le scrutin passé, il convient désormais de mettre en œuvre sans retard l'ensemble des mesures économiques, sociales, politiques, culturelles prévues. La vigilance s'impose face aux tenants des pratiques colonialistes qui entendent maintenir

leur domination sur le peuple canaque, lui contester son droit à l'autodétermination et à l'indépendance (...).

M. Méhaignerie :

« L'avenir n'est pas bordé de roses »

« C'est surtout les résultats de Nouvelle-Calédonie qui sont assez inquiétants. Quant aux résultats en France, le « oui » est net, mais le pourcentage d'abstention, on s'y attendait (...).

« Personne ne peut se réjouir de ces résultats en Nouvelle-Calédonie, d'autant plus qu'ils sont très différents selon les régions. Le « non », à Nouméa, veut dire qu'il faut commencer à travailler dès demain matin si l'on veut réconcilier les communautés, c'est-à-dire rassurer les caldoches et convaincre les indépendantistes que l'intérêt des uns et des autres est de travailler ensemble. Il faut vite commencer le travail de réconciliation, et le chemin pour la Nouvelle-Calédonie n'est pas bordé de roses pour les dix prochaines années. »

M. Briant :

« Le chef du gouvernement doit démissionner »

« Michel Rocard, à la demande du président de la République, attendait des Français qu'ils soient complices d'une manœuvre obscure. Il n'a obtenu que leur méfiance et leur désaveu (...). 43 % de « non » sur le territoire prouvant que le gouvernement mentait lorsqu'il prétendait que c'était les habitants de la Nouvelle-Calédonie qui réclamaient le « oui » massif de la métropole. Cette fiction n'aura d'ailleurs existé que dans les calculs politiques du chef du gouvernement, qui, d'évidence, dans une affaire qui tourne mal, très mal, pour la réputation de la France, n'a d'autre choix, ce soir, que de remettre dans les plus brefs délais sa démission au chef de l'Etat (...).

M. Tjibaou :

« Le résultat est convenable »

« Je pense que le résultat est convenable. 62,5 % de participation (en Nouvelle-Calédonie), c'est confortable. 57 % de oui permettent l'application des accords. On peut donc commencer à travailler. Mais les 42 % de non représentent un risque. Il faudra tenir compte de ce vote de défiance qui exprime la volonté de ceux qui ne veulent pas partager. Cela demande de la vigilance (...). La situation de Jacques Lafleur est pour l'instant fragilisée. C'est peut-être une situation difficile personnellement pour lui étant donné son état de santé. Mais il y a le fait aussi qu'il n'y a pas eu vraiment de campagne électorale faite dans le territoire. Nous, nous avons essayé de faire campagne de notre côté. On n'a pas rencontré souvent nos concitoyens. »

M. Le Pen :

« Un échec cinglant »

« Le référendum organisé à partir des accords Tjibaou-Lafleur, dit accords de Matignon, était inconstitutionnel et illégal. Aucun article de la Constitution n'autorise en effet, même à terme, la sécession d'un territoire de la République ni la limitation arbitraire des droits électoraux des citoyens français (...).

« Les résultats à Nouméa et dans la Communauté européenne disqualifient celui qui prétendait parler en leur nom et invalident donc les accords soumis au référendum. Au total, le référendum, malgré les pressions officielles du pouvoir, est un échec cinglant pour le gouvernement et le président de la République, qui devrait avoir la dignité, comme le fit le général de Gaulle dans des circonstances identiques, d'en tirer les conséquences.

« Avec 20,5 % de non, le Front national confirme qu'il est la première force d'opposition. Avec 63 % d'abstentions, record absolu, le pays réel s'éloigne de plus en plus du pays légal. »

LE MONDE
diplomatique **PLANÈTE**
Par Claude JULIEN
NUMÉRO NOVEMBRE - EN VENTE PARTOUT

(Publicité)
DÈS JANVIER USA
ETUDIEZ AUX
Dans une grande université de Californie au Floride, soit pour améliorer votre anglais, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D). Cours, hébergement, repas, un semestre à partir de 5.400 \$ (Dollars) contre 3 trimestres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
USA-France-Office, 67, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47-22-94-94

LEO LAGRANGE
RENCONTRES
SPECIAL NUMÉRO
NOVEMBRE
LE MENSUEL
Passages
Organisent un débat sur le thème
Exclusions/Pauvreté/Racisme
LE TEMPS D'AGIR
Sous la présidence de :
Madame Georgina DUFOIX
Modérateur : Alain TOURAINE
Intervenants : Jean-Michel BELORGEY
Genevieve DOMENACH-CHICH
François GEINDRE
George PAU-LANGEVIN

Le 9 novembre 1988
de 17 H 30 à 20 H 00
Au Sénat, Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Pour retirer vos invitations :
Fédération Nationale LEO LAGRANGE
42 46 82 92
Le mensuel PASSAGES
45 86 30 02

MOSELLE : Moyeuve-Grande (1^{er} tour).
Inscr., 6.160; vot., 3.983; suffr. expr., 3.649. Liste PS conduite par M. René Drouin, m.s., 1.788 voix; liste PC-diss. conduite par M. César Depietri, 794; liste PS-diss. conduite par M. Daniel Penz, adj. au m., 628; liste PC conduite par M. Ange Santaroni, 439. Il y a ballottage.
[M. René Drouin (PS), député et maire sortant de Moyeuve-Grande, a manqué de 37 voix sa réélection

au premier tour de cette élection municipale partielle organisée à la suite de sa démission, suivie par celle d'une partie de son conseil municipal. M. Drouin entendait ainsi mettre un terme aux divisions apparues dans son équipe et ayant abouti à le mettre en minorité sur certains votes. Après ses succès tant aux législatives de juin dernier, où il a obtenu 70 % des suffrages dans son canton au deuxième tour, qu'aux cantonales de l'automne, il

a décidé de vider l'abcès en se démettant de son mandat, pour éviter une dégradation de la situation d'ici aux municipales du printemps prochain. La liste soutenue par la fédération de Moselle du PC est largement devancée par celle de l'ancien député et maire communiste de la ville, M. César Depietri. Comme en 1983, la droite n'a présenté aucune liste dans cette commune « sidérurgique ».

Au premier tour du scrutin de 1983, les résultats avaient été les

suivants : inscr., 6.029; vot., 4.640; suffr. expr., 4.236. Liste PS conduite par M. Drouin, 1.968 voix; liste PC conduite par M. Depietri, 1.675; liste PC-diss. conduite par M. Marcel Lamarie, 593. Au second tour, la liste conduite par M. Drouin a été élue avec 2.119 voix contre 2.013 à celle de M. Depietri et 421 à celle de M. Lamarie. Il y avait eu 4.553 suffrages exprimés sur 4.814 votants et 6.027 électeurs inscrits.]

AFP-PRO
LES DÉPÊCHES
DE L'AFP
SUR MINITEL
36.29.36.19.
Telesystèmes
Questel

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

**LA FORMATION,
CLÉ DE L'EMPLOI**
Avec notamment des articles de :
MICHEL DELERRE, CLAUDE EVIN
JEAN-MICHEL GAILLARD, ANDRÉ LANGEVIN
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à
APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-
Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le
document demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (60 % d'économie), qui
donne droit à l'envoi gratuit de ce
numéro.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-87
Tél. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1983)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wuits.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2437
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde en (1) 42-47-89-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	594 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changement d'adresse : dès que possible, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

M. Tjibaou :
« Le résultat
est convenable »

« Je pense que le résultat est convenable... »

M. Le Pen :
« Un échec
cinglant »

« Le référendum... »

« Les résultats... »

« Avec 50... »

« 1977... »

YMA (31) 42 47 97 27
Tél. (31) 42 47 97 27
Tél. (31) 42 47 97 27

Le Monde
TELEMATIQUE
Comptes 30 11 1988 1988

NUMÉROS	QUANTITÉ	VALÉRIE
1000	1000	1000
1000	1000	1000
1000	1000	1000
1000	1000	1000

« 1000... »

« 1000... »

« 1000... »

« 1000... »

« 1000... »

POUR INFORMATISER AEROSPATIALE, DEVINEZ QUI ETAIT LA HAUTEUR.

Un des leaders européens de l'aéronautique et de l'espace, Aerospatiale s'y connaît en haute technologie. Alors vous pensez bien que si elle a choisi Bull comme partenaire privilégié pour son informatique, il doit y avoir une raison.

Du satellite météo à l'Airbus, de la conception à la construction, de la gestion à la bureautique et aux réseaux, Bull participe à presque toutes les facettes de cette entreprise de trente-cinq mille personnes.

UN VRAI PARTENAIRE

En plus des solutions Bull comprenant équipements, logiciels et services, un véritable travail d'équipe a permis, entre autres, de réduire le temps de conception de

matériels aéronautiques et spatiaux.

Et c'est la maîtrise de Bull en matière de communication et de standards internationaux qui a permis d'intégrer et d'harmoniser les différents systèmes informatiques des autres constructeurs déjà en place.

PLUS DE LIBERTÉ

Les systèmes Bull "ouverts" sont pour Aerospatiale une garantie de liberté dans l'avenir. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car aujourd'hui, Bull et son partenaire

Honeywell Bull Inc. font profiter leurs clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Il le faut bien, si l'on veut être à la hauteur des exigences d'Aerospatiale. Ou des vôtres.

BULL ET SES CLIENTS

UNE EQUIPE QUI GAGNE

P

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Les résultats officiels du ministère de l'intérieur (1)

		% par rapport aux inscrits	% par rapport aux suffr. expr.
Inscrits	37 782 318		
Votants	13 993 000		
Abstentions	23 789 318	62,96	
Bulletins blancs ou nuls	1 668 708	4,41	
Suffrages exprimés	12 324 292		
Oui	9 859 557	26,09	80
Non	2 464 735	6,52	19,99

(1) Non compris ceux de Polynésie française.

Nos propres statistiques (1)

	Métropole			Outre-mer			Total		
	Vois	% par rapport aux inscrits	% par rapport Suffr. expr.	Vois	% par rapport aux inscrits	% par rapport Suffr. expr.	Vois	% par rapport aux inscrits	% par rapport Suffr. expr.
Inscrits	36 919 966			857 333			37 777 299		
Votants	13 796 372			194 333			13 990 705		
Abstentions	23 123 594	62,63		663 000	77,33		23 786 594	62,96	
Bulletins blancs ou nuls	1 653 597	4,47		15 411	1,79		1 669 008	4,41	
Suffrages exprimés	12 142 775			178 922			12 321 697		
Oui	9 714 483	26,31	80	143 223	16,70	80,04	9 857 706	26,09	80
Non	2 428 292	6,57	19,99	35 699	4,16	19,95	2 463 991	6,52	19,99

(1) Non compris les résultats de la Polynésie française.

Dans les états-majors

Déserts

20 heures : dans la résidence de Jean-Marie Le Pen, à Saint-Cloud, les projecteurs gardés du plastique bleu suspendus aux lambris du salon attendent le leader du Front national. L'état-major du parti est réuni à deux pas des caméras, dans une petite pièce d'où s'échappent de temps à autre quelques applaudissements, mais la porte reste close. Quelques militants vont et viennent en surveillant leurs montres. Jean-Marie Le Pen souhaite intervenir juste après Michel Rocard, quelques minutes à peine après l'annonce télévisée des premiers résultats.

20 h 05 : visiblement tendu, Jean-Marie Le Pen s'installe face aux caméras. Il réitère son texte

tandis que Michel Rocard intervient en direct sur les chaînes de télévision. Derrière lui, une plante verte soigneusement disposée dans le champ tient en équilibre sur une pile de Larousse illustrés. A peine son discours terminé, Jean-Marie Le Pen s'en prend à France-Info, qui a affirmé dans l'après-midi que les pneus de la voiture de Jean-Pierre Stébois étaient lissés, « il veut le faire passer pour un délinquant de la route », lance-t-il. « C'est abject. » L'entourage du chef du Front national reste silencieux. On ne parlera plus, ce soir, du décès de Jean-Pierre Stébois. Rue de Solferino, à Paris, le siège du Parti socialiste est triste-

ment désert. Dans une grande salle ouverte sur la cour pavée du rez-de-chaussée, deux télévisions bourdonnent doucement dans l'indifférence générale. Quelques militants désemparés gardent l'entrée, des journalistes vont et viennent à pas lents, les responsables sont absents. A peine sa déclaration achevée, à 20 h 10, Pierre Mauroy a quitté les lieux pour se rendre sur la plate-forme de TF 1. Marcel Debarge est passé dire quelques mots un peu plus tard. Jean-Jacques Queyranne fera peut-être une brève apparition dans la soirée. La moindre silhouette qui traverse la cour attire l'attention de quelques journalistes encore présents. Le long du

mur, les piles de chaises pliantes n'ont pas été dérangées d'un pouce. De retour de TF 1 à 22 heures, Pierre Mauroy fait irruption dans une salle quasiment vide. Le duplex organisé par FR 3 n'aura lieu qu'à 22 h 30, lui annonce-t-on. Pierre Mauroy jette un coup d'œil sur sa montre et repart d'un pas tranquille vers les bureaux situés dans les étages. Le bâtiment est étrangement silencieux. Au rez-de-chaussée, dans la salle de travail couverte d'affiches en faveur du « oui », les techniciens de télévision restent seuls au milieu de bureaux déserts.

ANNE CHEMIN.

Un sondage IFOP pour « le Monde » et RTL

Les abstentionnistes « mal informés »

56 % des 508 abstentionnistes interrogés, dimanche 6 novembre, par téléphone, par l'IFOP après la clôture du scrutin, ont justifié leur non-participation au scrutin par le fait qu'ils ne se sont pas sentis « assez informés sur le problème » du référendum. Parmi les autres motivations soulevées aux interviewés par ce sondage réalisé pour RTL et le Monde, la consigne de « non-participation active » donnée par le RPR n'est apparue déterminante

qu'à ceux de 17 % des personnes interrogées. De même, seule 29 % des sondés ont affirmé être favorables au texte du référendum, mais ne pas souhaiter dire « oui » au gouvernement.

Si 53 % des consultés se sont déclarés favorables à l'organisation d'un référendum pour régler ce problème, 41 % ont reconnu qu'ils ne se sentaient pas « vraiment concernés » par ce sujet.

Dans la presse parisienne

Les éditorialistes de la presse parisienne partagent au moins une analyse : le résultat du référendum complique la situation en Nouvelle-Calédonie. Serge July écrit dans Libération : « En boudant le référendum les dirigeants ont laissé bouillir sur le feu le dossier néo-calédonien. Ils croyaient s'en débarrasser en n'ayant le problème dans une mer d'indifférence. Ils viennent de donner au drame calédonien un surcroît dont il n'avait vraiment pas besoin ».

Philippe Tesson, dans le Quotidien de Paris, est encore plus net. S'il reconnaît que les accords de Matignon ne sont pas remis en cause, il fait remarquer : « On a trop souligné le lien qui unit ceux-ci et le référendum pour que le rejet du référendum, tel qu'il s'est exprimé

hier, n'altère pas la viabilité desdits accords ». Surtout il explique : « Le vote négatif de la communauté calédonienne opposé au vote positif de la communauté canaque crée les conditions d'un divorce dans les manifestations risquent de redoubler à plus ou moins brève échéance. Le scrutin d'hier consacre de manière inattendue et précipitée la partition qui portait en germe le référendum (...). L'avenir calédonien est plus précaire encore au lendemain d'une opération dont Tjibao est le principal bénéficiaire ».

Même analyse pour Alain Peyrefitte dans le Figaro. Après avoir souligné que « le gouvernement et le Parti socialiste ont raison de dire que le vote est parfaitement valable », il ajoute : « L'abstention a fragilisé les accords que le référendum

devait pérenniser. Les Français en restent aussi massivement chez eux ou refusent de souscrire au pacte national qu'on leur demandait. On ne fait pas boire le cheval qui n'a pas soif ».

C'est Claude Cabanes qui, dans l'Humanité, est le plus précis sur les raisons de cette situation. Il reproche à M. Rocard de s'être prononcé « contre l'indépendance du peuple kanak en 1998 », et pour lui cela en a « retenu plus d'un ». Il met aussi en cause « le contexte social et politique » : « aucune consultation électorale (...) sous une forme ou une autre n'échappe aux ferveurs du mécontentement », et il ajoute : « Quelle peut être la tempête sous la crête d'un électeur de gauche quand il apprend que deux ministres du gouvernement Rocard —

M.M. Durafour et Sotson — vont accompagner la plaidoirie de Raymond Barre ce soir à « l'Heure de vérité » ? ».

Pour la suite, Philippe Tesson explique que si le Front national et le RPR « ont à des titres divers des raisons d'être satisfaits », M. Rocard « quant à lui a trop engagé son crédit personnel sur ce dossier pour que son image ne soit pas ternie d'une épreuve qu'il n'a pas maîtrisée ». M. Peyrefitte est encore plus précis même si c'est de façon allusive, en écrivant « pour la troisième fois le référendum déçoit ceux qui l'ont organisé. En 1969, il a provoqué le départ du général de Gaulle. En 1972, il a entraîné celui de Chaban-Deleury. Qui servira de bouc émissaire à l'échec de 1988 ? ».

M. Chirac : « Les Français n'ont pas compris »

M. Chirac fait diffuser, dimanche 6 novembre, à 20 h 30, le communiqué suivant :

« Les Français n'ont pas compris pourquoi, dans la situation actuelle, il fallait recourir à la procédure du référendum, alors qu'il aurait été si facile de faire adopter l'essentiel des dispositions envisagées par le Parlement. »

« Ils n'ont pas compris non plus que l'on veuille priver de leur droit de vote en 1998, quand leur destin se jouera, des Français régulièrement établis dans un territoire de la République. »

« En revanche, ils ont très bien compris que l'objectif poursuivi par

le gouvernement était purement politique, et ils ont, à juste titre, refusé de s'y associer. »

« Quant à nous, nous demeurons déterminés à agir pour le rétablissement durable de la paix et du développement harmonieux dans toute la Nouvelle-Calédonie, et cela dans le respect des droits imprescriptibles de chacun. »

● PRÉCISION. — Les résultats électoraux donnés dans notre article sur les précédents référendums français (le Monde du 6 novembre) étaient ceux de la seule métropole, afin de faciliter les comparaisons entre les diverses époques.

Devant les représentants de la communauté juive

M. Rocard souligne que « le statu quo ne saurait se maintenir très longtemps » dans les territoires occupés

M. Théo Klein, dont le second mandat de trois ans, non renouvelable, à la présidence du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) vient à terme en mars prochain, a été invité à la présidence du CRIF à l'occasion de son assemblée générale d'automne (il présida cette année, par M. François Mitterrand. Le chef de l'Etat a préféré ne pas interrompre la récente tradition qui veut, depuis 1985, que ce soit le premier ministre qui réponde à cette invitation. M. Michel Rocard s'est néanmoins félicité, devant ses hôtes, le samedi 5 novembre à Paris, de l'opportunité qui lui était, ainsi, donnée de s'adresser aux représentants de la communauté juive.

Les protestations du CRIF et de son président contre la visite de M. Yasser Arafat à Strasbourg et contre l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait eu, au Parlement européen, avec le président de l'Olp, en septembre dernier, ayant quelque peu assombri les relations entre M. Mitterrand et les responsables communautaires, M. Klein a expliqué, une fois encore, qu'il n'avait entendu exercer aucune « pression (...) sur un gouvernement qui a bien entendu, seul en charge de définir et de mener la politique extérieure de son choix ».

« La démocratie, non seulement, autorise, mais elle appelle à la libre expression des opinions individuelles ou collectives », a déclaré M. Klein, ajoutant que, en la circonstance, le CRIF avait exprimé « la douleur d'une sensibilité atteinte, beaucoup plus que la critique de la mise en œuvre prématurée d'un choix politique ».

Une laïcité « moderne »

M. Rocard a donné acte au président du CRIF du refus de celui-ci de se comporter comme un groupe de pression. Développant, à partir de l'exemple calédonien, sa conception de la médiation, le premier ministre a invité les représentants de la communauté juive « à être, activement, une instance de médiation entre l'Etat et

la société civile pour tout ce qui touche à la défense et à la promotion des valeurs de la République ».

Au nombre de ces valeurs, M. Rocard a inscrit « une laïcité moderne (...), qui ne soit plus simplement exprimée en termes de principes véridiques mais surmés ». « Nous en avons trop souffert », a-t-il observé, en une allusion transparente à la querelle scolaire de 1984. Pour le premier ministre, dont les propos ne pouvaient pas ne pas évoquer les récents conflits autour du film *Le Dernier Testament du Christ* et de la pilule abortive, cette laïcité doit être « conquérante de la fraternité et de la solidarité », mais non « agressive, et notamment pas à l'égard du refuge spirituel auquel peuvent aspirer les hommes et les femmes que troublent les temps de crise ».

M. Rocard, qui s'exprimait en présence du cardinal Albert Decourty, président de la conférence épiscopale — la fédération protestante était représentée, mais Cheikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris, s'était excusé, — a ajouté que « toutes les communautés spirituelles et religieuses doivent pouvoir trouver dans l'Etat le promoteur impartial, mais attentif, de cette laïcité renouvelée ».

Le premier ministre, répondant à M. Klein, qui avait évoqué « la chance (...) d'avoir à la tête de ce pays — une des personnalités — qui ont su gagner la confiance des deux peuples en cause », a réaffirmé la position de la France sur le conflit israélo-arabe : « Il n'y aura pas, a dit M. Rocard, de paix juste et durable pour Israël et les Palestiniens sans reconnaissance par chacun de l'existence et des droits légitimes de l'autre ». Soulignant que la conférence internationale souhaitée par la France « n'aurait pas pour but d'imposer des solutions toutes faites », M. Rocard a insisté, cependant sur le fait que « la réalité quotidienne dans les territoires occupés, avec son cortège de violence, nous oblige à prendre conscience que le statu quo ne saurait se maintenir très longtemps ».

Refusant de « porter un jugement sur ce que seront — les orientations du

futur gouvernement israélien, le premier ministre a répété que la France « est totalement disponible pour servir la cause du dialogue et de l'entente entre les peuples ».

P.J.

La réforme de l'audiovisuel devant le Sénat

Le gouvernement est embarrassé par la polémique sur la coupure publicitaire

Le gouvernement qui s'apprête à défendre, le 8 novembre, devant le Sénat, sa réforme de l'audiovisuel, est plongé dans un cruel embarras. Son projet de loi, centré sur le remplacement de la CNCL par un Conseil supérieur de l'audiovisuel, risque de s'enliser dans une polémique sur le délicat problème de la coupure publicitaire. Le sénateur RPR, M. Adrien Gouteyron, a mis le feu aux poudres. Rapporteur de la loi Létard en 1986, il avait défendu avec succès le principe d'une coupure publicitaire unique dans les films et les fictions télévisuelles sur les chaînes privées. Rapporteur du projet de loi de M^{me} Catherine Tasca et de M. Jack Lang en 1988, il vient de faire adopter par la commission des affaires culturelles un amendement supprimant cette coupure.

L'ennui, c'est que les professionnels du cinéma, peu favorables à l'interruption des films par la publicité lors de la création des chaînes privées, se mobilisent aujourd'hui, à grand renfort de signatures, pour la défendre. Comment expliquer ce étrange renversement des fronts ?

La volte-face des professionnels du cinéma tient à d'évidentes préoccupations économiques. Face à une fréquentation des salles en chute libre, les télévisions sont devenues les grands bailleurs de fonds du septième art. Les chaînes privées font une grosse consommation de films parce que le cinéma attire à 20 à 30 % de fortes audiences et draine ainsi d'importantes ressources publicitaires.

Mais cette équation repose en grande partie sur l'interruption du film par la publicité qui rapporte près de 800 millions de francs par an à une chaîne comme TF 1. Si la coupure devient illégale, les télévisions privées remplaceront films et fictions françaises par des variétés ou des séries américaines. Un changement de stratégie qui aurait des conséquences désastreuses sur l'économie du cinéma et la santé déjà vacillante de la production française.

Le revirement des sénateurs RPR est, lui, plus difficile à interpréter. On peut certes imaginer que M. Gouteyron ait renoncé à défendre la logique de la télévision commerciale devant la grogne des électeurs-télépectateurs mécontents de la pollution du petit écran par la publicité. Mais il est aussi possible que cet amendement ne soit qu'un coup de force tactique destiné à mettre le gouvernement dans l'embarras pour mieux négocier sur d'autres points du projet de loi.

Car le gouvernement est bien la première victime de cette nouvelle guerre de la coupure publicitaire. Politiquement, il lui est difficile de s'opposer à un amendement présenté par un sénateur RPR, appuyé par les sénateurs communistes et socialistes. Mais M^{me} Tasca et M. Lang savent que, s'ils cèdent à la pression politique, ils devront affronter dans quelques mois une véritable débâcle économique du cinéma et de la production télévisuelle.

J.-F. L.

Le budget de l'éducation nationale à l'Assemblée

500 postes de plus pour les universités

(Suite de la première page.)

Mais certains syndicats ont pu, non sans raison, dénoncer les ambitions limitées du budget et surtout l'absence de mesures de revalorisation des salaires : seule une provision de 400 millions de francs, dont 100 millions pour le supérieur, est prévue

comme gage de la bonne volonté gouvernementale à la veille de l'ouverture, le 14 novembre, des discussions officielles avec les syndicats sur ce dossier central.

La persistance du malaise dans les lycées et les bavures de la rentrée universitaire ont achevé de convaincre M. Jospin que son budget serait décidément bien court pour à la fois satisfaire les revendications des enseignants et assurer convenablement la rentrée 1989, sur laquelle le nouveau ministre de l'éducation nationale sera inévitablement jugé. Or la crainte est réelle de ne pouvoir accueillir décemment le flot de nouveaux lycéens et étudiants et de voir le gouvernement pris au piège du succès de son propre slogan : 80 % des jeunes au niveau du bac en l'an 2000 !

Un ballon d'oxygène

L'exaspération des professeurs, confrontés à des classes et des amphithéâtres surchargés, accroît la pression des syndicats, au moment où le gouvernement cherche à endiguer la contestation dans la fonction publique. M. Jospin, qui, pas plus que l'ensemble du gouvernement, ne peut désespérer la gauche enseignante ni le grand parti des usagers de l'école, a donc demandé, et obtenu, une rallonge en postes pour desserrer l'étau dans les lycées et les universités. « Je pense pouvoir dire (...) que le gouvernement ne restera pas inerte (...) », annonçait-il dès le 20 octobre lors de l'émission télévisée « Questions à domicile ».

Ce ballon d'oxygène pour la rentrée prochaine a été obtenu par la création de 500 postes supplémentaires de maître de conférence dans les universités, ce qui correspond à un doublement de l'effort prévu au budget. D'autre part, des emplois pour les enseignants primaires et secondaires seront dégagés par le mécanisme budgétaire de l'autorisation de recrutement en surnombre. Selon cette formule, le ministre des finances ou le premier ministre autorise le ministre de l'Éducation nationale à ouvrir des emplois supplémentaires, sans création de poste au budget. Le financement se fait par prélèvement sur la dotation existante et les postes pourront être créés soit le même année par

une loi de finances rectificative, soit beaucoup plus tard.

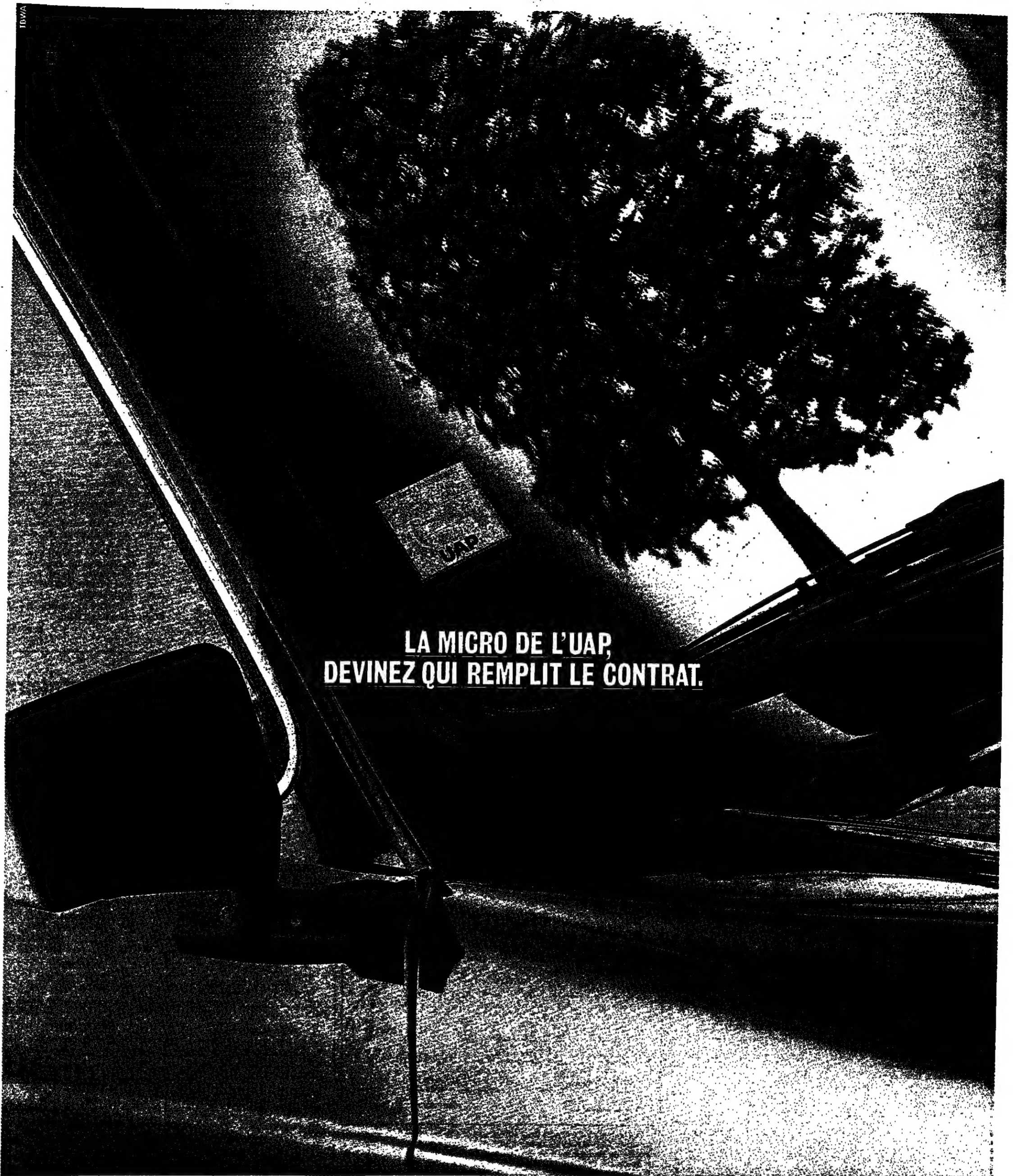
C'est ainsi qu'à la veille de la rentrée 1983 M. Pierre Mauroy avait sorti de son chapeau, sous la pression du SNI, 500 emplois d'instituteurs. Les 500 postes correspondants sont discrètement créés au budget de 1989... cinq ans après.

Cette fois, il ne s'agit plus seulement de céder aux amicales pressions de la FEN. Pour l'instant le prix de la dette du gouvernement envers les enseignants s'est limité au rétablissement (notamment des postes mis à disposition (MAD) des associations d'enseignants populaires, et à la réduction de l'horaire d'enseignement des professeurs de collège (PFGC). Le gouvernement semble avoir pris conscience qu'il ne suffit pas de multiplier les créations de postes pour améliorer la qualité du service d'éducation surtout en période de crise de recrutement, où les nouveaux emplois échoient souvent à des auxiliaires insuffisamment formés. Mais la marge de manœuvre est étroite entre la nécessité d'accompagner la démographie lycéenne et étudiante galopante, et celle d'assurer partout un enseignement de valeur.

Cependant, l'effort de dernière minute consenti par le gouvernement pour sauver la rentrée 1989 risque de ne pas suffire à satisfaire les communistes, qui condamnent globalement le budget de l'éducation nationale et sont portés par la agitation dans les établissements par le biais du SNES et du SNE-Sup, notamment.

Quant aux centristes de l'UDC, ils attendent ailleurs leurs griefs et devaient promettre leur abstention contre plusieurs amendements particulièrement exigeants pour M. Jospin. Il s'agit de donner la possibilité aux collectivités locales de participer aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé (possibilité limitée actuellement à l'enseignement technique), de conférer à titre expérimental à certaines universités une autonomie totale (au financement pour le recrutement des enseignants et... de renouer au rétablissement des deux 250 postes mis à disposition. Voilà qui donne un avant-goût du climat difficile dans lequel se déroulera le débat sur la loi d'orientation de l'éducation nationale annoncée par M. Jospin pour 1989.

PHILIPPE BERNARD.



LA MICRO DE L'UAP,
DEVINEZ QUI REMPLIT LE CONTRAT.

Premier assureur français, l'Union des Assurances de Paris gère 11 millions de contrats et effectue chaque jour 1,8 million d'opérations. Pour y faire face, elle a mis en place 2.000 micros Bull à travers la France qui s'intègrent dans un ensemble de 14.000 terminaux reliés par réseau privé à deux systèmes centraux.

Avec un tel enjeu, c'est évident, la première exigence de l'UAP est la communication. Alors, si elle a choisi Bull, il doit bien y avoir une raison.

UN VRAI PARTENAIRE

Grâce à un véritable travail d'équipe, ainsi qu'à sa maîtrise reconnue des systèmes

communicants, Bull a pu lui apporter des solutions clés en main, service compris.

A tel point que Bull est devenu le partenaire prioritaire de l'UAP pour l'étude et la réalisation d'un des plus gros serveurs vidéotex jamais conçu. Pourquoi Bull? Sa connectabilité exceptionnelle. C'est l'UAP qui l'a dit, pas nous.

PLUS DE LIBERTÉ

Les systèmes Bull "ouverts" sont pour l'UAP une garantie de totale liberté. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le

Groupe Bull saura toujours offrir ce qu'il faut à l'UAP. Car aujourd'hui, Bull et son partenaire Honeywell Bull Inc. font profiter leurs clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Une bonne assurance pour l'avenir de l'UAP. Ou pour le vôtre.

BULL ET SES CLIENTS. UNE ÉQUIPE QUI GAGNE.



Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Les résultats du scrutin en Nouvelle-Calédonie

Le territoire désespérément écartelé

- Une participation très supérieure à celle de la métropole : 63,24 %
- Le « oui » l'emporte nettement : 57,02 %
- Le « non » de Nouméa et de cinq autres communes caldoches désavoue M. Lafleur et hypothèque l'application des accords de Matignon

Le bilan du scrutin en Nouvelle-Calédonie se révèle extrêmement contrasté. Il apporte, certes, deux motifs de satisfaction aux signataires des accords de Matignon mais il les confronte aussi à la perspective de résistances encore plus fortes qu'ils ne le craignaient pour les dix années à venir.

Premier motif de satisfaction : le niveau de la participation. Contrairement à ceux de métropole, les électeurs calédoniens n'ont pas bougé le référendum. La participation sur l'ensemble du territoire (63,24 %) a été plus forte qu'aux scrutins précédents. Il y a eu en plus de votants qu'au référendum du 13 septembre 1987 (+ 4,14 points), plus qu'aux élections régionales du 24 avril, cumulée avec le premier tour de l'élection présidentielle (+ 4,01) et plus qu'au premier tour des élections législatives du 5 juin (+ 12,86). Ces trois scrutins avaient toutefois été boycottés par les indépendantistes.

En revanche, la participation est restée inférieure à celle des élections régionales du 29 septembre 1985, auxquelles toutes les formations politiques du territoire avaient participé après une campagne intense précédant la rentrée en vigueur du système institutionnel conçu, à l'initiative de M. Edgar Pisani, par le gouvernement de M. Laurent Fabius. Il y avait eu alors 80,19 %

de participation, soit 16,95 points de plus que cette fois-ci. Dans aucune commune du territoire la participation n'est plus forte qu'il y a trois ans. Ni le FLNKS ni ses adversaires n'ont mobilisé toutes leurs troupes.

Les plus fortes participations sont enregistrées à Moindou (75,13 %), Pouébo (73,30 %), Yaté (73,28 %), Farino (72,97 %), Koné (72,29 %), Sarraméa (70,12 %), Ponerihouen (70,09 %), Hienghène (69,49 %) et Bourail (69,16 %). A Nouméa, la participation a été inférieure de 12,16 points par rapport à 1985 et de 19,95 points par rapport à 1987.

Une particularité : la faible participation des électeurs des îles Loyauté qui sont les seules communes, avec celle de Pouébo, où l'abstention a été supérieure à 50 % (53,39 % à Lifou, 53,46 % à Maré, 54,94 % à Ouvéa). A Ouvéa, les militants indépendantistes du nord de l'île, traumatisés par le bilan sanglant de l'assaut du 5 mai contre la « grotte sacrée » de Gossnah, et en désaccord ouvert avec la stratégie conciliante de M. Jean-Marie Tjibaou, ne sont pas allés voter.

A Maré, le grand chef coutumier de l'île, M. Nidoish Nalsseline, fondateur du mouvement Libération kanak socialiste (LKS), déjà d'abord été considéré comme un simple figurant par le premier ministre

à l'occasion de la négociation des accords de Matignon, n'a pas réellement mobilisé ses électeurs après avoir appelé à voter « oui ». A Lifou s'est manifestée l'influence du Front uni de libération kanak (FULK), la composante maximaliste du FLNKS qui préconisait le « non ».

Le cas de Pouébo est plus singulier : il semble que le taux d'abstention local (50,08 %) soit le résultat de la ténacité de militants du Parti de libération kanak (PALIKA) peu convaincus du bienfondé des orientations du parti de M. Tjibaou, l'Union calédonienne (UC).

Le « oui » massif des Canaques

Second motif de satisfaction : le « oui » l'emporte nettement sur l'ensemble du territoire avec 57,02 % des suffrages exprimés, même si ce taux apparaît très inférieur à celui enregistré en métropole et même si le poids du « non » (42,97 %) menace d'hypothéquer l'application des accords de Matignon.

Le « oui » remporte ses meilleurs scores dans les communes peuplées presque exclusivement de Canaques : les îles Belep (98,97 %), Hienghène, la commune dont M. Tjibaou est le maire (97,27 %), Yaté (93,52 %), Canala (91,28 %), Ponerihouen (86,65 %), Houailou

(85,89 %), Touho (84,48 %), Sarraméa (82,74 %), Thio (81,74 %), Poum (80,17 %), Poindimié (79,92 %), etc.

Bien qu'il n'ait pas vraiment mené campagne, l'état-major du FLNKS peut donc s'estimer satisfait. La démarche de M. Tjibaou reçoit l'aval, comme d'habitude, de la majeure partie des électeurs mélanésiens. Le « oui » prédomine clairement dans trois des quatre régions issues du statut mis en place au printemps dernier par le gouvernement de M. Jacques Chirac et destinées à être remplacées, à dater du 14 juillet 1989, par les trois provinces prévues dans la loi référendaire. Il y a eu en faveur du « oui » 87,02 % des suffrages exprimés dans la région Est, 85,10 % dans la région des îles Loyauté, (toutes deux à dominante mélanésienne) et 58,15 % dans la région Ouest (où les deux communautés se partagent numériquement les territoires communaux.)

Micages en perspective

Le motif d'inquiétude tient à l'importance du « non » dans la région Sud du territoire (14 590 « non », soit 60,08 % contre 9 695 « oui », soit 39,92 %) où les consignes de vote des différentes formations d'extrême droite ont été sui-

vies par la plupart des votants. Ces résultats à contre-courant apparaissent très spectaculaires à Nouméa (63,70 % de « non ») et dans les deux principales communes de l'agglomération nouméenne, Mont-Dore (56,37 %) et Dumbéa (65,87 %) ainsi que dans les trois îles caldoches de la côte ouest, Bourail (56,31 %), La Foa (53,02 %) et Farino (79,33 %).

La commune de Païta (60,37 % de « oui » contre 39,62 % de « non »), proche de Nouméa, échappe à cette influence grâce au vote de son importante communauté wallisienne qui a suivi les consignes de M. Jacques Lafleur. Mais pour le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), le vote négatif de Nouméa et de cinq autres villes de la région Sud constitue un cinquantaine de voix.

Ce résultat apparaît en totale contradiction avec la tendance qui s'était manifestée aux dernières législatives. M. Lafleur avait alors été réélu député RPR au premier tour avec une majorité de 83,31 % et ce scrutin avait été marqué par un net recul de l'extrême droite, qui avait recueilli trois mois auparavant 22,49 % des suffrages sur l'ensemble du territoire.

Cette fois, les broussards de la côte ouest, ainsi que la plupart des électeurs de Nouméa (où le « non »

recueille presque deux fois plus de suffrages que le « oui ») ont réaffirmé, comme ils l'avaient fait le 24 avril, leur défiance à l'égard du chef de file du courant « loyaliste ». M. Lafleur, éminent signataire des accords de Matignon, n'apparaît plus représentatif dans son propre domaine électoral.

La mise en œuvre des accords de Matignon n'en sera rendue que plus difficile puisque les électeurs de la région Sud viennent ainsi, contre l'attente de leur député, de rejeter les compromis approuvés par les électeurs métropolitains. Le postulat consensuel sur lequel reposait le projet commun de MM. Lafleur, Tjibaou et Rocard, devient en partie caduc.

Certes, le « oui » formulé par le territoire dans son ensemble légitimera l'application de la loi référendaire mais le front du refus formé autour de Nouméa par les conservateurs, dont beaucoup de fonctionnaires, et les extrémistes, promet au gouvernement de fortes pesanteurs et sans doute des blocages lorsqu'il s'agira de concrétiser la politique de réduction des inégalités et de rééquilibrage économique que M. Rocard s'est engagé à mener en faveur de la communauté canaque.

La Nouvelle-Calédonie reste désespérément écartelée.

A. R.

Le retour des vieux démons...

NOUMÉA
de notre correspondant

Thio est un peu la boîte de Pandore de la trousse calédonienne. C'est là, dans cette courbe de nickel liché par une marée couleur de plomb, que le « Caillou » réserve ses surprises, livre ses secrets et annonce ses mouvements d'humeur. C'est pourquoi l'affaire semblait entendue ici, dès les premières heures de la matinée de dimanche lorsque les Canaques ont commencé à sortir des tribus.

Pour la première fois depuis trois ans, les voilà qui reprennent le chemin des urnes. Sans enthousiasme mais avec discipline, ils convergent vers la mairie, silencieusement par petits groupes les rues du village caldoche où le soleil frappait déjà dur. Les cars de la municipalité FLNKS étaient allés chercher les électeurs des hameaux les plus enclavés. La machine indépendantiste tournait plutôt bien. Une journée sans histoire du côté canaque.

L'ambiance était toute différente du côté européen. Il y a un peu plus d'un an, lors du scrutin local d'auto-détermination, les « loyalistes » s'étaient bousculés aux portes de la mairie pour voter à deux mains « oui à la France ». Époque béni où Bernard Pons et Jacques Lafleur, inséparable duo, jurèrent d'en finir avec les cauchemars de Kanaky. Combien étaient-ils dimanche, tel M. Colonna, électricien à la société Le Nickel (SLN) à s'être mêlés à la foule canaque ? Peu nombreux. Beaucoup ont voté « non ». M. Colonna, lui, clamait qu'il avait voté « oui » parce que « c'est une chance à saisir, c'est maintenant ou jamais », disait-il. Tant pis s'il prêchait dans le désert.

« La campagne du RPR nous a paralysés »

De l'autre côté du col de Petchouca, Canala s'est refait une toilette. Les tranchées sont rebouchées et les façades repeintes. C'était promis, on ne fracasserait pas d'urnes à la hache ce dimanche. D'ailleurs, les gendarmes en faction devant la mairie étaient courtoisement invités à partager le « bougna » (plat traditionnel) des assesseurs FLNKS : « Venez ! Venez ! sinon on va se vexer ». Après les coups de feu, on s'échangeait des fourchettes et des politesses. Les militants de Canala sont décidément désarmés ! Ils ont mis la même ardeur, le même pointillisme à orchestrer la guérilla qu'à choyer les opérations de vote. Léopold Jorédié, numéro trois du FLNKS, n'était pas peu fier de ses troupes : « Nous, nous avons apporté notre quote-part à ce référendum ». Alors maintenant, et Lafleur n'est pas suivi, ajoutait-il, ah bien ! qu'il se débrouille avec son électoral !

Le désaveu infligé à Jacques Lafleur par des parisiens jusqu'à si fidèles, c'est sur ce constat lourd

de conséquences que la Nouvelle-Calédonie s'est réveillée lundi. Alors que le « oui » emporte des majorités écrasantes dans les communes mélanésiennes, le « non » est majoritaire dans les communes à forte concentration européenne. Nouméa, la forteresse imprenable du RPCR, a nettement rejeté les accords de Matignon malgré la consigne de voter « oui » lancée par Jacques Lafleur. La tendance s'est confirmée dans les localités de sa banlieue, tandis que le centre agricole de Bourail, toujours très influencé par les thèses de Justin Guillemard, porte-parole des Comités d'action patriotique, votait « non » à 56,31 %, les suffrages mélanésiens de la commune ayant pondéré le résultat.

Fort de sa réflexion triomphale et quasi plébiscitaire aux législatives, Jacques Lafleur s'était cru mandaté pour signer les accords de Matignon. Cinq mois plus tard, le malentendu semble total. Qu'est-il donc arrivé ? Passé le drame d'Ouvéa, l'esprit de réconciliation s'est incontestablement éteint, les vieux démons se réveillent.

« On peut craindre des dérapages »

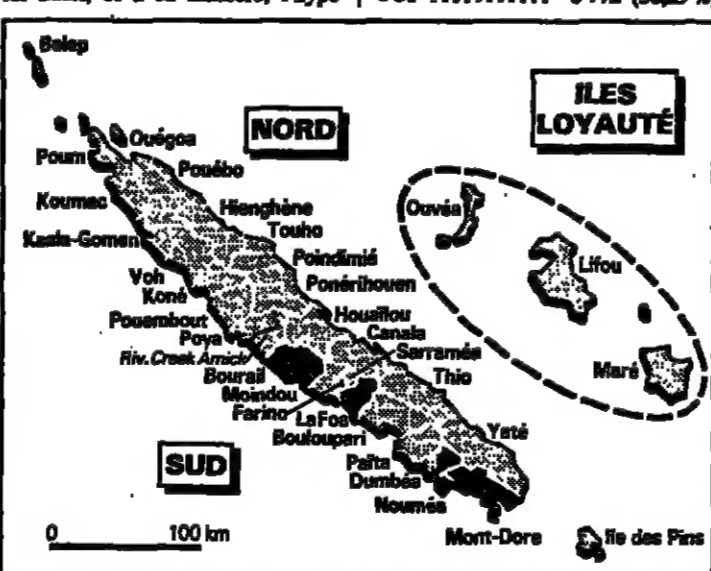
Mais le trouble de l'électorat de Jacques Lafleur a surtout pour origine la cacophonie qui s'est installée entre le RPCR et son grand frère de métropole, le RPR. Chaque soir, à la télévision, les Calédoniens ont pu entendre Alain Juppé dénoncer le « gel » du corps électoral jusqu'en 1998. Cela a fini par porter quant aux interventions critiques de Bernard Pons, l'ancien ministre des DOM-TOM, populaire s'il en est en milieu caldoche, elles sont tombées à point nommé pour conforter l'argumentation du Front National. « La campagne du RPR en métropole nous a fait beaucoup de mal ; elle nous a paralysés », a résumé, amer, un élu modéré du RPCR.

Reste maintenant une inconnue : la longévité des accords de Matignon. La position personnelle de Jacques Lafleur y sera évidemment pour beaucoup. Le député désavoué n'avait pas encore réagi, lundi après-midi. Certaines rumeurs faisaient état de son intention de se démettre de son mandat de député sans qu'il soit toutefois possible de leur accorder un quelconque crédit. Déjà, en 1982, au lendemain d'un accord local entre les centristes et les indépendantistes, Jacques Lafleur, en quête d'une nouvelle légitimité, avait remis en jeu son mandat avant d'être réélu haut la main. Mais un tel « coup » apparaîtrait aujourd'hui beaucoup plus risqué.

C'est donc peu dire que le référendum a bousculé l'échiquier politique territorial. Si le RPR cherche, le Front national triomphe et hausse le ton. « Nous demandons, expliquait, dimanche soir, Guy Georges, secrétaire général du Front national local, que le gouvernement remette en cause les accords de

Matignon, ramène tout le monde autour de la table avec la présence des forces loyalistes non RPCR pour engager une négociation ». Les militants d'extrême droite sont, eux, encore plus explicites : « Après un tel rejet des accords de Matignon, si le gouvernement ne veut pas renégocier, alors on peut craindre des dérapages. S'il faut que les loyalistes s'expriment à coups de cailloux comme le FLNKS pour être entendus... »

Justin Guillemard, porte-parole des broussards de Bourail, évoquait lui aussi, et à sa manière, l'hypo-



Le « non » l'a emporté dans six des treize communes qui composent, à partir du 14 juillet 1989, la province Sud du territoire : Nouméa, Dumbéa, Mont-Dore, Bourail, La Foa, Farino. Sur l'ensemble du territoire les résultats du scrutin font apparaître une cassure de l'électorat européen, en particulier à Nouméa.

thèse d'une radicalisation « loyaliste » : « Si les socialistes ne votent pas leur compte de ce scrutin, je pense que les Calédoniens devront se situer dans un mouvement de résistance comme ils l'ont fait de 1984 à 1986. »

C'est probablement au risque d'une telle dérive que Jean-Marie Tjibaou pensait lundi matin en appelant à « considérer avec beaucoup de vigilance cette volonté de ne pas partager ». Mais, pour lui, « les accords sont maintenant entérinés et on peut commencer à travailler ». « Même s'il y a un fort taux de « non », s'il a voté qu'il hypothèque sérieusement l'avenir des accords, ceux-ci sont applicables dans l'immédiat. Il va falloir ensuite que chacun des signataires reconstruise sa position parce que s'il y a une défaillance de qui ce soit, il n'y aura pas d'accord. »

Propos mesurés, comme Jean-Marie Tjibaou sait en tenir pour tirer la sonnette d'alarme sans avoir l'air de dramatiser. Il n'empêche. Chacun à Nouméa avait le sentiment que la Nouvelle-Calédonie venait de se reconstruire... avec ses vieux démons !

FRÉDÉRIC BOBIN.

Les résultats dans les trente-deux communes du territoire

INS. 88 401 ; Vol. 55 908
Abs. 36,75 % ; Exp. 51 349

OUI 29 284 (57,02 %)
NON 22 065 (42,97 %)
24 avril 1988. — Vol. 51 309 ;
Abs. 41,84 % ; Exp. 50 808. Cens.
37 818 (74,82) ; Le Pen, 8 287 (12,38).

INS. 32 672 ; Vol. 21 230
Abs. 35,02 % ; Exp. 18 660

OUI 11 888 (63,78 %)
NON 6 772 (36,29 %)

INS. 222 ; Vol. 162
Abs. 27,02 % ; Exp. 150

OUI 119 (79,33 %)
NON 31 (20,66 %)

INS. 1 463 ; Vol. 1 030
Abs. 29,39 % ; Exp. 926

OUI 491 (53,82 %)
NON 435 (46,97 %)

INS. 1 279 ; Vol. 893
Abs. 30,17 % ; Exp. 888

OUI 870 (97,97 %)
NON 18 (2,02 %)

INS. 2 026 ; Vol. 1 328
Abs. 34,45 % ; Exp. 1 283

OUI 1 182 (85,89 %)
NON 181 (14,10 %)

INS. 786 ; Vol. 424
Abs. 46,05 % ; Exp. 419

OUI 359 (85,68 %)
NON 60 (14,31 %)

INS. 824 ; Vol. 489
Abs. 40,65 % ; Exp. 468

OUI 293 (62,68 %)
NON 175 (37,39 %)

INS. 1 873 ; Vol. 1 354
Abs. 27,70 % ; Exp. 1 204

OUI 956 (73,87 %)
NON 338 (26,12 %)

INS. 1 227 ; Vol. 788
Abs. 35,77 % ; Exp. 696

OUI 412 (99,19 %)
NON 284 (69,88 %)

INS. 6 091 ; Vol. 2 838
Abs. 53,40 % ; Exp. 2 809

OUI 2 342 (83,37 %)
NON 467 (16,62 %)

INS. 3 486 ; Vol. 1 622
Abs. 53,47 % ; Exp. 1 616

OUI 1 485 (86,94 %)
NON 211 (13,05 %)

INS. 2 192 ; Vol. 1 516
Abs. 30,83 % ; Exp. 1 394

OUI 785 (56,31 %)
NON 609 (43,68 %)

INS. 2 553 ; Vol. 392
Abs. 29,11 % ; Exp. 392

OUI 388 (98,97 %)
NON 4 (1,02 %)

INS. 842 ; Vol. 561
Abs. 33,37 % ; Exp. 519

OUI 268 (51,63 %)
NON 251 (48,36 %)

INS. 2 192 ; Vol. 1 516
Abs. 30,83 % ; Exp. 1 394

OUI 785 (56,31 %)
NON 609 (43,68 %)

INS. 7 553 ; Vol. 392
Abs. 29,11 % ; Exp. 392

OUI 388 (98,97 %)
NON 4 (1,02 %)

INS. 842 ; Vol. 561
Abs. 33,37 % ; Exp. 519

OUI 268 (51,63 %)
NON 251 (48,36 %)

INS. 222 ; Vol. 162
Abs. 27,02 % ; Exp. 150

OUI 119 (79,33 %)
NON 31 (20,66 %)

INS. 1 463 ; Vol. 1 030
Abs. 29,39 % ; Exp. 926

OUI 491 (53,82 %)
NON 435 (46,97 %)

INS. 1 279 ; Vol. 893
Abs. 30,17 % ; Exp. 888

OUI 870 (97,97 %)
NON 18 (2,02 %)

INS. 2 026 ; Vol. 1 328
Abs. 34,45 % ; Exp. 1 283

OUI 1 182 (85,89 %)
NON 181 (14,10 %)

INS. 786 ; Vol. 424
Abs. 46,05 % ; Exp. 419

OUI 359 (85,68 %)
NON 60 (14,31 %)

INS. 824 ; Vol. 489
Abs. 40,65 % ; Exp. 468

OUI 293 (62,68 %)
NON 175 (37,39 %)

INS. 1 873 ; Vol. 1 354
Abs. 27,70 % ; Exp. 1 204

OUI 956 (73,87 %)
NON 338 (26,12 %)

INS. 1 227 ; Vol. 788
Abs. 35,77 % ; Exp. 696

OUI 412 (99,19 %)
NON 284 (69,88 %)

INS. 6 091 ; Vol. 2 838
Abs. 53,40 % ; Exp. 2 809

OUI 2 342 (83,37 %)
NON 467 (16,62 %)

INS. 3 486 ; Vol. 1 622
Abs. 53,47 % ; Exp. 1 616

OUI 1 485 (86,94 %)
NON 211 (13,05 %)

INS. 2 192 ; Vol. 1 516
Abs. 30,83 % ; Exp. 1 394

OUI 785 (56,31 %)
NON 609 (43,68 %)

INS. 7 553 ; Vol. 392
Abs. 29,11 % ; Exp. 392

OUI 388 (98,97 %)
NON 4 (1,02 %)

INS. 842 ; Vol. 561
Abs. 33,37 % ; Exp. 519

OUI 268 (51,63 %)
NON 251 (48,36 %)

INS. 2 192 ; Vol. 1 516
Abs. 30,83 % ; Exp. 1 394

OUI 785 (56,31 %)
NON 609 (43,68 %)

INS. 7 553 ; Vol. 392
Abs. 29,11 % ; Exp. 392

OUI 388 (98,97 %)
NON 4 (1,02 %)

INS. 842 ; Vol. 561
Abs. 33,37 % ; Exp. 519

OUI 268 (51,63 %)
NON 251 (48,36 %)

INS. 2 192 ; Vol. 1 516
Abs. 30,83 % ; Exp. 1 394

OUI 785 (56,31 %)
NON 609 (43,68 %)

INS. 7 553 ; Vol. 392
Abs. 29,11 % ; Exp. 392

OUI 388 (98,97 %)
NON 4 (1,02 %)

INS. 842 ; Vol. 561
Abs. 33,37 % ; Exp. 519

OUI 268 (51,63 %)
NON 251 (48,36 %)

INS. 2 230 ; Vol. 1 005
Abs. 34,93 % ; Exp. 996

OUI 866 (86,94 %)
NON 130 (13,05 %)

INS. 3 414 ; Vol. 2 288
Abs. 32,98 % ; Exp. 2 102

OUI 1 269 (60,37 %)
NON 833 (39,62 %)

INS. 1 916 ; Vol. 1 279
Abs. 33,24 % ; Exp. 1 221

OUI 927 (75,92 %)
NON 294 (24,07 %)

INS. 1 401 ; Vol. 982
Abs. 29,90 % ; Exp. 944

OUI 818 (86,65 %)
NON 126 (13,34 %)

INS. 1 252 ; Vol. 625
Abs. 50,07 % ; Exp. 619

OUI 598 (56,68 %)
NON 21 (3,39 %)

INS. 562 ; Vol. 412
Abs. 26,69 % ; Exp. 361

OUI 248 (68,69 %)
NON 113 (31,30 %)

INS. 568 ; Vol. 360
Abs. 36,61 % ; Exp. 348

OUI 279 (80,17 %)
NON 69 (19,82 %)

INS. 1 099 ; Vol. 749
Abs. 31,84 % ; Exp. 700

OUI 513 (73,28 %)
NON 187 (26,71 %)

INS. 308 ; Vol. 216
Abs.



DEVINEZ OU LA SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCES A PU S'INFORMATISER SANS RISQUE.

L'un des facteurs clés de la réussite de la Société Suisse d'Assurances, c'est la confiance de ses assurés. Comme dans le monde des assurances, la Société Suisse d'Assurances gère un portefeuille d'assurances de 730 milliards de francs.

Devant le déluge de tâches administratives et le flux d'informations que cela représente, son informatique devait impérativement être puissante et communicante, tout en assurant une sécurité absolue.

C'est peut-être pourquoi la Société Suisse a choisi l'informatique Bull dans 9 pays d'Europe.

UN VRAI PARTENAIRE

Un véritable travail d'équipe a permis à

la Société Suisse d'Assurances de bénéficier de la puissance et de la sécurité des systèmes Bull.

La Société Suisse d'Assurances a pu ainsi bénéficier de la puissance et de la sécurité des systèmes Bull.

PLUS DE LIBERTÉ

Les systèmes Bull "ouverts" sont pour la Société Suisse une garantie de liberté dans l'avenir. Liberté d'évoluer, de choisir ses fournisseurs, de profiter des nouveautés. Même si elles ne viennent pas de Bull.

Mais il y a tout lieu de croire que le Groupe Bull saura toujours lui offrir ce qu'il faut. Car aujourd'hui, Bull est son partenaire

Honeywell Bull Inc. font profiter leurs clients des ressources d'un constructeur de taille mondiale.

Quelle meilleure manière de minimiser les risques?

BULL ET SES CLIENTS. UNE ÉQUIPE QUI GAGNE.



... quelques jours les plus de ...

... en œuvre des accords de ...

... formulé par le ...

... Nouvelle-Calédonie reste ...

A. R.

... du territoire

OUVEA
Pop. 2.200. Exp. 1988
Pop. 2.200. Exp. 1988

PAITA
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI EN
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI T
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

POINDICHI
Pop. 1.000. Exp. 1988
Pop. 1.000. Exp. 1988

P

Le collectivité territoriale d'Amérique du Nord s'est par succès plus consensuelle que les autres terres lointaines par l'avis du Caillou. Si le « oui » est quant à présent (93,57 %), la participation n'a été que de 23,89 %.

MAYOTTE

Insc. 22 300 ; Vol. 6 068
Abs. 72,78 % ; Exp. 6 006

OUI 5 716 (95,17 %)
NON 290 (4,82 %)

24 avril 1988. - Vol. 15 365 ;
Abs 30,95 % ; Exp. 15 222. Chinc.
5 615 (36,68) ; Le Pen, 196 (1,28).

WALLIS-

ET-FUTUNA
Ins. 8 313 ; Vol. 4 002
Abs. 51,85 % ; Exp. 3 924

OUI 3 196 (81,43 %)
NON 726 (18,50 %)

24 avril 1988. — **Vot.**, 6 020 ;
Abs., 27,80 % ; **Exp.**, 6 013. **Chânes**, 3 143
(52,27) ; **Le Pen**, 370 (6,1).

*Bien que beaucoup de ses natifs
soient directement concernés par l'ave-
nir de la Nouvelle-Calédonie où ils
vivent, le territoire de Wallis-et-Futuna
ne s'est pas mobilisé. Lui non plus, pour*

En revanche, le score du « oui » y est encore plus net qu'en Nouvelle-Calédonie : 81,49%. Contrairement à son collègue Jacques Lesfleur, le député

**POLYNÉSIE
FRANÇAISE**

FRANÇAISE

Ins., 107 414 ; Vol., 21 756
Abs., 79,75 % ; Exp., 20 046

OUI 16 364 (81,63 %)

NON..... 3 682 (18,36 %)
 24 avril 1988. — Vet., 80 585 :
 Abs., 43,89 % ; Exp., 89 381. Chirac,
 23 700 (39,91) ; Le Pen, 1 728 (2,91).

PAPEETE

Ins. 18 967 ; Vol. 3 382
Abs. 82,16 % ; Exp. 3 107
OUI 2 582 (83,10 %)
NON 525 (16,89 %)
24 avril 1988. - Vol., 9 856 ;

752 Abs., 48,31 % ; Exp., 9 587. Chânc., 2 928 (30,54) ; Le Pen, 314 (3,27).

la brutale contraction du marché
immobilier. Le creux de la vague

Mais à l'heure où certaines impatiences se réveillent — le Conseil des employeurs (patronat) s'inquiète de l'**immobilisme** officiel, et le syndicat le plus offensif, A.T.A. Mue,

encar je plus offensif. A la 11^{me} Minute, a rompu la trêve sociale. — Alexandre Léontieff doit renverser la vapeur au plus vite, s'il ne veut voir son capital de sympathie s'étioler à mesure que les mauvais souvenirs du règne de Gaston Flourens aux sa dispo-

Un plan de relance économique résolument volontariste a été rendu public en août. Paris en décide à

public en tout Paris est décidé à accompagner cet effort, en le couplant sur le long terme avec un contrat de plan quinquennal. La visite qu'a effectuée le ministre des DOM-TOM, Louis Le Penzec, en Polynésie, du 14 au 20 septembre,

royenne, du 14 au 20 septembre, n'avait pas d'autre but : conforter l'assise d'Alexandre Léontieff en lui donnant les moyens de relever son défi. Afin de ne pas rater le coche.

FRÉDÉRIC BOBIN
et **MICHEL VERGOUW**

E-CALÉDONIE
ERS DE L'ESPOIR

du plan Rocard
cent Kernel - 224 pages, 70 francs

estine, l'empire intérieur (M. Rajsfus)
 chée du Moyen-Age (Isaac Johsua)
 youslave (C. Samary)
 (P. Cours-Salies)

ue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

E MINI-JOURNAL

ITÉ DU MONDE

ACTUALITÉ

EMONDE

1

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1036.

The image is a severely degraded scan of a document page. It is characterized by extreme contrast, with most of the area being black and only a few scattered white pixels and noise remaining. In the upper left quadrant, there are some faint, illegible white markings that appear to be text or a header. The rest of the page is obscured by the degradation process, making any original content impossible to discern. A small, dark, irregular shape is visible in the lower left corner, possibly a mark or a piece of tape.

... et de ruffian
... depuis plusieurs
... mouvement de
... personnel
... légale sur
... de l'entier

la Nouvelle-Calédonie

Paris : conforme à la norme nationale

La totalisation des résultats des arrondissements de la capitale correspond, à quelques décimales près, aux résultats nationaux. La ville dont le maire est le président du RPR ne s'est pas singularisée. Elle n'a pas accentué la consigne de « non-participation active » donnée par l'ancien premier ministre, à supposer que celle-ci ait pu l'être encore davantage. M. Chirac et ses amis peuvent constater que l'abstention qu'ils préconisaient a été observée au-delà même de leurs espérances. Ils se gardent cependant de tout triomphalisme, qui serait déplacé, et ils évitent, naturellement, de revendiquer à leur seul bénéfice un tel record. M. Chirac lui-même n'a pas pris la parole à l'issue du scrutin. Il s'est contenté de diffuser un bref communiqué rappelant les objections qu'il a formulées à l'encontre du recours à la procédure référendaire et envers l'article 2 du projet de loi, qui, selon le RPR, privera du droit de vote une catégorie de citoyens lors du référendum d'autodétermination de 1998.

Aucun parti politique national n'a vraiment fait campagne dans la capitale, où seuls quelques affichages « militants » sont venus colorer les murs tout en délaissant les panneaux officiels ou les emplacements commerciaux.

On peut cependant noter une poussée de l'abstention au-delà du niveau national (62,71 %) dans onze arrondissements. Parmi ceux-ci figurent les quartiers dits « bourgeois » comme le 8^e avec 68,46 %, suivi du 16^e ainsi que du 7^e, mais on y trouve aussi des arrondissements du centre de Paris, les 1^{er}, 2^e, 3^e et 10^e ainsi que ceux de l'Est, du 17^e au 20^e. Mais si les premiers de ces arrondissements, sont représentés à l'Assemblée nationale par des députés de l'opposition, les autres ont été des députés socialistes au sein de la majorité. La plus faible abstention se trouve dans le 6^e arrondissement, dont le maire, M. Pierre Bas, a rompu avec le RPR et défend les positions de M. Barre.

L'approbation la plus forte au projet de loi référendaire est paradoxalement apportée, avec

85,68 % des suffrages exprimés, par le 5^e arrondissement, dont le maire est M. Jean Tibéri, proche de M. Chirac, qui y est lui-même élu comme conseiller de Paris. Mais il est suivi par le 13^e, où en juin dernier avaient été élus députés M. Paul Quilès, socialiste, et Jacques Toubon, RPR. Vient ensuite le 3^e arrondissement, dont le maire M. Dominati, UDF, est proche de M. Chirac, et où M. Jack Lang compte se représenter en mars prochain.

Les moins favorables au « oui » des arrondissements parisiens sont le 16^e et le 18^e, bien que le premier compte deux députés UDF qui en principe faisaient campagne en faveur du « oui », tandis que le second est représenté à l'Assemblée par M. Gabriel Kasperk, qui fut un des « missionnaires » du RPR en Nouvelle-Calédonie.

Si le « non » est par voie de conséquence très fort dans ces arrondissements, ainsi que dans le 7^e, où le député et maire est M. Edouard Frédéric-Dupont, anciennement apparenté au Front national, le parti de M. Le Pen n'atteint

pas le niveau national dans les quartiers de l'Est parisien et ne fait guère mieux que le candidat de l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle le 24 avril dernier.

Dans tous les quartiers de Paris, le « non » recueille d'ailleurs non seulement les suffrages habituels du Front national, mais aussi de nombreux votes d'électeurs traditionnels de l'UDF et surtout du RPR. L'absence de campagne électorale dans la capitale n'a donc pas permis de mobiliser pour le « oui » les électeurs socialistes bien qu'ils aient élu cinq députés il y a six mois, et elle a laissé les électeurs de l'opposition se répartir en parts inégales entre l'abstention et le « non ».

Mais un Parisien sur trois seulement s'étant rendu aux urnes le dimanche 6 novembre, aucun responsable de formation politique de la capitale ne se hasardait à formuler un pronostic ou à forger une projection pour les prochaines consultations électorales.

ANDRÉ PASSERON.

1^{er} ARRONDISSEMENT
Ins. 1 227 536 ; Vol. 453 669
Abs. 63,04 % ; Exp. 412 033
OUI 322 992 (78,38 %)
NON 89 041 (21,61 %)
24 avril 1988. - Vol. 852 184 ;
Abs. 23,12 % ; Exp. 942 325. Chirac,
287 514 (31,87) ; Le Pen, 126 123
(13,38).

2^e ARRONDISSEMENT
Ins. 1 171 718 ; Vol. 4 053
Abs. 63,41 % ; Exp. 3 688
OUI 2 527 (76,65 %)
NON 861 (23,34 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 837 ;
Abs. 25,48 % ; Exp. 9 744. Chirac, 3 037
(34,73) ; Le Pen, 1 116 (12,76).

3^e ARRONDISSEMENT
Ins. 1 191 921 ; Vol. 4 315
Abs. 63,80 % ; Exp. 3 945
OUI 3 194 (80,96 %)
NON 751 (19,03 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 887 ;
Abs. 28,24 % ; Exp. 9 894. Chirac, 2 376
(28,84) ; Le Pen, 1 190 (13,98).

4^e ARRONDISSEMENT
Ins. 20 907 ; Vol. 8 038
Abs. 61,55 % ; Exp. 7 475
OUI 6 244 (83,53 %)
NON 1 231 (16,46 %)
24 avril 1988. - Vol. 15 475 ;
Abs. 26,69 % ; Exp. 15 281. Chirac,
3 889 (25,25) ; Le Pen, 1 787 (11,68).

5^e ARRONDISSEMENT
Ins. 20 162 ; Vol. 8 379
Abs. 58,44 % ; Exp. 7 726
OUI 6 345 (82,12 %)
NON 1 381 (17,87 %)
24 avril 1988. - Vol. 16 023 ;
Abs. 21,11 % ; Exp. 19 832. Chirac,
4 781 (24,58) ; Le Pen, 1 674 (10,97).

6^e ARRONDISSEMENT
Ins. 44 503 ; Vol. 16 719
Abs. 62,43 % ; Exp. 15 424
OUI 13 216 (85,68 %)
NON 2 286 (14,31 %)
24 avril 1988. - Vol. 38 017 ;
Abs. 21,83 % ; Exp. 34 618. Chirac,
11 801 (34,38) ; Le Pen, 3 234 (9,34).

7^e ARRONDISSEMENT
Ins. 32 782 ; Vol. 13 711
Abs. 58,17 % ; Exp. 12 311
OUI 9 785 (78,83 %)
NON 2 686 (21,16 %)
24 avril 1988. - Vol. 25 487 ;
Abs. 22,89 % ; Exp. 25 054. Chirac,
9 052 (35,84) ; Le Pen, 2 286 (9,08).

8^e ARRONDISSEMENT
Ins. 40 149 ; Vol. 14 940
Abs. 62,78 % ; Exp. 13 078
OUI 8 956 (68,48 %)
NON 4 123 (31,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 631 ;
Abs. 21,68 % ; Exp. 31 392. Chirac,
13 586 (44,39) ; Le Pen, 3 417 (10,88).

9^e ARRONDISSEMENT
Ins. 24 898 ; Vol. 7 852
Abs. 68,46 % ; Exp. 6 898
OUI 4 484 (65,80 %)
NON 2 414 (34,99 %)
24 avril 1988. - Vol. 19 237 ;
Abs. 23,18 % ; Exp. 18 528. Chirac,
9 063 (47,41) ; Le Pen, 2 430 (12,72).

10^e ARRONDISSEMENT
Ins. 34 392 ; Vol. 12 176
Abs. 64,59 % ; Exp. 11 139
OUI 8 671 (71,84 %)
NON 2 468 (22,15 %)
24 avril 1988. - Vol. 26 108 ;
Abs. 24,93 % ; Exp. 25 810. Chirac,
8 487 (32,88) ; Le Pen, 3 612 (13,98).

11^e ARRONDISSEMENT
Ins. 47 408 ; Vol. 16 582
Abs. 65,02 % ; Exp. 15 270
OUI 12 240 (88,15 %)
NON 3 836 (24,94 %)
24 avril 1988. - Vol. 35 024 ;
Abs. 26,93 % ; Exp. 34 617. Chirac,
9 207 (26,58) ; Le Pen, 3 470 (10,80).

12^e ARRONDISSEMENT
Ins. 77 755 ; Vol. 29 847
Abs. 61,61 % ; Exp. 27 546
OUI 22 824 (82,85 %)
NON 4 722 (17,14 %)
24 avril 1988. - Vol. 59 272 ;
Abs. 24,50 % ; Exp. 58 528. Chirac,
14 081 (24,05) ; Le Pen, 3 612 (14,71).

13^e ARRONDISSEMENT
Ins. 78 203 ; Vol. 30 512
Abs. 60,98 % ; Exp. 27 669
OUI 22 185 (80,17 %)
NON 5 484 (19,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 62 610 ;
Abs. 20,72 % ; Exp. 61 842. Chirac,
18 138 (29,39) ; Le Pen, 4 462 (13,68).

14^e ARRONDISSEMENT
Ins. 95 060 ; Vol. 38 185
Abs. 59,83 % ; Exp. 35 312
OUI 29 763 (84,28 %)
NON 5 549 (15,71 %)
24 avril 1988. - Vol. 74 830 ;
Abs. 21,79 % ; Exp. 73 882. Chirac,
16 140 (24,58) ; Le Pen, 8 898 (12,08).

15^e ARRONDISSEMENT
Ins. 78 506 ; Vol. 31 520
Abs. 59,85 % ; Exp. 28 919
OUI 23 785 (81,97 %)
NON 5 214 (18,02 %)
24 avril 1988. - Vol. 61 524 ;
Abs. 22,77 % ; Exp. 60 854. Chirac,
17 582 (28,58) ; Le Pen, 7 135 (11,72).

16^e ARRONDISSEMENT
Ins. 135 195 ; Vol. 51 593
Abs. 61,83 % ; Exp. 46 347
OUI 35 728 (77,06 %)
NON 10 619 (22,91 %)
24 avril 1988. - Vol. 107 623 ;
Abs. 21,03 % ; Exp. 106 470. Chirac,
37 588 (35,27) ; Le Pen, 12 178 (11,43).

17^e ARRONDISSEMENT
Ins. 98 165 ; Vol. 32 536
Abs. 66,83 % ; Exp. 28 017
OUI 16 912 (68,36 %)
NON 11 185 (39,63 %)
24 avril 1988. - Vol. 80 194 ;
Abs. 18,56 % ; Exp. 78 538. Chirac,
40 943 (51,41) ; Le Pen, 8 925 (11,20).

18^e ARRONDISSEMENT
Ins. 96 067 ; Vol. 33 494
Abs. 63,13 % ; Exp. 29 652
OUI 21 024 (70,98 %)
NON 8 628 (29,09 %)
24 avril 1988. - Vol. 74 894 ;
Abs. 22,06 % ; Exp. 73 958. Chirac,
26 247 (35,19) ; Le Pen, 10 387 (14,01).


19^e ARRONDISSEMENT
Ins. 103 927 ; Vol. 35 448
Abs. 65,89 % ; Exp. 32 564
OUI 26 200 (80,45 %)
NON 6 364 (19,54 %)
24 avril 1988. - Vol. 77 001 ;
Abs. 26,85 % ; Exp. 75 987. Chirac,
18 344 (24,13) ; Le Pen, 13 582 (17,88).

20^e ARRONDISSEMENT
Ins. 81 231 ; Vol. 28 836
Abs. 64,50 % ; Exp. 26 704
OUI 22 026 (82,48 %)
NON 4 678 (17,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 62 248 ;
Abs. 24,10 % ; Exp. 61 421. Chirac,
13 855 (22,08) ; Le Pen, 10 062 (16,38).

21^e ARRONDISSEMENT
Ins. 94 587 ; Vol. 34 933
Abs. 63,06 % ; Exp. 32 349
OUI 26 743 (82,67 %)
NON 5 606 (17,32 %)
24 avril 1988. - Vol. 71 453 ;
Abs. 25,08 % ; Exp. 70 514. Chirac,
15 528 (21,73) ; Le Pen, 11 828 (16,48).

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

TROTSKY Pierre Broué



Fayard 1106 p. 198 F.

Le Trotsky de Pierre Broué représente non seulement le couronnement d'une vie de chercheur et de militant tout entière vouée, depuis plusieurs décennies, au parcours mouvementé du théoricien de la révolution permanente, mais aussi une somme inégalée sur l'histoire politique de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Thomas Ferenzi, *Le Monde*

JEAN BERNARD
de l'Académie française

C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT.


Mémoires d'un grand médecin



EDITIONS ODILE JACOB


304 pages ISBN 2-7381-0045-7 99 F

LE PIERRE 1^{er} PORTE DORÉE
268, avenue Daumesnil - 75012 Paris.



Entre le nouvel Opéra de la Bastille et le bois de Vincennes, le Pierre 1^{er} Porte Dorée jouit à la fois de la présence du nouveau pôle culturel parisien et de la proximité d'un espace vert exceptionnel. Façade de pierres, bow-windows : dans cet immeuble de 47 appartements, les prestations sont soignées à l'image de la qualité technique de la construction. Avec une préférence pour les petites surfaces qui bien sûr, peuvent être jumelées au gré de vos besoins. Découvrez le sens des valeurs dans un quartier en pleine expansion.

Bureau de vente :
3, avenue du Président-Wilson 75016 Paris Tél. : 47.20.18.16.



GROUPE PIERRE 1^{er}

Grandum sur record (82 %)

MAYOTTE
Ins. 77 500 ; Vol. 31 512
Abs. 60,98 % ; Exp. 27 669
OUI 22 185 (80,17 %)
NON 5 484 (19,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 62 610 ;
Abs. 20,72 % ; Exp. 61 842. Chirac,
18 138 (29,39) ; Le Pen, 4 462 (13,68).

WALLIS-ET-FUTUNA
Ins. 81 231 ; Vol. 28 836
Abs. 64,50 % ; Exp. 26 704
OUI 22 026 (82,48 %)
NON 4 678 (17,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 62 248 ;
Abs. 24,10 % ; Exp. 61 421. Chirac,
13 855 (22,08) ; Le Pen, 10 062 (16,38).

POLYNÉSIE FRANÇAISE
Ins. 94 587 ; Vol. 34 933
Abs. 63,06 % ; Exp. 32 349
OUI 26 743 (82,67 %)
NON 5 606 (17,32 %)
24 avril 1988. - Vol. 71 453 ;
Abs. 25,08 % ; Exp. 70 514. Chirac,
15 528 (21,73) ; Le Pen, 11 828 (16,48).

ELLE-CALÉDONIE
MURIS DE L'ESPOIR
Ligne du plan Rocard
100 Villages Nouveaux - 224 pages

LE JOURNAL
FIDÉLITÉ DU MONDE
Tous les articles
sur l'actualité internationale
ACTUALITÉ
MONDE

Le référendum sur

HAUTS-DE-SEINE

Ins. 813 519; Vol. 310 345
Abs. 61,85 %; Exp. 280 181
OUI 220 578 (78,72 %)
NON 59 603 (21,27 %)
24 avril 1988. - Vol. 680 847;
Abs. 19,11 %; Exp. 652 128. Chânc.
161 208 (24,71); Le Pen, 98 321 (14,77).

NANTERRE

Ins. 39 861; Vol. 14 905
Abs. 62,60 %; Exp. 13 741
OUI 11 601 (84,42 %)
NON 2 140 (15,57 %)
24 avril 1988. - Vol. 32 218;
Abs. 19,49 %; Exp. 31 732. Le Pen,
5 223 (16,48); Chânc. 4 473 (14,09).

ANTONY

Ins. 35 314; Vol. 13 930
Abs. 60,55 %; Exp. 12 862
OUI 10 822 (84,13 %)
NON 2 040 (15,86 %)
24 avril 1988. - Vol. 29 804;
Abs. 16,22 %; Exp. 28 134. Chânc.
6 314 (21,87); Le Pen, 3 868 (13,28).

ASNIÈRES-SUR-SEINE

Ins. 39 783; Vol. 14 004
Abs. 64,79 %; Exp. 12 489
OUI 9 347 (74,84 %)
NON 3 142 (25,15 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 543;
Abs. 21,02 %; Exp. 31 185. Chânc.
7 591 (24,36); Le Pen, 6 171 (19,80).

BAGNEUX

Ins. 23 117; Vol. 7 959
Abs. 65,57 %; Exp. 7 383
OUI 6 382 (86,41 %)
NON 1 003 (13,58 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 883;
Abs. 27,17 %; Exp. 16 617. Le Pen,
2 382 (14,33); Chânc. 2 212 (13,91).

BOIS-COLOMBES

Ins. 15 499; Vol. 5 614
Abs. 63,77 %; Exp. 4 993
OUI 3 787 (78,94 %)
NON 1 006 (21,05 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 483;
Abs. 19,78 %; Exp. 12 303. Chânc.
3 243 (26,39); Le Pen, 2 208 (17,89).

BOULOGNE-BILLANCOURT

Ins. 20 052; Vol. 22 197
Abs. 63,03 %; Exp. 19 867
OUI 14 663 (73,80 %)
NON 5 204 (26,19 %)
24 avril 1988. - Vol. 48 138;
Abs. 20,14 %; Exp. 47 612. Chânc.
18 967 (39,51); Le Pen, 6 271 (13,17).

BOURG-LA-REINE

Ins. 12 474; Vol. 3 270
Abs. 57,73 %; Exp. 4 733
OUI 3 714 (78,47 %)
NON 1 019 (21,52 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 121;
Abs. 19,14 %; Exp. 9 692. Chânc. 2 783
(27,88); Le Pen, 1 172 (11,72).

CHARENTON-LE-PONT

Ins. 17 222; Vol. 7 023
Abs. 59,22 %; Exp. 6 339
OUI 5 226 (82,44 %)
NON 1 113 (17,55 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 861;
Abs. 21,48 %; Exp. 13 378. Chânc.
3 818 (28,07); Le Pen, 1 689 (12,68).

CHATELAIN-SUR-SEINE

Ins. 14 936; Vol. 5 908
Abs. 60,44 %; Exp. 5 366
OUI 4 485 (83,58 %)
NON 881 (16,41 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 489;
Abs. 16,71 %; Exp. 12 318. Chânc.
2 718 (22,06); Le Pen, 1 720 (13,96).

CHAVILLE

Ins. 12 075; Vol. 5 165
Abs. 57,22 %; Exp. 4 670
OUI 3 664 (78,88 %)
NON 981 (21,11 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 893;
Abs. 16,42 %; Exp. 9 766. Chânc. 2 287
(23,13); Le Pen, 1 284 (12,96).

CLAMART

Ins. 31 025; Vol. 12 250
Abs. 60,31 %; Exp. 11 154
OUI 9 049 (81,12 %)
NON 2 105 (18,87 %)
24 avril 1988. - Vol. 25 414;
Abs. 18,57 %; Exp. 25 045. Chânc.
6 306 (21,18); Le Pen, 3 604 (14,39).

CLICHY

Ins. 25 152; Vol. 9 103
Abs. 63,80 %; Exp. 8 246
OUI 6 669 (80,87 %)
NON 1 577 (19,12 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 130;
Abs. 24,31 %; Exp. 18 888. Le Pen,
3 782 (19,88); Chânc. 3 185 (16,77).

COLOMBES

Ins. 44 636; Vol. 16 352
Abs. 63,36 %; Exp. 14 807
OUI 12 086 (81,29 %)
NON 2 781 (18,70 %)
24 avril 1988. - Vol. 36 229;
Abs. 19,25 %; Exp. 35 686. Le Pen,
6 391 (17,91); Chânc. 6 344 (17,78).

COURBEVOIE

Ins. 34 622; Vol. 12 983
Abs. 62,50 %; Exp. 11 656
OUI 8 777 (75,36 %)
NON 2 879 (24,63 %)
24 avril 1988. - Vol. 28 724;
Abs. 17,36 %; Exp. 28 433. Chânc.
7 686 (27,07); Le Pen, 4 437 (15,60).

FONTENAY-AUX-ROSES

Ins. 15 030; Vol. 6 429
Abs. 57,22 %; Exp. 5 851
OUI 4 782 (81,72 %)
NON 1 069 (18,27 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 385;
Abs. 17,57 %; Exp. 12 220. Chânc.
2 721 (22,38); Le Pen, 1 438 (11,75).

GARCHES

Ins. 10 793; Vol. 4 176
Abs. 61,30 %; Exp. 3 712
OUI 2 603 (70,12 %)
NON 1 109 (29,87 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 095;
Abs. 16,73 %; Exp. 9 022. Chânc. 3 140
(34,88); Le Pen, 1 102 (12,24).

LA GARENNE-COLOMBES

Ins. 13 311; Vol. 5 044
Abs. 62,10 %; Exp. 4 470
OUI 3 451 (77,20 %)
NON 1 019 (22,79 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 794;
Abs. 18,30 %; Exp. 10 633. Chânc.
2 541 (23,88); Le Pen, 1 772 (16,66).

GENNEVILLIERS

Ins. 19 363; Vol. 7 004
Abs. 63,82 %; Exp. 6 524
OUI 5 546 (85,88 %)
NON 978 (14,99 %)
24 avril 1988. - Vol. 16 541;
Abs. 18,87 %; Exp. 15 306. Le Pen,
3 173 (20,73); Chânc. 1 441 (9,41).

ISSY-LES-MOULINEAUX

Ins. 27 201; Vol. 10 879
Abs. 60,00 %; Exp. 9 847
OUI 7 984 (81,08 %)
NON 1 863 (18,91 %)
24 avril 1988. - Vol. 21 833;
Abs. 19,74 %; Exp. 21 540. Chânc.
4 573 (21,23); Le Pen, 3 082 (14,30).

LEVALLOIS-PERRET

Ins. 26 669; Vol. 10 090
Abs. 62,16 %; Exp. 9 047
OUI 7 106 (78,54 %)
NON 1 941 (21,45 %)
24 avril 1988. - Vol. 23 408;
Abs. 18,37 %; Exp. 22 131. Chânc.
8 987 (27,05); Le Pen, 3 677 (16,18).

MALAKOFF

Ins. 20 061; Vol. 8 000
Abs. 60,12 %; Exp. 7 415
OUI 6 345 (85,56 %)
NON 1 070 (14,43 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 482;
Abs. 23,90 %; Exp. 18 281. Le Pen,
2 195 (14,12); Chânc. 2 081 (13,52).

MEUDON

Ins. 30 773; Vol. 12 890
Abs. 58,11 %; Exp. 11 663
OUI 9 326 (79,94 %)
NON 2 359 (20,05 %)
24 avril 1988. - Vol. 24 617;
Abs. 21,06 %; Exp. 24 340. Chânc.
8 980 (36,94); Le Pen, 2 813 (11,58).

MONTROUGE

Ins. 22 520; Vol. 8 959
Abs. 60,21 %; Exp. 8 153
OUI 6 608 (81,04 %)
NON 1 545 (18,95 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 273;
Abs. 18,48 %; Exp. 18 041. Chânc.
3 589 (21,98); Le Pen, 2 083 (14,20).

NEUILLY-SUR-SEINE

Ins. 37 022; Vol. 12 107
Abs. 67,29 %; Exp. 10 228
OUI 6 055 (89,20 %)
NON 4 173 (40,79 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 531;
Abs. 18,19 %; Exp. 31 280. Chânc.
10 027 (32,01); Le Pen, 3 687 (11,78).

LE PLESSIS-ROBINSON

Ins. 13 074; Vol. 5 195
Abs. 60,26 %; Exp. 4 670
OUI 3 817 (82,01 %)
NON 878 (17,98 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 879;
Abs. 16,26 %; Exp. 10 430. Chânc.
1 617 (17,42); Le Pen, 1 628 (14,62).

PUTEAUX

Ins. 21 979; Vol. 8 146
Abs. 62,93 %; Exp. 7 304
OUI 5 472 (74,91 %)
NON 1 832 (25,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 085;
Abs. 18,11 %; Exp. 17 823. Chânc.
4 261 (23,88); Le Pen, 3 072 (17,23).

RUEIL-MALMAISON

Ins. 42 020; Vol. 15 791
Abs. 62,42 %; Exp. 14 155
OUI 11 335 (88,07 %)
NON 2 820 (19,92 %)
24 avril 1988. - Vol. 24 694;
Abs. 17,85 %; Exp. 24 182. Chânc.
9 031 (36,44); Le Pen, 4 521 (18,23).

SAINT-CLOUD

Ins. 18 888; Vol. 7 155
Abs. 62,11 %; Exp. 6 306
OUI 4 438 (70,37 %)
NON 1 868 (29,62 %)
24 avril 1988. - Vol. 15 391;
Abs. 18,81 %; Exp. 15 287. Chânc.
5 814 (38,08); Le Pen, 1 184 (7,84).

SELAUX

Ins. 13 221; Vol. 5 711
Abs. 58,80 %; Exp. 5 213
OUI 4 012 (76,96 %)
NON 1 201 (23,03 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 844;
Abs. 10,59 %; Exp. 11 075. Chânc.
3 272 (28,54); Le Pen, 1 162 (10,49).

SÈVRES

Ins. 13 503; Vol. 5 923
Abs. 56,13 %; Exp. 5 373
OUI 4 273 (79,52 %)
NON 1 180 (20,47 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 408;
Abs. 15,63 %; Exp. 11 281. Chânc.
2 939 (26,08); Le Pen, 1 285 (11,14).

SURESNES

Ins. 20 953; Vol. 8 037
Abs. 61,64 %; Exp. 7 259
OUI 5 828 (88,28 %)
NON 1 431 (19,71 %)
24 avril 1988. - Vol. 17 078;
Abs. 18,92 %; Exp. 16 836. Chânc.
3 823 (22,70); Le Pen, 2 507 (14,88).

VANVES

Ins. 15 491; Vol. 6 048
Abs. 55,79 %; Exp. 6 215
OUI 5 187 (82,17 %)
NON 1 108 (17,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 892;
Abs. 17,09 %; Exp. 12 742. Chânc.
3 023 (23,72); Le Pen, 1 549 (12,18).

VILLE-D'AVRAY

Ins. 7 310; Vol. 3 138
Abs. 57,07 %; Exp. 2 800
OUI 2 877 (74,17 %)
NON 723 (25,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 178;
Abs. 18,97 %; Exp. 6 118. Chânc. 2 400
(38,22); Le Pen, 675 (9,39).

SEINE-SAINT-DENIS

Ins. 706 985; Vol. 238 579
Abs. 66,25 %; Exp. 218 758
OUI 178 503 (81,59 %)
NON 40 255 (18,40 %)
24 avril 1988. - Vol. 562 356;
Abs. 22,24 %; Exp. 543 561. Le Pen,
107 688 (19,81); Chânc. 79 419 (14,51).

BOBIGNY

Ins. 20 573; Vol. 6 487
Abs. 68,46 %; Exp. 5 998
OUI 5 652 (84,22 %)
NON 946 (15,77 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 946;
Abs. 22,56 %; Exp. 18 670. Le Pen,
3 222 (20,88); Chânc. 1 487 (9,48).

AUBERVILLIERS

Ins. 30 614; Vol. 10 207
Abs. 66,65 %; Exp. 9 526
OUI 7 953 (83,48 %)
NON 1 573 (16,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 22 971;
Abs. 25,39 %; Exp. 22 828. Le Pen,
4 393 (19,41); Chânc. 2 889 (13,00).

AULNAY-SOUS-BOIS

Ins. 39 929; Vol. 12 713
Abs. 58,16 %; Exp. 11 653
OUI 9 383 (79,83 %)
NON 2 359 (20,16 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 279;
Abs. 21,90 %; Exp. 30 768. Le Pen,
6 389 (20,78); Chânc. 1 477 (16,71).

BAGNOLET

Ins. 16 200; Vol. 5 843
Abs. 63,93 %; Exp. 5 409
OUI 4 622 (85,45 %)
NON 787 (14,54 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 761;
Abs. 21,58 %; Exp. 12 878. Le Pen,
2 242 (17,82); Chânc. 1 542 (12,28).

LE BLANC-MESNIL

Ins. 25 399; Vol. 7 937
Abs. 68,75 %; Exp. 7 270
OUI 5 908 (81,26 %)
NON 1 362 (18,73 %)
24 avril 1988. - Vol. 19 935;
Abs. 21,90 %; Exp. 19 683. Le Pen,
4 117 (20,94); Chânc. 2 080 (13,53).

BONDY

Ins. 25 323; Vol. 9 026
Abs. 64,33 %; Exp. 8 241
OUI 6 714 (81,47 %)
NON 1 527 (18,52 %)
24 avril 1988. - Vol. 19 721;
Abs. 22,40 %; Exp. 19 397. Le Pen,
3 985 (20,59); Chânc. 2 438 (12,58).

CLICHY-SOUS-BOIS

Ins. 10 614; Vol. 3 295
Abs. 68,95 %; Exp. 2 935
OUI 2 346 (79,93 %)
NON 589 (20,06 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 119;
Abs. 23,87 %; Exp. 7 962. Le Pen,
1 839 (23,08); Chânc. 1 184 (14,48).

LA COURNEUVE

Ins. 15 107; Vol. 4 955
Abs. 67,20 %; Exp. 4 611
OUI 3 841 (83,30 %)
NON 778 (16,69 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 138;
Abs. 20,19 %; Exp. 11 960. Le Pen,
2 228 (18,65); Chânc. 1 271 (10,64).

DRANCY

Ins. 36 705; Vol. 12 055
Abs. 67,15 %; Exp. 11 120
OUI 9 137 (82,16 %)
NON 1 963 (17,83 %)
24 avril 1988. - Vol. 27 830;
Abs. 24,54 %; Exp. 27 381. Le Pen,
5 509 (20,13); Chânc. 3 195 (11,67).

ÉPINAY-SUR-SEINE

Ins. 25 306; Vol. 8 726
Abs. 65,51 %; Exp. 7 991
OUI 6 491 (81,22 %)
NON 1 581 (18,77 %)
24 avril 1988. - Vol. 19 938;
Abs. 21,46 %; Exp. 19 646. Le Pen,
3 848 (19,58); Chânc. 2 051 (14,51).

VILLENEUVE-LA-GARENNE

Ins. 12 108; Vol. 5 633
Abs. 69,99 %; Exp. 3 320
OUI 2 606 (78,49 %)
NON 714 (21,50 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 263;
Abs. 24,20 %; Exp. 9 118. Le Pen,
2 072 (22,72); Chânc. 1 187 (13,01).

Si le taux de participation est légèrement supérieur à la moyenne nationale, le record d'abstention revient à Villeneuve-la-Garenne (70%), une ville du nord du département où le Front national engrange habituellement ses meilleurs scores. Mais le record des « non » appartient à Neuilly, la ville dont M. Charles Pasqua est le nouveau conseiller général: 40,89 % de « non » et plus de 15 % de blancs ou nuls. D'une manière générale, le « non » obtient des scores importants dans les communes riches et bourgeoises: outre Neuilly, mais également Arcueil, Aulnay-sous-Bois et Marolles-la-Coquette. Les plus forts taux de « oui » se rencontrent dans les villes communistes: Nanterre, Bagneux, Gennervilliers, Malakoff, mais également Chânc. Le Front communiste repart par le RPR en 1983. A Chânc. le pourcentage de votants n'est que de 40,78%, alors que c'est dans cette cité que milite M. Jean-François Merle, le conseiller de M. Rocard chargé, notamment, de la Nouvelle-Calédonie.

GAGNY

Ins. 22 644; Vol. 7 723
Abs. 63,89 %; Exp. 7 042
OUI 5 684 (88,71 %)
NON 1 358 (19,28 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 102;
Abs. 20,27 %; Exp. 17 793. Chânc. 3 440 (19,33); Le Pen, 3 382 (19,00).

LES LILAS

Ins. 11 754; Vol. 4 617
Abs. 60,71 %; Exp. 4 206
OUI 3 313 (78,76 %)
NON 893 (21,23 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 761;
Abs. 17,84 %; Exp. 9 622. Le Pen,
1 638 (18,10); Chânc. 1 722 (17,89).

LIVRY-GARGAN

Ins. 21 411; Vol. 8 195
Abs. 61,72 %; Exp. 7 394
OUI 5 934 (88,25 %)
NON 1 460 (19,74 %)
24 avril 1988. - Vol. 17 694;
Abs. 17,79 %; Exp. 17 385. Le Pen,
3 547 (20,42); Chânc. 2 961 (16,98).

MONTFERMEIL

Ins. 11 706; Vol. 4 017
Abs. 65,68 %; Exp. 3 625
OUI 2 846 (78,51 %)
NON 779 (21,48 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 310;
Abs. 20,89 %; Exp. 9 187. Le Pen,
2 117 (23,08); Chânc. 1 674 (18,26).

MONTREUIL

Ins. 30 583; Vol. 17 220
Abs. 65,95 %; Exp. 15 947
OUI 13 461 (84,41 %)
NON 2 486 (15,58 %)
24 avril 1988. - Vol. 37 494;
Abs. 28,30 %; Exp. 36 983. Le Pen,
6 075 (16,08); Chânc. 5 185 (14,03).

NEUILLY-PLAISANCE

Ins. 10 274; Vol. 3 245
Abs. 68,41 %; Exp. 2 952
OUI 2 415 (81,90 %)
NON 537 (16,19 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 200;
Abs. 20,80 %; Exp. 8 084. Chânc. 1 722
(21,27); Le Pen, 1 488 (18,34).

NEUILLY-SUR-MARNE

Ins. 16 486; Vol. 5 701
Abs. 65,41 %; Exp. 5 226
OUI 4 348 (83,19 %)
NON 878 (16,80 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 899;
Abs. 21,75 %; Exp. 12 705. Le Pen,
2 128 (16,78); Chânc.

la Nouvelle-Calédonie

rendum sur

STAINS
Ins. 13 451 ; Vol. 5 332
Abs. 59,57 % ; Exp. 5 061
OUI 4 221 (83,40 %)
NON 840 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 983 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 10 811. Chânc.
1 784 (18,80) ; La Pen. 1 894 (14,74).

THIERRY-LES-CLERMONT
Ins. 13 451 ; Vol. 5 332
Abs. 59,57 % ; Exp. 5 061
OUI 4 221 (83,40 %)
NON 840 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 983 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 10 811. Chânc.
1 784 (18,80) ; La Pen. 1 894 (14,74).

VILLANOVILLA
Ins. 13 451 ; Vol. 5 332
Abs. 59,57 % ; Exp. 5 061
OUI 4 221 (83,40 %)
NON 840 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 983 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 10 811. Chânc.
1 784 (18,80) ; La Pen. 1 894 (14,74).

VILLEPIETI
Ins. 13 451 ; Vol. 5 332
Abs. 59,57 % ; Exp. 5 061
OUI 4 221 (83,40 %)
NON 840 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 983 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 10 811. Chânc.
1 784 (18,80) ; La Pen. 1 894 (14,74).

FRESNES

Ins. 13 451 ; Vol. 5 332
Abs. 59,57 % ; Exp. 5 061
OUI 4 221 (83,40 %)
NON 840 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 983 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 10 811. Chânc.
1 784 (18,80) ; La Pen. 1 894 (14,74).

GENTILLY

Ins. 9 935 ; Vol. 3 746
Abs. 62,29 % ; Exp. 3 448
OUI 2 955 (85,70 %)
NON 493 (14,29 %)
24 avril 1988. - Vol. : 7 135 ;
Abs. 22,93 % ; Exp. 7 045. La Pen. 820
(13,05) ; Chânc. 899 (12,76).

L'HAY-LES-ROSES

Ins. 9 935 ; Vol. 3 746
Abs. 62,29 % ; Exp. 3 448
OUI 2 955 (85,70 %)
NON 493 (14,29 %)
24 avril 1988. - Vol. : 7 135 ;
Abs. 22,93 % ; Exp. 7 045. La Pen. 820
(13,05) ; Chânc. 899 (12,76).

IVRY-SUR-SEINE

Ins. 29 039 ; Vol. 10 959
Abs. 62,26 % ; Exp. 10 237
OUI 8 981 (87,73 %)
NON 1 256 (12,26 %)
24 avril 1988. - Vol. : 23 639 ;
Abs. 18,50 % ; Exp. 23 342. La Pen. 2 600
(11,13) ; Chânc. 2 507 (10,74).

JOINVILLE-LE-POINT

Ins. 10 388 ; Vol. 3 998
Abs. 61,51 % ; Exp. 3 607
OUI 2 738 (75,90 %)
NON 869 (24,09 %)
24 avril 1988. - Vol. : 8 812 ;
Abs. 17,80 % ; Exp. 8 483. Chânc. 2 089
(24,38) ; La Pen. 1 489 (17,64).

LE KREMLIN-BICÊTRE

Ins. 10 241 ; Vol. 3 675
Abs. 64,11 % ; Exp. 3 373
OUI 2 799 (82,98 %)
NON 574 (17,01 %)
24 avril 1988. - Vol. : 8 278 ;
Abs. 18,51 % ; Exp. 8 130. Chânc. 1 398
(17,19) ; La Pen. 1 577 (18,93).

LIMEL-BRENNANES

Ins. 8 107 ; Vol. 2 721
Abs. 66,43 % ; Exp. 2 471
OUI 2 081 (80,97 %)
NON 470 (19,02 %)
24 avril 1988. - Vol. : 8 707 ;
Abs. 17,49 % ; Exp. 8 613. Chânc. 1 219
(18,43) ; La Pen. 1 071 (16,18).

MAISON-ALFORT

Ins. 32 001 ; Vol. 13 051
Abs. 59,21 % ; Exp. 11 672
OUI 8 744 (74,91 %)
NON 2 928 (25,08 %)
24 avril 1988. - Vol. : 26 810 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 26 188. Chânc. 5 216
(19,83) ; La Pen. 4 717 (18,02).

NOGENT-SUR-MARNE

Ins. 16 164 ; Vol. 5 987
Abs. 62,96 % ; Exp. 5 288
OUI 3 899 (73,73 %)
NON 1 389 (26,26 %)
24 avril 1988. - Vol. : 13 484 ;
Abs. 16,87 % ; Exp. 13 348. Chânc. 4 333
(32,48) ; La Pen. 2 019 (15,12).

ORLY

Ins. 12 699 ; Vol. 4 168
Abs. 67,17 % ; Exp. 3 854
OUI 3 266 (84,74 %)
NON 588 (15,25 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 328 ;
Abs. 26,58 % ; Exp. 9 188. La Pen. 1 419
(15,44) ; Chânc. 1 089 (11,84).

LE PERREUX-SUR-MARNE

Ins. 17 993 ; Vol. 6 169
Abs. 65,71 % ; Exp. 5 465
OUI 4 225 (77,31 %)
NON 1 240 (22,68 %)
24 avril 1988. - Vol. : 14 959 ;
Abs. 17,30 % ; Exp. 14 738. Chânc. 4 087
(27,72) ; La Pen. 2 840 (19,27).

SAINT-MANDÉ

Ins. 13 315 ; Vol. 4 536
Abs. 65,93 % ; Exp. 4 035
OUI 2 967 (73,53 %)
NON 1 068 (26,46 %)
24 avril 1988. - Vol. : 10 592 ;
Abs. 21,00 % ; Exp. 10 483. Chânc. 9 760
(35,77) ; La Pen. 1 470 (14,02).

SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Ins. 47 815 ; Vol. 17 710
Abs. 62,96 % ; Exp. 15 822
OUI 11 685 (73,85 %)
NON 4 137 (26,14 %)
24 avril 1988. - Vol. : 39 282 ;
Abs. 18,19 % ; Exp. 38 782. Chânc. 11 307
(29,16) ; La Pen. 8 120 (15,78).

SUCY-EN-BRIE

Ins. 15 095 ; Vol. 5 784
Abs. 61,68 % ; Exp. 5 195
OUI 4 070 (78,34 %)
NON 1 125 (21,65 %)
24 avril 1988. - Vol. : 12 830 ;
Abs. 15,12 % ; Exp. 12 616. Chânc. 2 946
(23,25) ; La Pen. 1 123 (16,82).

THIAIS

Ins. 14 057 ; Vol. 5 065
Abs. 63,96 % ; Exp. 4 605
OUI 3 780 (82,08 %)
NON 825 (17,91 %)
24 avril 1988. - Vol. : 11 689 ;
Abs. 17,18 % ; Exp. 11 082. Chânc. 2 383
(21,48) ; La Pen. 1 584 (16,18).

VILLEJUIF

Ins. 25 936 ; Vol. 9 263
Abs. 64,28 % ; Exp. 8 610
OUI 7 517 (87,30 %)
NON 1 093 (12,69 %)
24 avril 1988. - Vol. : 21 057 ;
Abs. 18,53 % ; Exp. 20 728. La Pen. 2 907
(14,02) ; Chânc. 2 608 (12,58).

VILLENEUVE-LE-ROI

Ins. 11 913 ; Vol. 4 045
Abs. 66,04 % ; Exp. 3 673
OUI 3 068 (83,52 %)
NON 685 (16,47 %)
24 avril 1988. - Vol. : 9 089 ;
Abs. 24,17 % ; Exp. 8 814. La Pen. 1 416
(16,88) ; Chânc. 1 283 (14,16).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Ins. 15 281 ; Vol. 5 642
Abs. 63,07 % ; Exp. 5 048
OUI 4 117 (81,55 %)
NON 931 (18,44 %)
24 avril 1988. - Vol. : 12 359 ;
Abs. 19,59 % ; Exp. 12 125. La Pen. 2 070
(17,08) ; Chânc. 1 540 (12,89).

VILLIERS-SUR-MARNE

Ins. 12 741 ; Vol. 4 912
Abs. 61,44 % ; Exp. 4 421
OUI 3 542 (89,11 %)
NON 430 (10,88 %)
24 avril 1988. - Vol. : 10 405 ;
Abs. 18,44 % ; Exp. 10 253. La Pen. 1 886
(18,18) ; Chânc. 1 784 (17,59).

VINCENNES

Ins. 28 786 ; Vol. 11 108
Abs. 61,41 % ; Exp. 9 911
OUI 7 502 (75,69 %)
NON 2 409 (24,30 %)
24 avril 1988. - Vol. : 23 018 ;
Abs. 20,49 % ; Exp. 22 729. Chânc. 8 128
(26,98) ; La Pen. 3 808 (16,42).

VAL-D'OISE

INS.

Ins. 568 496 ; Vol. 206 553
Abs. 63,66 % ; Exp. 186 752
OUI 148 687 (79,61 %)
NON 38 065 (20,38 %)
24 avril 1988. - Vol. : 483 008 ;
Abs. 18,08 % ; Exp. 485 678. La Pen. 82 287
(18,08) ; Chânc. 62 030 (18,00).

PONTOISE

Ins. 15 191 ; Vol. 5 455
Abs. 64,09 % ; Exp. 4 863
OUI 3 721 (76,51 %)
NON 1 142 (23,48 %)
24 avril 1988. - Vol. : 11 783 ;
Abs. 22,82 % ; Exp. 11 611. Chânc. 2 380
(20,32) ; La Pen. 1 908 (16,41).

ARGENTEUIL

Ins. 30 445 ; Vol. 17 552
Abs. 63,20 % ; Exp. 16 191
OUI 13 660 (84,36 %)
NON 2 531 (15,63 %)
24 avril 1988. - Vol. : 38 926 ;
Abs. 21,14 % ; Exp. 39 288. La Pen. 7 284
(18,87) ; Chânc. 5 119 (13,03).

BEZONS

Ins. 13 201 ; Vol. 4 699
Abs. 64,40 % ; Exp. 4 336
OUI 3 656 (84,31 %)
NON 698 (15,68 %)
24 avril 1988. - Vol. : 10 414 ;
Abs. 21,43 % ; Exp. 10 232. La Pen. 1 982
(19,07) ; Chânc. 1 156 (11,28).

VITRY-SUR-SEINE

Ins. 43 750 ; Vol. 15 564
Abs. 64,42 % ; Exp. 14 457
OUI 12 482 (86,33 %)
NON 1 975 (13,66 %)
24 avril 1988. - Vol. : 34 847 ;
Abs. 20,53 % ; Exp. 34 304. La Pen. 5 480
(15,91) ; Chânc. 4 234 (12,34).

Avec 37,11 % de participation, jamais le Val-de-Marne, lors d'une consultation électorale, a obtenu le plus fort pourcentage de votes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La palme revient à Ivry (87,37 %), suivie de Villejuif (87,30 %) puis d'Arsonville (86,37 %). A l'opposé, les villes où le « non » a fait le plus fort pourcentage sont administrées par le RPR. Il s'agit de Saint-Mandé (26,47 %) et de Nogent-sur-Marne (26,27 %). Dans cette dernière commune, le maire, M. Roland Nungesser, avait déclaré avant le scrutin qu'il se rendrait aux urnes sans prélever la nature de son vote. Ormesson, dont le maire, M. Olivier d'Ormesson, a été au Front national avant de retourner au CNIL, sa formation d'origine, n'a voté « non » qu'à 23,47 %. L'Hay-les-Roses, dont le maire est socialiste, est la ville où les électeurs se sont rendus les plus nombreux aux urnes (42,10 %), alors que la commune de Champsigny (PC) a connu la plus faible participation (32,58 %).

Les villes où le « oui » a obtenu le plus fort pourcentage sont toutes à direction communautaire. Aucune commune gérée par le PS ne franchit la barre des 65 %, alors que des municipalités communistes sont dans ce cas. La

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

(Suite de la page 13.)

HOUILLES	
Ins., 17 821 ; Vol., 6 973	
Abs., 60,87 % ; Exp., 6 320	
OUI 5 086 (88,47 %)	
NON 1 234 (19,52 %)	
24 avril 1988. - Vol., 14 800 ;	
Abs., 17,23 % ; Exp., 14 681. Chânes,	
2 783 (19,08) ; La Pen., 2 499 (17,13).	
MAISON-LAFFITTE	
Ins., 14 848 ; Vol., 5 624	
Abs., 62,12 % ; Exp., 5 029	
OUI 3 585 (75,28 %)	
NON 1 444 (28,71 %)	
24 avril 1988. - Vol., 12 409 ;	
Abs., 18,80 % ; Exp., 12 307. Chânes,	
3 961 (32,18) ; La Pen., 1 917 (15,57).	
MANTES-LA-JOLIE	
Ins., 19 150 ; Vol., 5 905	
Abs., 69,16 % ; Exp., 5 293	
OUI 4 010 (75,73 %)	
NON 1 285 (24,26 %)	
24 avril 1988. - Vol., 14 074 ;	
Abs., 26,88 % ; Exp., 13 863. La Pen.,	
3 001 (22,29) ; Chânes, 2 285 (16,48).	
MANTES-LA-VILLE	
Ins., 11 239 ; Vol., 4 085	
Abs., 63,65 % ; Exp., 3 676	
OUI 2 968 (80,73 %)	
NON 798 (19,26 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 947 ;	
Abs., 20,86 % ; Exp., 8 777. La Pen.,	
1 786 (20,00) ; Chânes, 1 202 (13,89).	
MARLY-LE-ROI	
Ins., 11 584 ; Vol., 4 980	
Abs., 57,00 % ; Exp., 4 434	
OUI 3 484 (78,57 %)	
NON 950 (21,42 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 485 ;	
Abs., 18,48 % ; Exp., 8 345. Chânes, 2 828	
(33,08) ; La Pen., 1 061 (11,38).	
MAUREPAS	
Ins., 13 161 ; Vol., 5 462	
Abs., 58,49 % ; Exp., 4 983	
OUI 4 126 (82,90 %)	
NON 857 (17,10 %)	
24 avril 1988. - Vol., 10 728 ;	
Abs., 18,07 % ; Exp., 10 581. Chânes,	
2 078 (19,88) ; La Pen., 1 271 (12,03).	
LES MUREAUX	
Ins., 13 306 ; Vol., 4 569	
Abs., 65,66 % ; Exp., 4 138	
OUI 3 246 (78,06 %)	
NON 912 (21,93 %)	
24 avril 1988. - Vol., 10 491 ;	
Abs., 21,45 % ; Exp., 10 310. La Pen.,	
2 368 (22,94) ; Chânes, 1 314 (12,74).	
LE PECQ	
Ins., 11 755 ; Vol., 4 366	
Abs., 62,65 % ; Exp., 3 912	
OUI 3 838 (75,65 %)	
NON 874 (22,34 %)	
24 avril 1988. - Vol., 9 330 ;	
Abs., 20,67 % ; Exp., 9 232. Chânes, 2 988	
(32,14) ; La Pen., 1 120 (12,14).	
PLAISIR	
Ins., 12 872 ; Vol., 5 156	
Abs., 59,94 % ; Exp., 4 633	
OUI 3 757 (81,89 %)	
NON 876 (18,90 %)	
24 avril 1988. - Vol., 10 110 ;	
Abs., 21,58 % ; Exp., 9 988. Chânes, 2 028	
(20,31) ; La Pen., 1 234 (12,38).	
POISSY	
Ins., 20 388 ; Vol., 7 269	
Abs., 64,34 % ; Exp., 6 535	
OUI 5 099 (77,78 %)	
NON 1 456 (22,21 %)	
24 avril 1988. - Vol., 18 808 ;	
Abs., 19,21 % ; Exp., 18 278. Chânes,	
9 314 (20,38) ; La Pen., 2 789 (17,11).	

RAMBOUILLET	
Ins., 15 041 ; Vol., 5 698	
Abs., 62,11 % ; Exp., 5 082	
OUI 4 016 (79,02 %)	
NON 1 066 (20,97 %)	
24 avril 1988. - Vol., 12 322 ;	
Abs., 18,38 % ; Exp., 12 138. Chânes,	
2 781 (22,91) ; La Pen., 1 499 (12,34).	
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	
Ins., 25 772 ; Vol., 9 527	
Abs., 63,03 % ; Exp., 8 347	
OUI 6 234 (74,68 %)	
NON 2 113 (25,31 %)	
24 avril 1988. - Vol., 20 834 ;	
Abs., 19,46 % ; Exp., 20 588. Chânes,	
6 665 (32,40) ; La Pen., 2 488 (12,09).	
SARTROUVILLE	
Ins., 26 733 ; Vol., 9 636	
Abs., 63,95 % ; Exp., 8 797	
OUI 7 145 (81,22 %)	
NON 1 652 (18,77 %)	
24 avril 1988. - Vol., 21 047 ;	
Abs., 21,52 % ; Exp., 20 698. La Pen.,	
9 976 (19,21) ; Chânes, 2 287 (10,88).	
TRAPPES	
Ins., 13 192 ; Vol., 4 112	
Abs., 68,82 % ; Exp., 3 796	
OUI 3 257 (85,80 %)	
NON 539 (14,19 %)	
24 avril 1988. - Vol., 9 685 ;	
Abs., 26,96 % ; Exp., 9 471. La Pen.,	
1 882 (16,49) ; Chânes, 902 (8,82).	

VILLÉVILLACOURLAY	
Ins., 15 125 ; Vol., 5 707	
Abs., 62,26 % ; Exp., 5 209	
OUI 4 288 (80,78 %)	
NON 1 001 (19,21 %)	
24 avril 1988. - Vol., 12 857 ;	
Abs., 16,28 % ; Exp., 12 431. Chânes,	
3 414 (27,40) ; La Pen., 1 846 (13,24).	
LE VESINET	
Ins., 11 851 ; Vol., 4 522	
Abs., 61,84 % ; Exp., 3 896	
OUI 2 447 (62,88 %)	
NON 1 449 (37,19 %)	
24 avril 1988. - Vol., 9 882 ;	
Abs., 17,03 % ; Exp., 9 788. Chânes, 3 598	
(40,82) ; La Pen., 1 222 (12,48).	
Si la France avait voté comme	
Conférence-Sainte-Honorine, la ville dont	
il est le maire, M. Rocard n'aurait que	
de peu gagné son pari : la participation	
n'y est que de 41,93 % ; les « oui », il	
est vrai, y représentent 88,59 % des suf-	
rages exprimés ; ce n'est même pas le	
record de participation dans les Yvelines,	
qui est atteint, au moins pour les	
grandes villes, à Marly-le-Roi avec	
42,99 %. Les Versailles ont aussi été	
nombreux à se rendre aux urnes	
(40,96 %), mais ceux qui ont fait cet	
effort ont voté « non » à 36,26 %. Les	
communes les plus bourgeoises ou	
aristocratiques du département ont	
donné largement appui à une réponse	
négligée à la question posée : 37,19 %	
au Vésinet, 25,31 % à Saint-Germain-	
en-Laye, 28,71 % à Mantes-La-Jolie,	
25,42 % à Chânes. De même à Saint-	
Germain-en-Laye, dont le maire est	
M. Pécourt, député RPR, 12,39 % des	
votants ont mis dans l'urne un bulletin	
blanc ou gris. A Versailles, ce taux est	
de 12,5 % et, pour l'ensemble du dépar-	
tement, de 10,80 %. C'est probablement	
cela qui explique que dans ce départe-	
ment où le RPR est particulièrement	
bien implanté la participation ait été	
légèrement supérieure à la moyenne	
nationale.	

ESSONNE

BRUNOY	
Ins., 15 596 ; Vol., 5 625	
Abs., 63,93 % ; Exp., 5 094	
OUI 4 006 (78,64 %)	
NON 1 088 (21,35 %)	
24 avril 1988. - Vol., 12 837 ;	
Abs., 19,23 % ; Exp., 12 473. Chânes,	
2 894 (23,20) ; La Pen., 1 909 (16,28).	
CHILLY-MAZARIN	
Ins., 10 517 ; Vol., 3 908	
Abs., 62,84 % ; Exp., 3 509	
OUI 2 771 (78,13 %)	
NON 732 (20,86 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 459 ;	
Abs., 18,74 % ; Exp., 8 323. Chânes, 1 788	
(21,11) ; La Pen., 1 218 (14,39).	
CORREIL-ESSONNES	
Ins., 16 694 ; Vol., 6 698	
Abs., 59,87 % ; Exp., 6 041	
OUI 5 083 (82,81 %)	
NON 1 838 (29,18 %)	
24 avril 1988. - Vol., 16 383 ;	
Abs., 22,40 % ; Exp., 16 138. La Pen.,	
2 624 (17,23) ; Chânes, 2 381 (16,78).	
DRAVEIL	
Ins., 16 632 ; Vol., 6 207	
Abs., 62,68 % ; Exp., 5 728	
OUI 4 725 (82,48 %)	
NON 1 063 (17,51 %)	
24 avril 1988. - Vol., 13 343 ;	
Abs., 20,21 % ; Exp., 13 188. Chânes,	
2 288 (17,46) ; La Pen., 2 024 (15,37).	
ÉPINAY-SOUS-SENAERT	
Ins., 10 018 ; Vol., 2 338	
Abs., 66,68 % ; Exp., 2 130	
OUI 1 729 (86,75 %)	
NON 410 (19,24 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 240 ;	
Abs., 25,84 % ; Exp., 8 088. Chânes, 881	
(18,72) ; La Pen., 804 (18,82).	
ÉTAMPES	
Ins., 11 307 ; Vol., 4 054	
Abs., 64,14 % ; Exp., 3 602	
OUI 2 789 (77,42 %)	
NON 813 (22,57 %)	
24 avril 1988. - Vol., 9 182 ;	
Abs., 18,88 % ; Exp., 9 087. Chânes, 1 818	
(17,95) ; La Pen., 1 320 (14,67).	
GIFF-SUR-YVETTE	
Ins., 12 291 ; Vol., 5 393	
Abs., 54,47 % ; Exp., 5 018	
OUI 4 281 (82,71 %)	
NON 811 (16,28 %)	
24 avril 1988. - Vol., 10 402 ;	
Abs., 15,43 % ; Exp., 10 284. Chânes,	
2 895 (26,25) ; La Pen., 840 (9,18).	
GRIGNY	
Ins., 10 750 ; Vol., 4 491	
Abs., 67,52 % ; Exp., 3 206	
OUI 2 655 (82,81 %)	
NON 551 (17,18 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 330 ;	
Abs., 22,72 % ; Exp., 8 165. La Pen.,	
1 375 (16,84) ; Chânes, 1 176 (14,38).	
JUVISY-SUR-ORGE	
Ins., 8 339 ; Vol., 3 411	
Abs., 59,09 % ; Exp., 3 024	
OUI 2 361 (78,07 %)	
NON 663 (21,92 %)	
24 avril 1988. - Vol., 6 836 ;	
Abs., 21,13 % ; Exp., 6 532. Chânes, 1 445	
(22,08) ; La Pen., 1 051 (16,08).	
LONGJumeau	
Ins., 10 934 ; Vol., 3 860	
Abs., 64,69 % ; Exp., 3 527	
OUI 2 918 (82,50 %)	
NON 617 (17,49 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 927 ;	
Abs., 16,57 % ; Exp., 8 773. Chânes, 1 847	
(17,63) ; La Pen., 1 276 (14,54).	

MASSY	
Ins., 23 563 ; Vol., 9 484	
Abs., 59,75 % ; Exp., 8 718	
OUI 7 306 (83,80 %)	
NON 1 412 (16,19 %)	
24 avril 1988. - Vol., 18 300 ;	
Abs., 22,40 % ; Exp., 18 013. Chânes,	
2 906 (16,13) ; La Pen., 2 433 (13,50).	
MENNECY	
Ins., 7 358 ; Vol., 2 743	
Abs., 62,72 % ; Exp., 2 474	
OUI 1 897 (76,67 %)	
NON 577 (23,32 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 018 ;	
Abs., 18,31 % ; Exp., 8 538. Chânes, 1 552	
(26,14) ; La Pen., 918 (15,48).	
MONTGERON	
Ins., 14 601 ; Vol., 5 158	
Abs., 64,67 % ; Exp., 4 636	
OUI 3 728 (80,41 %)	
NON 908 (19,58 %)	
24 avril 1988. - Vol., 11 787 ;	
Abs., 21,88 % ; Exp., 11 568. Chânes,	
2 735 (23,62) ; La Pen., 1 724 (14,90).	
MORSANG-SUR-ORGE	
Ins., 12 643 ; Vol., 4 526	
Abs., 64,20 % ; Exp., 4 126	
OUI 3 482 (84,39 %)	
NON 644 (15,60 %)	
24 avril 1988. - Vol., 9 947 ;	
Abs., 21,68 % ; Exp., 9 796. Chânes, 1 578	
(16,07) ; La Pen., 1 537 (15,88).	
ORSAY	
Ins., 10 462 ; Vol., 4 727	
Abs., 54,81 % ; Exp., 4 249	
OUI 3 659 (86,11 %)	
NON 590 (13,88 %)	
24 avril 1988. - Vol., 8 441 ;	
Abs., 18,21 % ; Exp., 8 301. Chânes, 1 648	
(19,88) ; La Pen., 888 (10,32).	
PALAISEAU	
Ins., 19 412 ; Vol., 8 055	
Abs., 58,50 % ; Exp., 7 289	
OUI 6 183 (84,82 %)	
NON 1 106 (15,17 %)	
24 avril 1988. - Vol., 18 605 ;	
Abs., 19,88 % ; Exp., 18 388. Chânes,	
2 788 (18,21) ; La Pen., 1 858 (12,78).	
REZ-ORANGES	
Ins., 16 596 ; Vol., 5 661	
Abs., 63,07 % ; Exp., 5 164	
OUI 4 129 (79,95 %)	
NON 1 835 (20,04 %)	
24 avril 1988. - Vol., 12 728 ;	
Abs., 21,72 % ; Exp., 12 561. Chânes,	
2 327 (18,52) ; La Pen., 2 088 (16,88).	
SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS	
Ins., 18 059 ; Vol., 6 974	
Abs., 61,38 % ; Exp., 6 296	
OUI 5 196 (82,52 %)	
NON 1 109 (17,47 %)	
24 avril 1988. - Vol., 14 783 ;	
Abs., 18,84 % ; Exp., 14 635. Chânes,	
2 628 (18,04) ; La Pen., 2 108 (14,48).	
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	
Ins., 13 032 ; Vol., 5 005	
Abs., 61,59 % ; Exp., 4 542	
OUI 3 774 (83,09 %)	
NON 768 (16,90 %)	
24 avril 1988. - Vol., 10 278 ;	
Abs., 21,14 % ; Exp., 10 108. Chânes,	
1 947 (19,28) ; La Pen., 1 318 (13,00).	

SEINE-ET-MARNE

INS. 608 292 ; Vol. 221 636	
Abs. 63,56 % ; Exp. 196 716	
OUI	152 150 (77,34)
NON	44 566 (22,65)
24 avril 1988. - Vol. 496 812	
Abs. 18,47 % ; Exp. 488 005. Chânes	
108 745 (18,65) ; La Pen. 88 838 (17,78)	
MELUN	
Ins. 18 727 ; Vol. 6 775	
Abs. 63,82 % ; Exp. 6 084	
OUI	4 623 (72,69)
NON	1 661 (27,30)
24 avril 1988. - Vol. 14 444	
Abs. 23,51 % ; Exp. 14 216. Chânes	
993 020 (14,44) ; La Pen. 1 391 (18,22)	
AYON	
Ins. 9 397 ; Vol. 3 393	
Abs. 62,03 % ; Exp. 2 993	
OUI	2 244 (74,97)
NON	749 (25,02)
24 avril 1988. - Vol. 8 864	
Abs. 23,42 % ; Exp. 8 684. Chânes	
1 330 (16,32) ; La Pen. 1 047 (15,61)	

Notre client c'est la vie !

Partout en Europe,
à l'écoute de la vie.

Pour que les hommes et les femmes vivent mieux, plus longtemps, nous sommes avec la communauté médicale au service de la vie.

Nous sommes le pôle européen de General Electric leader mondial en radiologie, mammographie, scanner, résonance magnétique, échographie, médecine nucléaire ; hautes technologies, qui permettent de visualiser l'anatomie interne des patients.

En collaboration avec les médecins, nous développons et nous améliorons les systèmes qui offrent des possibilités d'observation et de diagnostic toujours plus sûrs et plus précoces, de même que les équipements de radiothérapie pour des traitements de plus en plus précis.

Dans nos organisations commerciales et de service, nos centres de recherche et nos usines, 6 000 hommes et femmes se consacrent à l'avenir médical de l'Europe.

Notre compagnie est mondiale mais notre engagement est 100 % national. En France nous sommes français, en Angleterre nous sommes anglais, en Espagne espagnols, en Italie italiens, en Allemagne allemands... Pour être partout plus près de la vie, pour qu'elle soit la plus forte.



General Electric

LE MÉTIER RAGINE
Ab. 9.405 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
MONTREUIL-FAUCONNI
Ab. 8.154 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
NEMOURS
Ab. 8.073 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
NORSEY
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
OZOUX-LA-FERRIÈRE
Ab. 8.840 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
PONTAULT-CHAMBAULT
Ab. 8.207 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
PROVINS
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
BOISSY-EN-FRANCAIS
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
SAVIGNY-LE-TEMPLE
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
TREVES
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200
...
VILLEPARVIS
Ab. 8.870 L. 1.200
Ab. 87.554 L. 1.200

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

AIN

Ins. 284 334 ; Vol. 92 248
Abs. 67,55 % ; Exp. 81 357
OUI 66 614 (81,87 %)
NON 14 743 (18,12 %)
24 avril 1988. - Vol. 230 958 ;
Abs. 18,96 % ; Exp. 226 868. Chânc.
43 343 (18,12) ; La Pen. 38 464 (18,08).

BOURG-EN-BRESSE

Ins. 22 009 ; Vol. 7 740
Abs. 64,83 % ; Exp. 6 971
OUI 5 920 (84,92 %)
NON 1 051 (15,07 %)
24 avril 1988. - Vol. 17 828 ;
Abs. 18,02 % ; Exp. 17 534. Chânc.
3 419 (18,49) ; La Pen. 2 432 (13,87).

AMBERIEU-EN-BUGEY

Ins. 6 274 ; Vol. 2 105
Abs. 66,44 % ; Exp. 1 911
OUI 1 586 (82,99 %)
NON 325 (17,00 %)
24 avril 1988. - Vol. 1 810 ;
Abs. 22 % ; Exp. 4 815. La Pen. 784
(15,65) ; Chânc. 686 (14,24).

HELLEGARDE-SUR-VALSERINE

Ins. 5 993 ; Vol. 1 961
Abs. 67,27 % ; Exp. 1 778
OUI 1 515 (85,26 %)
NON 263 (14,74 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 583 ;
Abs. 23,32 % ; Exp. 4 822. La Pen. 787
(17,40) ; Chânc. 681 (14,41).

BELLEY

Ins. 4 233 ; Vol. 1 511
Abs. 64,30 % ; Exp. 1 313
OUI 1 036 (78,90 %)
NON 277 (21,09 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 485 ;
Abs. 18,08 % ; Exp. 3 436. Chânc. 583
(17,28) ; La Pen. 423 (12,51).

MIRIBEL

Ins. 4 348 ; Vol. 1 455
Abs. 66,53 % ; Exp. 1 286
OUI 1 026 (79,78 %)
NON 260 (20,21 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 629 ;
Abs. 18,15 % ; Exp. 3 468. La Pen. 780
(21,84) ; Chânc. 481 (14,18).

UYONNAX

Ins. 10 739 ; Vol. 2 890
Abs. 73,08 % ; Exp. 2 564
OUI 2 082 (81,20 %)
NON 482 (18,79 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 501 ;
Abs. 21,33 % ; Exp. 8 343. La Pen. 1 780
(21,09) ; Chânc. 1 489 (17,88).

Avec un taux d'abstention de 67,55 %
(supérieur au pourcentage national), on
peut dire que les électeurs ne sont
pas venus pour le « oui », qui l'emporte
avec 81,87 % des suffrages. A Bourg-en-
Bresse, municipalité socialiste, le « oui »
a réuni 81,87 % des suffrages, le « non »
le score de M. François Mitterrand
au premier tour de l'élection présidentielle.

Quant à la consigne de « non partici-
pation active » du RPR, elle ne paraît
avoir été suivie de façon significative
que dans les deux communes gérées par
un des deux députés, M. Lucien Guichon
à Uyonnax (72 % d'abstention) et
M. Jacques Boyon, ancien secrétaire
d'Etat et proche de M. Jacques Chirac,
à Pont-d'Ain (73 % d'abstention).

A Belley, dont le maire est
M. Charles Millon (UDF-PR), nou-
veau président du conseil régional et
ancien directeur de campagne de
M. Raymond Barre, lequel avait
recueilli 1 108 voix à la présidentielle,
le « oui » rassemble 1 036 suffrages.

Quant au Front national, qui enten-
dait comptabiliser les « non », il n'a
pas obtenu la meilleure des hypo-
thèses, que la moitié à peine de ses sym-
patisants.

AINSE

Ins. 364 123 ; Vol. 137 088
Abs. 62,35 % ; Exp. 119 893
OUI 93 451 (77,94 %)
NON 26 444 (22,05 %)
24 avril 1988. - Vol. 308 288 ;
Abs. 18,20 % ; Exp. 298 997. Chânc.
51 488 (17,18) ; La Pen. 40 220 (13,40).

LAON

Ins. 16 386 ; Vol. 6 098
Abs. 62,78 % ; Exp. 5 398
OUI 4 217 (78,12 %)
NON 1 181 (21,87 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 901 ;
Abs. 21,29 % ; Exp. 12 674. Chânc.
2 556 (20,18) ; La Pen. 1 387 (10,70).

CHATEAU-THIERRY

Ins. 8 684 ; Vol. 2 637
Abs. 69,63 % ; Exp. 2 375
OUI 1 948 (82,02 %)
NON 427 (17,97 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 815 ;
Abs. 24,64 % ; Exp. 6 496. Chânc. 1 128
(17,38) ; La Pen. 863 (13,13).

CHALUNY

Ins. 8 380 ; Vol. 2 848
Abs. 66,01 % ; Exp. 2 560
OUI 1 967 (76,83 %)
NON 593 (23,16 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 597 ;
Abs. 20,87 % ; Exp. 8 648. Chânc. 1 074
(18,40) ; La Pen. 1 002 (15,30).

HISON

Ins. 7 461 ; Vol. 2 640
Abs. 64,61 % ; Exp. 2 317
OUI 1 890 (81,57 %)
NON 427 (18,42 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 983 ;
Abs. 20,82 % ; Exp. 8 745. Chânc. 902
(16,68) ; La Pen. 682 (12,03).

SAINT-QUENTIN

Ins. 37 195 ; Vol. 13 633
Abs. 63,34 % ; Exp. 12 151
OUI 9 785 (80,52 %)
NON 2 366 (19,47 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 018 ;
Abs. 17,04 % ; Exp. 30 387. Chânc.
4 800 (15,79) ; La Pen. 4 248 (13,97).

SOISSONS

Ins. 17 045 ; Vol. 5 473
Abs. 67,89 % ; Exp. 4 894
OUI 3 837 (78,40 %)
NON 1 057 (21,59 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 256 ;
Abs. 22,46 % ; Exp. 13 046. Chânc.
2 336 (17,89) ; La Pen. 1 748 (13,38).

TERGNIER

Ins. 9 507 ; Vol. 3 162
Abs. 66,74 % ; Exp. 2 831
OUI 2 385 (84,24 %)
NON 446 (15,75 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 035 ;
Abs. 17,70 % ; Exp. 6 877. La Pen. 859
(12,48) ; Chânc. 820 (11,92).

Avec un taux de participation de
57,65 %, ce département s'inscrit dans
la moyenne nationale. Les abstention-
nistes ont été particulièrement nom-
breux dans les villes, où, sans distinction
de couleurs municipales, la
participation a été partout inférieure à
la moyenne départementale. Avec
36,63 % de votants, Saint-Quentin a
tout de même fait mieux que Château-
Thierry (30,37 %), mieux même que la
très socialiste Soissons (32,11 %).
Dans d'autres villes à direction socia-
liste, les consignes de civisme n'auront
pas été mieux suivies. Leuzy (37,20 %)
et Tergnier (37,17 %) sont ainsi nettement
distancés par la sous-préfecture
semi-rurale de Verrieres (47 %).

C'est d'ailleurs dans les campagnes
que l'on a à la fois le plus voté (45 %),
et le plus voté « non ». Une vingtaine de
villages se distinguent même en votant
le « non » à l'importer sur le « oui ».

ALLIER

Ins. 264 679 ; Vol. 101 637
Abs. 61,39 % ; Exp. 88 357
OUI 74 262 (84,04 %)
NON 14 095 (15,95 %)
24 avril 1988. - Vol. 220 187 ;
Abs. 17,28 % ; Exp. 214 819. Chânc.
41 621 (18,48) ; La Pen. 21 801 (10,14).

MOULINS

Ins. 14 434 ; Vol. 5 078
Abs. 64,81 % ; Exp. 4 460
OUI 3 555 (79,70 %)
NON 905 (20,29 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 888 ;
Abs. 18,68 % ; Exp. 11 418. Chânc.
2 638 (23,11) ; La Pen. 1 283 (11,23).

COMMENTRY

Ins. 6 107 ; Vol. 2 365
Abs. 61,27 % ; Exp. 2 104
OUI 1 860 (88,40 %)
NON 244 (11,59 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 917 ;
Abs. 18,85 % ; Exp. 4 762. Chânc. 638
(13,39) ; La Pen. 317 (6,65).

CUSSET

Ins. 9 914 ; Vol. 3 842
Abs. 61,24 % ; Exp. 3 310
OUI 2 789 (82,44 %)
NON 581 (17,55 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 174 ;
Abs. 18,18 % ; Exp. 7 907. Chânc. 1 323
(16,68) ; La Pen. 1 036 (13,05).

MONTLUÇON

Ins. 31 430 ; Vol. 11 750
Abs. 62,61 % ; Exp. 10 562
OUI 9 326 (88,29 %)
NON 1 236 (11,70 %)
24 avril 1988. - Vol. 28 708 ;
Abs. 18,71 % ; Exp. 28 083. Chânc.
4 487 (17,68) ; La Pen. 2 468 (9,83).

VICHY

Ins. 19 619 ; Vol. 6 828
Abs. 63,19 % ; Exp. 5 887
OUI 4 327 (73,50 %)
NON 1 500 (26,49 %)
24 avril 1988. - Vol. 15 487 ;
Abs. 22,04 % ; Exp. 15 197. Chânc.
3 899 (25,65) ; La Pen. 2 816 (18,54).

YZEURE

Ins. 9 427 ; Vol. 3 829
Abs. 59,38 % ; Exp. 3 388
OUI 2 905 (85,74 %)
NON 483 (14,25 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 804 ;
Abs. 17,48 % ; Exp. 7 618. Chânc. 1 406
(18,44) ; La Pen. 653 (8,30).

La traditionnelle mobilisation des
électeurs bourbonnais a fait défaut
dans ce département, où l'on retrouve
néanmoins, plus les chiffres politiques
traditionnels que les oppositions entre
les zones urbaines et les campagnes.
Avec 37,38 %, Montluçon se révèle la
ville du département la plus mobile,
précédant nettement Moulins, où les
consignes d'abstention du maire RPR,
M. Hector Rolland, n'ont cependant
pas été largement suivies. L'engagement
du sénateur Chazet, président du conseil
général (CGS), pour le « oui » ne s'est
pas davantage traduit sur le terrain.

Dans les zones de forte implantation
communiste, la participation a été
importante et le « oui » l'a massivement
emporté : c'est le cas, par exemple, à
Ygrande, village de l'extrême paysan
Emile Guillaumet, où l'on a voté positif
à 96,20 %.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Ins. 96 963 ; Vol. 39 808
Abs. 58,94 % ; Exp. 34 846
OUI 28 079 (80,58 %)
NON 6 767 (19,41 %)
24 avril 1988. - Vol. 80 288 ;
Abs. 17,87 % ; Exp. 78 682. Chânc.
14 426 (18,34) ; La Pen. 13 156 (16,71).

DIGNE

Ins. 10 301 ; Vol. 3 849
Abs. 62,63 % ; Exp. 3 408
OUI 2 764 (81,10 %)
NON 644 (18,89 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 388 ;
Abs. 19,63 % ; Exp. 8 208. Chânc. 1 624
(19,79) ; La Pen. 1 261 (15,33).

CHATEAU-ARNOUX

Ins. 8 865 ; Vol. 1 511
Abs. 60,90 % ; Exp. 1 332
OUI 1 152 (86,48 %)
NON 189 (13,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 216 ;
Abs. 17,41 % ; Exp. 3 181. Chânc. 511
(16,18) ; La Pen. 428 (13,57).

MANOSQUE

Ins. 13 127 ; Vol. 4 925
Abs. 62,48 % ; Exp. 4 390
OUI 3 365 (76,65 %)
NON 1 625 (23,34 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 691 ;
Abs. 19,01 % ; Exp. 10 483. La Pen. 2 156
(20,58) ; Chânc. 1 872 (17,88).

SISTERON

Ins. 4 609 ; Vol. 1 656
Abs. 64,07 % ; Exp. 1 451
OUI 1 185 (81,66 %)
NON 266 (18,33 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 913 ;
Abs. 16,48 % ; Exp. 3 838. Chânc. 886
(23,31) ; La Pen. 890 (18,37).

Avec 41,05 % de votants, le départe-
ment a respecté une tradition qui veut
que les scrutins recueillent une partici-
pation supérieure à la moyenne nationa-
le de 3 à 4 points. Un résultat qui
peut être jugé satisfaisant eu égard à
l'absence quasi totale de campagne au
niveau local, si ce n'est quelques affi-
ches dans les principales villes. A gres-
che comme à Digne, les deux locaux ont
été absents du débat, qui n'a donné lieu
à aucune réunion publique ni prise de
position.

Le « oui » l'emporte sans surprise
avec 80,58 % des suffrages. Si, en
milieu rural, le nombre de votants est
supérieur à 40 %, les centres
urbains ont enregistré une participation
moindre, 37 % à Digne et à Manosque,
33 % à Sisteron et 39 % à Châteauneuf-
Arnaud.

HAUTES-ALPES

Ins. 81 351 ; Vol. 32 330
Abs. 60,25 % ; Exp. 27 817
OUI 22 623 (81,32 %)
NON 5 194 (18,67 %)
24 avril 1988. - Vol. 68 814 ;
Abs. 15,46 % ; Exp. 66 288. Chânc.
13 487 (20,61) ; La Pen. 8 941 (13,69).

GAP

Ins. 21 179 ; Vol. 8 485
Abs. 59,93 % ; Exp. 7 463
OUI 6 058 (81,17 %)
NON 1 405 (18,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 17 344 ;
Abs. 18,18 % ; Exp. 16 983. Chânc.
3 221 (18,98) ; La Pen. 2 273 (13,38).

BRIANÇON

Ins. 6 024 ; Vol. 2 290
Abs. 63,42 % ; Exp. 1 990
OUI 1 605 (80,65 %)
NON 385 (19,34 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 180 ;
Abs. 22,09 % ; Exp. 5 090. Chânc. 981
(18,48) ; La Pen. 825 (15,20).

ENDEBUN

Ins. 3 432 ; Vol. 1 316
Abs. 61,63 % ; Exp. 1 162
OUI 918 (79,00 %)
NON 244 (20,99 %)
24 avril 1988. - Vol. 2 821 ;
Abs. 17,94 % ; Exp. 2 778. Chânc. 986
(24,68) ; La Pen. 413 (14,88).

Le « oui » est largement majoritaire,
mais le nombre des bulletins blancs ou
nuls est particulièrement élevé
(15,41 % des votants) et le pourcentage
des abstentions supérieur à 60 % (à
Briançon, il dépasse même 65 %).

Il apparaît que dans les communes
rurales le corps électoral s'est plus
mobilisé que dans les villes. A Veynes,
chef du député socialiste Daniel Cheval-
lier, on a plus voté qu'à Briançon, où les
dernières consultations ont révélé une
forte montée de l'opposition.

ALPES-MARITIMES

Ins. 643 602 ; Vol. 211 862
Abs. 67,08 % ; Exp. 190 151
OUI 128 726 (67,69 %)
NON 61 425 (32,30 %)
24 avril 1988. - Vol. 819 431 ;
Abs. 19,91 % ; Exp. 812 789. Chânc.
124 581 (24,23) ; La Pen. 124 281
(24,23).

NICE

Ins. 230 961 ; Vol. 73 504
Abs. 68,17 % ; Exp. 65 373
OUI 43 731 (66,89 %)
NON 21 642 (33,10 %)
24 avril 1988. - Vol. 180 691 ;
Abs. 22,43 % ; Exp. 178 423. La Pen.
48 256 (26,92) ; Chânc. 41 820 (23,43).

ANTIBES

Ins. 44 179 ; Vol. 14 450
Abs. 67,29 % ; Exp. 13 127
OUI 8 125 (61,89 %)
NON 5 002 (38,10 %)
24 avril 1988. - Vol. 36 219 ;
Abs. 18,76 % ; Exp. 35 802. La Pen.
9 365 (26,12) ; Chânc. 9 192 (25,67).

BEAUSOLEIL

Ins. 9 309 ; Vol. 2 741
Abs. 69,53 % ; Exp. 2 469
OUI 1 791 (72,53 %)
NON 678 (27,46 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 285 ;
Abs. 22,01 % ; Exp. 7 162. Chânc. 1 874
(23,37) ; La Pen. 1 554 (21,69).

CAGNES-SUR-MER

Ins. 25 299 ; Vol. 8 076
Abs. 68,07 % ; Exp. 7 467
OUI 4 738 (63,45 %)
NON 2 729 (36,54 %)
24 avril 1988. - Vol. 20 894 ;
Abs. 18,44 % ; Exp. 20 411. La Pen.
5 439 (28,64) ; Chânc. 5 086 (24,81).

CANNES

Ins. 47 966 ; Vol. 15 322
Abs. 68,05 % ; Exp. 14 014
OUI 8 964 (63,96 %)
NON 5 050 (36,03 %)
24 avril 1988. - Vol. 40 237 ;
Abs. 17,01 % ; Exp. 38 736. Chânc.
11 218 (28,18) ; La Pen. 9 940 (26,87).

LE CANNET

Ins. 26 135 ; Vol. 7 817
Abs. 70,08 % ; Exp. 7 188
OUI 4 810 (66,91 %)
NON 2 378 (33,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 20 953 ;
Abs. 20,66 % ; Exp. 20 715. Chânc.
8 429 (28,20) ; La Pen. 5 111 (24,67).

GRASSE

Ins. 23 362 ; Vol. 7 519
Abs. 67,81 % ; Exp. 6 721
OUI 4 741 (70,54 %)
NON 1 980 (29,45 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 360 ;
Abs. 17,88 % ; Exp. 18 078. Chânc.
4 472 (23,43) ; La Pen. 3 841 (20,13).

MANDELIEU-LA-NAPOULE

Ins. 10 522 ; Vol. 3 598
Abs. 65,80 % ; Exp. 3 286
OUI 1 964 (89,76 %)
NON 1 312 (40,23 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 988 ;
Abs. 15,46 % ; Exp. 8 898. La Pen.
2 327 (26,19) ; Chânc. 2 265 (25,43).

MENTON

Ins. 19 388 ; Vol. 6 548
Abs. 66,22 % ; Exp. 5 933
OUI 3 996 (67,35 %)
NON 1 937 (32,64 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 386 ;
Abs. 15,06 % ; Exp. 18 181. La Pen.
3 841 (22,78) ; Chânc. 3 860 (22,16).

MOUGINS

Ins. 7 918 ; Vol. 2 367
Abs. 70,10 % ; Exp. 2 109
OUI 1 394 (66,09 %)
NON 715 (33,90 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 822 ;
Abs. 15,40 % ; Exp. 6 838. Chânc. 2 077
(31,28) ; La Pen. 1 812 (22,78).

ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN

Ins. 8 706 ; Vol. 2 686
Abs. 69,14 % ; Exp. 2 403
OUI 1 599 (66,54 %)
NON 804 (33,45 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 002 ;
Abs. 22,50 % ; Exp. 7 728. Chânc. 1 728
(28,83) ; La Pen. 1 478 (21,87).

SAINT-LAURENT-DU-VAR

Ins. 15 032 ; Vol. 4 749
Abs. 68,40 % ; Exp. 4 343
OUI 2 779 (63,98 %)
NON 1 564 (36,01 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 480 ;
Abs. 17,67 % ; Exp. 12 289. La Pen.
3 328 (28,52) ; Chânc. 3 862 (22,43).

VALAURIA

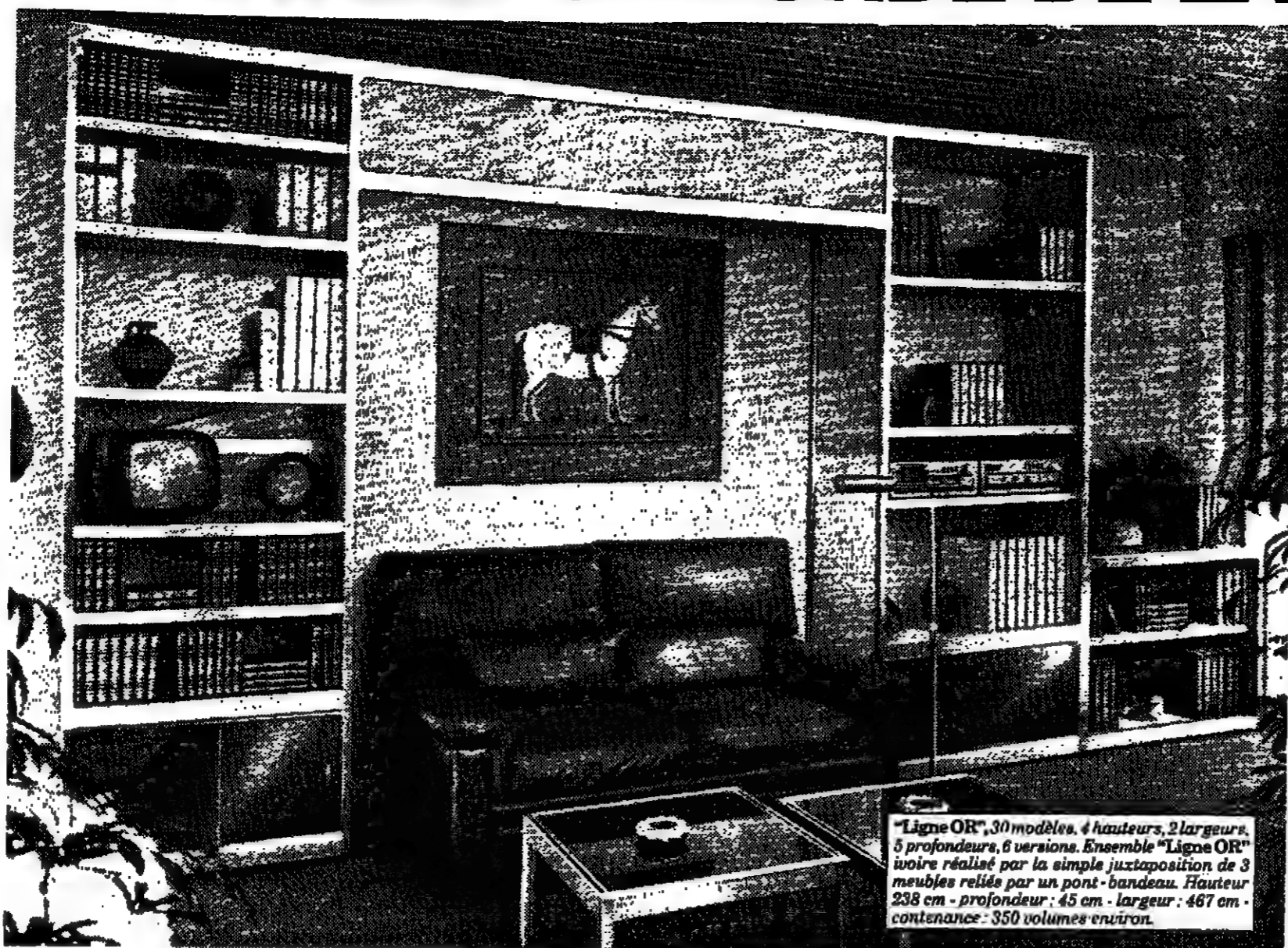
Ins. 14 087 ; Vol. 4 729
Abs. 66,43 % ; Exp. 4 299
OUI 2 981 (69,34 %)
NON 1 318 (30,65 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 514 ;
Abs. 18,93 % ;

LIGNE «OR»

le prestige contemporain
s'harmonisant avec tous les styles

La maison des BIBLIOTHEQUES

Actuellement et jusqu'au 14 novembre 1988
AU "MONDE DE LA MAISON"



"Ligne OR", 30 modèles, 4 hauteurs, 2 largeurs, 5 profondeurs, 6 versions. Ensemble "Ligne OR" noir réalisé par la simple juxtaposition de 3 meubles reliés par un pont-bandeau. Hauteur 238 cm - profondeur: 45 cm - largeur: 467 cm - contenance: 350 volumes environ.

Ces 2 très beaux ensembles ont été réalisés par la simple juxtaposition de meubles individuels figurant dans notre catalogue (500 modèles - 14 lignes et styles - 85 versions (coloris, teintes ou essences de bois). Pour composer leurs bibliothèques, nos clients ont chacun choisi leurs meubles parmi l'infinité des possibilités offertes, en fonction de leurs besoins précis: nombre et format des ouvrages à classer - dimensions et disposition des emplacements à aménager - harmonie de décoration - intégration d'appareils audiovisuels - protection par ferme-

tures de certaines parties de leur bibliothèque... Projets d'implantation gratuits et immédiats, Crédits et plans de financement, Expéditions Franco, Reprise en cas de non convenance... LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES vous offre dans ses magasins ou par correspondance, tous les conseils et les services du grand spécialiste européen du meuble bibliothèque depuis plus de 30 ans, et un choix incomparable pour installer vous-même... une vraie bibliothèque, comme vous le voulez, telle que vous la voulez... à des prix imbattables.



500 modèles vitrés ou vitrifiables, juxtaposables sans aucune fixation murale, démontables, démontageables...



"Ligne OR" noire - Ensemble d'angle réalisé par la simple juxtaposition de 6 meubles. Hauteur: 238 cm - profondeur: 35 cm - largeur grand côté: 370 cm; petit côté: 214 cm - contenance: 700 volumes environ.

LE SALON DE LA DECORATION
PORTE DE VERSAILLES
STAND 5 A 6 (Bât. 5 - Allée A)
Tous les jours de 10 h à 19 h
Nocturnes les 8 et 11/11 jusqu'à 22 h.

ET TOUT AU LONG DE
L'ANNÉE DANS SES...

23 MAGASINS EN FRANCE

EN VISITANT
NOS MAGASINS
DEMANDEZ NOTRE
CATALOGUE GRATUIT
OU RENVOYEZ
LE BON EN BAS
DE CETTE PAGE



A PARIS
61, rue Froidevaux
"en Montparnasse" PARIS 14^e

Le magasin de Paris est ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar Quinet - Autobus: 28, 38, 58, 68 - SNCF: Gare Montparnasse.

- | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|--|-------------------------------------|--|--|---|---|---|---|--|--|---|--------------------------------------|--|--|--|---|--|--|---|
| ARPAJON: 13, Route Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpaion-centre) - 94 50 05 47 | BORDAUX: 10, rue Bouffard - 56 44 36 42 | BRIVE (Point Expo): 30, rue Louis-Labrousse - 56 74 07 32 | CLERMONT-FERRAND: 22, rue Georges-Clemenceau - 78 33 97 08 | DIJON: 100, rue Monge - 90 45 02 45 | DRAGUIGNAN (Point Expo): Zac de St-Herménard - 94 67 33 19 | GRIGNOULE: 58, rue Saint-Laurent - 78 42 56 75 | LILLE: 86, rue Esquermose - 20 55 69 39 | LIJONGES: 157, rue Jules-Norlat - 55 78 15 42 | LYON: 6, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville Louis-Pradel) - 78 28 35 51 | MARSEILLE: 108, rue Paradis (métro Estrangin) - 91 37 60 64 | MONTPELLIER: 8, rue Sévère (près gare) - 67 56 19 32 | NANCY: 18, rue Péronne St-Nicolas St-Etienne - 83 32 54 84 | NANTES: 18, rue Gambetta (près rue du Commerce) - 40 74 69 36 | NICE: 2, rue Offenbach - 93 88 54 66 | POITIERS: 42, rue du Moulin-à-vent - 49 41 98 48 | RENNES: 18, rue Emile-Zola (près du Musée) - 90 70 58 35 | ROUEN: 43, rue des Charettes - 35 71 58 22 | SAINT-ETIENNE: 40, rue de la Montée - 77 29 91 48 | STRASBOURG: 11, rue des Bouchers - 88 36 73 78 | TOULOUSE: 1, rue des Trois-Renards (près place St-Serni) - 61 22 92 40 | TOURS: 5, rue Henri-Barbousse (près des Halles) - 47 38 63 66 |
|--|---|---|--|-------------------------------------|--|--|---|---|---|---|--|--|---|--------------------------------------|--|--|--|---|--|--|---|

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.



CATALOGUE GRATUIT



80 pages
toutes en couleurs
250 photos et illustrations
Vente en magasin
et vente directe par correspondance
dans toute la France

en renvoyant ce bon à:
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement
votre catalogue complet et le TARIF.

M. Mme, Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Tél. _____

Profession _____
Catalogue par téléphone 24 h sur 24
Enregistreur Automatique

(1) 43 20 73 33

Le référendum sur

(Suite de la page 16.)

SAINT-SAVINE

Ins. 7 034 ; Vol. 2 644
Abs. 62,41 % ; Exp. 2 363

OUI 1 861 (78,75 %)
NON 502 (21,24 %)

24 avril 1988. - Vol. : 5 582 ;
Abs. 21,18 % ; Exp. 5 475. Chânes, 921
(18,80) ; La Pen, 791 (14,43).

Le référendum a été marqué par une
indifférence encore plus marquée que
dans le reste de la France : par rapport
aux inscrits, on compte 54,12 % de
votants, 29,36 % de suffrages exprimés
(13,93 % des votants ont choisi le blanc
ou le nul). Les abstentions ont été plus
élevées en milieu urbain que les milieux
ruraux. Les consignes des hommes politi-
ques n'ont guère pesé sur le taux de
participation : à Troyes, dont le maire,
M. Robert Galley, est député RPR, les
votants ont été 30,60 %, et à Romilly-
sur-Seine, ville dont le maire est commu-
niste et le premier adjoint socialiste
récemment, la participation a été de
31,80 %.

En revanche, on compte, dans les
villes dirigées par la droite, comme à
Troyes, davantage de « non » (22,60 %) ;
que dans celles qui sont gérées par la
gauche : à Romilly-sur-Seine, le « non »
n'a totalisé que 15,27 % des voix.

AUDE

Ins. 215 490 ; Vol. 99 286
Abs. 33,92 % ; Exp. 88 694

OUI 74 088 (83,53 %)
NON 14 606 (16,46 %)

24 avril 1988. - Vol. : 183 973 ;
Abs. 15,24 % ; Exp. 179 923. Chânes, 51
783 (17,64) ; La Pen, 24 688 (13,71).

CARCASSONNE
Ins. 27 372 ; Vol. 11 229
Abs. 38,97 % ; Exp. 10 108

OUI 8 195 (81,07 %)
NON 1 913 (18,92 %)

24 avril 1988. - Vol. : 23 098 ;
Abs. 16,26 % ; Exp. 22 720. Chânes, 4
798 (21,12) ; La Pen, 3 427 (16,08).

CASTELNAUDARY
Ins. 7 581 ; Vol. 3 338
Abs. 35,96 % ; Exp. 2 838

OUI 2 268 (79,91 %)
NON 570 (20,08 %)

24 avril 1988. - Vol. : 6 483 ;
Abs. 16,13 % ; Exp. 6 384. Chânes, 1 882
(28,88) ; La Pen, 684 (10,82).

LÉZIGNAN-CORBIÈRES
Ins. 5 591 ; Vol. 2 495
Abs. 35,37 % ; Exp. 2 231

OUI 1 890 (84,71 %)
NON 341 (15,28 %)

24 avril 1988. - Vol. : 4 612 ;
Abs. 17,89 % ; Exp. 4 517. Chânes, 897
(19,88) ; La Pen, 684 (14,70).

LIMOUX
Ins. 6 628 ; Vol. 2 939
Abs. 35,35 % ; Exp. 2 601

OUI 2 089 (80,31 %)
NON 510 (19,68 %)

24 avril 1988. - Vol. : 8 587 ;
Abs. 16,98 % ; Exp. 8 477. Chânes, 981
(17,54) ; La Pen, 732 (13,38).

NAURONNE
Ins. 29 054 ; Vol. 10 903
Abs. 62,47 % ; Exp. 9 823

OUI 7 618 (77,47 %)
NON 2 213 (22,52 %)

24 avril 1988. - Vol. : 24 005 ;
Abs. 17,88 % ; Exp. 23 370. La Pen, 4
782 (20,46) ; Chânes, 4 010 (17,18).

BOUCHES-DU-RHÔNE

Ins. 1 080 117 ; Vol. 380 109
Abs. 64,80 % ; Exp. 347 629

OUI 252 031 (72,49 %)
NON 95 598 (27,50 %)

24 avril 1988. - Vol. : 867 931 ;
Abs. 20,02 % ; Exp. 854 528. La Pen, 225
595 (26,38) ; Chânes, 126 249
(14,77).

MARSEILLE
Ins. 478 412 ; Vol. 151 639
Abs. 68,30 % ; Exp. 141 371

OUI 102 211 (72,29 %)
NON 39 160 (27,70 %)

24 avril 1988. - Vol. : 388 683 ;
Abs. 23,96 % ; Exp. 381 804. La Pen, 102
541 (28,34) ; Chânes, 53 110 (14,67).

ARX-EN-PROVENCE
Ins. 71 940 ; Vol. 27 996
Abs. 61,08 % ; Exp. 25 625

OUI 17 450 (88,09 %)
NON 8 175 (31,90 %)

24 avril 1988. - Vol. : 58 591 ;
Abs. 16,72 % ; Exp. 57 770. La Pen, 13
428 (23,24) ; Chânes, 11 236 (19,44).

ALAUCH
Ins. 11 654 ; Vol. 4 582
Abs. 60,68 % ; Exp. 4 137

OUI 3 043 (73,20 %)
NON 1 114 (26,79 %)

24 avril 1988. - Vol. : 9 738 ;
Abs. 16,33 % ; Exp. 9 565. La Pen, 2 487
(26,00) ; Chânes, 1 333 (13,93).

ARLES
Ins. 32 182 ; Vol. 12 351
Abs. 61,62 % ; Exp. 11 185

OUI 8 727 (78,02 %)
NON 2 458 (21,97 %)

24 avril 1988. - Vol. : 28 868 ;
Abs. 16,91 % ; Exp. 28 412. La Pen, 5
489 (20,81) ; Chânes, 3 871 (15,03).

Dans ce fief socialiste, les électeurs
ont mieux suivi qu'ailleurs les consignes
du président de la République et le pourcentage
de « oui » (83,53 %) est au-dessus de la
moyenne nationale. Dans les deux
principales villes toutefois, le taux
d'abstention est plus important. A Car-
cassonne, dont le maire RPR, M. Ray-
mond Chânes, avait appelé à suivre les
consignes d'abstention de son parti, il
est de 57,35 %, mais il est plus élevé à
Narbonne (62,47 %), ville gérée par
une municipalité de droite modérée
proche de l'UDF.

AVEYRON

Ins. 211 874 ; Vol. 88 467
Abs. 58,24 % ; Exp. 72 634

OUI 62 262 (85,69 %)
NON 10 392 (14,30 %)

24 avril 1988. - Vol. : 179 487 ;
Abs. 16,48 % ; Exp. 175 308. Chânes, 46
171 (25,76) ; La Pen, 15 543 (8,86).

RODEZ
Ins. 14 481 ; Vol. 5 685
Abs. 60,74 % ; Exp. 4 936

OUI 4 313 (87,37 %)
NON 623 (12,62 %)

24 avril 1988. - Vol. : 12 085 ;
Abs. 16,95 % ; Exp. 11 868. Chânes, 2
801 (23,63) ; La Pen, 1 076 (9,08).

DECAZEVILLE
Ins. 6 011 ; Vol. 2 584
Abs. 37,01 % ; Exp. 2 333

OUI 2 141 (90,99 %)
NON 212 (9,00 %)

24 avril 1988. - Vol. : 4 868 ;
Abs. 19,38 % ; Exp. 4 758. Chânes, 608
(12,77) ; La Pen, 316 (6,82).

MILLAU
Ins. 15 767 ; Vol. 6 616
Abs. 38,03 % ; Exp. 5 694

OUI 4 970 (85,52 %)
NON 824 (14,47 %)

24 avril 1988. - Vol. : 13 263 ;
Abs. 16,06 % ; Exp. 12 984. Chânes, 2
620 (20,22) ; La Pen, 1 788 (13,78).

ONET-LE-CHATEAU
Ins. 5 581 ; Vol. 2 424
Abs. 37,33 % ; Exp. 2 081

OUI 1 810 (86,97 %)
NON 271 (13,02 %)

24 avril 1988. - Vol. : 4 989 ;
Abs. 12,17 % ; Exp. 4 881. Chânes, 886
(17,83) ; La Pen, 482 (9,82).

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE
Ins. 8 533 ; Vol. 3 549
Abs. 38,30 % ; Exp. 3 011

OUI 2 585 (85,85 %)
NON 426 (14,14 %)

24 avril 1988. - Vol. : 7 028 ;
Abs. 16,28 % ; Exp. 6 868. Chânes, 1 406
(20,48) ; La Pen, 789 (11,48).

Les électeurs ont voté davantage
(41,76 %) et ont répondu « oui » en
plus grand nombre (85,70 % des
exprimés) que la moyenne nationale.
Cette tendance est plus nette encore
dans les villes où les circonscriptions,
sans Villefranche-de-Rouergue, qui
vont habituellement à gauche.

Les consignes nationales de « non-
participation active » du RPR ont été
mieux suivies dans les quelques loca-
lités gérées par un maire RPR, ou dans
les régions comme le nord de l'Aveyron,
où M. Chânes avait obtenu un bon score
lors de l'élection présidentielle.

ISTRES

Ins. 19 914 ; Vol. 8 005
Abs. 59,80 % ; Exp. 7 234

OUI 5 445 (75,36 %)
NON 1 789 (24,73 %)

24 avril 1988. - Vol. : 18 555 ;
Abs. 16,73 % ; Exp. 18 222. La Pen, 3
787 (23,34) ; Chânes, 1 981 (12,21).

MARIGNANE
Ins. 20 081 ; Vol. 6 536
Abs. 67,45 % ; Exp. 6 033

OUI 3 646 (80,23 %)
NON 2 487 (39,76 %)

24 avril 1988. - Vol. : 15 812 ;
Abs. 21,85 % ; Exp. 16 550. La Pen, 6
261 (33,78) ; Chânes, 1 801 (11,58).

MARTIGUES
Ins. 26 142 ; Vol. 10 047
Abs. 61,56 % ; Exp. 9 288

OUI 7 144 (76,91 %)
NON 2 144 (23,08 %)

24 avril 1988. - Vol. : 21 805 ;
Abs. 16,87 % ; Exp. 21 482. La Pen, 4
958 (23,11) ; Chânes, 2 807 (11,58).

MIRAMAS
Ins. 13 544 ; Vol. 4 746
Abs. 64,95 % ; Exp. 4 266

OUI 3 152 (73,88 %)
NON 1 114 (26,11 %)

24 avril 1988. - Vol. : 11 105 ;
Abs. 18,70 % ; Exp. 10 896. La Pen, 2
808 (26,78) ; Chânes, 1 088 (9,98).

LES PENNES-MIRABEAU
Ins. 13 142 ; Vol. 4 550
Abs. 65,37 % ; Exp. 4 232

OUI 3 155 (74,55 %)
NON 1 077 (25,44 %)

24 avril 1988. - Vol. : 10 552 ;
Abs. 19,56 % ; Exp. 10 402. La Pen, 3
125 (30,04) ; Chânes, 1 078 (10,31).

PORT-DE-BOUC
Ins. 11 031 ; Vol. 3 771
Abs. 65,81 % ; Exp. 3 575

OUI 2 978 (83,30 %)
NON 597 (16,69 %)

24 avril 1988. - Vol. : 9 015 ;
Abs. 18,79 % ; Exp. 8 868. La Pen, 1
754 (19,78) ; Chânes, 648 (6,18).

PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE
Ins. 6 058 ; Vol. 2 044
Abs. 66,25 % ; Exp. 1 837

OUI 1 428 (77,73 %)
NON 409 (22,26 %)

24 avril 1988. - Vol. : 5 162 ;
Abs. 18,59 % ; Exp. 5 048. La Pen, 1
082 (21,44) ; Chânes, 340 (6,73).

ROGNAC
Ins. 8 586 ; Vol. 2 383
Abs. 63,81 % ; Exp. 2 151

OUI 1 573 (73,12 %)
NON 578 (26,87 %)

24 avril 1988. - Vol. : 5 402 ;
Abs. 10,08 % ; Exp. 5 306. La Pen, 1
471 (27,72) ; Chânes, 621 (11,70).

SALON-DE-PROVENCE
Ins. 22 763 ; Vol. 9 044
Abs. 60,26 % ; Exp. 7 709

OUI 5 283 (76,49 %)
NON 2 586 (32,50 %)

24 avril 1988. - Vol. : 18 641 ;
Abs. 18,03 % ; Exp. 18 308. La Pen, 4
844 (26,45) ; Chânes, 2 583 (17,78).

SEPTÈMES-LES-VALLONS
Ins. 6 844 ; Vol. 2 493
Abs. 63,57 % ; Exp. 2 364

OUI 1 805 (76,35 %)
NON 559 (23,64 %)

24 avril 1988. - Vol. : 5 781 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 5 710. La Pen, 1
583 (27,72) ; Chânes, 471 (8,24).

TARASCON
Ins. 7 792 ; Vol. 2 818
Abs. 63,83 % ; Exp. 2 416

OUI 1 773 (73,38 %)
NON 1 045 (26,61 %)

24 avril 1988. - Vol. : 6 441 ;
Abs. 18,11 % ; Exp. 6 308. La Pen, 1
477 (23,41) ; Chânes, 888 (14,23).

VITROLLES
Ins. 15 759 ; Vol. 5 995
Abs. 61,95 % ; Exp. 5 487

OUI 3 876 (76,63 %)
NON 1 611 (32,36 %)

24 avril 1988. - Vol. : 12 982 ;
Abs. 18,17 % ; Exp. 12 877. La Pen, 3
786 (28,70) ; Chânes, 1 801 (12,82).

Le « oui » l'emporte avec 72,69 %
pour une participation inférieure de
4,6 points à celle des cantonales
(35,19 % de votants contre 39,23 %). Le
pourcentage des bulletins blancs ou
nuls (8,3 % des votants) est nettement
supérieur à celui de l'élection présiden-
tielle (1,33 %), des élections législa-
tives (1,24 %), ainsi que des cantonales
(7,58 %). Mais à Marseille, où
M. Jean-Claude Gaudin s'était pro-
noncé à titre personnel pour le vote
blanc, il n'est que de 6,77 %.

Ces deux villes dirigées par la
droite que le nombre des « non » est le
plus important : Marignane (39,76 %).
Salon-de-Provence (32,50 %) et Aix-en-
Provence (31,90 %). A Marseille, il cor-
respond sensiblement à la moyenne
départementale (27,70 % contre
27,50 %). Pour l'ensemble, la petite
ville de Carnoux-en-Provence, où ont
été accueillies un grand nombre de
pieds-noirs après l'indépendance de
l'Algérie, a voté « non » à 30,85 %.

La corrélation avec les suffrages
obtenus par M. Le Pen à l'élection pré-
sidentielle n'apparaît pas clairement.
Le « non » est toutefois supérieur au
vote Le Pen dans une majorité de villes
de droite, mais aussi de gauche. Une
fraction de l'électorat UDF, voire RPR,
n'a donc pas suivi les consignes données
par les deux composantes de la droite.
Tel est notamment le cas, à droite,
d'Aix-en-Provence, Salon-de-Provence,

Marignane, et à gauche de La Ciotat et
Aubagne.
Les villes où le « oui » est le plus fort
sont toutes de gauche : Port-de-Bouc
(75,36 %) obtient le record avec 83,30 %.
Dans la seule ville importante dirigée
par un maire RPR, Arles, la participa-
tion (38,38 %) a été relativement
importante et le « oui » l'a emporté à
78,02 %.

CALVADOS

Ins. 413 406 ; Vol. 152 275
Abs. 63,16 % ; Exp. 135 050

OUI 109 696 (81,22 %)
NON 25 354 (18,77 %)

24 avril 1988. - Vol. : 339 319 ;
Abs. 18,11 % ; Exp. 333 018. Chânes, 86
242 (19,89) ; La Pen, 36 822 (11,05).

CAEN
Ins. 66 712 ; Vol. 25 104
Abs. 62,08 % ; Exp. 22 824

OUI 19 153 (83,91 %)
NON 3 671 (16,08 %)

24 avril 1988. - Vol. : 50 947 ;
Abs. 23,10 % ; Exp. 50 182. Chânes, 9
597 (19,12) ; La Pen, 5 069 (10,08).

BAVEUX
Ins. 9 490 ; Vol. 3 265
Abs. 65,59 % ; Exp. 2 868

OUI 2 354 (82,87 %)
NON 514 (17,12 %)

24 avril 1988. - Vol. : 7 413 ;
Abs. 22,20 % ; Exp. 7 281. Chânes, 1 460
(20,02) ; La Pen, 633 (8,68).

FALAISE
Ins. 5 237 ; Vol. 1 885
Abs. 64,00 % ; Exp. 1 698

OUI 1 391 (81,91 %)
NON 307 (18,08 %)

24 avril 1988. - Vol. : 4 131 ;
Abs. 21,58 % ; Exp. 4 052. Chânes, 710
(17,52) ; La Pen, 377 (9,30).

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR
Ins. 12 889 ; Vol. 4 777
Abs. 62,93 % ; Exp. 4 477

OUI 3 992 (89,16 %)
NON 485 (10,83 %)

24 avril 1988. - Vol. : 9 732 ;
Abs. 24,86 % ; Exp. 9 568. Chânes, 820
(8,81) ; La Pen, 907 (9,48).

HONFLEUR
Ins. 5 918 ; Vol. 1 742
Abs. 70,56 % ; Exp. 1 542

OUI 1 254 (81,32 %)
NON 288 (18,67 %)

24 avril 1988. - Vol. : 4 208 ;
Abs. 20,11 % ; Exp. 4 136. Chânes, 738
(17,84) ; La Pen, 473 (11,43).

LISIEUX
Ins. 14 879 ; Vol. 5 516
Abs. 62,92 % ; Exp. 4 813

OUI 3 917 (81,38 %)
NON 896 (18,61 %)

24 avril 1988. - Vol. : 11 968 ;
Abs. 20,21 % ; Exp. 11 883. Chânes, 2
377 (20,34) ; La Pen, 1 234 (10,58).

MONDEVILLE
Ins. 6 513 ; Vol. 2 607
Abs. 59,97 % ; Exp. 2 431

OUI 2 280 (90,49 %)
NON 231 (9,50 %)

24 avril 1988. - Vol. : 5 234 ;
Abs. 19,98 % ; Exp. 5 190. Chânes, 902
(8,78) ; La Pen, 448 (8,63).

VIRE
Ins. 9 002 ; Vol. 3 506
Abs. 61,05 % ; Exp. 3 004

OUI 2 511 (83,98 %)
NON 493 (16,01 %)

24 avril 1988. - Vol. : 7 338 ;
Abs. 19,12 % ; Exp. 7 107. Chânes, 1 478
(20,81) ; La Pen, 572 (8,04).

Le taux moyen d'abstention
(63,16 %) connaît à Honfleur un
déplacement spectaculaire : 70,56 %
des électeurs de cette commune ne se
sont pas rendus aux urnes. L'abstention
a frappé également les municipalités
orientées à droite et celles où la gauche
a plus influent. A Hérouville-Saint-
Clair (18 889 inscrits), la venue du leader
du FNKS, M. Jean-Marie Tjib-
boud, quelques jours avant le scrutin
n'a pas été déterminante : le « oui »
l'emporte ici en votant à 89,16 %, mais la
participation n'a été que de 37,07 %.

CANTAL

Ins. 124 579 ; Vol. 39 332
Abs. 68,42 % ; Exp. 33 392

OUI 27 428 (82,13 %)
NON 5 964 (17,86 %)

24 avril 1988. - Vol. : 103 563 ;
Abs. 17,30 % ; Exp. 101 737. Chânes, 38
087 (37,44) ; La Pen, 7 225 (7,10).

AURILLAC
Ins. 18 958 ; Vol. 6 970
Abs. 63,23 % ; Exp. 6 193

OUI 5 356 (86,48 %)
NON 837 (13,51 %)

24 avril 1988. - Vol. : 15 823 ;
Abs. 18,70 % ; Exp. 15 518. Chânes, 4
184 (26,98) ; La Pen, 1 283 (8,28).

ARPAJON-SUR-CÈRE
Ins. 3 694 ; Vol. 1 394
Abs. 62,26 % ; Exp. 1 187

OUI 1 046 (88,12 %)
NON 141 (11,87 %)

24 avril 1988. - Vol. : 3 234 ;
Abs. 12,83 % ; Exp. 3 180. Chânes, 787
(24,22) ; La Pen, 253 (8,00).

MAURIAU

Ins. 3 047 ; Vol. 942
Abs. 69,08 % ; Exp. 833

OUI 729 (87,51 %)
NON 104 (12,48 %)

24 avril 1988. - Vol. : 2 481 ;
Abs. 18,46 % ; Exp. 2 427. Chânes, 827
(34,07) ; La Pen, 189 (8,96).

SAINT-FLOUR

Ins. 4 415 ; Vol. 1 371
Abs. 68,94 % ; Exp. 1 170

OUI 936 (80,00 %)
NON 234 (20,00 %)

24 avril 1988. - Vol. : 3 694 ;
Abs. 16,53 % ; Exp. 3 628. Chânes, 1 181
(31,99) ; La Pen, 358 (9,89).

Le Cantal, dans son ensemble favorable
au RPR, connaît un taux d'abstention
supérieur à la moyenne nationale
(68,42 %), tandis que les bulletins nuls
sont fort nombreux (4,76 % des ins-
crits). Ces proportions ne se retrouvent
pas sous la forme de zones urbaines,
notamment dans les villes dont les

la Nouvelle-Calédonie

pas reçu d'écho significatif dans sa ville. De même la circonscription d'Ussel de M. Jacques Chirac n'a pas été plus sensible à l'appel national de son député : à peine pesa-on y enregistrer une légère baisse des voix par rapport à l'ensemble du département. Cependant, avec 15,71 %, les bulletins blancs ou nuls sont plus importants que la moyenne nationale.

CORSE-DU-SUD

Ins., 91 379 ; Vol., 21 952
Abs., 75,97 % ; Exp., 21 048
OUI 17 122 (81,34 %)
NON 3 926 (18,65 %)
24 avril 1988. - Vol., 62 985 ;
Abs., 31,56 % ; Exp., 61 927. Chirac, 19 850 (31,73) ; Le Pen, 9 174 (14,81).

AJACCIO

Ins., 26 448 ; Vol., 5 638
Abs., 78,63 % ; Exp., 5 383
OUI 4 034 (74,91 %)
NON 1 351 (25,08 %)
24 avril 1988. - Vol., 18 883 ;
Abs., 29,08 % ; Exp., 18 352. Chirac, 5 584 (30,42) ; Le Pen, 3 248 (17,68).

PORTO-VECCHIO

Ins., 3 260 ; Vol., 906
Abs., 82,77 % ; Exp., 873
OUI 654 (74,91 %)
NON 219 (25,08 %)
24 avril 1988. - Vol., 3 873 ;
Abs., 30,71 % ; Exp., 3 625. Chirac, 1 390 (36,33) ; Le Pen, 598 (16,45).

SARTENE

Ins., 2 839 ; Vol., 1 032
Abs., 63,64 % ; Exp., 998
OUI 933 (93,48 %)
NON 65 (6,51 %)
24 avril 1988. - Vol., 2 327 ;
Abs., 18,81 % ; Exp., 2 206. Chirac, 488 (21,48) ; Le Pen, 281 (11,37).

Outre le peu de mobilisation qu'a suscité la campagne électorale, le taux d'abstention de 75,97 % paraît s'expliquer par le fait que le RPR est majoritaire en Corse-du-Sud et que son mot d'ordre de non-participation a été d'autant plus suivi que certains électeurs craignent que pour la Corse le gouvernement s'inspire du modèle californien. Le Front national, seul parti à prôner le « non » et crédité de 9 173 voix au premier tour de l'élection présidentielle, n'a mobilisé que 3 926 suffrages sur le « non ».

HAUTE-CORSE

Ins., 113 347 ; Vol., 29 623
Abs., 73,86 % ; Exp., 28 177

OUI 23 652 (83,94 %)
NON 4 525 (16,05 %)
24 avril 1988. - Vol., 76 484 ;
Abs., 33,22 % ; Exp., 76 255. Chirac, 22 868 (30,38) ; Le Pen, 9 040 (12,01).

BASTIA

Ins., 20 338 ; Vol., 4 843
Abs., 76,18 % ; Exp., 4 439

OUI 3 830 (86,28 %)
NON 609 (13,71 %)
24 avril 1988. - Vol., 13 045 ;
Abs., 36,66 % ; Exp., 12 548. Chirac, 2 724 (21,70) ; Le Pen, 1 824 (16,33).

CALVI

Ins., 2 752 ; Vol., 549
Abs., 80,05 % ; Exp., 519

OUI 368 (70,90 %)
NON 151 (29,09 %)
24 avril 1988. - Vol., 1 869 ;
Abs., 32,06 % ; Exp., 1 854. Chirac, 488 (26,98) ; Le Pen, 478 (25,87).

CORTE

Ins., 3 968 ; Vol., 935
Abs., 76,43 % ; Exp., 882

OUI 778 (88,28 %)
NON 104 (11,79 %)
24 avril 1988. - Vol., 2 579 ;
Abs., 36,11 % ; Exp., 2 518. Chirac, 793 (31,48) ; Le Pen, 288 (11,35).

Le fort taux d'abstention peut s'expliquer, d'une part, par l'absence d'une réelle campagne électorale, que seuls les nationalistes ont animée en organisant l'unique réunion publique d'appel au vote favorable, et, d'autre part, par la désertion du MRG, le parti dominant dans la département, en butte aux critiques du ministre de l'Intérieur et qui a certainement voulu démontrer au PS local que, sans lui, aucune victoire ne sera possible aux prochaines municipales.

Le nombre des « oui » - formés par l'union des nationalistes, du PCF et du PS - reste pour M. Jean Zuccarelli, le maître MRG de Bastia, la preuve la plus évidente que le PS conduit par M. Laurent Croci, premier adjoint, ne pourra pas constituer une concurrence de poids en mars prochain.

COTE-D'OR

Ins., 310 939 ; Vol., 109 050
Abs., 64,92 % ; Exp., 96 064

OUI 74 602 (77,65 %)
NON 21 462 (22,34 %)
24 avril 1988. - Vol., 254 901 ;
Abs., 18,48 % ; Exp., 250 238. Chirac, 65 175 (22,04) ; Le Pen, 34 833 (13,81).

DIJON

Ins., 75 226 ; Vol., 26 361
Abs., 64,95 % ; Exp., 23 871

OUI 18 686 (78,27 %)
NON 5 185 (21,72 %)
24 avril 1988. - Vol., 60 662 ;
Abs., 19,84 % ; Exp., 58 729. Chirac, 13 943 (23,34) ; Le Pen, 8 139 (13,62).

BEAUNE

Ins., 12 024 ; Vol., 3 620
Abs., 69,89 % ; Exp., 3 235

OUI 2 500 (77,27 %)
NON 735 (22,72 %)
24 avril 1988. - Vol., 9 738 ;
Abs., 19,08 % ; Exp., 9 540. Chirac, 2 192 (22,97) ; Le Pen, 1 277 (13,38).

CHENOVE

Ins., 4 506 ; Vol., 1 603
Abs., 64,42 % ; Exp., 1 461

OUI 1 226 (83,91 %)
NON 235 (16,08 %)
24 avril 1988. - Vol., 7 588 ;
Abs., 25,24 % ; Exp., 7 489. Le Pen, 1 288 (17,20) ; Chirac, 983 (12,89).

LONGVIC

Ins., 4 646 ; Vol., 1 366
Abs., 70,59 % ; Exp., 1 247

OUI 961 (77,06 %)
NON 286 (22,93 %)
24 avril 1988. - Vol., 3 578 ;
Abs., 23,04 % ; Exp., 3 498. Le Pen, 625 (17,88) ; Chirac, 608 (17,38).

MONTBARD

Ins., 4 594 ; Vol., 1 618
Abs., 64,78 % ; Exp., 1 447

OUI 1 188 (82,10 %)
NON 259 (17,89 %)
24 avril 1988. - Vol., 3 783 ;
Abs., 17,90 % ; Exp., 3 690. Chirac, 980 (26,18) ; Le Pen, 389 (10,54).

TALANT

Ins., 7 324 ; Vol., 2 728
Abs., 62,75 % ; Exp., 2 474

OUI 1 958 (79,14 %)
NON 516 (20,85 %)
24 avril 1988. - Vol., 8 058 ;
Abs., 17,45 % ; Exp., 7 980. Chirac, 1 339 (22,40) ; Le Pen, 786 (13,37).

La participation se situe au-dessous de la moyenne nationale (55,07 %), résultat qui est à l'image de la campagne électorale qui s'y est déroulée. Le RPR ne s'est pas du tout exprimé pas plus que le Parti communiste. Le Parti socialiste, quant à lui, a publié un communiqué dans la presse locale, tandis que le Front national tenait une conférence de presse et une réunion publique. Des quatre départements bourguignons, la Côte-d'Or se situe à la troisième place pour le taux de participation, après la Nièvre et l'Yonne.

COTES-DU-NORD

Ins., 411 755 ; Vol., 170 153
Abs., 58,67 % ; Exp., 149 706

OUI 129 997 (86,83 %)
NON 19 709 (13,16 %)
24 avril 1988. - Vol., 353 138 ;
Abs., 14,48 % ; Exp., 347 495. Chirac, 66 718 (18,91) ; Le Pen, 28 827 (8,23).

SAINT-BRIEUC

Ins., 32 489 ; Vol., 13 399
Abs., 58,75 % ; Exp., 12 117

OUI 10 493 (86,59 %)
NON 1 634 (13,40 %)
24 avril 1988. - Vol., 28 358 ;
Abs., 18,18 % ; Exp., 25 998. Chirac, 4 631 (17,81) ; Le Pen, 2 345 (8,01).

DINAN

Ins., 7 796 ; Vol., 3 062
Abs., 60,72 % ; Exp., 2 678

OUI 2 185 (81,59 %)
NON 493 (18,40 %)
24 avril 1988. - Vol., 8 338 ;
Abs., 19,23 % ; Exp., 8 210. Chirac, 1 388 (22,38) ; Le Pen, 689 (10,77).

LAMBALLE

Ins., 7 011 ; Vol., 2 941
Abs., 58,05 % ; Exp., 2 554

OUI 2 250 (86,99 %)
NON 304 (13,00 %)
24 avril 1988. - Vol., 8 144 ;
Abs., 19,23 % ; Exp., 8 067. Chirac, 1 238 (20,43) ; Le Pen, 386 (6,37).

LANNION

Ins., 11 514 ; Vol., 4 767
Abs., 58,39 % ; Exp., 4 333

OUI 3 842 (88,66 %)
NON 491 (11,33 %)
24 avril 1988. - Vol., 9 519 ;
Abs., 17,85 % ; Exp., 9 386. Chirac, 1 635 (22,40) ; Le Pen, 740 (10,50).

LOUDEAC

Ins., 6 774 ; Vol., 2 538
Abs., 62,53 % ; Exp., 2 224

OUI 1 976 (88,84 %)
NON 248 (11,15 %)
24 avril 1988. - Vol., 5 798 ;
Abs., 14,41 % ; Exp., 5 680. Chirac, 1 218 (21,42) ; Le Pen, 380 (6,33).

PLÉRIN

Ins., 8 793 ; Vol., 3 686
Abs., 58,08 % ; Exp., 3 319

OUI 2 910 (87,67 %)
NON 409 (12,32 %)
24 avril 1988. - Vol., 7 308 ;
Abs., 17,11 % ; Exp., 7 183. Chirac, 1 214 (16,90) ; Le Pen, 730 (10,18).

PLOUFRAGAN

Ins., 7 164 ; Vol., 2 989
Abs., 58,27 % ; Exp., 2 673

OUI 2 359 (88,25 %)
NON 314 (11,74 %)
24 avril 1988. - Vol., 6 097 ;
Abs., 14,94 % ; Exp., 5 988. Chirac, 778 (13,00) ; Le Pen, 482 (8,07).

La participation est une nouvelle fois plus élevée que la moyenne nationale. C'est une habitude dans ce département ancré à gauche depuis plus d'une décennie. Les écarts entre les taux de participation sont relativement faibles, quelle que soit la dominante politique des villes ou des circonscriptions. A gauche, le PC a joué le jeu, et le pourcentage de voix dans des villes à majorité communiste comme Plérin, Ploufragan sont dans la bonne moyenne. A droite, les villes de Dinan et plus encore de Loudeac ont marqué leur différence, mais on y a voté « oui » plus qu'ailleurs - sauf à Dinan (81,59 %). Quant à Lannion (à majorité RPR), le pourcentage tant des votants que des « oui » est proche de la moyenne du département.

CREUSE

Ins., 110 525 ; Vol., 39 052
Abs., 64,66 % ; Exp., 33 726

OUI 29 090 (86,25 %)
NON 4 636 (13,74 %)
24 avril 1988. - Vol., 89 183 ;
Abs., 19,78 % ; Exp., 88 833. Chirac, 24 522 (28,20) ; Le Pen, 8 770 (7,78).

GUERET

Ins., 9 723 ; Vol., 3 836
Abs., 60,54 % ; Exp., 3 360

OUI 2 928 (87,14 %)
NON 432 (12,85 %)
24 avril 1988. - Vol., 7 825 ;
Abs., 19,28 % ; Exp., 7 642. Chirac, 1 534 (28,30) ; Le Pen, 680 (8,50).

AUBUSSON

Ins., 3 600 ; Vol., 1 334
Abs., 62,94 % ; Exp., 1 171

OUI 987 (84,28 %)
NON 184 (15,71 %)
24 avril 1988. - Vol., 3 034 ;
Abs., 15,81 % ; Exp., 2 938. Chirac, 789 (27,18) ; Le Pen, 248 (8,37).

LA SOUTERRAINE

Ins., 3 980 ; Vol., 1 549
Abs., 61,08 % ; Exp., 1 364

OUI 1 200 (87,97 %)
NON 164 (12,02 %)
24 avril 1988. - Vol., 3 211 ;
Abs., 19,52 % ; Exp., 3 122. Chirac, 848 (20,78) ; Le Pen, 220 (7,04).

La participation a été faible, mais la proportion de « oui » (86,25 %) a été élevée : les électeurs qui se sont déplacés étaient largement favorables au projet de loi. Les bulletins blancs ou nuls et les bulletins « non » sont sensiblement égaux.

DORDOGNE

Ins., 300 451 ; Vol., 132 208
Abs., 55,99 % ; Exp., 112 012

OUI 91 190 (81,41 %)
NON 20 822 (18,58 %)
24 avril 1988. - Vol., 267 774 ;
Abs., 14,84 % ; Exp., 251 557. Chirac, 59 781 (23,78) ; Le Pen, 24 682 (8,81).

PÉRIGUEUX

Ins., 21 228 ; Vol., 8 026
Abs., 62,19 % ; Exp., 6 937

OUI 5 605 (80,79 %)
NON 1 332 (19,20 %)
24 avril 1988. - Vol., 17 078 ;
Abs., 19,88 % ; Exp., 16 742. Chirac, 4 888 (28,00) ; Le Pen, 1 560 (8,31).

BERGERAC

Ins., 19 357 ; Vol., 8 070
Abs., 58,30 % ; Exp., 6 936

OUI 5 345 (76,94 %)
NON 1 611 (23,05 %)
24 avril 1988. - Vol., 16 043 ;
Abs., 17,84 % ; Exp., 15 898. Chirac, 3 277 (20,87) ; Le Pen, 2 427 (15,48).

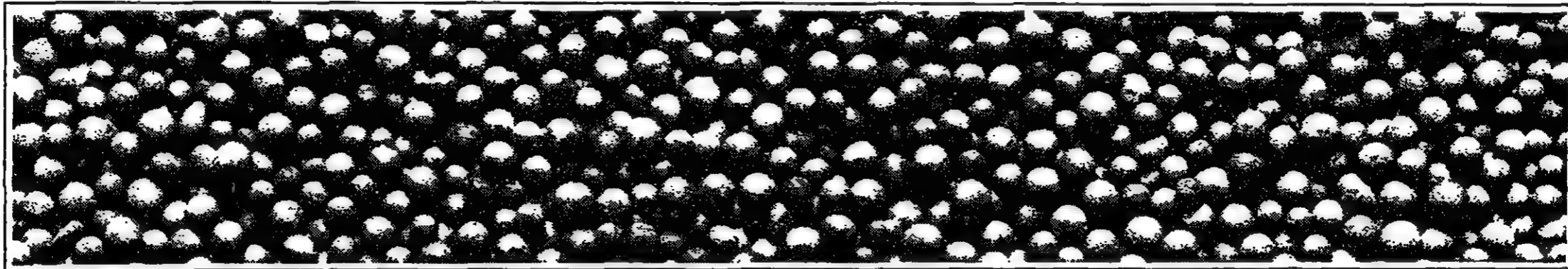
COULOUNEIX-CHAMIERES

Ins., 6 120 ; Vol., 2 756
Abs., 54,96 % ; Exp., 2 471

OUI 2 103 (85,10 %)
NON 368 (14,89 %)
24 avril 1988. - Vol., 8 284 ;
Abs., 18,20 % ; Exp., 8 193. Chirac, 883 (17,20) ; Le Pen, 438 (8,47).

(Lire la suite page 20.)

SAINT-GOBAIN LA PERFORMANCE



minibilles en céramique - grossissement environ 10.

SAINT-GOBAIN UN LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES CÉRAMIQUES INDUSTRIELLES

Les Céramiques Industrielles, matériaux de base des fours de Verrerie et de Métallurgie, sont utilisées dans les industries de pointe telles que les industries spatiale, aéronautique, électronique.

Saint-Gobain, grâce à ses efforts soutenus de recherche, développe continuellement une large gamme de produits céramiques de haute technologie : ainsi les minibilles qui contribuent à la qualité des bandes magnétiques, les fils de silice qui permettent aux engins spatiaux de résister aux chocs thermiques et les cristaux détecteurs pour les appareils médicaux du type scanner.

La qualité de ces produits permet à nos clients, industriels du monde entier, d'améliorer constamment leurs propres performances.



NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

Le référendum sur

Nouvelle-C

(Suite de la page 19.)

SARLAT-LA-CANÉDA

Ins., 6 954 ; Vol., 2 920
Abs., 58,00 % ; Exp., 2 509OUI 2 059 (82,06 %)
NON 450 (17,93 %)24 avril 1988. — Vol., 8 440 ;
Abs., 15,47 % ; Exp., 9 254. Chânes, 2 328
(25,15) ; La Pen, 847 (15,15).

TERRASSON-LA-VILLEHÉLIE

Ins., 3 997 ; Vol., 1 563
Abs., 60,89 % ; Exp., 1 338OUI 1 087 (81,24 %)
NON 251 (18,75 %)24 avril 1988. — Vol., 3 442 ;
Abs., 14,44 % ; Exp., 3 357. Chânes, 916
(27,28) ; La Pen, 407 (12,12).

Déjà championne du divorce pour la deuxième fois des élections cantonales, la Dordogne se distingue à nouveau avec un taux de participation de 44 %. La campagne électorale a pourtant été quasi inexistante, aucun dirigeant local ne s'exprimant sur le sujet. L'actualité politique était davantage consacrée à la démission du président du conseil général puis à sa réélection (le Monde du 3 novembre).

Si le score obtenu par le « oui » est proche de la moyenne nationale, on observe un pourcentage relativement important de bulletins blancs ou nuls (6,72 % des inscrits et 15,27 % des votants). Le taux de participation est de 37 % seulement à Périgueux, ville dont le maire est M. Yves Guéna. Mais ce taux dépasse la moyenne départementale dans d'autres communes administrées par le RPR, comme Thiviers (40 %), où le maire comme à Thénac (42 %). En revanche, la mobilisation électorale n'a atteint que 39 % à Terrasson, dont la municipalité est communiste.

Le pourcentage de « non » assés d'autre part 23,15 % à Bergerac où M. La Pen avait recueilli 13,43 % le 24 avril, alors que l'influence du Front national est faible en Dordogne.

DOUBS

Ins., 306 257 ; Vol., 116 794
Abs., 61,86 % ; Exp., 102 689OUI 84 368 (82,15 %)
NON 18 321 (17,84 %)24 avril 1988. — Vol., 288 618 ;
Abs., 16,89 % ; Exp., 280 444. Chânes, 53 886 (21,51) ; La Pen, 98 (14,41).

BESANCON

Ins., 59 302 ; Vol., 23 622
Abs., 60,30 % ; Exp., 21 297OUI 17 524 (82,28 %)
NON 3 773 (17,71 %)24 avril 1988. — Vol., 48 440 ;
Abs., 16,89 % ; Exp., 280 444. Chânes, 9 480 (19,82) ; La Pen, 7 802 (18,94).

AUDINCOURT

Ins., 8 905 ; Vol., 2 891
Abs., 67,53 % ; Exp., 2 600OUI 2 199 (84,57 %)
NON 401 (15,43 %)24 avril 1988. — Vol., 8 851 ;
Abs., 20,88 % ; Exp., 8 801. La Pen, 1 122 (12,73) ; Chânes, 936 (14,38).

BETHONCOURT

Ins., 3 389 ; Vol., 1 104
Abs., 67,42 % ; Exp., 1 012OUI 869 (85,36 %)
NON 143 (14,63 %)24 avril 1988. — Vol., 2 619 ;
Abs., 23,06 % ; Exp., 2 664. La Pen, 488
(18,29) ; Chânes, 278 (10,72).

MONTÉLIMAR

Ins., 15 582 ; Vol., 5 786
Abs., 62,86 % ; Exp., 5 111OUI 4 177 (81,72 %)
NON 934 (18,27 %)24 avril 1988. — Vol., 12 583 ;
Abs., 18,30 % ; Exp., 12 348. Chânes, 2 480 (20,08) ; La Pen, 1 848 (14,96).

PONTARLIER

Ins., 11 163 ; Vol., 4 339
Abs., 61,13 % ; Exp., 3 843OUI 3 222 (83,84 %)
NON 621 (16,15 %)24 avril 1988. — Vol., 9 008 ;
Abs., 18,80 % ; Exp., 8 828. Chânes, 1 548
(17,53) ; La Pen, 1 350 (15,29).

VALENTIGNEY

Ins., 7 604 ; Vol., 2 335
Abs., 66,66 % ; Exp., 2 297OUI 1 948 (84,90 %)
NON 349 (15,10 %)24 avril 1988. — Vol., 8 948 ;
Abs., 23,32 % ; Exp., 6 698. Chânes, 876
(15,40) ; La Pen, 803 (14,05).

La mobilisation électorale (38,13 %)

a été la plus supérieure à la moyenne nationale dans ce département qui accueille pourtant, depuis un mois et demi, les premiers des quatre cents juges cantonniers dans les locaux de l'administration territoriale.

Toutefois, à Audincourt et à Béthencourt, communes gérées par le Parti communiste, moins de 33 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. La fédération départementale du PCF du Doubs, pourtant placée en quarantaine par le comité central, a respecté la consigne en faveur du « oui » adoptée par les instances nationales.

Le « non » n'a obtenu que 17,84 % des voix dans l'ensemble du département et même moins de 15 % à Béthencourt.

DROME

Ins., 274 641 ; Vol., 104 772
Abs., 61,85 % ; Exp., 92 133OUI 75 215 (81,63 %)
NON 16 918 (18,36 %)24 avril 1988. — Vol., 225 752 ;
Abs., 17,85 % ; Exp., 221 196. Chânes, 40 569 (18,34) ; La Pen, 36 938 (16,69).

VALENCE

Ins., 37 971 ; Vol., 13 669
Abs., 64,00 % ; Exp., 12 311OUI 9 739 (79,10 %)
NON 1 573 (20,89 %)24 avril 1988. — Vol., 29 948 ;
Abs., 21,32 % ; Exp., 29 482. Chânes, 8 519 (19,76) ; La Pen, 5 386 (18,21).

BOURG-DE-PEAGE

Ins., 5 844 ; Vol., 2 051
Abs., 64,90 % ; Exp., 1 844OUI 1 469 (79,66 %)
NON 375 (20,33 %)24 avril 1988. — Vol., 4 603 ;
Abs., 20,10 % ; Exp., 4 600. La Pen, 883
(19,78) ; Chânes, 680 (14,13).

BOURG-LES-VALENCE

Ins., 11 173 ; Vol., 4 327
Abs., 61,27 % ; Exp., 3 904OUI 3 146 (80,59 %)
NON 758 (19,41 %)24 avril 1988. — Vol., 9 281 ;
Abs., 17,04 % ; Exp., 9 071. La Pen, 1 624 (17,50) ; Chânes, 1 447 (15,98).

MONTÉLIMAR

Ins., 17 460 ; Vol., 7 397
Abs., 57,63 % ; Exp., 6 421OUI 4 993 (77,76 %)
NON 1 428 (22,23 %)24 avril 1988. — Vol., 14 933 ;
Abs., 14,44 % ; Exp., 14 718. Chânes, 2 830 (19,22) ; La Pen, 2 708 (18,38).

PIERRELATTE

Ins., 7 414 ; Vol., 2 655
Abs., 64,18 % ; Exp., 2 336OUI 1 680 (71,91 %)
NON 656 (28,08 %)24 avril 1988. — Vol., 6 050 ;
Abs., 18,41 % ; Exp., 5 938. La Pen, 1 472 (24,50) ; Chânes, 1 011 (17,03).

ROMANS-SUR-ISÈRE

Ins., 19 737 ; Vol., 6 635
Abs., 66,38 % ; Exp., 3 968OUI 4 847 (81,21 %)
NON 1 121 (18,78 %)24 avril 1988. — Vol., 15 228 ;
Abs., 23,20 % ; Exp., 15 008. La Pen, 2 944 (19,61) ; Chânes, 2 446 (16,32).

Soul département de gauche de la

région Rhône-Alpes, la Drôme présente ses résultats à peu près identiques aux résultats nationaux. Ces résultats globaux reflètent toutefois mal les nuances du scrutin. A Romans, municipalité socialiste, on observe un taux de participation des plus faibles du département (33,61 %). A Valence, autre municipalité socialiste, les électeurs du premier canton, qui viennent de réélire le conseiller général RPR Régis Parent, ont voté « non » à 26 %.

Mais c'est à Pierrelatte, dont le maire est M. Jean Meunier (CDS), que

le « non » réalise son meilleur score avec 28 % des suffrages exprimés, un résultat proche en pourcentage de celui de M. Jean-Marc Le Pen lors de l'élection présidentielle.

En revanche, on note que vingt-cinq communes du département ont voté « oui » à 100 %. Dans toute la région de Die, près de la moitié des inscrits se sont déplacés pour voter « oui » à 89 %.

EURE

Ins., 335 060 ; Vol., 123 467
Abs., 63,15 % ; Exp., 106 236OUI 82 390 (77,55 %)
NON 23 846 (22,44 %)24 avril 1988. — Vol., 279 158 ;
Abs., 17,00 % ; Exp., 272 078. Chânes, 53 637 (19,67) ; La Pen, 36 268 (14,04).

ÉVREUX

Ins., 27 748 ; Vol., 9 134
Abs., 67,01 % ; Exp., 8 147OUI 6 492 (79,68 %)
NON 1 655 (20,31 %)24 avril 1988. — Vol., 20 883 ;
Abs., 25,63 % ; Exp., 20 180. Chânes, 9 819 (18,82) ; La Pen, 2 720 (13,47).

LES ANDELYS

Ins., 4 920 ; Vol., 1 805
Abs., 63,31 % ; Exp., 1 567OUI 1 187 (75,74 %)
NON 380 (24,25 %)24 avril 1988. — Vol., 4 104 ;
Abs., 17,20 % ; Exp., 3 980. Chânes, 950
(24,09) ; La Pen, 818 (12,98).

BERNAY

Ins., 6 915 ; Vol., 2 542
Abs., 63,23 % ; Exp., 2 140OUI 1 730 (80,34 %)
NON 410 (19,65 %)24 avril 1988. — Vol., 6 634 ;
Abs., 20,56 % ; Exp., 5 370. Chânes, 986
(17,97) ; La Pen, 576 (10,70).

CISENS

Ins., 5 857 ; Vol., 2 023
Abs., 65,46 % ; Exp., 1 752OUI 1 395 (79,62 %)
NON 357 (20,37 %)24 avril 1988. — Vol., 4 751 ;
Abs., 18,32 % ; Exp., 4 673. Chânes, 870
(18,51) ; La Pen, 607 (12,98).

LOUVERGNE

Ins., 10 901 ; Vol., 3 776
Abs., 63,36 % ; Exp., 3 382OUI 2 742 (81,07 %)
NON 640 (18,92 %)24 avril 1988. — Vol., 8 432 ;
Abs., 23,10 % ; Exp., 8 243. Chânes, 1 396
(16,93) ; La Pen, 1 213 (14,71).

PONT-AUDAMER

Ins., 5 507 ; Vol., 2 027
Abs., 63,19 % ; Exp., 1 762OUI 1 476 (83,42 %)
NON 292 (16,57 %)24 avril 1988. — Vol., 4 630 ;
Abs., 16,48 % ; Exp., 4 548. Chânes, 898
(19,30) ; La Pen, 389 (8,77).

VERNON

Ins., 13 503 ; Vol., 4 933
Abs., 63,46 % ; Exp., 4 326OUI 3 375 (78,01 %)
NON 951 (21,98 %)24 avril 1988. — Vol., 10 820 ;
Abs., 20,77 % ; Exp., 10 607. Chânes, 2 300 (21,68) ; La Pen, 1 789 (16,88).

La participation a été légèrement inférieure à la moyenne nationale (36,13 %). Les consignes du RPR semblent avoir été respectées dans une ville comme Vernon, où ce parti est fortement implanté et où le maire, Le PS, il est vrai, ne s'était pas réellement mobilisé pour cette consultation.

M. François Lencle, député et maire de Brionne, confie lui-même à Libération, jeudi 3 novembre : « La fédération ne l'a pas strictement suivi. Pas d'affichage dans le canton. Il y a juste quelques maires qui ont fait décamer tel et tel la campagne ».

EURE-ET-LOIR

Ins., 254 666 ; Vol., 98 153
Abs., 61,45 % ; Exp., 84 456OUI 65 123 (77,10 %)
NON 19 333 (22,89 %)24 avril 1988. — Vol., 213 811 ;
Abs., 16,03 % ; Exp., 209 406. Chânes, 40 427 (19,30) ; La Pen, 32 246 (15,38).

CHARTRES

Ins., 21 833 ; Vol., 8 623
Abs., 60,50 % ; Exp., 7 608OUI 6 087 (80,00 %)
NON 1 521 (19,99 %)24 avril 1988. — Vol., 17 742 ;
Abs., 18,00 % ; Exp., 17 422. Chânes, 3 600 (20,08) ; La Pen, 2 282 (12,82).

CHATEAUDUN

Ins., 8 999 ; Vol., 3 528
Abs., 60,79 % ; Exp., 3 087OUI 2 525 (81,79 %)
NON 562 (18,20 %)24 avril 1988. — Vol., 7 508 ;
Abs., 17,71 % ; Exp., 7 388. Chânes, 1 137
(15,45) ; La Pen, 936 (12,72).

DREUX

Ins., 7 806 ; Vol., 3 039
Abs., 66,34 % ; Exp., 4 721OUI 3 463 (83,35 %)
NON 1 256 (26,64 %)24 avril 1988. — Vol., 11 868 ;
Abs., 24,77 % ; Exp., 11 672. La Pen, 2 542 (21,43) ; Chânes, 1 786 (15,31).

LUCÉ

Ins., 11 769 ; Vol., 3 749
Abs., 68,14 % ; Exp., 3 338OUI 2 461 (79,24 %)
NON 687 (20,75 %)24 avril 1988. — Vol., 8 709 ;
Abs., 26,08 % ; Exp., 8 507. La Pen, 1 438 (16,80) ; Chânes, 1 059 (12,44).

NOGENT-LE-ROTTIER

Ins., 8 310 ; Vol., 3 456
Abs., 58,41 % ; Exp., 2 970OUI 2 331 (78,48 %)
NON 629 (21,51 %)24 avril 1988. — Vol., 7 092 ;
Abs., 15,15 % ; Exp., 6 918. Chânes, 1 257
(18,10) ; La Pen, 761 (11,28).

22,89 % de « non », c'est peu plus que la moyenne nationale. On peut l'expliquer par la bonne implantation du Front national dans les trois cantons de Dreux, où le « non » recueille plus de 30 % des suffrages exprimés. Néanmoins, le « non » obtient ses meilleurs scores dans les cantons RPR d'Anet (29,82 %) et La Ferté-Vidame (30,84 %). Il tourne également autour de 25 % dans des cantons tenus par l'UDF (Amboise, Châteaufort) et dans des cantons tenus par la gauche (Jeuville, Thoiry et Orgères), où l'influence du RPR est de loin plus forte que celle du Front national.

A Chartres, municipalité socialiste, le « oui » recueille 80 %, mais cela ne représente que 38 % des inscrits. Le taux d'abstention s'élève à 60,50 %. La mobilisation souhaitée par le maire de cette ville, Georges Lemaire, ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, n'a pas eu lieu.

FINISTÈRE

Ins., 612 015 ; Vol., 231 034
Abs., 62,25 % ; Exp., 206 853OUI 176 496 (85,32 %)
NON 30 571 (14,67 %)24 avril 1988. — Vol., 512 068 ;
Abs., 16,76 % ; Exp., 506 656. Chânes, 105 807 (20,92) ; La Pen, 50 148 (9,81).

QUIMPER

Ins., 37 123 ; Vol., 16 162
Abs., 56,46 % ; Exp., 14 694OUI 13 871 (88,95 %)
NON 1 623 (11,04 %)24 avril 1988. — Vol., 31 707 ;
Abs., 16,18 % ; Exp., 31 321. Chânes, 5 783 (18,38) ; La Pen, 3 021 (9,64).

BREST

Ins., 94 225 ; Vol., 34 276
Abs., 63,62 % ; Exp., 31 676OUI 26 785 (84,55 %)
NON 4 891 (15,44 %)24 avril 1988. — Vol., 74 718 ;
Abs., 20,89 % ; Exp., 73 948. Chânes, 15 272 (17,84) ; La Pen, 9 280 (11,17).

CONCARNEAU

Ins., 14 524 ; Vol., 5 268
Abs., 63,72 % ; Exp., 4 822OUI 4 175 (86,58 %)
NON 647 (13,41 %)24 avril 1988. — Vol., 11 391 ;
Abs., 21,84 % ; Exp., 11 223. Chânes, 2 015 (17,93) ; La Pen, 1 233 (10,98).

DOUARNENEZ

Ins., 13 346 ; Vol., 4 730
Abs., 64,55 % ; Exp., 4 239OUI 3 588 (84,64 %)
NON 651 (15,35 %)24 avril 1988. — Vol., 10 478 ;
Abs., 21,57 % ; Exp., 10 341. Chânes, 1 827 (18,88) ; La Pen, 1 149 (11,05).

GUIPavas

Ins., 7 808 ; Vol., 2 996
Abs., 61,62 % ; Exp., 2 635OUI 2 269 (83,83 %)
NON 426 (16,16 %)24 avril 1988. — Vol., 6 828 ;
Abs., 12,75 % ; Exp., 6 744. Chânes, 1 487
(21,30) ; La Pen, 708 (10,48).

LANDERNAU

Ins., 9 792 ; Vol., 3 699
Abs., 62,22 % ; Exp., 3 366OUI 2 940 (87,34 %)
NON 426 (12,65 %)24 avril 1988. — Vol., 8 268 ;
Abs., 16,08 % ; Exp., 8 178. Chânes, 1 588
(19,47) ; La Pen, 603 (8,10).

MORLAIX

Ins., 7 902 ; Vol., 2 628
Abs., 66,74 % ; Exp., 2 342OUI 1 995 (85,18 %)
NON 347 (14,81 %)24 avril 1988. — Vol., 6 811 ;
Abs., 16,74 % ; Exp., 6 527. Chânes, 1 479
(22,68) ; La Pen, 594 (9,10).

QUIMPERLE

Ins., 7 755 ; Vol., 3 092
Abs., 60,12 % ; Exp., 2 838OUI 2 485 (87,56 %)
NON 353 (12,43 %)

la Nouvelle-Calédonie

BORDEAUX

Ins. 113 487 ; Vol. 42 346
Abs. 64,26 % ; Exp. 38 376

OUI 29 511 (76,89 %)
NON 8 865 (23,10 %)
24 avril 1988. - Vol. 92 071 ;
Abs. 22,86 % ; Exp. 90 815. Chânes,
22 276 (24,53) ; La Pen, 11 703 (12,88).

REGLIS

Ins. 16 089 ; Vol. 5 991
Abs. 62,76 % ; Exp. 5 476

OUI 4 803 (87,71 %)
NON 673 (12,28 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 059 ;
Abs. 24,64 % ; Exp. 12 018. Chânes,
1 328 (11,05) ; La Pen, 1 123 (9,34).

LE BOUSCAT

Ins. 14 352 ; Vol. 5 631
Abs. 60,76 % ; Exp. 5 097

OUI 3 894 (76,43 %)
NON 1 201 (23,56 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 059 ;
Abs. 16,16 % ; Exp. 11 978. Chânes,
2 911 (24,50) ; La Pen, 1 448 (12,17).

CENON

Ins. 12 333 ; Vol. 5 001
Abs. 59,43 % ; Exp. 4 660

OUI 4 011 (86,87 %)
NON 649 (13,12 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 853 ;
Abs. 20,43 % ; Exp. 9 710. La Pen,
1 345 (13,88) ; Chânes, 1 004 (10,33).

CESTAS

Ins. 9 858 ; Vol. 4 438
Abs. 54,98 % ; Exp. 4 009

OUI 3 393 (84,63 %)
NON 616 (15,36 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 848 ;
Abs. 16,98 % ; Exp. 8 802. Chânes, 1 328
(15,58) ; La Pen, 946 (11,12).

EYSINES

Ins. 9 659 ; Vol. 3 818
Abs. 60,47 % ; Exp. 3 435

OUI 2 790 (80,75 %)
NON 665 (19,24 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 040 ;
Abs. 16,98 % ; Exp. 7 887. Chânes, 1 431
(18,14) ; La Pen, 1 001 (12,59).

GRADIGNAN

Ins. 13 317 ; Vol. 5 344
Abs. 58,36 % ; Exp. 5 067

OUI 4 098 (80,87 %)
NON 969 (19,12 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 878 ;
Abs. 18,17 % ; Exp. 10 884. Chânes,
2 145 (20,07) ; La Pen, 1 181 (10,86).

LIBOURNE

Ins. 14 453 ; Vol. 5 428
Abs. 62,44 % ; Exp. 4 823

OUI 3 779 (78,35 %)
NON 1 044 (21,64 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 800 ;
Abs. 18,38 % ; Exp. 11 675. Chânes,
2 718 (23,28) ; La Pen, 1 288 (11,07).

LOIREMONT

Ins. 9 841 ; Vol. 3 807
Abs. 61,31 % ; Exp. 3 336

OUI 2 988 (84,50 %)
NON 548 (14,50 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 188 ;
Abs. 17,10 % ; Exp. 8 048. La Pen,
1 226 (15,18) ; Chânes, 768 (9,46).

MÉRIGNAC

Ins. 35 192 ; Vol. 14 343
Abs. 59,24 % ; Exp. 13 184

OUI 10 778 (81,73 %)
NON 2 446 (18,26 %)
24 avril 1988. - Vol. 28 664 ;
Abs. 18,75 % ; Exp. 28 222. Chânes,
4 678 (16,87) ; La Pen, 3 671 (12,66).

PESSAC

Ins. 30 964 ; Vol. 11 872
Abs. 61,63 % ; Exp. 10 799

OUI 8 831 (81,77 %)
NON 1 968 (18,22 %)
24 avril 1988. - Vol. 24 980 ;
Abs. 16,84 % ; Exp. 24 582. Chânes,
4 487 (18,13) ; La Pen, 2 877 (12,11).

SAINT-MÉDARD-EN-JAILLES

Ins. 14 158 ; Vol. 6 399
Abs. 54,80 % ; Exp. 5 677

OUI 4 623 (81,43 %)
NON 1 054 (18,56 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 183 ;
Abs. 14,28 % ; Exp. 11 903. Chânes,
2 081 (17,31) ; La Pen, 1 347 (11,31).

TALENCE

Ins. 20 234 ; Vol. 7 712
Abs. 61,88 % ; Exp. 7 048

OUI 5 856 (83,08 %)
NON 1 192 (16,91 %)
24 avril 1988. - Vol. 16 470 ;
Abs. 14,81 % ; Exp. 16 224. Chânes,
3 229 (19,50) ; La Pen, 1 783 (10,98).

LA TESTE

Ins. 13 536 ; Vol. 4 943
Abs. 63,53 % ; Exp. 4 440

OUI 3 283 (73,94 %)
NON 1 157 (26,05 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 148 ;
Abs. 17,92 % ; Exp. 10 977. Chânes,
2 382 (21,89) ; La Pen, 1 685 (15,18).

VILLENAVE-D'ORNON

Ins. 15 088 ; Vol. 6 167
Abs. 59,12 % ; Exp. 5 633

OUI 4 783 (84,91 %)
NON 850 (15,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 613 ;
Abs. 16,77 % ; Exp. 12 441. Chânes,
1 758 (14,13) ; La Pen, 1 389 (11,24).

La participation est inférieure de huit points à celle du second tour des cantonales : 58,55 % contre 66,55 le 7 octobre. Le « oui » l'emporte avec 79,83 % contre 20,16 % pour le « non ». Le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, qui, bien que membre du RPR, s'était prononcé pour le

« oui », a effectivement voté dimanche après-midi. Ce ne fut pas le cas de son premier adjoint et dauphin, M. Jacques Valade. L'ancien président du RPR du conseil général était en déplacement au Maroc. La prise de position de M. Chaban-Delmas n'a cependant guidé ni sur la participation ni sur la répartition des voix des électeurs bordelais : 53,74 % ont pris part au scrutin ; 76,89 % ont voté « oui » et 23,10 % ont voté « non ». Dans les communes de la banlieue bordelaise dirigées par des maires RPR orthodoxes, le taux de participation est même plus élevé qu'à Bordeaux : 59,34 % à Pessac, 59,23 % au Bouscat et 56,11 % à Talence.

Dans la plupart des communes dirigées par la gauche, les « oui » atteignent ou dépassent 80 %. C'est le cas en particulier à Régis où le maire est communiste (87,7 % de « oui »).

HERAULT

Ins. 514 159 ; Vol. 193 907
Abs. 62,28 % ; Exp. 176 138

OUI 135 654 (77,81 %)
NON 40 484 (22,18 %)
24 avril 1988. - Vol. 422 193 ;
Abs. 18,23 % ; Exp. 416 060. La Pen,
82 866 (19,91) ; Chânes, 71 894 (17,32).

MONTPELLIER

Ins. 109 190 ; Vol. 59 526
Abs. 63,80 % ; Exp. 56 364

OUI 27 360 (75,23 %)
NON 9 004 (24,76 %)
24 avril 1988. - Vol. 85 108 ;
Abs. 22,34 % ; Exp. 94 108. La Pen,
17 588 (20,90) ; Chânes, 15 840 (18,88).

AGDE

Ins. 12 415 ; Vol. 4 041
Abs. 67,45 % ; Exp. 3 637

OUI 2 597 (71,48 %)
NON 1 040 (28,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 124 ;
Abs. 18,27 % ; Exp. 9 897. La Pen,
2 371 (23,71) ; Chânes, 2 188 (21,88).

BEZIERS

Ins. 51 332 ; Vol. 16 715
Abs. 67,43 % ; Exp. 15 205

OUI 10 919 (71,81 %)
NON 4 286 (28,18 %)
24 avril 1988. - Vol. 39 276 ;
Abs. 22,34 % ; Exp. 38 677. La Pen,
8 587 (22,20) ; Chânes, 7 388 (19,08).

CASTELNAU-LE-LEZ

Ins. 8 096 ; Vol. 2 938
Abs. 63,71 % ; Exp. 2 704

OUI 1 984 (73,37 %)
NON 728 (26,62 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 802 ;
Abs. 16,37 % ; Exp. 8 708. Chânes, 1 604
(23,91) ; La Pen, 1 406 (20,98).

FRONTIGNAN

Ins. 10 880 ; Vol. 4 203
Abs. 61,36 % ; Exp. 3 828

OUI 2 929 (76,51 %)
NON 899 (23,48 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 986 ;
Abs. 17,94 % ; Exp. 8 882. La Pen,
1 867 (22,18) ; Chânes, 1 130 (12,80).

LODÈVE

Ins. 5 331 ; Vol. 1 915
Abs. 60,07 % ; Exp. 1 710

OUI 1 237 (72,33 %)
NON 473 (27,66 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 257 ;
Abs. 20,44 % ; Exp. 4 188. La Pen, 938
(22,39) ; Chânes, 846 (15,40).

LUNEL

Ins. 10 528 ; Vol. 3 773
Abs. 64,16 % ; Exp. 3 386

OUI 2 435 (71,91 %)
NON 931 (28,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 755 ;
Abs. 17,30 % ; Exp. 8 591. La Pen,
2 289 (26,87) ; Chânes, 1 286 (14,72).

MAUCOUD

Ins. 8 040 ; Vol. 2 973
Abs. 63,02 % ; Exp. 2 734

OUI 1 984 (72,56 %)
NON 788 (27,43 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 777 ;
Abs. 15,83 % ; Exp. 8 678. La Pen,
1 578 (23,63) ; Chânes, 1 148 (17,21).

SÈTE

Ins. 28 614 ; Vol. 10 100
Abs. 64,70 % ; Exp. 9 192

OUI 6 795 (73,92 %)
NON 2 397 (26,07 %)
24 avril 1988. - Vol. 23 071 ;
Abs. 19,83 % ; Exp. 22 944. La Pen,
4 881 (20,23) ; Chânes, 3 857 (16,94).

Le pourcentage des « non » dépasse la moyenne nationale dans ce département où le Front national avait obtenu l'un de ses meilleurs scores à l'élection présidentielle. Le nombre des abstentions est comparable, globalement, à la moyenne nationale, mais il est plus fort dans les villes administrées par des maires RPR, comme Agde (67,45 %), Béziers (67,44 %) et Castelnaud-le-Lès (63,71 %). Le nombre de bulletins blancs ou nuls atteint 9,16 % pour le département, 8,69 % à Montpellier, 9,03 % à Béziers et 8,9 % à Sète. Sur l'ensemble des cinq départements du Languedoc-Roussillon, il dépasse les 10 % (10,23 %) des votants et 3,94 % des inscrits.

ILLE-ET-VILAINE

Ins. 530 681 ; Vol. 199 262
Abs. 62,43 % ; Exp. 176 794

OUI 151 070 (85,44 %)
NON 25 724 (14,55 %)
24 avril 1988. - Vol. 440 908 ;
Abs. 17,03 % ; Exp. 432 401. Chânes,
90 588 (20,94) ; La Pen, 57 341 (13,82).

RENNES

Ins. 112 556 ; Vol. 43 424
Abs. 61,42 % ; Exp. 40 117

OUI 35 265 (87,90 %)
NON 4 852 (12,09 %)
24 avril 1988. - Vol. 87 010 ;
Abs. 22,78 % ; Exp. 85 815. Chânes,
14 483 (16,88) ; La Pen, 7 788 (9,08).

CESSON-SÉVIGNÉ

Ins. 8 315 ; Vol. 3 661
Abs. 55,97 % ; Exp. 3 337

OUI 2 932 (87,86 %)
NON 485 (12,13 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 058 ;
Abs. 15,31 % ; Exp. 6 981. Chânes, 1 385
(19,88) ; La Pen, 598 (8,41).

DINARD

Ins. 7 239 ; Vol. 2 833
Abs. 60,86 % ; Exp. 2 490

OUI 1 927 (77,38 %)
NON 563 (22,61 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 892 ;
Abs. 17,90 % ; Exp. 8 801. Chânes, 1 518
(20,18) ; La Pen, 806 (13,99).

FOUGÈRES

Ins. 16 900 ; Vol. 6 323
Abs. 61,46 % ; Exp. 5 593

OUI 4 871 (87,89 %)
NON 722 (12,10 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 907 ;
Abs. 17,82 % ; Exp. 13 888. Chânes,
2 904 (21,38) ; La Pen, 864 (7,01).

REDON

Ins. 6 228 ; Vol. 2 400
Abs. 61,46 % ; Exp. 2 184

OUI 1 924 (88,09 %)
NON 260 (11,90 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 140 ;
Abs. 17,82 % ; Exp. 8 068. Chânes, 938
(18,51) ; La Pen, 436 (8,60).

SAINT-MALO

Ins. 34 274 ; Vol. 13 039
Abs. 61,95 % ; Exp. 11 468

OUI 9 339 (81,43 %)
NON 2 129 (18,56 %)
24 avril 1988. - Vol. 27 162 ;
Abs. 21,13 % ; Exp. 26 847. Chânes,
8 872 (22,03) ; La Pen, 2 889 (10,84).

VITRÉ

Ins. 9 498 ; Vol. 3 672
Abs. 61,33 % ; Exp. 3 187

OUI 2 762 (86,66 %)
NON 425 (13,33 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 998 ;
Abs. 16,81 % ; Exp. 7 791. Chânes, 1 541
(19,77) ; La Pen, 542 (6,98).

Avec un taux de participation de près de 12 points inférieur à celui des dernières cantonales, l'Ille-et-Vilaine fait un peu moins que la moyenne nationale. Cela ne suffit pas à rejeter les leaders politiques de ce département tant le socialiste Edouard Hervé, député et maire de Rennes, dont le parti a activement fait campagne pour le « oui », que le centriste Pierre Méhaignerie qui, tout en appelant à voter « oui », a même fait afficher sur les murs de Rennes « sur le terrain ».

Cesson-Sévigné a voté à plus de 44 %, alors qu'à Dinard, dont le maire est le sénateur RPR Yves Bourges, les « non » dépassent les 22 % pour une moyenne départementale de 14,55 %. C'est dans les villes que les votants ont été le plus nombreux : Les Contes d'un « référendum plus » avancées par les autonomistes et les indépendantistes bretons désireux de voir d'urgence une nouvelle nationale les favoris consenties au ELNES n'ont guère mobilisé.

INDRE

Ins. 181 072 ; Vol. 71 684
Abs. 60,41 % ; Exp. 60 941

OUI 49 059 (80,58 %)
NON 11 882 (19,41 %)
24 avril 1988. - Vol. 152 369 ;
Abs. 10,24 % ; Exp. 147 931. Chânes,
28 401 (18,97) ; La Pen, 16 778 (11,34).

CHATEAURoux

Ins. 33 324 ; Vol. 12 779
Abs. 61,72 % ; Exp. 11 191

OUI 9 048 (88,85 %)
NON 1 143 (11,14 %)
24 avril 1988. - Vol. 27 471 ;
Abs. 18,06 % ; Exp. 26 710. Chânes,
4 543 (17,03) ; La Pen, 3 581 (13,40).

LE BLANC

Ins. 5 351 ; Vol. 2 135
Abs. 60,10 % ; Exp. 1 815

OUI 1 439 (79,28 %)
NON 376 (20,71 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 561 ;
Abs. 14,95 % ; Exp. 4 427. Chânes, 1 028
(23,17) ; La Pen, 528 (11,94).

NÉOIS

Ins. 5 675 ; Vol. 2 409
Abs. 57,53 % ; Exp. 2 140

OUI 1 831 (85,56 %)
NON 389 (14,43 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 789 ;
Abs. 15,99 % ; Exp. 4 664. Chânes, 643
(13,81) ; La Pen, 508 (10,61).

ISSOUDUN

Ins. 10 167 ; Vol. 4 332
Abs. 57,39 % ; Exp. 3 788

OUI 3 158 (83,36 %)
NON 639 (16,63 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 735 ;
Abs. 14,90 % ; Exp. 8 618. Chânes, 1 327
(15,57) ; La Pen, 944 (11,08).

La participation a été relativement plus élevée dans les cantons où l'on vote traditionnellement à gauche, comme celui d'Issoudun (ville dont le maire est M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation), et le « oui » y a dépassé les 83 % des exprimés. Dans le canton

de Châteauroux-Est, M. Michel Aurillac, vice-président du conseil général, ancien ministre (RPR) de la coopération, qui avait appelé à l'abstention, a été mal suivi : 42,12 % des électeurs sont, en effet, allés aux urnes pour voter « oui » à 84,84 %.

INDRE-ET-LOIRE

Ins. 350 025 ; Vol. 132 472
Abs. 62,15 % ; Exp. 116 227

OUI 93 698 (80,61 %)
NON 22 529 (19,38 %)
24 avril 1988. - Vol. 288 825 ;
Abs. 18,69 % ; Exp. 279 280. Chânes,
51 106 (18,28) ; La Pen, 34 156 (12,22).

TOURS

Ins. 77 639 ; Vol. 27 863
Abs. 64,11 % ; Exp. 24 973

OUI 20 048 (80,27 %)
NON 4 927 (19,72 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 548 ;
Abs. 23,88 % ; Exp. 5 544. Chânes,
11 140 (19,82) ; La Pen, 7 331 (12,82).

AMBOISE

Ins. 7 112 ; Vol. 2 726
Abs. 61,67 % ; Exp. 2 381

OUI 1 838 (77,19 %)
NON 543 (22,80 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 839 ;
Abs. 18,38 % ; Exp. 5 718. Chânes, 1 305
(22,83) ; La Pen, 676 (11,82).

CHINON

Ins. 6 222 ; Vol. 2 288
Abs. 63,22 % ; Exp. 2 029

OUI 1 664 (82,01 %)
NON 365 (17,98 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 883 ;
Abs. 21,66 % ; Exp. 4 763. Chânes, 840
(17,63) ; La Pen, 480 (9,85).

JOUE-LES-TOURS

Ins. 21 303 ; Vol. 8 074
Abs. 62,09 % ; Exp. 7 198

OUI 5 886 (81,77 %)
NON 1 312 (18,22 %)
24 avril 1988. - Vol. 17 080 ;
Abs. 20,00 % ; Exp. 16 701. Chânes,
2 748 (16,48) ; La Pen, 2 487 (14,77).

SAINT-AVERTIN

Le référendum sur

LOIRE

Ins. 475 522; Vol. 161 854.
Abs. 65,96 %; Exp. 140 937
OUI 117 555 (83,40 %)
NON 23 382 (16,59 %)
24 avril 1988. - Vol. 380 851;
Abs. 20,26 %; Exp. 373 215. Chânes,
66 908 (17,92); La Pen, 64 808 (17,36).

SAINT-ETIENNE

Ins. 118 899; Vol. 37 027
Abs. 68,85 %; Exp. 37 473
OUI 27 645 (82,58 %)
NON 5 828 (17,41 %)
24 avril 1988. - Vol. 88 848;
Abs. 25,72 %; Exp. 87 600. La Pen,
18 879 (19,28); Chânes, 16 107 (17,24).

LE CHAMON-LEUGEROLLES

Ins. 9 606; Vol. 2 981
Abs. 68,96 %; Exp. 2 618
OUI 2 129 (81,32 %)
NON 489 (18,67 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 451;
Abs. 22,68 %; Exp. 7 289. La Pen,
2 073 (28,44); Chânes, 777 (10,68).

FIRMINY

Ins. 14 618; Vol. 4 973
Abs. 65,98 %; Exp. 4 501
OUI 3 839 (85,29 %)
NON 662 (14,70 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 218;
Abs. 23,86 %; Exp. 10 977. La Pen,
2 198 (20,02); Chânes, 1 389 (12,68).

MONTERISON

Ins. 8 740; Vol. 3 121
Abs. 64,29 %; Exp. 2 647
OUI 2 116 (79,93 %)
NON 531 (20,06 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 154;
Abs. 17,81 %; Exp. 6 984. Chânes, 1 482
(20,78); La Pen, 989 (13,71).

LA RICAMARIE

Ins. 6 140; Vol. 1 861
Abs. 69,69 %; Exp. 1 720
OUI 1 421 (82,61 %)
NON 299 (17,38 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 864;
Abs. 24,72 %; Exp. 4 589. La Pen,
1 307 (28,48); Chânes, 386 (8,60).

RIVE-DE-GIER

Ins. 8 006; Vol. 2 831
Abs. 64,63 %; Exp. 2 593
OUI 2 241 (86,42 %)
NON 352 (13,57 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 572;
Abs. 18,32 %; Exp. 6 468. La Pen,
1 083 (16,28); Chânes, 738 (11,41).

ROANNE

Ins. 26 779; Vol. 8 965
Abs. 66,32 %; Exp. 7 892
OUI 6 722 (85,17 %)
NON 1 170 (14,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 21 004;
Abs. 22,88 %; Exp. 20 888. Chânes,
3 440 (16,70); La Pen, 2 788 (13,38).

ROCHE-LA-MOLLIÈRE

Ins. 5 920; Vol. 1 921
Abs. 67,33 %; Exp. 1 697
OUI 1 413 (83,26 %)
NON 284 (16,73 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 763;
Abs. 19,76 %; Exp. 4 663. La Pen,
1 002 (21,48); Chânes, 641 (13,74).

SAINT-CHAMOND

Ins. 23 415; Vol. 8 732
Abs. 62,70 %; Exp. 7 688
OUI 6 242 (81,19 %)
NON 1 446 (18,80 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 974;
Abs. 18,30 %; Exp. 18 807. La Pen,
4 106 (22,07); Chânes, 2 782 (14,58).

SAINT-JUST-SAINTE-RAMBERT

Ins. 7 277; Vol. 2 326
Abs. 68,03 %; Exp. 2 054
OUI 1 674 (81,49 %)
NON 380 (16,50 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 897;
Abs. 18,76 %; Exp. 5 788. La Pen,
1 278 (22,18); Chânes, 1 018 (17,58).

La participation n'a pas dépassé 34 %. Avec 83,40 % des suffrages exprimés, le « oui » dépasse la moyenne nationale de quelques points. Il atteint 86,42 % à Rive-de-Gier et 85,29 % à Firminy, deux communes à direction communale, 85 % à Roanne et 81,19 % à Saint-Chamond, dont les maires sont socialistes. A Saint-Etienne, dont le maire est M. François Dubouché, sénateur (UDF-CDS), le « oui » obtient 82,58 %.

A la Ricamarie (à majorité communale), où M. Jean-Marie Le Pen était arrivé le 24 avril dernier, en tête de tous les candidats (avec plus de 28 % des suffrages exprimés), le pourcentage des « non » est inférieur à la moyenne nationale (17 %).

HAUTE-LOIRE

Ins. 155 681; Vol. 55 257
Abs. 64,50 %; Exp. 46 316
OUI 38 823 (83,82 %)
NON 7 493 (16,17 %)
24 avril 1988. - Vol. 129 083;
Abs. 17,57 %; Exp. 128 073. Chânes,
28 470 (20,98); La Pen, 17 781 (14,07).

LE PUY

Ins. 12 123; Vol. 4 318
Abs. 64,38 %; Exp. 3 744
OUI 3 094 (82,63 %)
NON 650 (17,36 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 048;
Abs. 17,81 %; Exp. 9 869. Chânes, 1 842
(18,60); La Pen, 1 444 (14,63).

BRIOUDE

Ins. 4 963; Vol. 1 907
Abs. 61,57 %; Exp. 1 637
OUI 1 397 (85,33 %)
NON 240 (14,66 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 185;
Abs. 15,99 %; Exp. 4 074. Chânes, 867
(21,03); La Pen, 401 (9,84).

YSSINGEAUX

Ins. 4 470; Vol. 1 612
Abs. 63,93 %; Exp. 1 303
OUI 1 068 (81,83 %)
NON 237 (18,16 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 781;
Abs. 15,88 %; Exp. 3 642. Chânes, 882
(18,72); La Pen, 621 (14,30).

Comme le RPR est assez peu influent dans le département, les abstentions sont d'autant plus surprenantes que la plupart des dirigeants et trois parlementaires sur les quatre du département étaient dans le camp du « oui ». Des trois grandes agglomérations, c'est à Brioude que le « oui » a eu le plus de succès, sans doute parce que l'influence du Parti socialiste est là d'y être négligeable, même s'il a perdu la mairie voici quelques années.

LOIRE-ATLANTIQUE

Ins. 703 242; Vol. 265 083
Abs. 62,30 %; Exp. 236 032
OUI 200 971 (85,14 %)
NON 35 061 (14,85 %)
24 avril 1988. - Vol. 573 053;
Abs. 18,89 %; Exp. 562 106. Chânes,
111 074 (19,78); La Pen, 56 420 (10,03).

NANTES

Ins. 154 740; Vol. 57 297
Abs. 62,97 %; Exp. 52 160
OUI 43 394 (83,19 %)
NON 8 766 (16,80 %)
24 avril 1988. - Vol. 117 835;
Abs. 24,06 %; Exp. 116 289. Chânes,
23 931 (20,58); La Pen, 12 613 (10,78).

LA BAULE-ESCOULAC

Ins. 11 883; Vol. 4 214
Abs. 64,53 %; Exp. 3 740
OUI 2 821 (75,42 %)
NON 919 (24,57 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 692;
Abs. 18,77 %; Exp. 8 540. Chânes, 2 672
(30,10); La Pen, 1 284 (13,24).

BOUGUENAI

Ins. 9 418; Vol. 3 396
Abs. 58,20 %; Exp. 3 637
OUI 3 259 (89,68 %)
NON 378 (10,31 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 737;
Abs. 17,87 %; Exp. 7 602. Chânes, 916
(12,07); La Pen, 651 (8,58).

LA CHAPELLE-SUR-ERDRE

Ins. 9 044; Vol. 3 835
Abs. 57,59 %; Exp. 3 510
OUI 3 036 (86,32 %)
NON 490 (13,67 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 742;
Abs. 18,63 %; Exp. 7 615. Chânes, 1 211
(16,90); La Pen, 909 (10,82).

CHATEAUBRIANT

Ins. 9 524; Vol. 3 604
Abs. 62,13 %; Exp. 3 201
OUI 2 814 (87,91 %)
NON 387 (12,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 407;
Abs. 16,42 %; Exp. 7 208. Chânes, 1 428
(18,82); La Pen, 786 (9,78).

COURON

Ins. 10 627; Vol. 4 348
Abs. 59,08 %; Exp. 4 048
OUI 3 690 (90,98 %)
NON 368 (9,01 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 807;
Abs. 17,80 %; Exp. 8 684. Chânes, 920
(10,61); La Pen, 815 (9,40).

ORVAULT

Ins. 16 036; Vol. 6 611
Abs. 58,77 %; Exp. 6 046
OUI 5 191 (85,83 %)
NON 858 (14,14 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 225;
Abs. 17,82 %; Exp. 13 014. Chânes,
2 468 (18,94); La Pen, 1 287 (9,88).

REZE

Ins. 23 984; Vol. 9 516
Abs. 60,32 %; Exp. 8 745
OUI 7 800 (89,19 %)
NON 945 (10,80 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 751;
Abs. 21,81 %; Exp. 18 397. Chânes,
2 888 (14,11); La Pen, 1 626 (8,53).

SAINT-HERBLAIN

Ins. 28 499; Vol. 11 389
Abs. 60,03 %; Exp. 10 387
OUI 9 285 (87,70 %)
NON 1 302 (12,29 %)
24 avril 1988. - Vol. 22 698;
Abs. 20,72 %; Exp. 22 221. Chânes,
3 048 (13,72); La Pen, 2 506 (11,27).

SAINT-NAZAIRE

Ins. 44 562; Vol. 17 147
Abs. 61,52 %; Exp. 16 007
OUI 14 367 (89,75 %)
NON 1 640 (10,24 %)
24 avril 1988. - Vol. 34 410;
Abs. 23,03 %; Exp. 33 806. Chânes,
4 710 (13,83); La Pen, 3 086 (9,15).

SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE

Ins. 14 395; Vol. 6 133
Abs. 57,39 %; Exp. 5 555
OUI 4 973 (89,52 %)
NON 582 (10,47 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 184;
Abs. 16,53 %; Exp. 11 944. Chânes,
1 962 (16,42); La Pen, 1 012 (8,47).

VERTOU

Ins. 11 689; Vol. 4 853
Abs. 58,48 %; Exp. 4 298
OUI 3 682 (85,66 %)
NON 616 (14,33 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 031;
Abs. 14,32 %; Exp. 9 840. Chânes, 1 862
(18,82); La Pen, 827 (8,40).

Seuls 14,85 % des électeurs ayant exprimé une opinion ont refusé de ratifier le statut proposé pour la Nouvelle-Calédonie. Le « non » a obtenu moins de 10 % des voix à Couron, commune socialiste, où la participation électorale a atteint près de 41 % des inscrits contre une moyenne départementale de 37,69 %. Dans quatre autres municipalités gérées par le PS (Saint-Nazaire, Bouguenais, Saint-Sebastien-sur-Loire et Rezé), le « non » ne franchit pas la barre des 11 %. En revanche, à La Baule-Escoulac, dont le maire est M. Olivier Guichard (RPR), le « non » recueille 24,57 % des suffrages exprimés. La consigne de « non-participation active » a d'ailleurs été mieux respectée dans cette commune que dans les autres, puisque seuls 35,46 % des électeurs ont rempli leur devoir électoral. Tel n'est pas le cas des villes administrées par le PS, où la mobilisation a été élevée, sinon dépassée, la barre des 40 % de votants.

LOIRET

Ins. 363 483; Vol. 139 999
Abs. 61,48 %; Exp. 120 504
OUI 94 241 (78,20 %)
NON 26 263 (21,79 %)
24 avril 1988. - Vol. 308 570;
Abs. 18,28 %; Exp. 298 532. Chânes,
62 761 (21,02); La Pen, 44 654 (14,92).

ORLÈANS

Ins. 56 145; Vol. 21 678
Abs. 61,38 %; Exp. 19 183
OUI 15 193 (79,28 %)
NON 3 996 (20,71 %)
24 avril 1988. - Vol. 45 053;
Abs. 20,24 %; Exp. 44 289. Chânes,
9 810 (21,47); La Pen, 6 008 (13,58).

CHAILLETTE-SUR-LOING

Ins. 7 444; Vol. 2 534
Abs. 63,69 %; Exp. 2 259
OUI 1 876 (83,04 %)
NON 363 (16,95 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 077;
Abs. 18,05 %; Exp. 5 918. La Pen, 661
(18,07); Chânes, 772 (13,04).

FLEURY-LES-AUBRAIS

Ins. 12 402; Vol. 5 120
Abs. 58,71 %; Exp. 4 578
OUI 3 866 (84,44 %)
NON 712 (15,55 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 150;
Abs. 18,44 %; Exp. 9 916. Chânes, 1 242
(12,82); La Pen, 1 235 (12,48).

GIEN

Ins. 8 889; Vol. 3 658
Abs. 58,84 %; Exp. 3 094
OUI 2 796 (74,27 %)
NON 238 (6,57 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 334;
Abs. 17,90 %; Exp. 7 177. Chânes, 1 242
(18,88); La Pen, 1 289 (17,88).

MONTARGIS

Ins. 9 162; Vol. 2 998
Abs. 67,27 %; Exp. 2 583
OUI 2 615 (87,61 %)
NON 548 (12,38 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 344;
Abs. 20,43 %; Exp. 7 182. Chânes, 1 891
(23,54); La Pen, 1 072 (14,92).

OLIVET

Ins. 10 711; Vol. 4 510
Abs. 57,89 %; Exp. 3 901
OUI 3 121 (80,80 %)
NON 780 (19,99 %)
24 avril 1988. - Vol. 9 049;
Abs. 18,27 %; Exp. 8 846. Chânes, 2 070
(23,40); La Pen, 1 084 (12,36).

LE MONDE diplomatique

Novembre 1988

ENSEIGNEMENT : L'INJUSTICE

L'Europe des marchands est-elle en train de saper la culture de l'Europe ? A l'école, à l'université, les esprits sont formés pour servir avant tout les besoins de l'entreprise, reine de l'économie. C'est une nouvelle injustice faite à la jeunesse, ainsi dépossédée de la pensée. Tandis que persistent d'autres inégalités sociales dans tout le système d'enseignement.

L'ALGÉRIE SOUS LE CHOC

Pourquoi les émeutes ? Pourquoi cette violence démesurée dans la répression ? Les conflits internes, au sein du pouvoir, ont-ils favorisé l'explosion ? De quel poids pèsent la conjoncture internationale, la baisse de la rente pétrolière et le remboursement de la dette extérieure dans la politique du gouvernement algérien ? Le Monde diplomatique s'interroge sur les raisons de la révolte d'une génération sacrifiée, et explique pourquoi il ne peut y avoir de vraies réformes économiques sans une radicale réforme politique.

En vente chez votre marchand de journaux

SAINT-JEAN-DE-BRAYE

Ins. 9 910; Vol. 3 387
Abs. 59,76 %; Exp. 3 492
OUI 2 840 (81,32 %)
NON 652 (18,67 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 925;
Abs. 19,91 %; Exp. 7 740. Chânes, 1 300
(16,78); La Pen, 1 140 (14,72).

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE

Ins. 9 195; Vol. 3 600
Abs. 60,84 %; Exp. 3 191
OUI 2 632 (82,48 %)
NON 599 (17,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 647;
Abs. 17,12 %; Exp. 7 468. La Pen,
1 206 (16,16); Chânes, 1 189 (15,67).

Comparée aux moyennes nationales, la participation est légèrement plus forte et les « oui » un peu moins nombreux. Dans les communes dirigées par le gauche, en particulier dans l'agglomération orléanaise, le « oui », à défaut d'être massif, est plus franc. Surcoux des municipalités communales : 84,45 % de « oui » à Fleury-les-Aubrais. A Montargis, ville dirigée par le RPR, on a moins voté (32,72 %), mais les « oui » dépassent 78 %. A Orléans, la consigne en faveur du « oui » de M. Henri Devillard, ancien ministre du général de Gaulle, ne semble pas avoir influencé sensiblement l'électorat (seulement 1 point de retard pour les « oui » par rapport au résultat départemental.)

LOT

Ins. 121 132; Vol. 57 832
Abs. 52,25 %; Exp. 48 868
OUI 41 103 (84,11 %)
NON 7 765 (15,88 %)
24 avril 1988. - Vol. 103 783;
Abs. 14,77 %; Exp. 101 401. Chânes,
24 160 (23,82); La Pen, 8 462 (8,39).

CABORS

Ins. 12 083; Vol. 3 360
Abs. 55,64 %; Exp. 4 099
OUI 3 946 (83,97 %)
NON 753 (16,02 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 089;
Abs. 16,82 %; Exp. 9 846. Chânes, 2 047
(20,78); La Pen, 915 (9,29).

FIGEAC

Ins. 6 786; Vol. 2 902
Abs. 57,23 %; Exp. 2 521
OUI 2 076 (82,34 %)
NON 445 (17,65 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 883;
Abs. 18,13 %; Exp. 5 434. Chânes, 1 151
(21,18); La Pen, 476 (14,88).

GOURDON

Ins. 3 428; Vol. 1 467
Abs. 57,20 %; Exp. 1 278
OUI 1 071 (83,90 %)
NON 287 (16,10 %)
24 avril 1988. - Vol. 2 851;
Abs. 17,04 %; Exp. 2 767. Chânes, 667
(23,83); La Pen, 189 (7,21).

En toute logique, le Lot radical de M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre du logement et de l'équipement, s'est prononcé à une large majorité pour le « oui » : 84,11 %. La participation est supérieure à la moyenne nationale : 47,44 %. Soufflée, dont le maire est M. Alain Chastagnat (RPR), est très proche de la moyenne départementale, malgré la consigne de « non-participation active » du RPR.

LOT-ET-GARONNE

Ins. 223 199; Vol. 92 371
Abs. 58,61 %; Exp. 79 260
OUI 61 642 (71,77 %)
NON 17 618 (22,22 %)
24 avril 1988. - Vol. 189 102;
Abs. 16,61 %; Exp. 184 797. Chânes,
34 238 (18,52); La Pen, 28 486 (15,41).

AGEN

Ins. 20 822; Vol. 7 670
Abs. 63,16 %; Exp. 6 796
OUI 5 210 (76,66 %)
NON 1 586 (23,33 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 258;
Abs. 22,48 %; Exp. 18 960. Chânes,
2 578 (18,67); La Pen, 2 553 (18,00).

MARMAUDE

Ins. 13 086; Vol. 5 402
Abs. 58,71 %; Exp. 4 575
OUI 3 632 (79,38 %)
NON 943 (20,61 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 744;
Abs. 18,31 %; Exp. 10 606. Chânes,
1 977 (18,81); La Pen, 1 582 (14,78).

NÉRAC

Ins. 5 099; Vol. 2 080
Abs. 59,20 %; Exp. 1 777
OUI 1 387 (73,55 %)
NON 470 (26,44 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 423;
Abs. 13,84 %; Exp. 4 323. Chânes, 860
(19,68); La Pen, 722 (16,70).

LE PASSAGE-D'AGEN

Ins. 6 017; Vol. 2 478
Abs. 58,81 %; Exp. 2 248
OUI 1 764 (78,46 %)
NON 484 (21,53 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 080;
Abs. 18,39 %; Exp. 4 918. Chânes, 842
(17,12); La Pen, 716 (14,43).

TONNEINS

Ins. 6 669; Vol. 3 211
Abs. 51,85 %; Exp. 2 728
OUI 2 137 (78,33 %)
NON 591 (21,66 %)
24 avril 1988. - Vol. 5 803;
Abs. 11,75 %; Exp. 5 771. Chânes, 917
(15,88); La Pen, 683 (12,30).

VELLEULE-SUB-LIT

Ins. 16 822; Vol. 6 282
Abs. 62,63 %; Exp. 5 505
OUI 3 999 (72,64 %)
NON 1 506 (27,35 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 518;
Abs. 20,29 %; Exp. 13 231. Chânes,
2 786 (20,82); La Pen, 2 884 (19,30).

Érendum Sur

MAYENNE

FLORANGE
Ins. 7 166; *Vol.* 2 359
Abs. 67,08 %; *Exp.* 2 159

UI	1 772 (82,07 %)
ON	387 (17,92 %)

4 avril 1988. - *Vot.*, 5 885 ;
abs., 18,03 %; *Exp.*, 5 744. *Le Pen*,
241 (21,80); *Chirac*, 718 (12,50).

FORBACH
Ins., 12 981 ; Vol., 5 120
Abs., 75,96 % ; Exp., 2 841

UI 2 284 (80,39 %)
ON 557 (19,60 %)

4 avril 1988. - Vol., 8 938 ;
Ins., 23,65 % ; Exp., 9 773. Le Pen,
381 (24,38) ; Chirac, 1 871 (17,00).

FREYMING-MERLEBACH
Ins., 10 505 ; *Vot.*, 2 931
Abs., 72,09 % ; *Exp.*, 2 635

UI	2 146 (81,44 %)
ON	489 (18,55 %)

5 avril 1988. — *Vot.*, 8 474 ;
Ins., 19,80 % ; *Exp.*, 8 284. Le Pen,
 245 (22,27) ; Chirac, 1 121 (13,63).

HAGONDANGE
Ins., 5 393 ; *Vol.*, 1 942
Abs., 63,99 % ; *Exp.*, 1 771
UI 1 488 (84,02 %)
ON 283 (15,97 %)
 1^{er} avril 1888. — *Vol.*, 4 884 ;
Ins., 16,70 % ; *Exp.*, 4 481. Le Pen, 708
 voix ; *Vol.*, 1 942.

HAYANGE
Ina. 10 359 ; *Vot.* 3 414
Abs. 67,04 % ; *Exp.* 3 114

UT	2 563 (82,30 %)
ON	351 (17,69 %)

avril 1888. — *Vot.* 8 386 ;
Ina. 10 44 % ; *Exp.* 8 268

MAIZIERES-LES-METZ
Ins., 5 772; Vol., 1 918
Abs., 66,77 %; Exp., 1 749

U	1 447	(82,73 %)
ON	302	(17,26 %)

avril 1988. — Vol., 4 849 ;

(Lire la suite page 24.)

OUS

V

V2

**2
MBRE**

onde.



SUR COLLECTIONS

**5/12
NOVEMBRE**

Part 2, un nouveau monde.

Le référendum sur

(Suite de la page 23.)

MONTIGNY-LES-METZ

Ins. 15 728 ; Vol. 3 488
Abs. 65,10 % ; Exp. 4 982

OUI 3 825 (76,77 %)
NON 1 157 (23,22 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 818 ;
Abs. 18,88 % ; Exp. 12 582. Le Pen,
2 165 (17,20) ; Chirac, 1 146 (17,05).

MOYEUVRE-LA-GRANDE

Ins. 6 160 ; Vol. 3 792
Abs. 38,44 % ; Exp. 3 369

OUI 2 753 (81,71 %)
NON 616 (18,28 %)

24 avril 1988. - Vol. 4 923 ;
Abs. 19,87 % ; Exp. 4 789. Le Pen, 710
(14,79) ; Chirac, 357 (7,43).

ROMBAS

Ins. 6 098 ; Vol. 2 183
Abs. 64,20 % ; Exp. 1 991

OUI 1 677 (84,22 %)
NON 314 (15,77 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 078 ;
Abs. 17,15 % ; Exp. 4 982. Le Pen,
1 031 (20,89) ; Chirac, 561 (11,28).

SAINT-AVOLD

Ins. 11 240 ; Vol. 3 339
Abs. 70,29 % ; Exp. 3 010

OUI 2 378 (79,00 %)
NON 632 (20,99 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 947 ;
Abs. 20,30 % ; Exp. 8 777. Le Pen,
1 865 (21,13) ; Chirac, 1 639 (17,83).

SARREBOURG

Ins. 8 888 ; Vol. 2 588
Abs. 70,88 % ; Exp. 2 273

OUI 1 720 (75,47 %)
NON 553 (24,52 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 888 ;
Abs. 21,89 % ; Exp. 8 888. Le Pen,
1 611 (23,58) ; Chirac, 808 (23,51).

SARREGUÉMINE

Ins. 15 923 ; Vol. 4 028
Abs. 74,70 % ; Exp. 3 573

OUI 2 787 (71,95 %)
NON 788 (28,04 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 808 ;
Abs. 20,85 % ; Exp. 12 318. Le Pen,
2 807 (22,79) ; Chirac, 2 038 (16,52).

STIRING-WENDEL

Ins. 5 229 ; Vol. 1 997
Abs. 76,58 % ; Exp. 1 822

OUI 1 593 (82,49 %)
NON 319 (17,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 828 ;
Abs. 23,88 % ; Exp. 8 888. Le Pen,
1 841 (24,23) ; Chirac, 730 (11,48).

THONVILLE

Ins. 23 840 ; Vol. 5 366
Abs. 67,82 % ; Exp. 3 517

OUI 6 062 (80,64 %)
NON 1 485 (19,35 %)

24 avril 1988. - Vol. 20 884 ;
Abs. 19,18 % ; Exp. 20 884. Chirac,
3 928 (19,08) ; Le Pen, 3 247 (16,74).

UCKANGE

Ins. 4 496 ; Vol. 1 362
Abs. 69,70 % ; Exp. 1 239

OUI 1 042 (82,76 %)
NON 217 (17,23 %)

24 avril 1988. - Vol. 3 728 ;
Abs. 17,43 % ; Exp. 3 860. Le Pen, 821
(22,43) ; Chirac, 378 (10,24).

WOIPPY

Ins. 6 728 ; Vol. 2 043
Abs. 69,63 % ; Exp. 1 862

OUI 1 470 (78,94 %)
NON 392 (21,05 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 463 ;
Abs. 18,50 % ; Exp. 5 348. Le Pen,
1 290 (24,11) ; Chirac, 828 (9,81).

NORD

Ins. 1 630 736 ; Vol. 644 273
Abs. 60,49 % ; Exp. 539 068

OUI 433 250 (77,49 %)
NON 125 818 (22,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 1 380 078 ;
Abs. 18,78 % ; Exp. 1 328 186. Le Pen,
201 473 (15,18) ; Chirac, 198 741
(15,02).

LILLE

Ins. 91 980 ; Vol. 32 390
Abs. 64,89 % ; Exp. 28 644

OUI 22 717 (79,30 %)
NON 5 927 (20,69 %)

24 avril 1988. - Vol. 88 794 ;
Abs. 26,74 % ; Exp. 87 874. Chirac,
11 058 (16,33) ; Le Pen, 10 987 (16,24).

ARMENIÈRES

Ins. 16 474 ; Vol. 7 237
Abs. 56,07 % ; Exp. 6 163

OUI 4 979 (80,78 %)
NON 1 184 (19,21 %)

24 avril 1988. - Vol. 13 928 ;
Abs. 15,88 % ; Exp. 13 548. Le Pen,
1 782 (13,18) ; Chirac, 1 687 (12,23).

CAMBRAI

Ins. 23 280 ; Vol. 8 913
Abs. 61,08 % ; Exp. 7 669

OUI 5 723 (74,62 %)
NON 1 946 (25,37 %)

24 avril 1988. - Vol. 19 238 ;
Abs. 17,75 % ; Exp. 18 809. Chirac,
9 526 (16,74) ; Le Pen, 2 871 (16,26).

COUDEKERQUE-BRANCHE

Ins. 16 418 ; Vol. 7 583
Abs. 53,81 % ; Exp. 6 603

OUI 5 223 (79,10 %)
NON 1 380 (20,89 %)

24 avril 1988. - Vol. 38 331 ;
Abs. 20,86 % ; Exp. 37 470. Chirac,
6 487 (17,33) ; Le Pen, 5 925 (15,81).

YUTZ

Ins. 10 289 ; Vol. 3 279
Abs. 68,13 % ; Exp. 2 911

OUI 2 360 (81,07 %)
NON 551 (18,92 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 276 ;
Abs. 18,38 % ; Exp. 8 103. Le Pen,
1 418 (17,47) ; Chirac, 1 131 (13,96).

A l'occasion des six référendums
organisés entre septembre 1958 et avril
1972, la Moselle s'est toujours distin-
guée par un taux de participation supé-
rieur de 6 points au moins à la moyenne
nationale, et d'une proportion de
« oui » dépassant de plus de 10 points
celle de l'ensemble de l'Hexagone.
Mais, cette fois, ces écarts traditionnels
se sont effacés : le second a disparu et le
premier s'est inversé, puisque les
Mosellans ont moins voté que l'ensem-
ble de la France.

A Metz même, la présence du maire
centriste, M. Jean-Marie Rausch,
ministre du commerce extérieur dans le
gouvernement de M. Michel Rocard, ne
semble guère avoir influencé les élec-
teurs.

Dans ce contexte de tiède mobilisa-
tion, le complot de Mayeux, qui consti-
tue une exception remarquable : la
participation dépasse les 61 %. Cela n'a
rien de mystérieux : le référendum y
était couplé au premier tour d'une élec-
tion municipale partielle, le député et
maire, M. René Drouin (PS), et une
partie du conseil municipal ayant
démissionné.

A Sarrebourg, le fief de l'ancien pre-
mier ministre Pierre Messmer, le taux
de participation est de 29 % et le « oui »
a recueilli 75,07 % des exprimés.

NIÈVRE

Ins. 175 807 ; Vol. 72 406
Abs. 59,81 % ; Exp. 63 817

OUI 53 078 (83,17 %)
NON 10 739 (16,82 %)

24 avril 1988. - Vol. 148 083 ;
Abs. 17,53 % ; Exp. 143 197. Chirac,
24 378 (17,02) ; Le Pen, 13 928 (17,23).

NEVERS

Ins. 27 720 ; Vol. 10 811
Abs. 60,99 % ; Exp. 9 678

OUI 8 112 (83,81 %)
NON 1 566 (16,18 %)

24 avril 1988. - Vol. 21 980 ;
Abs. 21,34 % ; Exp. 21 589. Chirac,
3 804 (16,70) ; Le Pen, 2 153 (10,88).

CHATEAU-CHINON

Ins. 1 840 ; Vol. 1 065
Abs. 42,11 % ; Exp. 928

OUI 811 (87,39 %)
NON 117 (12,60 %)

24 avril 1988. - Vol. 1 588 ;
Abs. 14,08 % ; Exp. 1 588. Chirac, 188
(12,50) ; Le Pen, 82 (6,23).

COSNE-COURS-SUR-LOIRE

Ins. 8 799 ; Vol. 3 582
Abs. 39,29 % ; Exp. 3 097

OUI 2 420 (78,14 %)
NON 671 (21,85 %)

24 avril 1988. - Vol. 7 239 ;
Abs. 16,28 % ; Exp. 7 085. Chirac, 1 188
(16,48) ; Le Pen, 878 (12,31).

VARENNES-VAUZELLES

Ins. 7 173 ; Vol. 3 029
Abs. 57,77 % ; Exp. 2 750

OUI 2 460 (89,45 %)
NON 290 (10,54 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 145 ;
Abs. 14,84 % ; Exp. 6 024. Chirac, 888
(11,37) ; Le Pen, 422 (7,00).

La participation a été légèrement
supérieure à la moyenne nationale dans
ce département fief du président de la
République. Néanmoins le maire est
M. Pierre Bérégovoy, n'a voté qu'à
39 %, mais à Château-Chinon, dont
M. Mitterrand fut le maire, 57,88 %
des inscrits ont participé au scrutin.

NORD

Ins. 1 630 736 ; Vol. 644 273
Abs. 60,49 % ; Exp. 539 068

OUI 433 250 (77,49 %)
NON 125 818 (22,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 1 380 078 ;
Abs. 18,78 % ; Exp. 1 328 186. Le Pen,
201 473 (15,18) ; Chirac, 198 741
(15,02).

LILLE

Ins. 91 980 ; Vol. 32 390
Abs. 64,89 % ; Exp. 28 644

OUI 22 717 (79,30 %)
NON 5 927 (20,69 %)

24 avril 1988. - Vol. 88 794 ;
Abs. 26,74 % ; Exp. 87 874. Chirac,
11 058 (16,33) ; Le Pen, 10 987 (16,24).

ARMENIÈRES

Ins. 16 474 ; Vol. 7 237
Abs. 56,07 % ; Exp. 6 163

OUI 4 979 (80,78 %)
NON 1 184 (19,21 %)

24 avril 1988. - Vol. 13 928 ;
Abs. 15,88 % ; Exp. 13 548. Le Pen,
1 782 (13,18) ; Chirac, 1 687 (12,23).

CAMBRAI

Ins. 23 280 ; Vol. 8 913
Abs. 61,08 % ; Exp. 7 669

OUI 5 723 (74,62 %)
NON 1 946 (25,37 %)

24 avril 1988. - Vol. 19 238 ;
Abs. 17,75 % ; Exp. 18 809. Chirac,
9 526 (16,74) ; Le Pen, 2 871 (16,26).

COUDEKERQUE-BRANCHE

Ins. 16 418 ; Vol. 7 583
Abs. 53,81 % ; Exp. 6 603

OUI 5 223 (79,10 %)
NON 1 380 (20,89 %)

24 avril 1988. - Vol. 38 331 ;
Abs. 20,86 % ; Exp. 37 470. Chirac,
6 487 (17,33) ; Le Pen, 5 925 (15,81).

FACHES-THUMESNIL

Ins. 12 363 ; Vol. 5 148
Abs. 58,33 % ; Exp. 4 302

OUI 3 614 (80,27 %)
NON 888 (19,72 %)

24 avril 1988. - Vol. 10 180 ;
Abs. 18,11 % ; Exp. 9 874. Le Pen,
1 607 (16,11) ; Chirac, 1 363 (13,58).

FOURMIES

Ins. 9 106 ; Vol. 3 647
Abs. 59,94 % ; Exp. 3 134

OUI 2 559 (81,45 %)
NON 575 (18,54 %)

24 avril 1988. - Vol. 7 831 ;
Abs. 18,40 % ; Exp. 7 688. Chirac, 1 241
(16,20) ; Le Pen, 858 (11,17).

GRANDE-SYNTHE

Ins. 13 460 ; Vol. 5 308
Abs. 59,07 % ; Exp. 4 610

OUI 3 726 (80,82 %)
NON 884 (19,17 %)

24 avril 1988. - Vol. 11 004 ;
Abs. 17,60 % ; Exp. 10 701. Le Pen,
1 774 (16,57) ; Chirac, 928 (8,87).

HALLUIN

Ins. 10 994 ; Vol. 4 462
Abs. 59,41 % ; Exp. 3 881

OUI 2 921 (75,26 %)
NON 960 (24,73 %)

24 avril 1988. - Vol. 9 488 ;
Abs. 13,96 % ; Exp. 9 222. Le Pen,
1 727 (18,72) ; Chirac, 1 108 (11,88).

HAUTMONT

Ins. 9 884 ; Vol. 3 264
Abs. 66,97 % ; Exp. 2 886

OUI 2 132 (73,87 %)
NON 754 (26,12 %)

24 avril 1988. - Vol. 7 892 ;
Abs. 18,48 % ; Exp. 7 891. Le Pen,
2 120 (27,07) ; Chirac, 928 (11,88).

HAZEBROUCK

Ins. 14 016 ; Vol. 5 517
Abs. 53,50 % ; Exp. 5 523

OUI 4 293 (77,72 %)
NON 1 230 (22,27 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 184 ;
Abs. 13,29 % ; Exp. 11 819. Chirac,
1 822 (15,72) ; Le Pen, 1 381 (11,43).

HEM

Ins. 11 907 ; Vol. 4 653
Abs. 60,92 % ; Exp. 4 059

OUI 3 620 (74,40 %)
NON 1 039 (25,59 %)

24 avril 1988. - Vol. 10 082 ;
Abs. 14,97 % ; Exp. 9 888. Le Pen,
2 001 (20,24) ; Chirac, 1 438 (14,82).

LAMBERSART

Ins. 20 129 ; Vol. 7 729
Abs. 61,60 % ; Exp. 6 693

OUI 5 115 (76,42 %)
NON 1 578 (23,57 %)

24 avril 1988. - Vol. 16 381 ;
Abs. 18,86 % ; Exp. 16 118. Chirac,
3 250 (20,16) ; Le Pen, 2 178 (13,51).

LONJME

Ins. 18 329 ; Vol. 7 165
Abs. 60,90 % ; Exp. 6 452

OUI 5 261 (81,54 %)
NON 1 191 (18,45 %)

24 avril 1988. - Vol. 14 841 ;
Abs. 16,70 % ; Exp. 14 688. Le Pen,
2 170 (14,88) ; Chirac, 1 418 (9,71).

LOOS

Ins. 11 961 ; Vol. 4 814
Abs. 59,75 % ; Exp. 4 230

OUI 3 384 (80,00 %)
NON 846 (20,00 %)

24 avril 1988. - Vol. 9 884 ;
Abs. 18,01 % ; Exp. 9 883. Le Pen,
1 490 (14,84) ; Chirac, 1 072 (11,12).

LA MADELEINE

Ins. 13 699 ; Vol. 4 753
Abs. 63,30 % ; Exp. 4 045

OUI 3 622 (74,70 %)
NON 1 023 (25,29 %)

24 avril 1988. - Vol. 10 718 ;
Abs. 22,82 % ; Exp. 10 498. Chirac,
2 232 (21,26) ; Le Pen, 1 483 (14,22).

MARCO-EN-BARCEUL

Ins. 25 451 ; Vol. 9 075
Abs. 64,34 % ; Exp. 7 750

OUI 5 524 (71,27 %)
NON 2 226 (28,72 %)

24 avril 1988. - Vol. 20 927 ;
Abs. 19,83 % ; Exp. 19 984. Chirac,
5 256 (26,28) ; Le Pen, 2 730 (13,68).

MAUBEUGE

Ins. 21 149 ; Vol. 7 057
Abs. 66,63 % ; Exp. 6 285

OUI 4 794 (76,27 %)
NON 1 491 (23,72 %)

24 avril 1988. - Vol. 16 480 ;
Abs. 22,28 % ; Exp. 16 138. Le Pen,
3 639 (22,58) ; Chirac, 2 213 (13,71).

MONS-EN-BARCEUL

Ins. 14 407 ; Vol. 5 241
Abs. 63,62 % ; Exp. 4 631

OUI 3 660 (79,03 %)
NON 971 (20,96 %)

24 avril 1988. - Vol. 11 174 ;
Abs. 23,13 % ; Exp. 10 981. Le Pen,
1 827 (17,58) ; Chirac, 1 471 (13,42).

RAISMES

Ins. 9 718 ; Vol. 3 890
Abs. 59,97 % ; Exp. 3 507

OUI 2 837 (80,89 %)
NON 670 (19,10 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 332 ;
Abs. 14,29 % ; Exp. 8 138. Le Pen,
1 059 (12,78) ; Chirac, 681 (8,36).

RONCHIN

Ins. 12 100 ; Vol. 4 839
Abs. 60,00 % ; Exp. 4 290

OUI 3 428 (79,90 %)
NON 862 (20,09 %)

24 avril 1988. - Vol. 9 525 ;
Abs. 21,57 % ; Exp. 9 344. Le Pen,
1 421 (15,20) ; Chirac, 1 180 (12,62).

ROUBAIX

Ins. 43 981 ; Vol. 15 806
Abs. 64,06 % ; Exp. 14 086

OUI 10 652 (71,36 %)
NON 4 034 (28,63 %)

24 avril 1988. - Vol. 35 350 ;
Abs. 20,12 % ; Exp. 34 703. Le Pen,
8 420 (24,28) ; Chirac, 4 443 (12,80).

SAINT-AMAND-LES-EAUX

Ins. 11 604 ; Vol. 4 010
Abs. 63,44 % ; Exp. 3 480

OUI 2 725 (78,38 %)
NON 755 (21,61 %)

24 avril 1988. - Vol. 9 408 ;
Abs. 18,89 % ; Exp. 9 168. Le Pen,
1 289 (14,08) ; Chirac, 1 173 (12,82).

SAINT-POL-SUR-MER

Ins. 15 295 ; Vol. 5 877
Abs. 61,57 % ; Exp. 5 224

OUI 4 076 (78,02 %)
NON 1 148 (21,97 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 711 ;
Abs. 17,03 % ; Exp. 12 371. Le Pen,
2 048 (16,58) ; Chirac, 928 (7,48).

SIN-LE-NOBLE

Ins. 11 395 ; Vol. 4 031
Abs. 64,62 % ; Exp. 3 614

OUI 3 028 (83,78 %)
NON 586 (16,21 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 981 ;
Abs. 21,48 % ; Exp. 8 740. Le Pen,
1 139 (13,03) ; Chirac, 1 046 (11,98).

TOURCOING

Ins. 32 966 ; Vol. 20 445
Abs. 61,39 % ; Exp. 17 758

OUI 12 015 (67,65 %)
NON 5 743 (32,34 %)

24 avril 1988. - Vol. 43 918 ;
Abs. 17,30 % ; Exp. 42 988. Le Pen,
10 284 (23,88) ; Chirac, 8 850 (12,91).

VALENCIENNES

Ins. 25 456 ; Vol. 8 641
Abs. 66,03 % ; Exp. 7 330

OUI 5 578 (74,07 %)
NON 1 952 (25,92 %)

24 avril 1988. - Vol. 20 028 ;
Abs. 17,98 % ; Exp. 19 710. Chirac,
3 898 (20,28) ; Le Pen, 3 614 (14,27).

VILLENEUVE-D'ASCO

Ins. 36 457 ; Vol. 14 822
Abs. 59,34 % ; Exp. 13 286

OUI 16 672 (80,32 %)
NON 2 614 (19,67 %)

24 avril 1988. - Vol. 29 288 ;
Abs. 18,88 % ; Exp. 28 778. Chirac,
3 980 (13,82) ; Le Pen, 3 888 (13,44).

WASQUEHAL

Ins. 12 489 ; Vol. 4 852
Abs. 61,14 % ; Exp. 4 202

OUI 3 073 (73,13 %)
NON 1 129 (26,86 %)

24 avril 1988. - Vol. 10 338 ;
Abs. 17,98 % ; Exp. 10 118. Chirac,
1 786 (17,64) ; Le Pen, 1 631 (16,12).

Le référendum sur

(Suite de la page 25.)

VILLEURBANNE

Ins. 62 561 ; Vol. 23 280
Abs. 62,78 % ; Exp. 21 474

OUI 17 785 (82,82 %)
NON 3 689 (17,17 %)

24 avril 1988. - Vol. 50 756 ;
Abs. 18,16 % ; Exp. 49 882. Chânc. 9 751 (19,50) ; Chânc. 6 444 (12,89).

Le taux d'abstention progresse encore de 2 points par rapport à celui du premier tour des élections cantonales du 28 septembre (62,4 %). La participation a été très faible dans des communes à direction communale comme Vaulx-en-Velin (20,07 %) et Givors (28,56 %), mais aussi à Torcy (28,91 %), dont le maire est M. Jean Besson, député et secrétaire de la fédération départementale RPR. En revanche, elle atteint plus de 57 % à Villeurbanne, dans le fief de M. Charles Hermu, et plus de 58 % à Oullins, où le maire est le sénateur socialiste M. Roland Bernard.

En règle générale, le « non » dépasse sensiblement la barre des 20 % dans des villes gérées par la droite comme Lyon (22,68 %) Rillieux-la-Pape (24,83 %) ou Scully (28,51 %), mais aussi à Bron (22,27 %) qui connaît M. Jean-Jack Quinquard, député et porte-parole national du PS, et à Meyzieu (22,27 %), administré par M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement. Givors, dont le maire est M. Camille Paillet (PC), obtient le ruban bleu avec 59,37 % de « oui ».

HAUTE-SAONE

Ins. 165 315 ; Vol. 67 253
Abs. 59,51 % ; Exp. 57 439

OUI 45 439 (79,10 %)
NON 12 000 (20,89 %)

24 avril 1988. - Vol. 139 138 ;
Abs. 15,99 % ; Exp. 135 349. Chânc. 27 237 (20,12) ; La Pen. 18 748 (13,86).

VESOUL

Ins. 9 109 ; Vol. 3 793
Abs. 58,35 % ; Exp. 3 287

OUI 2 644 (80,43 %)
NON 643 (19,56 %)

24 avril 1988. - Vol. 7 891 ;
Abs. 16,82 % ; Exp. 7 428. Chânc. 1 423 (18,18) ; La Pen. 528 (12,48).

HERICOURT

Ins. 5 738 ; Vol. 2 326
Abs. 59,46 % ; Exp. 2 103

OUI 1 798 (85,49 %)
NON 305 (14,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 4 740 ;
Abs. 17,83 % ; Exp. 4 598. La Pen. 618 (13,44) ; Chânc. 598 (12,30).

LUXEUIL-LES-BAINS

Ins. 5 377 ; Vol. 2 184
Abs. 59,38 % ; Exp. 1 868

OUI 1 419 (75,96 %)
NON 449 (24,03 %)

24 avril 1988. - Vol. 4 381 ;
Abs. 20,04 % ; Exp. 4 227. Chânc. 782 (18,73) ; La Pen. 682 (16,42).

Les villes de gauche ont davantage voté que les villes de droite. Si Gray, dont le maire est M. Christian Bergelin, ancien secrétaire d'Etat RPR, n'a voté qu'à 37,4 %, la participation électorale dépasse les 41,5 % à Vesoul, administré par M. Pierre Chastel (UDF-PR), président du conseil régional de Franche-Comté. L'électorat rural s'est aussi peu mobilisé que l'électorat urbain, puisque la participation départementale - 40,68 % - est la même que la participation moyenne des cinq principales villes.

SAONE-ET-LOIRE

Ins. 395 060 ; Vol. 128 887
Abs. 67,37 % ; Exp. 110 776

OUI 93 366 (84,28 %)
NON 17 410 (15,71 %)

24 avril 1988. - Vol. 318 848 ;
Abs. 20,09 % ; Exp. 308 299. Chânc. 83 808 (20,58) ; La Pen. 24 374 (11,11).

MACON

Ins. 21 175 ; Vol. 6 983
Abs. 67,02 % ; Exp. 6 144

OUI 5 261 (85,62 %)
NON 883 (14,37 %)

24 avril 1988. - Vol. 15 558 ;
Abs. 26,39 % ; Exp. 16 268. Chânc. 2 984 (18,77) ; La Pen. 1 539 (12,71).

AUTUN

Ins. 11 650 ; Vol. 4 660
Abs. 60,00 % ; Exp. 3 861

OUI 3 092 (80,08 %)
NON 769 (19,91 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 624 ;
Abs. 17,83 % ; Exp. 9 379. Chânc. 1 501 (16,00) ; La Pen. 1 281 (13,86).

CHALON-SUB-SAONE

Ins. 31 139 ; Vol. 9 782
Abs. 68,58 % ; Exp. 8 701

OUI 7 330 (84,24 %)
NON 1 371 (15,75 %)

24 avril 1988. - Vol. 24 481 ;
Abs. 21,59 % ; Exp. 24 006. Chânc. 5 488 (22,77) ; La Pen. 2 918 (12,15).

LE CREUSOT

Ins. 18 211 ; Vol. 6 463
Abs. 64,51 % ; Exp. 5 595

OUI 4 875 (87,13 %)
NON 729 (12,86 %)

24 avril 1988. - Vol. 14 849 ;
Abs. 19,01 % ; Exp. 14 516. Chânc. 2 950 (17,84) ; La Pen. 1 514 (10,42).

DIGON

Ins. 6 116 ; Vol. 2 046
Abs. 66,54 % ; Exp. 1 819

OUI 1 563 (85,92 %)
NON 256 (14,07 %)

24 avril 1988. - Vol. 4 888 ;
Abs. 20,08 % ; Exp. 4 828. Chânc. 736 (15,24) ; La Pen. 507 (10,50).

GUEUGNON

Ins. 6 551 ; Vol. 2 254
Abs. 65,59 % ; Exp. 1 988

OUI 1 745 (87,77 %)
NON 243 (12,22 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 408 ;
Abs. 17,57 % ; Exp. 5 312. Chânc. 878 (16,52) ; La Pen. 440 (8,28).

MONTCEAU-LES-MINES

Ins. 17 219 ; Vol. 4 759
Abs. 72,36 % ; Exp. 4 226

OUI 3 659 (86,58 %)
NON 547 (13,41 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 890 ;
Abs. 25,68 % ; Exp. 12 005. Chânc. 2 869 (21,17) ; La Pen. 1 376 (10,90).

PARAY-LE-MONIAL

Ins. 7 134 ; Vol. 2 588
Abs. 63,72 % ; Exp. 2 225

OUI 1 876 (84,31 %)
NON 349 (15,68 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 771 ;
Abs. 19,48 % ; Exp. 5 657. Chânc. 1 117 (19,74) ; La Pen. 460 (8,13).

SAINT-VALLIER

Ins. 7 109 ; Vol. 2 146
Abs. 69,81 % ; Exp. 1 951

OUI 1 676 (85,90 %)
NON 275 (14,09 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 428 ;
Abs. 23,67 % ; Exp. 5 318. Chânc. 901 (16,53) ; La Pen. 545 (10,24).

Avec 67,38 %, le département de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, enregistre un taux d'abstention record. On ne relève pas de différences importantes de participation entre les zones rurales et urbaines. La couleur politique des maires ne semble avoir joué aucun rôle quant aux taux de participation enregistrés : ainsi Chalons-sur-Saône (RPR) et Maçon (PS) affichent-elles un score sensiblement égal (légèrement supérieur à 30 %).

SARTHE

Ins. 361 956 ; Vol. 132 682
Abs. 63,34 % ; Exp. 115 112

OUI 95 366 (82,84 %)
NON 19 746 (17,15 %)

24 avril 1988. - Vol. 298 085 ;
Abs. 17,87 % ; Exp. 293 781. Chânc. 55 983 (18,33) ; La Pen. 27 077 (9,34).

LE MANS

Ins. 9 850 ; Vol. 3 548
Abs. 63,37 % ; Exp. 3 193

OUI 2 751 (86,39 %)
NON 434 (13,60 %)

24 avril 1988. - Vol. 78 608 ;
Abs. 21,13 % ; Exp. 74 861. Chânc. 12 338 (16,48) ; La Pen. 6 676 (8,91).

ALLONNES

Ins. 9 133 ; Vol. 3 020
Abs. 66,93 % ; Exp. 2 750

OUI 2 370 (86,18 %)
NON 380 (13,81 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 988 ;
Abs. 23,38 % ; Exp. 6 808. Chânc. 708 (10,41) ; La Pen. 687 (9,78).

LA FERTE-BERNARD

Ins. 6 331 ; Vol. 2 289
Abs. 63,84 % ; Exp. 1 998

OUI 1 694 (84,78 %)
NON 364 (15,21 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 007 ;
Abs. 21,88 % ; Exp. 4 848. Chânc. 828 (17,02) ; La Pen. 874 (11,83).

LA FLÈCHE

Ins. 10 101 ; Vol. 4 098
Abs. 59,44 % ; Exp. 3 531

OUI 2 822 (79,92 %)
NON 709 (20,07 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 300 ;
Abs. 17,82 % ; Exp. 8 038. Chânc. 1 986 (18,88) ; La Pen. 741 (8,21).

SABLE-SUR-SARTHE

Ins. 7 896 ; Vol. 2 780
Abs. 64,79 % ; Exp. 2 418

OUI 1 963 (81,18 %)
NON 455 (16,81 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 501 ;
Abs. 17,98 % ; Exp. 6 301. Chânc. 1 441 (22,80) ; La Pen. 633 (10,04).

Fidèle à son habitude, la Sarthe s'est exprimée à l'image du reste du pays. Il n'y a guère que trois communes à avoir donné une majorité au « non » : Champgrand et Nauvay, fiefs du Front national, et aussi Solesmes, où le poids de l'abbaye est déterminant.

Tout près de Sable, la surprise sera venue de M. François Pillon lui-même : le député et maire RPR s'est présenté à

son bureau de vote vers midi. Mais est-ce une surprise de la part d'un des « rénovateurs » connus du RPR ? M. Pillon ne s'était pas exprimé publiquement sur le sujet.

Parallèlement, les communes les plus « civiques », il faut citer Saint-Marceau, où les électeurs se sont déplacés à près de 56 % en votant « oui » à 87 %, l'une des records. La visite d'une douzaine de maires canoques conduits par le Parti socialiste n'a eu pas passé inaperçue. Comme à Marolles-les-Braux, chez M. Pierre Guecher, que l'écrivain Catherine Poytan décrivait il y a peu comme un « Canaque de la politique » après son éviction du RPR (et la perte de son siège de député) pour avoir soutenu la cause des Mélanésiens (et celle de M. Edgar Pisani) : si M. Guecher a d'ailleurs mobilisé qu'ailleurs (41,56 % de participation), le « oui » ne recueille que 75,64 %.

SAVOIE

Ins. 229 724 ; Vol. 78 186
Abs. 65,96 % ; Exp. 69 758

OUI 58 480 (83,83 %)
NON 11 278 (16,16 %)

24 avril 1988. - Vol. 183 935 ;
Abs. 20,07 % ; Exp. 180 616. Chânc. 37 843 (20,95) ; La Pen. 27 865 (15,20).

CHAMBERY

Ins. 28 730 ; Vol. 10 591
Abs. 63,13 % ; Exp. 9 611

OUI 7 957 (82,79 %)
NON 1 634 (17,20 %)

24 avril 1988. - Vol. 23 387 ;
Abs. 19,01 % ; Exp. 23 059. Chânc. 4 678 (20,28) ; La Pen. 3 440 (14,91).

AIX-LES-BAINS

Ins. 15 564 ; Vol. 5 283
Abs. 66,04 % ; Exp. 4 734

OUI 3 586 (75,74 %)
NON 1 148 (24,25 %)

24 avril 1988. - Vol. 12 879 ;
Abs. 18,49 % ; Exp. 12 367. Chânc. 2 893 (23,15) ; La Pen. 2 441 (19,73).

ALBERTVILLE

Ins. 10 166 ; Vol. 3 347
Abs. 67,07 % ; Exp. 3 010

OUI 2 483 (82,49 %)
NON 527 (17,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 7 781 ;
Abs. 23,82 % ; Exp. 7 631. Chânc. 1 681 (22,02) ; La Pen. 1 304 (17,08).

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

Ins. 4 984 ; Vol. 1 626
Abs. 67,37 % ; Exp. 1 420

OUI 1 194 (84,08 %)
NON 226 (15,91 %)

24 avril 1988. - Vol. 3 951 ;
Abs. 20,47 % ; Exp. 3 890. Chânc. 786 (20,17) ; La Pen. 633 (16,27).

La campagne en faveur du référendum avait été quasi inexistante. Seuls les élus de gauche ont signé un appel commun avec quelques CDS et non-inscrits, tandis que M. Michel Barner, député RPR et président du conseil général, partisan du « oui », s'est abstenu de toute prise de position publique en se conformant à la décision majoritaire de sa formation.

Cette absence de mobilisation explique en partie le faible taux de participation (34,03 %) dans un département où M. Litterand était arrivé de peu en tête (50,18 %) lors du second tour de l'élection présidentielle. Les plus forts taux d'abstention ont été enregistrés dans les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne (notamment dans les stations de sports d'hiver déclassées durant l'intersaison), ainsi qu'à Aix-les-Bains, Albertville et Saint-Jean-de-Maurienne, cette dernière pourtant dirigée par la gauche. A Aix-les-Bains, où l'influence du Front national est relativement forte (20 % au premier tour de l'élection présidentielle), le pourcentage des « non » approche les 25 %.

HAUTE-SAONE

Ins. 336 738 ; Vol. 112 508
Abs. 66,58 % ; Exp. 99 262

OUI 80 587 (81,18 %)
NON 18 675 (18,81 %)

24 avril 1988. - Vol. 270 188 ;
Abs. 19,76 % ; Exp. 265 382. Chânc. 58 786 (22,52) ; La Pen. 41 067 (15,47).

ANNECY

Ins. 28 126 ; Vol. 10 401
Abs. 63,01 % ; Exp. 9 319

OUI 7 568 (81,21 %)
NON 1 751 (18,78 %)

24 avril 1988. - Vol. 22 265 ;
Abs. 21,22 % ; Exp. 21 935. Chânc. 4 857 (22,14) ; La Pen. 3 003 (13,69).

ANNECY-LE-VIEUX

Ins. 10 356 ; Vol. 3 884
Abs. 62,49 % ; Exp. 3 452

OUI 2 839 (82,24 %)
NON 613 (17,75 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 419 ;
Abs. 18,46 % ; Exp. 8 287. Chânc. 2 047 (24,57) ; La Pen. 538 (11,20).

ANNEMASSE

Ins. 13 081 ; Vol. 4 258
Abs. 67,44 % ; Exp. 3 833

OUI 3 158 (81,96 %)
NON 695 (18,03 %)

24 avril 1988. - Vol. 10 170 ;
Abs. 22,40 % ; Exp. 10 038. Chânc. 2 138 (21,26) ; La Pen. 1 658 (16,48).

CLUSES

Ins. 7 823 ; Vol. 2 274
Abs. 70,93 % ; Exp. 2 032

OUI 1 586 (78,85 %)
NON 446 (21,14 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 116 ;
Abs. 22,09 % ; Exp. 6 003. La Pen. 1 291 (21,50) ; Chânc. 1 127 (18,77).

CRAN-GEVRIER

Ins. 7 427 ; Vol. 2 824
Abs. 61,97 % ; Exp. 2 619

OUI 2 239 (85,49 %)
NON 388 (14,50 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 110 ;
Abs. 17,94 % ; Exp. 5 986. Chânc. 948 (14,14) ; La Pen. 818 (13,80).

SEINE-MARITIME

Ins. 803 959 ; Vol. 296 559
Abs. 63,11 % ; Exp. 261 630

OUI 211 685 (88,91 %)
NON 49 945 (19,08 %)

24 avril 1988. - Vol. 884 600 ;
Abs. 17,75 % ; Exp. 850 880. Chânc. 109 137 (16,78) ; La Pen. 73 067 (11,23).

ROUEN

Ins. 58 270 ; Vol. 21 434
Abs. 63,21 % ; Exp. 19 012

OUI 15 386 (80,92 %)
NON 3 626 (19,07 %)

24 avril 1988. - Vol. 48 792 ;
Abs. 20,07 % ; Exp. 46 000. Chânc. 8 848 (18,23) ; La Pen. 5 689 (12,10).

BARENTIN

Ins. 8 125 ; Vol. 3 099
Abs. 61,85 % ; Exp. 2 899

OUI 2 370 (83,77 %)
NON 459 (16,22 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 689 ;
Abs. 17,98 % ; Exp. 6 532. Chânc. 683 (10,48) ; La Pen. 538 (8,76).

MIRELLE

Ins. 6 588 ; Vol. 2 522
Abs. 61,71 % ; Exp. 2 241

OUI 1 778 (79,33 %)
NON 463 (20,66 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 548 ;
Abs. 15,58 % ; Exp. 5 438. Chânc. 1 193 (21,93) ; La Pen. 621 (11,47).

BOIS-GUILAUME

Ins. 7 680 ; Vol. 2 963
Abs. 61,41 % ; Exp. 2 573

OUI 1 949 (75,74 %)
NON 624 (24,25 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 464 ;
Abs. 16,08 % ; Exp. 8 382. Chânc. 1 993 (23,22) ; La Pen. 724 (11,34).

BOLEEC

Ins. 8 303 ; Vol. 2 966
Abs. 64,27 % ; Exp. 2 614

OUI 2 152 (82,32 %)
NON 462 (17,67 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 710 ;
Abs. 16,96 % ; Exp. 6 611. Chânc. 984 (13,09) ; La Pen. 583 (8,51).

CANTELEU

Ins. 6 554 ; Vol. 3 167
Abs. 63,40 % ; Exp. 2 891

OUI 2 462 (85,16 %)
NON 429 (14,83 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 893 ;
Abs. 20,00 % ; Exp. 6 764. La Pen. 874 (12,92) ; Chânc. 700 (10,34).

DARNETEAU

Ins. 6 062 ; Vol. 1 922
Abs. 68,29 % ; Exp. 1 741

OUI 1 430 (82,13 %)
NON 311 (17,86 %)

24 avril 1988. - Vol. 4 590 ;
Abs. 24,86 % ; Exp. 4 520. Chânc. 576 (12,74) ; La Pen. 507 (11,21).

DEVILLE-LES-ROUEN

Ins. 7 878 ; Vol. 2 659
Abs. 66,24 % ; Exp. 2 421

OUI 1 949 (88,50 %)
NON 472 (19,49 %)

24 avril 1988. - Vol. 5 799 ;
Abs. 26,06 % ; Exp. 5 668. Chânc. 723 (12,77) ; La Pen. 629 (11,11).

DIEPPE

Ins. 24 923 ; Vol. 9 151
Abs. 63,28 % ; Exp. 8 127

OUI 6 563 (88,75 %)
NON 1 564 (19,24 %)

24 avril 1988. - Vol. 8 559 ;
Abs. 17,98 % ; Exp. 20 180. Chânc. 3 340 (16,55) ; La Pen. 1 849 (9,18).

ELBEUF

Ins. 9 012 ; Vol. 2 978
Abs. 66,93 % ; Exp. 2 686

OUI 2 212 (82,35 %)
NON 474 (17,64 %)

24 avril 1988. - Vol. 6 559 ;
Abs. 23,52 % ; Exp. 6 830. La Pen. 1 045 (15,30) ; Chânc. 881 (12,89).

FECAMP

Ins. 14 120 ; Vol. 4 927
Abs. 65,10 % ; Exp. 4 392

OUI 3 566 (81,19 %)
NON 826 (18,80 %)

THONON-LES-BAINS

Ins. 17 322 ; Vol. 6 241
Abs. 63,97 % ; Exp. 5 526

OUI 4 373 (79,13 %)
NON 1 153 (20,86 %)

24 avril 1988. - Vol. 14 009 ;
Abs. 18,78 % ; Exp. 13 722. Chânc. 3 301 (24,08) ; La Pen. 2 214 (16,13).

Le taux d'abstention - 66,59 % - est supérieur à la moyenne nationale, en dépit de l'appel en faveur du « oui » lancé par des hauts parlementaires du département, les députés MM. Claude Béraud (UDF-CDS), Michel Meylan (UDF-PR), Bernard Besson (UDF-CDS), ancien ministre, maire d'Annecy, et les sénateurs, MM. Bernard Pellarin, président CDF du conseil général, Raymond Bouvier et Jacques Gollin, tous deux CDS.

Le maire d'Annecy-le-Vieux, M. Jean Brocard, député (UDF-PR), avait toutefois appelé à l'abstention ou au non.

Des cinq circonscriptions, celle de Bonneville-Chamonix s'est montrée la plus abstentionniste (71 %). La proportion de « non » n'est toutefois pas plus élevée que dans l'ensemble du département, alors que dans certains cantons de cette circonscription, comme celui de Cluses, le Front national et le CNR réalisent régulièrement des scores plus élevés que la moyenne départementale.

1 point. Grand-Quevilly, où M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, est élu, enregistre le meilleur résultat en ce qui concerne le taux de participation, avec 47,31 % de votants. Sotteville-le-Rouen et Saint-Etienne-du-Rouvray, deux autres communes de l'agglomération rouennaise, arrivent en tête pour les « oui » avec 87 % des exprimés. Ces deux villes avaient déjà établi un record avec le nombre des suffrages qui s'étaient portés sur le nom de M. Mitterrand, le 8 mai dernier.

Au Havre, municipalité à direction communale où la gauche est très largement majoritaire, la participation au scrutin est faible (32,48 %). Dans cette ville, M. Antoine Rufenacht, député RPR, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, avait manifesté son hésitation avant le scrutin, refusant publiquement le principe de l'abstention.

la Nouvelle-Calédonie

DOULENS

Ins. 4 797 ; Vol. 1 823
Abs. 61,99 % ; Exp. 1 602

OUI 1 192 (74,40 %)
NON 410 (25,59 %)
24 avril 1988. - Vol. 3 919 ;
Abs. 17,75 % ; Exp. 3 830. Chânc. 644
(16,81) ; La Pen. 532 (13,88).

PÉRONNE

Ins. 5 423 ; Vol. 2 150
Abs. 60,35 % ; Exp. 1 837

OUI 1 452 (79,04 %)
NON 385 (20,95 %)
24 avril 1988. - Vol. 4 618 ;
Abs. 16,03 % ; Exp. 4 533. Chânc. 713
(15,72) ; La Pen. 570 (12,57).

L'abstention (40,79 % de votants) est
moins forte que la moyenne nationale.
L'influence du RPR est difficile à
mesurer, aucune ville importante
n'ayant de maire de cette tendance. On
peut noter le gros score du « non » à
Doullens (25,6 %), ville dont le maire,
le sénateur Jacques Mison, n'avait
pas pris une position définitive de celle
de son parti. Le CDS. M. Le Pen avait
obtenu 13,89 % des voix à Doullens.

Antérieurement, dans le même canton
municipal, M. Le Pen avait obtenu de
17,74 % des voix le 24 avril dernier,
donne 22,74 % au « non ». En revanche,
Alber, dont le maire est aussi commu-
niste, vote « non » à 18,14 %, alors que
M. Le Pen n'y avait enregistré que
10,64 % des voix.

TARN

Ins. 252 418 ; Vol. 113 890
Abs. 54,88 % ; Exp. 95 743

OUI 77 021 (88,44 %)
NON 18 722 (19,55 %)
24 avril 1988. - Vol. 218 101 ;
Abs. 14,73 % ; Exp. 210 400. Chânc.
40 319 (18,18) ; La Pen. 31 110 (14,77).

ALBI

Ins. 31 605 ; Vol. 13 269
Abs. 58,01 % ; Exp. 11 473

OUI 9 532 (83,08 %)
NON 1 941 (16,91 %)
24 avril 1988. - Vol. 28 943 ;
Abs. 18,33 % ; Exp. 28 011. Chânc.
5 171 (20,42) ; La Pen. 3 060 (10,88).

CARMAUX

Ins. 8 827 ; Vol. 4 041
Abs. 54,22 % ; Exp. 3 636

OUI 3 279 (89,68 %)
NON 377 (10,31 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 128 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 6 841. Chânc. 918
(13,32) ; La Pen. 561 (7,83).

CASTRES

Ins. 30 319 ; Vol. 12 904
Abs. 57,43 % ; Exp. 10 909

OUI 8 161 (74,80 %)
NON 2 748 (25,19 %)
24 avril 1988. - Vol. 25 393 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 24 775. La Pen.
5 284 (21,20) ; Chânc. 4 787 (19,28).

GRAULHET

Ins. 8 804 ; Vol. 3 835
Abs. 56,44 % ; Exp. 3 202

OUI 2 534 (79,13 %)
NON 668 (20,86 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 841 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 7 430. La Pen.
1 384 (18,78) ; Chânc. 1 308 (17,58).

MAZAMET

Ins. 8 653 ; Vol. 3 472
Abs. 59,97 % ; Exp. 2 943

OUI 2 182 (74,14 %)
NON 761 (25,85 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 583 ;
Abs. 18,11 % ; Exp. 7 419. Chânc. 1 748
(23,58) ; La Pen. 1 408 (18,97).

Dans la cité minière de Carmaux, la
large majorité de gauche, les « oui »
atteignent 99,68 % alors qu'ils ne repré-
sentent que 74,14 % à Mazamet, ville
de M. Jacques Linac, député RPR,
ancien secrétaire d'Etat, et 74,80 % à
Castres, ville de M. Bernard Anthony,
un des responsables du Front national.

TARN-ET-GARONNE

Ins. 143 945 ; Vol. 62 401
Abs. 56,64 % ; Exp. 53 379

OUI 41 518 (77,71 %)
NON 11 861 (22,22 %)
24 avril 1988. - Vol. 122 089 ;
Abs. 16,11 % ; Exp. 121 313. Chânc.
24 351 (20,40) ; La Pen. 18 123 (15,18).

MONTAUBAN

Ins. 34 812 ; Vol. 15 400
Abs. 55,76 % ; Exp. 13 516

OUI 10 464 (77,41 %)
NON 3 052 (22,58 %)
24 avril 1988. - Vol. 27 710 ;
Abs. 16,87 % ; Exp. 27 150. Chânc.
5 489 (20,21) ; La Pen. 4 206 (15,49).

CASTELSARRASIN

Ins. 13 175 ; Vol. 3 376
Abs. 58,70 % ; Exp. 2 981

OUI 2 389 (80,14 %)
NON 592 (19,85 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 716 ;
Abs. 17,81 % ; Exp. 8 562. La Pen.
1 084 (16,51) ; Chânc. 1 059 (16,13).

MOISSAC

Ins. 8 610 ; Vol. 3 391
Abs. 60,61 % ; Exp. 2 926

OUI 2 233 (76,31 %)
NON 693 (23,68 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 995 ;
Abs. 19,54 % ; Exp. 6 833. La Pen.
1 351 (19,77) ; Chânc. 1 304 (19,08).

Le Tarn-et-Garonne fait mieux que
la moyenne nationale, avec 44,23 % de
participation. Seul le petit canton de
Larès atteint un taux de participation
voisin de 50 %.

VAR

Ins. 539 834 ; Vol. 186 923
Abs. 65,37 % ; Exp. 169 472

OUI 114 400 (67,50 %)
NON 55 072 (32,49 %)
24 avril 1988. - Vol. 440 097 ;
Abs. 18,90 % ; Exp. 433 521. La Pen.
108 752 (25,08) ; Chânc. 96 320 (19,91).

TOULON

Ins. 114 505 ; Vol. 36 089
Abs. 68,48 % ; Exp. 33 343

OUI 21 836 (63,08 %)
NON 12 307 (36,91 %)
24 avril 1988. - Vol. 89 719 ;
Abs. 22,08 % ; Exp. 88 558. La Pen.
23 948 (27,04) ; Chânc. 16 571 (18,71).

DRAGUIGNAN

Ins. 19 150 ; Vol. 7 257
Abs. 62,10 % ; Exp. 6 550

OUI 4 647 (70,94 %)
NON 1 903 (29,05 %)
24 avril 1988. - Vol. 16 880 ;
Abs. 22,67 % ; Exp. 16 018. La Pen.
3 482 (22,61) ; Chânc. 2 930 (19,03).

FREJUS

Ins. 22 440 ; Vol. 6 885
Abs. 70,62 % ; Exp. 6 214

OUI 3 876 (62,37 %)
NON 2 338 (37,62 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 227 ;
Abs. 22,67 % ; Exp. 18 018. La Pen.
6 096 (28,11) ; Chânc. 3 880 (21,38).

LA GARDE

Ins. 14 208 ; Vol. 5 295
Abs. 62,73 % ; Exp. 4 884

OUI 3 319 (67,95 %)
NON 1 565 (32,04 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 880 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 11 583. La Pen.
2 988 (25,84) ; Chânc. 1 918 (16,83).

HYÈRES

Ins. 30 514 ; Vol. 10 003
Abs. 67,21 % ; Exp. 9 015

OUI 5 921 (65,67 %)
NON 3 094 (34,32 %)
24 avril 1988. - Vol. 25 289 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 24 883. La Pen.
6 288 (25,84) ; Chânc. 5 888 (23,70).

SAINT-RAPHAËL

Ins. 19 847 ; Vol. 6 108
Abs. 69,22 % ; Exp. 5 525

OUI 3 389 (61,17 %)
NON 2 145 (38,82 %)
24 avril 1988. - Vol. 16 348 ;
Abs. 18,98 % ; Exp. 16 15. Chânc.
4 521 (28,04) ; La Pen. 4 217 (26,19).

LA SEYNE-SUR-MER

Ins. 39 589 ; Vol. 12 879
Abs. 67,46 % ; Exp. 11 929

OUI 8 461 (70,92 %)
NON 3 468 (29,07 %)
24 avril 1988. - Vol. 31 799 ;
Abs. 18,12 % ; Exp. 31 216. La Pen.
7 988 (25,48) ; Chânc. 4 188 (13,46).

SIX-FOURS

Ins. 20 553 ; Vol. 6 738
Abs. 67,21 % ; Exp. 6 247

OUI 3 989 (63,23 %)
NON 2 297 (36,76 %)
24 avril 1988. - Vol. 18 308 ;
Abs. 21,19 % ; Exp. 18 051. La Pen.
4 772 (26,73) ; Chânc. 3 105 (18,34).

LA VALETTE-DU-VAR

Ins. 13 039 ; Vol. 4 275
Abs. 67,21 % ; Exp. 3 937

OUI 2 553 (64,84 %)
NON 1 384 (35,15 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 384 ;
Abs. 20,61 % ; Exp. 10 248. La Pen.
2 893 (27,83) ; Chânc. 1 828 (17,83).

Dans ce département où, au premier
tour de l'élection présidentielle, le
Front national avait recueilli les suf-
frages d'un quart de l'électorat et où,
au second tour, M. Jacques Chirac
avait assez nettement devancé M. Mi-
tterrand, les électeurs varois sont
demeurés fidèles à cette double atti-
tude: un fort pourcentage de « non »
[près d'un suffrage exprimé sur trois],
qui semble correspondre aux consignes
du FN, et une abstention (près de deux
électeurs sur trois) nettement au-dessus
de la moyenne nationale, qui paraît
traduire l'influence du RPR, et de sa cam-
pagne en faveur d'une « non-partici-
pation active ». Le cas est net à
Toulon, avec près de 37 % de « non » et
près de 68,5 % d'abstentions, et à Fréjus
(dont le maire est M. François Léonard),
où ces chiffres atteignent respec-
tivement 37,62 % et 70,63 %.

VAUCLUSE

Ins. 302 568 ; Vol. 118 003
Abs. 60,99 % ; Exp. 103 412

OUI 76 557 (74,03 %)
NON 26 855 (25,96 %)
24 avril 1988. - Vol. 255 089 ;
Abs. 16,13 % ; Exp. 248 032. La Pen.
57 724 (22,11) ; Chânc. 41 789 (16,72).

AVIGNON

Ins. 53 614 ; Vol. 24 593
Abs. 54,12 % ; Exp. 19 303

OUI 14 392 (74,55 %)
NON 4 911 (25,44 %)
24 avril 1988. - Vol. 44 781 ;
Abs. 18,97 % ; Exp. 44 030. La Pen.
10 353 (23,51) ; Chânc. 7 350 (16,89).

APT

Ins. 7 787 ; Vol. 2 706
Abs. 65,24 % ; Exp. 2 351

OUI 1 672 (71,11 %)
NON 679 (28,88 %)
24 avril 1988. - Vol. 6 142 ;
Abs. 21,96 % ; Exp. 6 014. La Pen.
1 534 (25,50) ; Chânc. 1 075 (17,87).

BOLLÈNE

Ins. 8 874 ; Vol. 3 237
Abs. 63,52 % ; Exp. 2 869

OUI 2 233 (77,83 %)
NON 636 (22,16 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 124 ;
Abs. 19,91 % ; Exp. 6 974. La Pen.
1 711 (24,53) ; Chânc. 678 (12,58).

CARPENTRAS

Ins. 16 334 ; Vol. 5 455
Abs. 67 % ; Exp. 4 784

OUI 3 230 (67,51 %)
NON 1 554 (32,48 %)
24 avril 1988. - Vol. 12 980 ;
Abs. 21,70 % ; Exp. 12 704. La Pen.
3 041 (23,97) ; Chânc. 2 191 (17,24).

CAVAILLON

Ins. 14 114 ; Vol. 4 969
Abs. 64,79 % ; Exp. 4 297

OUI 3 051 (71,00 %)
NON 1 246 (28,99 %)
24 avril 1988. - Vol. 11 615 ;
Abs. 18,05 % ; Exp. 11 358. La Pen.
2 843 (25,07) ; Chânc. 2 013 (17,78).

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

Ins. 9 443 ; Vol. 3 633
Abs. 61,52 % ; Exp. 3 192

OUI 2 369 (74,21 %)
NON 823 (25,78 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 784 ;
Abs. 19,25 % ; Exp. 7 618. La Pen.
1 861 (24,82) ; Chânc. 1 219 (15,92).

ORANGE

Ins. 16 376 ; Vol. 5 706
Abs. 65,13 % ; Exp. 4 968

OUI 3 316 (66,74 %)
NON 1 652 (33,25 %)
24 avril 1988. - Vol. 13 844 ;
Abs. 15,71 % ; Exp. 13 582. La Pen.
3 877 (27,07) ; Chânc. 2 581 (19,00).

PERTUIS

Ins. 9 334 ; Vol. 3 591
Abs. 61,52 % ; Exp. 3 190

OUI 2 403 (75,32 %)
NON 787 (24,67 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 870 ;
Abs. 14,86 % ; Exp. 7 617. La Pen.
1 862 (24,07) ; Chânc. 1 113 (14,23).

LE PONTET

Ins. 9 267 ; Vol. 3 591
Abs. 61,24 % ; Exp. 3 161

OUI 2 210 (69,91 %)
NON 951 (30,08 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 938 ;
Abs. 14,66 % ; Exp. 7 803. La Pen.
2 114 (27,08) ; Chânc. 1 088 (14,07).

SORGUES

Ins. 10 073 ; Vol. 3 686
Abs. 63,40 % ; Exp. 3 285

OUI 2 289 (69,68 %)
NON 996 (30,31 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 300 ;
Abs. 18,00 % ; Exp. 8 141. La Pen.
2 829 (31,08) ; Chânc. 1 011 (12,41).

La participation a été moins faible à
Avignon (40,27 %) que dans l'ensemble
du département (39 %). Pour le maire
RPR du chef-lieu, M. Jean-Pierre
Roux, la consultation constitue « un
flacou indéniable pour le gouverne-
ment ».

Le « non » franchit la barre des 30 %
dans quatre principales communes
voisines: Carpentras, Le Pontet,
Sorgues et Orange. Dans cette dernière
ville, le « non » représente 33,25 % des
exprimés.

VENDÉE

Ins. 363 339 ; Vol. 134 240
Abs. 63,03 % ; Exp. 112 271

OUI 92 683 (82,55 %)
NON 19 588 (17,44 %)
24 avril 1988. - Vol. 313 778 ;
Abs. 13,90 % ; Exp. 306 541. Chânc.
74 923 (24,51) ; La Pen. 28 588 (8,89).

LA ROCHE-SUR-YON

Ins. 30 419 ; Vol. 12 785
Abs. 57,97 % ; Exp. 11 240

OUI 9 763 (86,85 %)
NON 1 477 (13,14 %)
24 avril 1988. - Vol. 25 246 ;
Abs. 16,44 % ; Exp. 24 730. Chânc.
4 186 (16,84) ; La Pen. 1 847 (8,68).

CHALLANS

Ins. 10 091 ; Vol. 3 401
Abs. 66,29 % ; Exp. 2 870

OUI 2 396 (83,48 %)
NON 474 (16,51 %)
24 avril 1988. - Vol. 8 466 ;
Abs. 16,38 % ; Exp. 8 214. Chânc. 2 010
(24,47) ; La Pen. 703 (8,55).

FONTENAY-LE-COMTE

Ins. 9 252 ; Vol. 3 701
Abs. 59,99 % ; Exp. 3 211

OUI 2 619 (81,56 %)
NON 592 (18,43 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 821 ;
Abs. 15,21 % ; Exp. 7 660. Chânc. 1 594
(20,80) ; La Pen. 681 (8,89).

LES HERBIERS

Ins. 8 636 ; Vol. 2 905
Abs. 66,43 % ; Exp. 2 434

OUI 2 084 (85,62 %)
NON 350 (14,37 %)
24 avril 1988. - Vol. 7 802 ;
Abs. 12,83 % ; Exp. 7 401. Chânc. 1 883
(25,44) ; La Pen. 848 (8,78).

LES SABLES-D'OLONNE

Ins. 13 104 ; Vol. 4 569
Abs. 65,13 % ; Exp. 4 043

OUI 3 142 (77,71 %)
NON 901 (22,28 %)
24 avril 1988. - Vol. 10 203 ;
Abs. 22,79 % ; Exp. 10 025. Chânc.
2 836 (25,28) ; La Pen. 1 287 (12,83).

Le « oui » obtient 82,55 % des
exprimés. C'est dans les bastions de
gauche, au sud du département
(Fontenay-le-Comte et Luçon), et à la
Roche-sur-Yon que le « oui » enregistre
les meilleurs résultats. A la Roche-sur-
Yon - municipalité socialiste - il flirte
même avec les 87 %.

Le « non » (17,44 %) fait ses meil-
leurs scores à Saint-Jean-de-Mons, à
Noirmoutier et aux Sables-d'Olonne, là
où le Front national avait fait des pro-
grès lors de l'élection présidentielle. En
Vendée, la campagne a été ardue ;
aucune personnalité politique locale
n'avait pris publiquement position.

VIENNE

Ins. 269 271 ; Vol. 102 103
Abs. 62,08 % ; Exp. 87 617

OUI 71 948 (82,11 %)
NON 15 669 (17,88 %)
24 avril 1988. - Vol. 224 480 ;
Abs. 17,14 % ; Exp. 218 448. Chânc.
47 558 (21,77) ; La Pen. 20 328 (8,30).

POITIERS

Ins. 45 010 ; Vol. 17 693
Abs. 60,69 % ;

Anniversaire

Le centenaire de la naissance du « Père de l'Europe »

Sur les traces de Jean Monnet...

Mais où sont passées les deux bergères profondes et amples ? En quittant la maison fraîchement rénovée où vécut Jean Monnet, à Bazoches-sur-Guyonne, le visiteur s'inquiète. Venu pour humer, presque s'introïdure par effraction dans le cadre qui fut celui du « Père de l'Europe », il éprouve cette légère frustration des amoureux à qui l'on a dérobé leur ration de fétichisme. Les documents photographiques sur lesquels il a si longtemps rêvé, ces clichés historiques pris dans le grand salon avec ces bibus campagnards chargés de livres aux anciennes reliures, le cheval de bois de Silvia Monnet en arrière-plan et ces deux bons gros fauteuils, cousins et jumeaux tendus de velours cramoisis, ce peut-il qu'ils ne renvoient plus à rien ?

Hier encore — enfin, il y a quarante ans — le général Eisenhower et son ami Monnet les ont tournés vers la cheminée. On les imagine, discutant là, au coin du feu, dans un anglais fonctionnel, de l'approvisionnement en blé de la France au lendemain de la Libération ou du plan Marshall. Mais aujourd'hui, les bergères ont disparu, laissant place à un bonnet musée déclinant, paucun après paucun, les grandes étapes de la carrière d'un homme qui aura traversé le siècle (1888-1979) sans se faire connaître du public mais au service de tous.

Ces sacrés fauteuils, il faut donc aller les dénicher à Lausanne, au siège de la Fondation Jean-Monnet, pour compléter le puzzle. Ils vous attendent bien sagement, bien au large, dans le grenier de la ferme de Dorigny, désormais haut-lieu de la mémoire européenne puisque quelques douze tonnes d'archives y reposent tranquillement. C'est là, dans ce morceau de campagne vaudoise grignotée par le campus universitaire de Lausanne, qu'attendent quelques meubles rescapés de la maison de Bazoches. Les bergères, bien sûr, sur lesquelles un esprit avisé et pieux a déposé de petits cartons blancs, « Ne touchez pas, SVP », un canapé à dos droit de même facture, et une table basse de

bois brun, anodine pour le pèlerin non averti.

Arrêtez-vous quelques secondes. « L'Europe est née là », vous diront. Et c'est vrai. Car c'est autour de ce meuble sans prétention mais de bon aloi que se sont réunis, fin avril 1950, Paul Reuter, professeur de droit, Étienne Hirsch, collaborateur et compagnon de Jean Monnet, et « l'homme d'Etat du monde » — selon la formule lancée un jour par John Kennedy — pour rédiger, tout un dimanche, le projet de ce qui allait devenir le plan Schuman : la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

La maison natale à Cognac

Faut-il regretter aujourd'hui qu'aucun lieu ne préserve vraiment ce qui fut le cadre de vie de Jean Monnet ? Faut-il répudier cette nostalgie comme vaine et passablement sentimentale ? Laissons ce débat, en remarquant simplement qu'en dehors de ses fidèles, le « Père de l'Europe » ne fut l'objet, durant presque dix ans, que de fort peu d'attentions de la part de ses concitoyens.

Sa maison natale à Cognac, au numéro 5 de la rue Neuve-des-Remparts, a tout juste reçu l'accolade solennelle d'une belle plaque commémorative, la semaine dernière. Une maison modeste, qui ne reflète pas la position bourgeoise occupée, à la fin du dix-neuvième siècle, par sa famille. Une maison de deux étages, en plein centre-ville, qui fut, pour partie, l'habitation d'un artisan sellier il y a quelques décennies, comme en témoignent encore de grosses lettres noires délavées sur la façade : « Sellerie-Carrosserie ».

Cognac n'a pourtant pas tout perdu et conserve — dans son patrimoine privé — une « maison bourgeoise », comme on dit au bord de la Charente, solidement bâtie, en retrait, 52, avenue Frino-Martell, anciennement rue de Pons, sur laquelle flotte jour et nuit ce parfum

Le centenaire de la naissance de Jean Monnet — né le 9 novembre 1888 — sera marqué mercredi par le transfert des cendres du « Père de l'Europe » au Panthéon. Un hommage lui sera rendu par le président de la République en présence des chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Une visite à Cognac, sa ville natale, à Bazoches-sur-Guyonne, où il résida — entre deux voyages — de 1945 à sa mort, en 1979, et à Lausanne, où se trouvent l'ensemble de ses archives, nous a montré que le culte de Jean Monnet, s'il a toujours eu ses fidèles dans le monde entier, a jusqu'à présent peu mobilisé ses concitoyens.

d'alcool vieilli que l'on appelle ici la « part des anges ». C'est que cet hôtel particulier trapu dissimule mal derrière lui les longs chais gris où reposent les eaux-de-vie dans leurs fûts de chêne. De ces « caves » en rez-de-chaussée sortent de nos jours, comme il y a un siècle, les cognacs Jean-Gabriel Monnet — le nom du père de Jean — surtout appréciés en République fédérale d'Allemagne et dans les pays scandinaves.

Voilà près de trente ans, en 1961, que Jean Monnet et sa famille ont cédé la quasi-totalité de leurs parts de cette société. Mais le nom demeure, préservé de toute manipulation publicitaire par une clause juridique. Le nom demeure, et rien d'autre, car la maison patricienne a perdu son odeur et son charme au cours de plusieurs restaurations coups de balai. Plusieurs parquets et cheminées, l'escalier et quelques trumeaux ont été préservés de la tourmente mais il faut vraiment beaucoup de talent pour imaginer qu'il y eut au premier étage, à la place des bureaux spacieux et fonctionnels que l'on découvre, quatre chambres et quatre salles de bain, suffisamment donc pour héberger, selon la tradition, les clients étrangers de passage.

« Cognac est un alambic », a pu écrire François Fontaine, dans un beau texte (1). Jean Monnet y a acquis la patience et la concentration. Mais il fut, dès l'âge de seize ans, un citoyen du monde, d'abord pensionnaire en Grande-Bretagne, pour apprendre l'anglais, puis commis voyageur des cognacs Jean-Gabriel Monnet aux Etats-Unis, en Suède, en Russie, en Egypte...

Même chargé, plus tard, d'organiser le ravitaillement des Français à partir de Londres, en 14-18, ou encore secrétaire général adjoint de la Société des nations à Genève, de 1920 à 1923, sauveur du zloty polonais et du leu roumain, monnaies en perdition dans les années 20, banquier à San-Francisco, conseiller financier du gouvernement chinois à Shanghai, puis maître-d'œuvre financier des chemins de fer chinois, c'est toujours à Cognac qu'il revint, parfois pour remettre de l'ordre dans l'affaire familiale, toujours pour y embrasser sa mère.

De Bazoches à Lausanne

Ce n'est qu'après-guerre — il séjourna entre 1939 et 1944 à Londres, Washington, Alger, puis de nouveau à Washington, à la demande successive de Churchill, Roosevelt et de Gaule — qu'il acheta une propriété à Honjurray, commune de Bazoches. Une maison basse, coiffée de chaume et rehaussée de pierre, dont les sols de terre battue étaient recouverts de briques à l'ancienne. Une maison prise dans les vallonnements de l'Île-de-France, non loin des premiers contreforts de la forêt de Rambouillet.

Jean Monnet avait pris l'habitude de vivre à la campagne. Il n'était pas question pour lui de changer. A l'âge de vingt ans, il avait découvert, dans les Rocheuses, le plaisir et la nécessité de la marche à pied pour libérer son esprit des soucis médiocres, puis se concentrer sur une idée. Un art de vivre. C'est donc par une marche

rituelle, gros godillots cloutés aux pieds, canne à la main et chapeau de pluie sur la tête, qu'il commençait chaque journée, avant de rejoindre son travail à Paris : rien moins que d'organiser le plan, cette « ardente obligation », et d'œuvrer inlassablement pour l'Europe.

De cette maison, il reste les murs, le toit, une partie du jardin, à défaut du mobilier, des sols et de ce je-ne-sais-quoi qui vous donne l'impression de sentir une présence. Parce qu'il eut une vie d'errance — grand financier et grand « diplomate » — peut-être Jean Monnet crut-il qu'il lui suffirait de mettre à l'abri ses précieuses archives pour tout préserver. Aussi, en achetant, voici quelques années, la maison de Bazoches et en créant le musée pédagogique et froid que l'on sait, le Parlement européen a-t-il peut-être répondu au vœu secret d'un homme tout entier au par une seule obsession : faire l'Europe. Rien d'impossible à cela.

Mais il faut alors impérativement se rendre à Lausanne — et plus précisément à la ferme de Dorigny, entièrement aménagée pour édifier le culte du Monnet — non pas pour

sentir le père de l'Europe mais pour le comprendre, pour saisir l'ampleur de ses vues et l'ampleur de son acharnement. Les documents originaux sont là, soigneusement archivés, qui témoignent de l'entêtement de Jean Monnet à promouvoir son idée fixe.

En regard, les quelques effets personnels du grand homme qui ont pu être récupérés semblent, de fait, bien pâles. Mais au moins rassurants. Cette vieille canine de fer, dans laquelle Monnet serrait ses papiers les plus secrets en 1939-1940, à Londres, ce renard, symbolisant ruse et intelligence, cette abeille représentant le travail et ce hrisson la prudence, animaux de paille remis amicalement par un syndicaliste européen, ces livres offerts au « petit Jean » par son père, n'humanisent-ils pas une figure en passe de devenir un pur concept ?

Un peu de chair ne peut faire de mal à l'Europe.

LAURENT GRELSAMER.

(1) Plus loin avec Jean Monnet, Fondation Jean Monnet, pour l'Europe, 80 p. 1983.

• La Maison de Jean-Monnet. — On peut visiter la Maison de Jean-Monnet tous les jours, de 14 heures à 18 heures, sauf le lundi et le mardi. L'entrée est gratuite. Située à proximité du château de Pontchartrain, la Maison de Jean-Monnet se trouve à Bazoches-sur-Guyonne, près de Montfort-l'Amaury (Yvelines).

• Pour tous renseignements, téléphoner au 16-1 34-86-12-43.

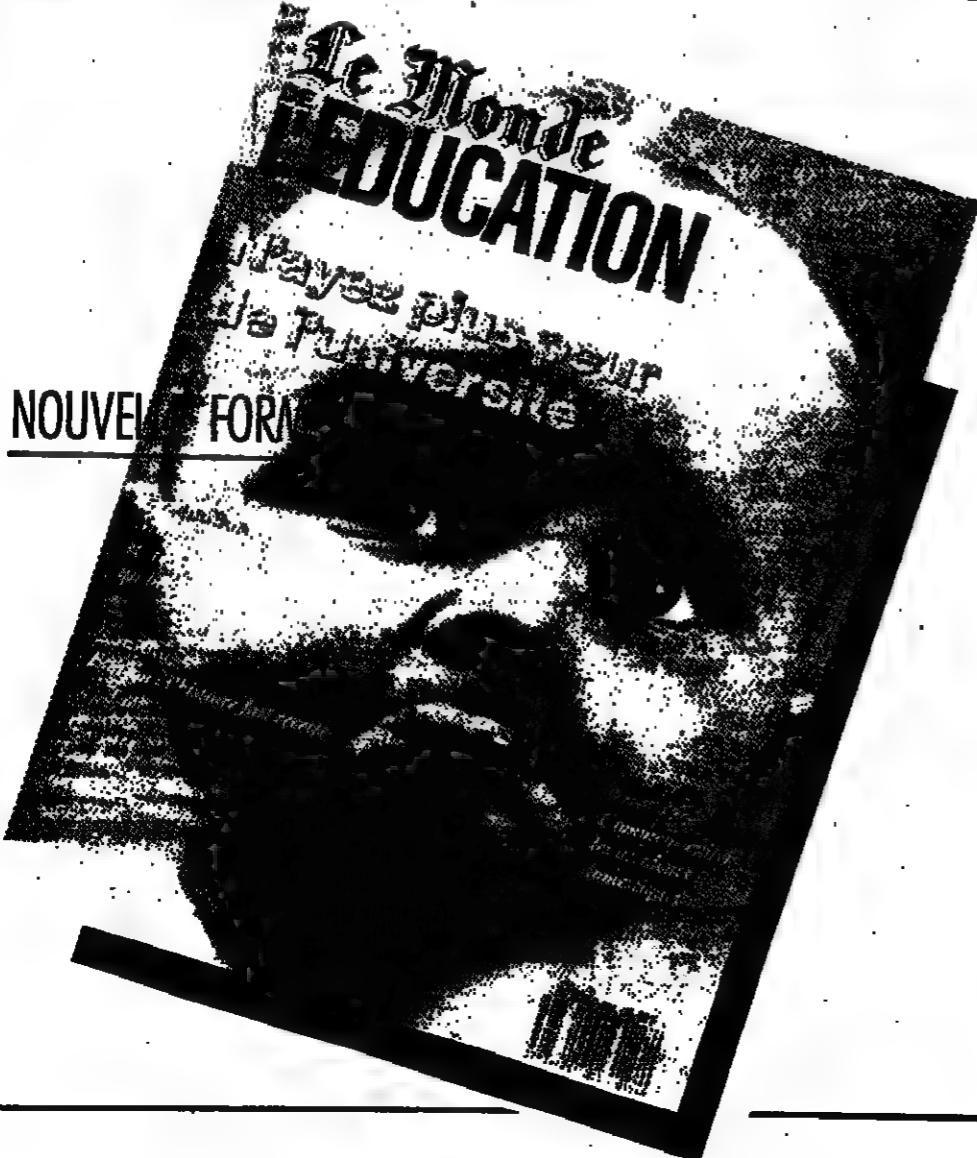
• La Fondation Jean-Monnet pour l'Europe. — La Fondation Jean-Monnet pour l'Europe a été créée par acte notarié, le 4 octobre 1978, sur délegation de Jean Monnet, six mois avant sa mort. C'est le professeur Henri Rieben, titulaire de la chaire d'intégration européenne de l'université de Lausanne, qui la préside comme le lui avait demandé son ami. La fondation met à la disposition des chercheurs les archives de Jean Monnet. Toutes ne sont cependant pas classées. Les documents relatifs à la jeunesse du « Père de

l'Europe » et ceux concernant son activité au sein du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe (1955-1975) n'ont pas encore été dépouillés. Une photothèque propose un choix d'environ deux mille clichés. D'autre part, la Fondation s'est notamment enrichie des papiers européens de Robert Schumann, ministre français des affaires étrangères de juillet 1948 à janvier 1953, et ceux de Robert Marjolin, vice-président de la Commission européenne de 1958 à 1967.

Enfin, le Centre de recherches européennes a publié depuis 1957 plus de cent soixante-dix ouvrages consacrés à l'Europe. Plusieurs textes de Jean Monnet ont ainsi été publiés, de même que la correspondance entre Monnet et Schumann entre 1947 et 1953.

• Pour tous renseignements : Fondation Jean-Monnet, Ferme de Dorigny, CH-1015 Lausanne, Suisse. Tél. : 31/46-42-80.

Le Monde DE L'EDUCATION



N'AYEZ PLUS PEUR DE L'UNIVERSITÉ !

Des étudiants de mieux en mieux encadrés, des formations plus tournées vers la vie professionnelle, des diplômes qui résistent à la crise. Redécouvrez les universités !

AVENIR

L'évaluation des maîtrises de sciences et techniques : des diplômes performants pour des emplois qualifiés.

CULTURE

Pourquoi les romans et les livres historiques font-ils recette ?

LOISIRS

Les jeunes "accros" de la Cinémathèque.

PRATIQUE

Les enfants, premières victimes des accidents domestiques. Comment les éviter ?

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS. POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

NUMERO DE NOVEMBRE - 124 PAGES 15 F

En vente chez votre marchand de journaux



ALGÉRIE : pour lancer un programme de réformes

M. Kasdi Merbah a été nommé premier ministre

Nommer un premier ministre avec le nouveau profil du poste défini par la Constitution amendée le 3 novembre relevait de la gageure. Pourtant, le président Chadli n'a pas attendu. Quarante-huit heures après avoir « empoché » un 92,27 % de « oui » lors du référendum sur la séparation des pouvoirs entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, il a nommé M. Kasdi Merbah à cette fonction délicate.

Avec la nomination de M. Kasdi Merbah, la question de savoir si le président algérien nommerait un premier ministre à titre transitoire, pour aller jusqu'au congrès du FLN les 27 et 28 novembre puis jusqu'à la dissolution de l'Assemblée populaire nationale, ou plutôt au chef de gouvernement qui prendrait le taureau par les cornes et commencerait à mettre en application les réformes économiques, est devenue caduque. Car la personnalité même du nouveau premier ministre ne laisse place qu'à la seconde hypothèse.

L'homme est connu. « Intègre, travailleur, efficace », sont les qualificatifs qui reviennent le plus souvent dans les conversations à son sujet. Il est colonel, ce qui ne gêne rien, car cela signifie qu'il bénéficie du soutien de l'armée. Il est d'origine kabyle et réunit, forcément, tous les suffrages d'une région considérée comme particulièrement frondeuse. Il a cheminé fidèlement au côté du président Boumedienne. Au nom de ce passé, les courants de gauche, qui se manifestent de plus en plus ostensiblement, peuvent d'ores et déjà tirer la conclusion que l'ouverture économique prônée par

le président Chadli depuis trois ans ne se fera pas au détriment de la base économique et sociale sur laquelle s'appuie le système algérien. Ou, du moins, les formes seront-elles respectées. En un mot, il n'est pas question avec M. Merbah de passer du socialisme, fût-il original dans son concept algérien, au capitalisme débridé. Il y aura, peut-être une « inflexion » (ouverture), mais elle sera contrôlée : pas question, non plus, de sombrer dans le modèle égyptien que les économistes algériens redoutent à juste titre.

Le jeu des générations aidant, les Algériens sont de moins en moins nombreux à pouvoir se souvenir de l'ère Boumedienne, où la sécurité militaire — dirigée par M. Merbah — était un outil de répression efficace. Les arrestations étaient nombreuses, fréquentes, et les disparitions aussi. C'était l'époque où le régime ne reculait pas devant les assassinats politiques, qu'il ne cherchait même pas à nier.

Un nouvel équilibre

Le nouveau premier ministre apparaît d'un seul coup comme un homme de consensus. Il n'a d'ailleurs clairement affirmé, en déclarant, au sortir du bureau présidentiel, après sa nomination, qu'il allait « mener de larges consultations » pour former son gouvernement. Ce souci d'élargir l'éventail politique va dans le sens des propositions du président Chadli, qui a souhaité, dernièrement, ramener le FLN à ce qu'il était à son heure de gloire, entre 1954 et 1962 : un front politique ouvert à tous les courants. Le VI^e congrès, qui se tiendra dans trois

semaines, devrait connaître un début d'application des directives présidentielles. Quelque mille personnes invitées à participer aux travaux de l'Assemblée, au côté des élus de la base et des membres de droit (bureau politique, comité central, députés, etc.).

Le président Chadli a donc choisi un premier ministre indiscutable, dont la réputation d'efficacité est garantie de la capacité de mener à bien les réformes et de faire face à une situation économique catastrophique. Le chef de l'Etat a donc défini la politique du futur gouvernement et lui donnant pour objectif « la poursuite cohérente et organisée des réformes économiques, et principalement le passage à l'autonomie des entreprises publiques, le fonctionnement du secteur privé, et la réorganisation du système d'approvisionnement et de distribution ». Il a aussi insisté sur « l'urgence d'un programme de réformes du système éducatif et de formation sous tous ses aspects », ainsi que sur « la lutte contre la bureaucratie et le développement des infrastructures sociales ».

La nomination de M. Merbah marque aussi un nouvel équilibre qui est apparemment en train de se réaliser au sein même du « club » réformiste. Après avoir été un « bon médiateur » fervent, le nouveau chef du gouvernement s'est taillé une réputation d'efficacité comme ministre de l'Industrie lourde, puis de l'Agriculture, en démantelant notamment ce qui avait fait le singulier du système Boumedienne.

Son passage à l'agriculture est significatif. Il a periclité et redistribué à des « travailleurs du secteur » ce qui avait été auparavant nationale-

lisé et transformé en domaines socialistes autogérés, au moment de la « révolution agricole ». L'un des bastions de l'idéologie boumedienne avec « l'industrialisation industrielle ». Il incarne maintenant, à côté d'autres hommes politiques en vue, comme le ministre de l'Intérieur du gouvernement précédent, M. El Hadi Khédiri, la tendance à la fois réformiste et moderniste.

Tampon et fusible

A son nouveau poste, M. Merbah illustrera également la banalisation progressive des institutions. Il est, à la fois, le tampon et le fusible. Il doit amortir les soubresauts et les cabus de la vie politique pour que la fonction présidentielle ne soit en aucun cas soumise au aléas de la conjoncture. Il portera sa part du mécontentement populaire. Le président pourra alors en jouer comme d'une soupape de sécurité, pour se protéger lui-même. Mais, ce renforcement de la fonction présidentielle a pour corollaire un pas vers « plus de démocratie ».

Le premier ministre est maintenant responsable de sa politique devant l'Assemblée, qui jugera son programme et ses actes. Bien sûr, tant que celle-ci reflète le parti tout-puissant, la réforme constitutionnelle est vide de sens. Cependant si, à terme, les députés sont élus sur des critères indépendants de leur appartenance au parti, le Parlement deviendra un élément moteur de la vie politique algérienne, en d'autres termes, un tremplin pour la démocratie.

FREDERIC FRITSCHER.

TUNISIE

Le président Ben Ali a gracié tous les condamnés politiques

TUNIS
de notre correspondant

Il n'y a plus de condamnés politiques dans les prisons tunisiennes après les nouvelles mesures de grâce décrétées, samedi 5 novembre, par le président Ben Ali, à l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir.

Bénéficiaire de ces mesures, quatre-vingt-huit condamnés, parmi lesquels des dirigeants et militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI), encore détenus depuis leur procès de septembre 1987 devant la Cour de sûreté de l'Etat, ou qui, après être rentrés en Tunisie et avoir fait opposition à leur condamnation par contumace, s'étaient vu infliger des peines d'emprisonnement qui n'avaient pas été mises à exécution (Le Monde du 22 septembre) ; une vingtaine de membres d'un groupe se réclamant du Jihad islamique, emprisonnés depuis leur condamnation, en juillet 1988, pour attaque à main armée ; neuf militants appartenant à des courants de gauche (1), condamnés il y a plusieurs années, mais demeurés en liberté et qui recourent, du même coup, leurs droits civiques, contrairement aux islamistes (2).

D'autre part, le chef de l'Etat a ordonné l'arrêt des poursuites judiciaires à l'encontre de soixante-dix personnes « qui n'ont ni prêté ni planifié la violence » : elles étaient impliquées dans un réseau proche de la

mouvement islamique, qui préparait des actions terroristes et dont le démantèlement, à la fin de novembre 1987, avait entraîné quelque cent cinquante interpellations. Cette affaire, dans laquelle des officiers de l'armée, des policiers et des douaniers sont compromis, doit être apaisée devant la justice militaire à une date qui n'a pas encore été fixée. Enfin, outre la levée d'une soixantaine d'assignations à résidence, M. Ben Ali a réduit ou annulé le reliquat des peines de deux mille trente et un condamnés de droit commun, dont quatre cent soixante-quatre ont, ainsi, recouvré la liberté.

La Ligue tunisienne des droits de l'homme s'est aussitôt félicitée de ces mesures et a souhaité, dans un communiqué, « que l'ère du jugement et de l'emprisonnement des personnes ayant des opinions différentes soit définitivement révolue ».

Depuis le 7 novembre 1987, plus de huit mille personnes ont bénéficié de mesures de grâce présidentielle.

MICHEL DEURÉ.

(1) Dont M. Nejib Chabbi, secrétaire du Rassemblement socialiste progressiste, récemment reconnu (Le Monde du 15 septembre).

(2) « L'émir » du MTI, M. Rachid Choukri, gradé en mai dernier, après sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité en septembre 1987, s'est vu remettre son passeport récemment.

Un homme de dossiers

ALGER
de notre correspondant

Il s'appelle Abdellah Khelif. Mais on le connaît sous le nom de Kasdi Merbah, le pseudonyme qu'il s'était choisi pendant la guerre d'indépendance. Ce quinquagénaire d'origine kabyle, est premier ministre de l'Algérie depuis le samedi 5 novembre. Ainsi en a décidé le président Chadli qui devait annoncer rapidement cette nomination après le plébiscite du 3 novembre (Le Monde du 6 novembre). « Il est tout sur tout le monde, personne ne sait rien sur lui », disait-on de M. Merbah alors qu'il dirigeait l'omnipotente sécurité militaire, la redoutée « SM », à l'époque du président Boumedienne. De fait, le nouveau premier ministre est un homme secret, peu rompu aux contacts médiatiques, bien qu'il appartienne depuis toujours aux instances dirigeantes algériennes.

Habile manœuvrier

Il était membre de l'Union des étudiants algériens lorsqu'il rejoignit le maquis dans la Wilaya V, après la grève des étudiants de 1956. Quatre ans plus tard, ses qualités d'organisateur le font remarquer et nommer à la tête du service des renseignements opérationnels, à l'état-major de l'ALN (armée de libération nationale). M. Kasdi Merbah, en dépit de son jeune âge, a participé aux négociations qui devaient déboucher sur l'indépendance de son pays : aux rencontres secrètes des Rousses en 1961, puis aux multiples entretiens d'Evian auxquels il assistait en qualité d'expert militaire au sein de la délégation officielle du FLN, ce qui lui valut d'être parmi les négociateurs des dispositions militaires des accords d'Evian en 1962.

Après l'indépendance de l'Algérie, et la création du ministère de la Défense nationale, il est nommé directeur de la sécurité militaire, un poste qu'il occupera jusqu'à la mort du président Boumedienne, dont il a été l'un des plus proches collaborateurs. Il

avait, du reste, participé activement au coup d'Etat du 18 juin 1965 qui avait porté le colonel Houari Boumedienne au pouvoir. Sa fidélité ne fut jamais prise en défaut. Il fut l'un des promoteurs algériens des « non-alignés », et prit une part importante à l'orga-



nisation de la deuxième conférence de l'Organisation qui se tint à Alger en 1973.

M. Kasdi Merbah est sorti de l'ombre, où il avait maintenu sa fonction, en décembre 1978, au moment de la mort du président Boumedienne, dont la longue agonie avait ouvert une guerre de succession entre MM. Abdelaziz Bouteflika, le père de la diplomatie algérienne et le colonel Yahiaoui, un homme fort du parti. Ses qualités d'habile manœuvrier étaient alors apparues. C'est lui qui — après avoir acquis la conviction que son passé et ses origines kabyles lui interdisaient de prétendre à la magistrature suprême — avait fait désigner à l'appui d'indépendance, lors du IV^e congrès du FLN en janvier 1979, le colonel Chadli Bendjedid, comme seul candidat à la présidence de la République, en sa qualité d'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Au terme de ce congrès, il est nommé membre du bureau politique du comité central du FLN. Il y restera jusqu'à ce que le président Chadli contracte le BP, de dix-sept à sept membres seulement en juin 1980. Il y reviendra cependant quatre ans plus tard, en qualité de membre suppléant.

Il est écarté de la direction de la sécurité militaire par le président Chadli, qui le nomme secrétaire général du ministère de la défense au mois de mai 1979, puis vice-ministre du même département au mois de juillet 1980. M. Kasdi Merbah entame alors une carrière gouvernementale interrompue qu'il reprendra au poste de chef de gouvernement. Entre-temps, il succède à M. Lyssine, au ministère de l'Industrie lourde, le 12 janvier 1982, prenant à l'occasion des fonctions « définitivement civiles ».

Il reste à ce poste jusqu'au mois de janvier 1984 où il devient ministre de l'Agriculture. Il conserve ce portefeuille jusqu'au 15 février 1988, date à laquelle le président Chadli le nomme ministre de la Santé en remplacement de M. Djamel Houhou.

M. Kasdi Merbah, qui est licencié en droit, passe pour un homme de culture. Il a une solide réputation de travailleur acharné. « C'est un homme de dossier, efficace et méthodique », disent volontiers ses collaborateurs qu'il entraîne pourtant souvent sur le terrain, où ses tournées fréquentes sont redoutées. Le 1^{er} octobre, alors que Bab-el-Oued allait s'enflammer dans la nuit, il avait accompagné le président Chadli dans une visite d'inspection dans la wilaya (département) de Médéa, à une centaine de kilomètres d'Alger. Il avait fait au président les honneurs d'un centre de production d'antibiotiques qu'il venait de réorganiser, en quelques mois, alors que le secteur du médicament demeure crucial pour l'Algérie.

F. F.

Les relations jordano-palestiniennes

Le divorce entre les deux rives du Jourdain semble inexorable

AMMAN
de notre envoyée spéciale

La reprise du dialogue, le 22 octobre, entre le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'OPLP, M. Yasser Arafat, a eu pour premier effet positif de rassurer quelque peu les Palestiniens de Jordanie, ou plutôt, devraient-ils l'appeler aujourd'hui, les Jordaniens d'origine palestinienne. Mais elle ne freinera pas l'inexorable mouvement de rupture entre les deux rives du Jourdain amorcé par le souverain hasémite le 31 juillet. Les retombées de la décision du roi n'ont pas fini de se faire sentir. Déjà, les premières mesures sont entrées en vigueur à Amman. Elles ont pour conséquence ultime de faire des Jordaniens et des Palestiniens des peuples frères « frères », mais indépendants.

En ce sens, il y a quelque déception à repérer avec insistance, comme le font les dirigeants égyptiens, de la Confédération jordano-palestinienne. Une telle éventualité, prévue dans les diverses résolutions du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) n'a toujours été envisagée, côté palestinien, qu'après l'établissement d'un Etat indépendant. Du côté jordanien, on insiste aujourd'hui sur le même point. La délégation commune jordano-palestinienne — tout comme une future confédération — étaient, avant le 31 juillet, soulignée-t-on à Amman, un moyen offert à l'OPLP pour lui permettre d'accéder à la table de négociations. Cela, ajoutent-ils, est déposé. « Une confédération, affirme un haut responsable jordanien, ne peut se faire qu'entre deux Etats. La Jordanie existe, tandis que l'Etat palestinien reste à créer. Encore faudrait-il consulter les deux peuples pour connaître leur décision à ce sujet ».

En attendant, le souci est plutôt en Jordanie de bien séparer les deux entités constituant les deux rives du Jourdain, unies depuis 1950, pour réorganiser la vie du royaume en conséquence. Comme le souligne un officiel : « la décision de rupture nous a fait reprendre conscience de notre identité jordanienne, et c'est à cela que nous devons travailler ».

A côté des mesures officielles, comme le remplacement à leur expiration des passeports jordaniens valables cinq ans, que possèdent les habitants de Cisjordanie, par des passeports temporaires, sortes de documents de voyage délivrés pour deux ans, ou bien la limitation à un mois de la durée maximale du séjour en Jordanie des Palestiniens des territoires occupés, d'autres mesures, plus discrètes, sont prises. Ainsi, on a récemment interdit d'importer en Jordanie tout vêtement, photo, slogan, cassette « autre que jordanien », c'est-à-dire « palestinien ». Il n'est pas étonnant que la même séparation ait été exprimée clairement par la direction avant d'être maîtrisée par les forces de l'ordre. (Reuters).

mettent pas le port dans leur établissement de vêtements paramilitaires ou de keffiyeh sur lesquels sont imprimés des photos ou slogans autres que jordaniens va dans le même sens.

Le gouvernement jordanien règle le sort des Palestiniens au cas par cas, ce qui lui laisse une marge d'appréciation non négligeable, notamment pour décider, dans des occasions litigieuses, qui est jordanien et qui est palestinien. On reconnaît d'ailleurs dans certaines administrations que la distinction, sur des critères purement objectifs, est quasiment impossible à faire, tant les deux peuples sont liés.

Une crise économique sans précédent

Toutefois, les conséquences ne se sont pas fait attendre pour les Palestiniens des territoires occupés, déjà beaucoup moins nombreux à se rendre en Jordanie. La rupture a en particulier frappé les étudiants, qui ont vu réduire drastiquement leur possibilité d'accès aux universités jordaniennes. Du fait que ces derniers sont considérés aujourd'hui comme des étrangers, leur quota d'admission dans les établissements jordaniens — lesquels sont, il est vrai, déjà surpeuplés — a été ramené à celui des étudiants en provenance d'autres pays arabes, soit 3 % du total, au lieu de 10 %. Or, ils ne bénéficient pas non plus des facilités réciproques accordées dans chaque université du monde arabe aux étudiants des pays frères, dans la mesure où ils ne sont plus comptabilisés sur le quota jordanien.

Pour être discutés dans son application, la rupture n'en a pas moins des conséquences politiques et économiques qui n'avaient pas été sérieusement envisagées. Si le divorce entre les deux rives du Jourdain n'est pas à l'origine de la crise économique sans précédent que traverse la Jordanie, il reste que la rupture est intervenue au plus mauvais moment, et qu'elle a aggravé la situation, notamment monétaire du pays.

Outre le fait que les Cisjordanien détiennent 15 à 20 % des moyens de paiement jordaniens, ils avaient en dépôt, au 31 juillet, sur des comptes en dollars en Jordanie l'équivalent de 600 à 800 millions de dollars. Brusquement inquiets pour leur avenir, ils ont voulu changer ces dollars en dinars, aggravant ainsi la pression sur la monnaie jordanienne, qui a perdu, depuis le début de l'année, 30 % de sa valeur par rapport au dollar.

On estime que les Cisjordanien ont retiré 200 à 300 millions de dollars de leurs comptes en Jordanie. Compte tenu des maigres réserves en devises de la Banque centrale de Jordanie — 28 millions de dollars à la fin d'août —, le gouvernement fut incapable d'intervenir efficacement

pour freiner la chute du dinar. Il a donc pris la décision, le 15 octobre, de le faire flotter pour tenter d'équilibrer le taux officiel et celui du marché.

Autre conséquence de la rupture : la chute du volume des transferts d'argent des expatriés jordaniens, la plupart d'origine palestinienne, qui constituent l'une des principales sources de devises du gouvernement. On peut penser en effet que ces expatriés, dont les rentrées étaient déjà en diminution — 750 millions de dollars en 1987 contre un milliard quelque deux ans auparavant — pour d'autres raisons, notamment la crise dans le Golfe, vont se montrer plus circonspects. Pourquoi continueraient-ils d'investir dans un pays où leur avenir paraît incertain et en qui ils n'ont pas confiance ?

Tunisie

Sur le plan politique, si la rupture — et surtout la façon brutale dont elle a été décidée — a fait naître une grande inquiétude dans la société palestinienne de Jordanie, elle suscite aussi un début de revendications chez les Transjordaniens. Ceux-ci commencent à réclamer plus de possibilités d'expression politique, notamment l'élection démocratique d'un Parlement purement jordanien. Or, sur ce point, la récente prise de contrôle de la presse, pourtant peu suspecte d'opposition, par le gouvernement, n'est pas de très bon augure. En changeant autoritairement les conseils d'administration des journaux pour y mettre des hommes à sa dévotion, le gouvernement a fait disparaître ce qui subsistait d'intérêt et de ton critique, au sens positif du terme, dans la presse jordanienne. Cette dissolution autoritaire des conseils d'administration a, en outre, inquiété les milieux économiques qui y ont vu une menace d'intervention gouvernementale dans les affaires privées.

Quant au scrutin législatif, dont un décret royal publié le 2 octobre a reporté la date jusqu'à ce que le gouvernement achève l'amendement de la loi électorale en annulant les sièges des représentants de Cisjordanie, il n'est pas, à l'heure actuelle, une priorité. Elles pourraient avoir lieu dans deux ou trois ans, délai nécessaire à la clarification de la situation de tous les Palestiniens.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

(Publicité)

PARIS VA-T-IL RATER LE COCHE ?

Félicie, les opérateurs français hésitent à investir le marché turc. Comment, pourquoi s'expriment ces réticences, à l'heure où Italiens, Britanniques et Américains préparent une entrée en force.

Dans le numéro de novembre d'Arabes, en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.32.34.14

● MAURITANIE : décès d'un détenu politique. Un ancien ministre mauritanien de la santé, M. Djigo Tefirou, est décédé le mois dernier en détention, a-t-on déclaré dimanche 6 novembre, de source autorisée à Nouakchott. Le décès, survenu dans la prison de Waletta (sud-est de la Mauritanie), est le quatrième affectant un détenu négro-mauritanien dans cet ancien fortin français de la colonisation française. M. Djigo Tefirou avait été condamné en septembre 1986 après la perquisition, trois mois plus tôt, du Manifeste du Négro-Africain opprimé. Deux autres hommes, condamnés dans le cadre de la

même affaire, Tène Youssouf Gueye, écrivain, et le lieutenant Ba Allassane Oumar, avaient, eux aussi, trouvé la mort ces dernières semaines dans la même prison. — (AFP).

● MAURICE : Attentat manqué contre le premier ministre. — Le premier ministre mauricien, M. Anerood Jugnauth est sorti indemne d'une tentative d'attentat perpétrée, dimanche 6 novembre, par un prêtre hindou de soixante-huit ans. L'assassin, armé d'un revolver, a eu le temps de tirer à deux reprises dans sa direction avant d'être maîtrisé par les forces de l'ordre. — (Reuters).

Amériques

ÉTATS-UNIS : l'élection présidentielle

Dukakis l'obstiné contre Bush le favori

CUBA
Les difficultés
de la vie quotidienne
s'aggravent

La Havane. — Le constat est général à La Havane : les difficultés de la vie quotidienne de la population cubaine s'aggravent alors que le ton des autorités s'est durci face à un mécontentement grandissant. Depuis deux mois, une dégradation sensible de la distribution, notamment alimentaire, s'est ajoutée aux traditionnelles difficultés de transport et de communication, et a déclenché la grève de l'homme de la rue.

Signe des temps, le quotidien du Parti communiste cubain, *Granma*, a reconnu, mardi 1^{er} novembre, les difficultés qui existent à La Havane dans la distribution du lait frais, de l'huile et de la viande.

La presse cubaine ne se réfère, en réalité, qu'à un petit bout de la partie visible de l'iceberg. Dans la capitale, des queues se forment pendant la nuit, dans l'attente de l'ouverture, le matin, des magasins généralement vides. La viande, le poisson, les produits laitiers, les légumes frais, les fruits et le café ont presque disparu des étagères. Des voyageurs venant de province font état de rationnement des œufs, devenus l'un des aliments de base de l'alimentation cubaine.

Agissant comme une sorte de baromètre du mécontentement, les *bolos* (fausses nouvelles) concernant la tenue de manifestations anti-gouvernementales ont fait leur répartition après plusieurs années d'absence. Ces rumeurs, toujours difficiles à vérifier, font le tour de La Havane en moins de vingt-quatre heures et s'amplifient : les dernières signales des concerts de casseroles dans les quartiers populaires, des marches d'insupportable à Fidel Castro dans l'obscurité des cinémas à l'heure de la projection des bandes d'actualité, et des manifestations de jeunes contestataires, réprimées par la police.

Répression contre
les « antisociaux »

Deux ans après avoir lancé la politique de « rectification des erreurs », le discours de Fidel Castro n'a pas changé : priorité à la production et à l'exportation pour juguler une dette qui a dépassé les 6 milliards de dollars et en conséquence, restriction de la consommation intérieure. Le numéro un cubain continue d'appeler à l'effort, au travail, à l'austérité et au respect de la morale révolutionnaire, seul comportement, selon lui, qui réglera la crise du pays à long terme.

Premiers visés par ce durcissement, les « antisociaux », une catégorie qui regroupe, à Cuba, aussi bien les dissidents, les spéculateurs que les vandales. Pour la première fois depuis deux ans, des dissidents — en l'occurrence des membres du groupe Pro Arte Libre — ont été arrêtés et condamnés, au mois d'octobre, à des peines de prison pour avoir voulu déposer une gerbe au pied du monument dédié au héros national cubain, José Martí. Les autorités ne cachent pas que les bornes sont dépassées quand la contestation dissidente veut s'exprimer dans la rue. La même semaine, des jeunes étaient condamnés également à des peines de prison pour avoir saccagé un autobus et, toujours en octobre, la police a opéré une rafle contre deux cent cinquante personnes spéculant sur les produits alimentaires. (AFP.)

HAÏTI

Une radio indépendante
annonce la mort
du colonel
Jean-Claude Paul

Le colonel Jean-Claude Paul aurait été retrouvé mort, le dimanche 6 novembre, à son domicile de Port-au-Prince. Selon une station de radio indépendante, Radio-Haïti Inter, il aurait été victime d'une crise cardiaque. Considéré comme l'un des hommes forts du régime du général Namphy, renversé le 17 septembre dernier, le commandant du bataillon Dessalines avait été mis à la retraite début octobre par le nouveau chef de l'Etat, le général Prosper Avril.

Maïs, surtout, le colonel Jean-Claude Paul s'était rendu célèbre après son inculpation pour trafic de drogue en mars dernier par un tribunal américain de Miami. Il était notamment accusé d'avoir mis son ranch à la disposition des trafiquants pour l'exportation de cocaïne vers les États-Unis. L'administration américaine avait fait de la mise à l'écart du colonel Paul un préalable à l'éventuelle reprise de son aide à Haïti. Au départ du colonel à la retraite, un porte-parole du département d'Etat avait déclaré : « Il s'agit d'un développement positif qui améliorera les perspectives de notre coopération dans la lutte contre le trafic de drogue. »

La mort du colonel, si elle est confirmée de source officielle, ne devrait donc guère gêner les autorités de Port-au-Prince, sinon en apparaissant trop « bienvenue ». (AFP, AP.)

(Suite de la première page.)

Mais sur certains sujets parmi les plus sensibles, l'Amérique centrale parce qu'elle est toute proche et très instable, le Proche-Orient, parce que les États-Unis y portent une responsabilité écrasante, rien de vraiment nouveau.

En revanche, combien d'efforts n'ont-ils pas été déployés par l'équipe Bush pour associer, dans l'esprit du public, M. Dukakis à Willie Horton, un assassin auto-riqué à sortir pour le week-end d'une prison du Massachusetts, et par le candidat démocrate pour accrédi-ter l'idée d'un couple « Bush-Noriega » (l'homme fort du Panama, inculpé aux États-Unis pour trafic de drogue) ?

Noirceur
l'adversaire

Cette campagne « négative », menée pour une bonne part à coup de publicités télévisées, a atteint cette année une intensité sans précédent. Sans doute parce que ni l'un ni l'autre n'avaient une aura personnelle assez forte, ni de « message » suffisamment clair à faire passer, chacun des deux candidats s'est attaché à noircir son adversaire, quitte à en donner une image caricaturale sinon mensongère.

Le Dukakis version Bush se situe ainsi à l'extrême gauche de l'opinion américaine, il est d'une faiblesse coupable à l'égard des criminels, ignore la grandeur de l'Amérique et ne songe qu'à affaiblir sa défense, en ruinant son économie sous le poids d'impôts nouveaux. Le Bush version Dukakis est, lui, le candidat des riches, un privilégié qui ignore tout du sort des Américains « comme vous et moi », un homme totalement incompétent qui a échoué dans tout ce qu'il a entrepris...

A ce petit jeu, c'est le camp républicain qui s'est révélé le plus efficace, la aussi parce que sa campagne publicitaire a été confiée à des spécialistes éprouvés, tandis que M. Dukakis a tenu à garder toutes les rênes dans ses mains, alors que ses « chevaux » tiraient à hue et à dia. Mais, au cours de la dernière quinzaine de la campagne, les démocrates ont, au moins en partie, retourné la situation en leur faveur, en se posant en « vic-

times » d'une effroyable campagne de « distortions ».

En réalité, les responsabilités sont largement partagées - la convention démocrate d'Atlanta fut un festival d'attaques personnelles blessantes contre M. Bush, et certains courtiers expédiés aux électeurs le montrent par exemple



affublé d'une tête de cochon, avec, en légende : « Voudriez-vous qu'il épouse votre sœur ? »

Mais, peut-être pour la seule raison qu'ils étaient techniquement mieux faits, ce sont les pubs républicaines qui ont marqué la campagne - les prisonniers qui ne font que passer à travers la porte-tourniquet d'une prison, les ordures et les poissons morts qui flottent dans le port de Boston (pour contrer les attaques de M. Dukakis en matière d'écologie)...

Même lorsqu'ils ont cherché, par contraste, à donner une image positive d'eux-mêmes, les candidats ont utilisé des procédés essentiellement publicitaires. Une mise en scène, un décor ou un déguisement et des petites phrases, le tout avec un objectif unique : retenir l'attention des télévisions et tenir dans le cadre standard (habituellement trente secondes) d'une séquence télévisée.

Le procédé est désormais bien connu et largement dénoncé comme artificiel. Les candidats font pourtant valoir, non sans quelque raison, que lorsqu'ils essaient de donner un peu de substance à leur propos, les médias audiovisuels ignorent leurs efforts, préférant montrer

M. Bush en train d'écailler un poisson ou M. Dukakis lançant, pour la centième fois, une balle de baseball devant un parterre de caméras.

Seule consolation pour le public, la manipulation de l'image présente certains risques : M. Dukakis n'a trompé personne en apparaissant, lourdement cas-



qué, à la tourelle d'un tank, mais il a fait beaucoup rire à ses dépens.

Un arrière-goût
déplaisant

Superficielle, fabriquée, peu satisfaisante pour l'esprit, la campagne 88 laisse incontestablement un arrière-goût déplaisant, et le fait que 60 % des démocrates et 40 % des républicains ne soient pas satisfaits du choix qui s'offre à eux ajoute au malaise général. Mais il est également vrai que les deux prétendants se sont facilement imposés au cours des primaires - M. Bush dès le mois de mars - et ont fait preuve, l'un et de l'autre, de ténacité et de solidité. Celui qui, au départ, n'était que l'un des « sept nains » démocrates, M. Dukakis, et même le plus en vue de ce lot, a rapidement pris le dessus, s'imposant comme un personnage volontaire, intelligent et, de plus, habile à recueillir des fonds considérables.

Quant à M. Bush, il lui a fallu encore moins de temps (deux mois, de janvier à mars) pour régler leur compte à ses rivaux républicains, en faisant montre, lui aussi, d'une combativité qu'on ne lui soupçonnait guère. Mais plus remarquable encore fut la

métamorphose publique d'un homme qui semblait voué à jouer les seconds rôles, parce qu'il l'avait fait modestement et loyalement aux côtés de M. Reagan.

La mue et l'envol de M. Bush sont précisément datés : c'est à la mi-août, à la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans, que M. Reagan lui a expressément passé le flambeau, que le candidat républicain a saisi d'une main ferme, surprenant ceux qui l'avaient si longtemps considéré comme un « molleson ». Mais c'est aussi à ce moment que M. Bush fit, seul, le très étrange choix du sénateur Dan Quayle pour figurer à ses côtés sur le ticket républicain, et donc, éventuellement, à la Maison Blanche. Un choix aventureux qui a conduit nombre d'Américains à s'interroger sur le jugement de M. Bush dès qu'il est tout à fait libre de ses actes.

Dans les derniers mois de la campagne, M. Bush a aussi donné de lui-même une image double, jouant à la fois les durs et les doux. « Conservateur » déclaré et partisan de la peine de mort, il a posé inlassablement au milieu de policiers, tout en souhaitant une Amérique « plus gentille ». Le message, plutôt contradictoire, semble pourtant être assez bien passé. Mais il reste assez brouillé, à l'image d'un candidat que certains soupçonnent d'avoir plus de bonnes intentions que d'idées très arrêtées.

Positions au gré
des circonstances

M. Dukakis, lui aussi, a souvent semblé flotter entre ses convictions personnelles et l'extrême prudence dont il a longtemps fait preuve au long de sa campagne. Sur bien des points, y compris sur la défense, ou sur les échanges extérieurs, il a modifié ses positions au gré des circonstances, et, pour garder encore mieux ses arrières, il a choisi comme collier un homme - le sénateur Benton - idéologiquement beaucoup plus proche de son adversaire que de lui-même.

Ce n'est qu'aux tout derniers jours de la campagne, alors que sa défaite semblait assurée et qu'il s'est résolu à jouer le tout pour le tout, que M. Dukakis a donné aux foules l'impression d'être enfin

lui-même : impression seulement, car le discours passablement démagogique qu'il s'est alors décidé à adopter s'accorde mal à la personnalité d'un homme qui a placé sa carrière politique sous le signe de la compétence et de la probité.

M. Dukakis a été handicapé par son manque de contact personnel, de chaleur, et surtout peut-être par l'impression d'arrogance qu'il donne souvent. L'un des meilleurs commentateurs américains, David Broder, du *Washington Post*, le juge en ces termes : « En démocratie, un homme qui ne sait pas écouter ne peut pas conduire, et, dans cette campagne, M. Dukakis semble avoir fort peu écouté et fort peu appris. »

M. Reagan

le troisième homme

Au-delà des péripéties et des insuffisances de la campagne, et au-delà des qualités et des défauts des deux candidats, il reste une réalité essentielle, qui semble bien devoir être d'un poids décisif mardi. Alors qu'aucun des deux prétendants n'avait de message très convaincant à communiquer, l'un des deux, M. Bush, bénéficiait d'un avantage considérable : l'appui d'un homme qui s'apprête à quitter la Maison Blanche salué avec sympathie et reconnaissance par ses compatriotes, et surtout le sentiment, largement partagé dans le public, que l'Amérique se porte bien et qu'il n'y a pas de raison majeure de changer de cap.

Mais si M. Reagan a bien été le troisième homme de cette campagne - à laquelle il prend d'ailleurs un plaisir évident à participer - on ne peut oublier d'en citer au moins un quatrième : le pasteur Jesse Jackson, qui s'est chargé de rappeler ses lacunes à cette Amérique « prospère et en paix ». Il l'a fait parfois avec outrance, mais aussi avec infiniment de talent et de conviction. Et il est bien décidé à continuer son combat pour l'égalité politique réelle des Noirs, et naturellement pour lui-même. Selon sa propre expression : « Tant que ce n'est pas fini, ce n'est pas fini, et même après, ce n'est pas fini. » M. Jackson est déjà prêt à se remettre en course... pour 1992.

JAN KRAUZE

Les critiques contre la gestion du gouverneur Dukakis

Boston boude son « miracle »

BOSTON
(Massachusetts)
de notre envoyée spéciale

Où chercher ? Près des eaux houleuses du port, le plus pollué des États-Unis, là où les rondes de mouettes criardes ont l'air de faire une « manie » permanente ? Parmi les gros titres des journaux qui annonçaient que le Massachusetts venait encore d'emprunter 400 millions de dollars pour « boucler » l'année ? Ou pourquoi pas dans les vieilles échoppes de Faneuil Hall revues par le design ? Mais non, rien. Excepté quelques « yuppies » dégustant en raga serrée leur « brie » et leurs « sushi », tout en compulsant d'un œil morne les cours désespérément inaccessibles de l'immobilier.

Pourtant, même en ces temps de froid scepticisme électoral, un « miracle » ça devait bien laisser des traces ! Surtout celui-là : en neuf mois de campagne, le pays en avait assez entendu parler de cette fameuse résurrection du Massachusetts, sous la houlette de l'austère gouverneur Dukakis.

Une histoire belle comme un conte présidentiel, celle d'un État déserté par l'industrie et victime de ses vieux réflexes dépensiers du New Deal, qui avait reculé le fond dans les années 70, pour littéralement renafire dix ans plus tard entre les mains expertes de M. Dukakis. Il convient toutefois de préciser que l'État « nouveau-né » était plutôt surdoué (doté de Harvard, la plus vieille université américaine, et du Massachusetts Institute of Technology, le plus grand vivier de carnavaux) et que les bonnes fées qui se sont penchées sur son berceau avaient pour nom, la NASA, la guerre du Vietnam et celle « des étoiles », qui ont permis à la recherche de pointe de prendre ses quartiers sur cette rocade de la haute technologie qu'est la « route 128 ».

Bref - miracle ! - entre 1975 et 1986 le chômage chutait de neuf points, et le budget passait d'un déficit de 550 millions de dollars à un excédent de 400 millions. Assez pour permettre au gouverneur-accoucheur de cette nouvelle prospérité de parler d'une « décennie de progrès, réussite, sans précédent et qui continuera jusqu'en l'an 2000 et même au-delà ».

« Fin
qu'à Dallas »

A dire vrai, pourtant, Boston le miraculé commence à perdre la foi, et à se demander si elle n'a pas été plutôt victime d'un mirage. Et chacun de grogner soudain contre le bien-être acquis. « Le vrai miracle, ici, ce sont nos prix », affiche avec ironie la compagnie de location de voitures Budget ; chez Mac Donald, faute de main-d'œuvre (avec un chômage à moins de 3 %), le patron ne décore pas, obligé de susciter les vocations à 7,5 dollars l'heure, alors que la firme n'en offre pas même la moitié à ses employés de la côte ouest.

A Cambridge, le docteur Amy Duconvy déplore, en riant à peine, « de ne plus trouver assez de romans en librairie » dans une ville tout entière « vouée au culte de la réussite et à la biographie de ses héros, de Donald Trump à Lee Iacocca ». Quant à Jonathan Rowe, réfugié dans la maisonnée immaculée du Christian Science Monitor, pour lequel il couvre la politique locale, il envisage carrément de s'exiler : « La moindre maison coûte 180 000 dollars au bas mot, et la ville devient irrespirable, elle perd son identité. Les tours poussent partout, et si l'on n'appartient ni à la recherche ni à la finance on est marginalisé : c'est pis qu'à Dallas... »

L'ennui, dans ce concert de bouddes, c'est que les critiques économiques ne sont

pas les moins virulentes. A les en croire, à l'exception de la construction, du tourisme et de quelques services, la croissance est largement retombée. Pis, en deux ans, l'industrie traditionnelle (textile, chaussures) déjà bien touchée, aurait perdu 60 000 emplois. Quant à la révolution technologique, certains l'accusent d'avoir négligé de diversifier, en menant tous ses missiles dans le même panier. Enfin, pour assombrir le tout, le semaine dernière, le secrétaire aux finances de l'État, Frank Kaefer, a dû reconnaître que les rentrées d'octobre n'ayant pas atteint les prévisions « le Massachusetts avait fini le mois avec 190 millions de dollars de découvert à la banque ».

En d'autres termes l'État a vécu au-dessus de ses moyens, et des coupes sont déjà envisagées dans des programmes présentés - à juste titre - comme révolutionnaires, tels que la recherche sur le SIDA ou la réinsertion professionnelle des chômeurs.

Une « arrogance
de missionnaire »

L'idole chuterait-elle de son piédestal ? « Le gouverneur a su gérer l'abondance mais pas la crise », explique un responsable de l'aide sociale ; « il a sauté dans le bateau quand le vent gonflait les voiles », ajoute Jonathan Rowe. Et tous d'exhumer les mauvais souvenirs du temps de « Duke I » (le surnom donné à la première administration Dukakis entre 1974 et 1978) où, face au marasme et après avoir juré le contraire, le gouverneur a augmenté considérablement les impôts et fait tomber le couperet sur les programmes sociaux. Pas un ami qui, avant la fin de la conversation, ne l'ait renié trois fois, rappelant « son arrogance de missionnaire » ou son « entêtement à vouloir ignorer les problèmes » qui fit dire à son prédécesseur : « Il pensait qu'il pouvait étaler le budget de l'État

sur la table de la cuisine et tout examiner avec sa femme Kitty, mais c'était autrement plus coriace ».

Malgré la mauvaise humeur apparente - due en grande partie à la piètre performance du candidat démocrate dans les sondages - M. Dukakis n'en conserve pas moins un carré de supporters fidèles. Ne serait-ce que le polyglotte chef du rayon masculin de Filene's Basement, le grand magasin, où le très économe Duke vient faire ses emplettes « tous les jours à l'heure du déjeuner », qui fait visiter son étalage comme un musée, aux touristes intrigués...

Mais parler de miracle, sans passer par Harvard, serait vain. La vraie foi « dukakiste » pèlerine toujours au cœur de la Kennedy School of Government, où pendant sa traversée du désert, le « Duke » enseigne et opère, paraît-il, sa propre ascèse politique, en découvrant - lui le libéral obstiné - que consensus et partenariat étaient les deux mamelles du succès. Et de quoi parle-t-on, à la Kennedy School ?... de miracle. La vraie, cette fois, car, comme l'explique Eric Elbert, ancien élève de M. Dukakis avant d'être aujourd'hui un de ses conseillers : « Le miracle si souvent évoqué était le fruit d'un heureux concours de circonstances. Actuellement, nous sommes dans une phase de transition, mais nous préparons la relève, et ce miracle-là nous pourrions en réclamer toute la paternité ! »

Et de parler de centres d'excellence, robotique, plastiques de pointe et énergie solaire revisitée avant de conclure, ramené à de plus triviales réalités : « Dormir que la campagne du gouverneur ait été si lente à décoller, sur la distance nous serions gagnants ! A présent, le véritable « vrai miracle » serait qu'il soit élu... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Europe

URSS : un monument aux victimes de Katyn

Moscou maintient que les officiers polonais ont été massacrés par les Allemands

MOSCOU
de notre correspondant

Quotidiennement prônée par M. Gorbatchev et son équipe, la vérité historique n'est décidément pas aisée à établir en URSS. Dimanche 6 novembre, au beau milieu du pont des fêtes de la Révolution mais en pleine période de tension sociopolitique en Pologne, les Izvestia ont ainsi l'occasion d'annoncer la prochaine érection d'un monument à la mémoire des officiers de l'armée polonaise tués pendant la guerre en Union soviétique, près de Katyn.

Accompagnée d'une déclaration officielle reconnaissant que ces quinze mille officiers avaient bien été tués par les forces de répression stalinienne, cette décision du conseil des ministres de l'URSS

aurait pu contribuer à apaiser la russophobie des Polonais. Or non seulement il n'y a aucune déclaration de ce genre, mais l'organe du gouvernement soviétique fait commentarier cette décision par un obscur fonctionnaire qui explique que l'élite de l'armée polonaise avait été « fusillée par les fascistes en 1943 en même temps que des prisonniers soviétiques ».

C'est effectivement là la thèse qui a toujours été soutenue tant par les Soviétiques que par les officiels de la République populaire de Pologne. Cette version des choses est cependant si contestée que, en septembre 1987, les autorités soviétiques et polonaises avaient mis en place une commission d'historiens chargée de tirer au clair — entre autres — les tâches blanches de l'Histoire — cette

affaire de Katyn. En juillet dernier, lorsque M. Gorbatchev s'était rendu en visite officielle en Pologne, toute la population avait espéré que ce serait à l'occasion d'une reconnaissance de la culpabilité soviétique.

Polemique

Le secrétaire général avait, en fait, évité toute allusion au dossier, et donc cruellement déçu. Son entourage avait fait valoir qu'il convenait de dépassionner le débat, de laisser le temps faire son œuvre et de laisser surtout l'Histoire aux historiens. Trois mois plus tard, c'est l'inspecteur principal de la direction des musées et des arts créatifs de la fédération de Russie, un Monsieur V. Ananiev, qui tranche.

On a plutôt qui tranche sans trancher, car le même homme indique aux lecteurs des Izvestia que la question de savoir qui accusait de ces meurtres « était longtemps restée contestée, [car], à l'Ouest, on affirmait que les commandants polonais avaient été tués sur ordre de la direction du NKVD ». « Je ne peux pas être juge dans cette polémique, ajoute le fonctionnaire, mais je sais qu'en leur temps des spécialistes sont allés à Katyn, ont procédé à des fouilles et ont prouvé que les officiers polonais avaient été fusillés à l'aide d'armes allemandes ».

Autrement dit, la thèse de la culpabilité soviétique existe, elle n'est pas scandaleuse en elle-même, mais elle n'est pas retenue par ce Monsieur Ananiev, qui ne peut néanmoins « pas juger ».

Ce n'est pas l'Histoire, c'est n'importe quoi, et se posent, en conséquence, deux questions : premièrement, qu'en pensent la commission d'historiens théoriquement appelée à trancher et les deux hommes, MM. Gorbatchev et Jaruzelski, qui l'avaient mise en place ? Deuxièmement, qui a pu juger utile d'écarter un peu plus les Polonais juste après l'annonce de la fermeture des chantiers de Gdansk ?

BERNARD GUETTA.

La Lettonie n'est pas prêteuse

MOSCOU
de notre correspondant

Le conseil des ministres de Lettonie vient d'appeler la population de cette République à se prononcer pour ou contre l'interdiction d'exporter vers d'autres régions les produits mis en vente dans le commerce de détail.

L'article de presse par lequel a été lancée cette consultation indique que, en une seule journée, les bureaux de poste de Riga se sont vu confier pour expédition 12 tonnes de produits alimentaires, dont 2 tonnes de gruau, 1 tonne de viande en conserve et plus de 2 tonnes de bonbons. Les meubles et appareils électroménagers partent, eux, par chemin de fer ou par avion, et cette situation suscite la colère ouverte des Lettons, qui, pour être mieux approvisionnés que d'autres, ne vivent tout de même pas dans un hypermarché.

Autre proposition sur laquelle ils ont donc été appelés à se prononcer par leur gouvernement : l'instauration d'une carte de résident qui leur réserverait... et à eux seuls — l'achat de produits difficiles à trouver.

La Pravda a reproduit sans commentaire cet article de Sovetskaja Latvija, mais l'a accompagné d'une lettre de dénonciation en règle, signée par un letton membre du parti et enseignant.

« La Russie, écrit-il notamment, vivra très bien sans notre beurre et nos bonbons, mais nous autres, sans blé, charbon, gaz, pétrole, ciment, fer, machines, etc., nous ne subsistons même pas une semaine ».

Au passage, cette lettre désigne comme responsable de ce « délire nationaliste » le Front populaire qui s'est récemment créé en Lettonie avec le soutien, comme dans les deux autres Républiques baltes, de M. Gorbatchev.

B. G.

POLOGNE : la fermeture des chantiers Lénine à Gdansk

M. Lech Walesa menace de déclencher des grèves si le gouvernement ne revient pas sur sa décision

Lech Walesa, le président de Solidarité, a lancé, dimanche 6 novembre, un ultimatum au pouvoir en annonçant qu'il déclarerait mardi l'état de préparation à la grève dans toute la Pologne si, d'ici là, le gouvernement ne revenait pas sur sa décision de fermer les chantiers navals Lénine à Gdansk. Le leader syndical a déclaré, au cours d'un meeting à Gdansk, qu'il donnerait ensuite un nouveau sursis de huit jours au pouvoir pour « suspendre » cette décision. Faut-il dire que, s'il précède, il appellera les « plus courageux » des ouvriers polonais à « cesser immédiatement le travail ».

Lech Walesa a fait montre d'une très grande détermination. S'adressant au premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, il a lancé : « Réfléchissez à ce que vous faites. Même si vous nous écrasez aujourd'hui avec vos matraques et vos chars, nous reviendrons demain, dans six mois, dans un an, et nous vaincrons ».

« Si ce n'est pas moi, ce seront mes fils », a-t-il ajouté. « J'ai été trompé par le parlement [le pouvoir] de la « table ronde » qui veut maintenant me prendre mon pain », a encore dit le Prix Nobel de la Paix. La fermeture de l'établissement « n'a aucune raison économique », a réaffirmé le président de Solidarité : « Il y a des gens qui disent que je suis un pleutre. Je n'ai pas peur. Je n'ai peur ni des démagogues qui sont dans nos rangs ni de ceux qui sont dans les chars ».

« Vous vous êtes trompés »

Le dirigeant syndical a invité le pouvoir à reconnaître son « erreur ». « Avez-vous que vous vous êtes trompés, a-t-il déclaré. Il n'est pas difficile de mettre le feu à Gdansk et à la Pologne tout entière. Mais la Pologne est notre maison commune (...). La Pologne n'a vraiment pas besoin de grève. J'essaie de convaincre le reste de mes forces à ne pas lancer le pays vers l'anarchie. Mais on me pousse de tous les côtés ».

La déclaration de Lech Walesa faisait suite à un communiqué de la direction nationale de Solidarité (KKW), qui a « jugé nécessaire » d'organiser en Pologne des actions de protestation contre le pouvoir. Même s'il n'était pas totalement en accord avec la vingtaine de membres de la KKW, Lech Walesa, qui n'a jamais dissimulé son inquiétude face aux grèves, s'est « démocratisé » en rangeant de leur côté.

Par ailleurs, le pape Jean-Paul II s'est dit, vendredi 4 novembre, « préoccupé » pour les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk, et a réaffirmé sa sympathie pour le syndicat polonais. Selon l'Observateur Romano de dimanche, le pape a tenu ces propos devant deux cents pèlerins polonais conduits au Vatican par l'évêque de Pelplin, Mgr Marian Przykucki.

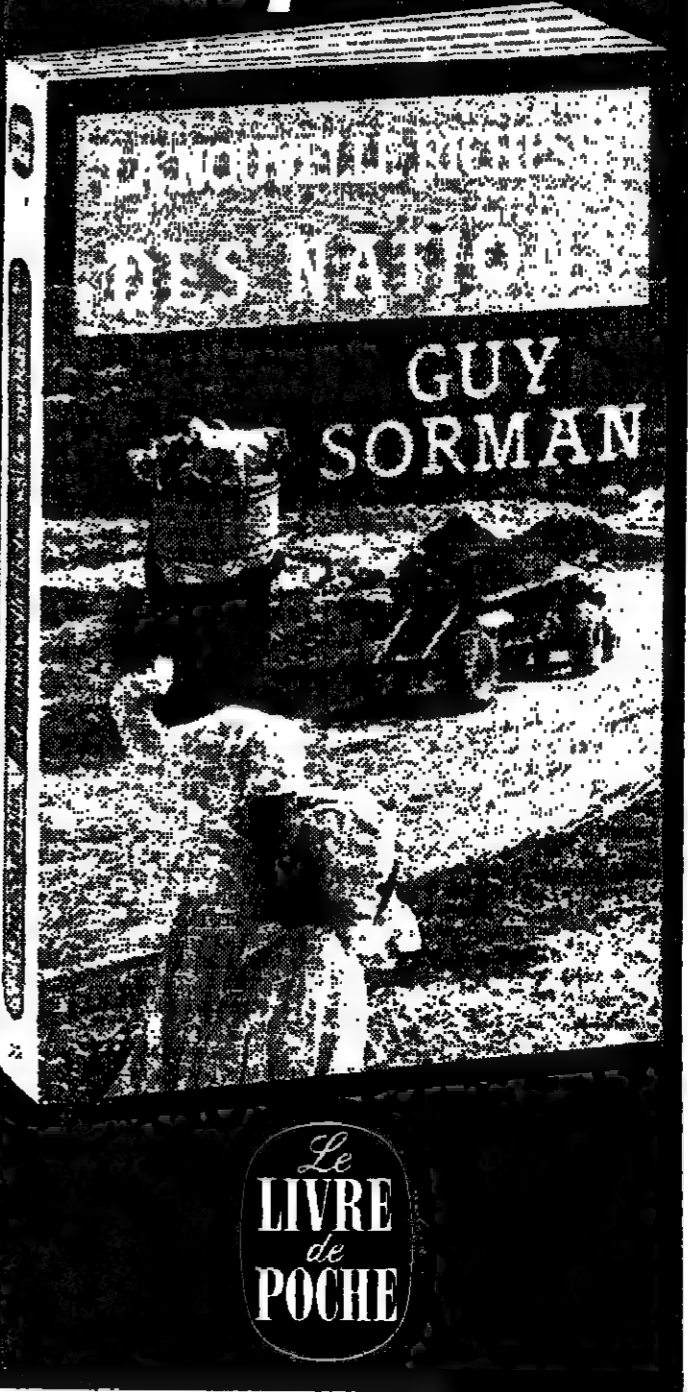
L'organe du Saint-Siège a publié les propos du pape en polonais et en italien. « En ce jour si solennel pour moi, a dit Jean-Paul II, je salue cordialement tous mes concitoyens, et en particulier les habitants de Gdansk ».

Jean-Paul II a exprimé le souhait que les propos qu'il tenait « soient connus de tous les intéressés » et de « tous mes concitoyens dans ma patrie ». — (AFP.)

GUY SORMAN



le tiers-monde en poche



EN BREF

● **YUGOSLAVIE** : rectifié. — Dans le bulletin de l'étranger du vendredi 21 octobre consacré à la crise yougoslave et au problème des nationalités, nous avons parlé, par erreur, de la « minorité serbe de la Voïvodine et du Kosovo ». Comme nous le signalons tout juste un lecteur, les Serbes ont toujours été majoritaires dans la province autonome de Voïvodine. Ils représentent, selon le dernier recensement de 1986, 64,12 % de la population. Au Kosovo, en revanche, l'exode s'étant accéléré au cours des huit dernières années, la communauté serbe ne représente plus aujourd'hui qu'environ 10 % de la population.

● **DANEMARK** : décès du député européen Klaus Toksvig. — Klaus Toksvig, vice-président du groupe conservateur au Parlement européen, est décédé d'une crise cardiaque, samedi 5 novembre, à l'issue d'une réunion électorale en Angleterre, où il était venu soutenir un collègue britannique dans la perspective du scrutin de juin 1989.

Journaliste pendant vingt-quatre ans à la radio-télévision danoise, correspondant à Washington puis à Londres, il avait choisi la politique en 1981.

BELGIQUE

Le pirate du Bistel était un conseiller du premier ministre...

Le pirate informatique qui s'était introduit dans la messagerie télématique du premier ministre belge, M. Wilfried Martens, était un ancien conseiller du chef du gouvernement et d'un des membres du Parti social-chrétien auquel appartient M. Martens, a révélé, le samedi 5 novembre, la presse belge, citant des sources judiciaires.

Ce pirate tenait la Belgique en haleine depuis le 21 octobre dernier, date à laquelle le journal flamand De Standaard, proche du Parti social-chrétien, écrivait, preuves à l'appui, qu'un pirate s'était introduit clandestinement dans la messagerie Bistel mise en place par le premier ministre. Ce réseau permet aux membres du gouvernement d'échanger des informations et d'avoir accès à plusieurs bases de données ainsi qu'aux dépêches des agences de presse. M. Martens avait déposé une plainte contre X.

Selon les journaux, le pirate, âgé de vingt-six ans, s'appelle Bart Halewycik. Licencié en droit, il avait accompli son service militaire en qualité de conseiller du premier ministre afin d'intégrer le chef du gouvernement à la télématique. Il connaissait donc les codes d'accès au réseau.

Restait à trouver un mot de passe. Selon les milieux judiciaires, rien n'était plus facile puisque la sœur du pirate était une proche collaboratrice du secrétaire d'Etat à l'environnement et aux affaires sociales.

Le jeune homme a été laissé à la disposition du juge d'instruction. De source politique, on indique que le premier ministre, actuellement en voyage au Zaïre, pourrait retirer sa plainte, aucun préjudice — sinon moral — n'ayant été causé au système Bistel généralement qualifié par la presse de « jouet » du chef du gouvernement. — (AFP.)

Diplomatie

L'avenir du Cambodge

Difficiles négociations entre Khmers à Fère-en-Tardenois

Les négociations entre Cambodgiens ont repris, lundi 7 novembre, à Fère-en-Tardenois, dans la région parisienne. Le prince Sihanouk, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, et M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), participent à ces discussions qui doivent prendre fin mardi après-midi. Auparavant, le prince Sihanouk avait reçu, samedi, M. Son Sann et, dimanche, M. Hun Sen.

Cette réunion, à l'image des précédentes négociations entre Khmers, semble se prêter aux coups de théâtre. Il a fallu trois jours de tractations pour régler les questions de protocole. Dimanche, le prince a accepté de participer personnellement aux discussions, alors qu'il avait envisagé de confier la direction de sa délégation à son fils, le prince Ranaridh. De son côté, M. Hun Sen est revenu sur son refus de rencontrer — s'il se présente, ce qui n'est pas entièrement exclu — M. Khieu

Samphan, le représentant attitré des Khmers rouges.

L'intérêt de cette conférence dépendra, pour l'essentiel, des propositions concrètes que M. Hun Sen doit émettre lundi, et de l'accueil que leur réservera le prince Sihanouk. La délégation de Phnom-Penh entend, en outre, obtenir des éclaircissements de la part de M. Son Sann, qui représente l'autre faction anticomuniste de la résistance khmère et qui a tenu des propos très sévères, mercredi dernier, à la tribune des Nations unies sur le régime de M. Hun Sen.

Au total, trois séances de travail sont prévues : deux lundi et une mardi après-midi. Rencontrant la presse dimanche, à l'issue de leur déjeuner de travail à Fère-en-Tardenois, le prince Sihanouk et M. Hun Sen n'ont pas préjugé l'issue des entretiens.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les négociations irano-irakiennes

M. Perez de Cuellar est reparti à New-York les mains vides

Genève (Nations unies). — Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a quitté Genève, samedi 5 novembre, sans avoir pu débloquer, comme il en avait le ferme espoir, les pourparlers de paix entre l'Irak et l'Iran.

Tout au plus a-t-il pu indiquer, à l'issue d'une ultime réunion avec les ministres des affaires étrangères des deux pays, avoir constaté « très clairement la détermination politique » de l'Irak et l'Irak à se conformer au cessez-le-feu.

Il a également pu faire état de « l'atmosphère très agréable », qui a régné au cours de la nouvelle série de discussions, commencée le 31 octobre, ajoutant : « Ce n'est pas parce que je pars que le processus est interrompu. Mon représentant spécial, M. Jan Eliasson, poursuivra les négociations toute la semaine prochaine et me fera un rapport au plus tard le 16 novembre ».

« On ne peut à ce stade parler de résultat », a confirmé le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui a souligné son

intention de poursuivre les pourparlers « de bonne foi et avec sérieux », et a rappelé que, pour avoir un accord, il fallait être deux.

Le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, a estimé pour sa part que la négociation était bloquée en raison du refus de l'Irak d'accepter le retrait des troupes sur les frontières internationales reconnues, « élément-clé » de tout progrès. — (AFP.)

● **SENEGAL** : reprise des relations diplomatiques avec la Libye. — Après le Zaïre, le Sénégal s'apprête à rétablir ses relations diplomatiques avec la Libye, rompues en juin 1980 à l'initiative du gouvernement sénégalais. La rupture de ces relations faisait suite à des accusations sénégalaises d'ingérence inadmissible de la Libye dans ses affaires intérieures. A l'époque, Tripoli accueillait des opposants intégristes musulmans sénégalais et avait enlaid des Sénégalais pour des actions de déstabilisation au Sénégal. — (AFP.)

Société

Le comité d'éthique se prononce sur les expérimentations en cas de mort cérébrale

Un rapport et un avis du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé sur « l'expérimentation médicale et scientifique sur des sujets en état de mort cérébrale » ont été rendus publics lundi 7 novembre. Selon ces textes, « un médecin ne peut procéder à des expériences sur un sujet en état de mort cérébrale, à moins que le sujet n'ait déclaré de son vivant, et par écrit, vouloir faire « don de son corps à la science » ou à la « recherche scientifique ».

Quelques mois après le procès de Poitiers — au cours duquel il fut révélé qu'une expérimentation avait été faite sur un sujet en état de « coma dépassé » — à des fins médico-légales par le professeur Alain Milhaud du CHU d'Amiens, l'avis du comité d'éthique était très attendu. La question posée était extrêmement simple : est-il ou non licite pour un médecin de faire des expérimentations scientifiques sur des sujets en état de « coma dépassé » ?

Avant toute chose, et rejoignant en cela la position de l'Académie de médecine (le Monde du 27 mai), le comité d'éthique estime que « le terme de « mort cérébrale » doit être préféré à celui de « coma dépassé » afin d'éviter la confusion avec les comas prolongés ». La mort cérébrale, précise l'avis, « signifie l'arrêt irréversible de toute activité du cerveau (hémisphères et tronc cérébral). Elle correspond à une destruction de l'ensemble des cellules cérébrales. Le cerveau est mort mais les autres organes fonctionnent parce qu'ils sont irrigués par un sang dont la teneur en oxygène et en gaz carbonique est maintenue au niveau physiologique grâce à la respiration artificielle ». Un tel état, ajoute le comité d'éthique, n'est possible que par l'intervention des techniques modernes de réanimation. Il ne peut être maintenu que quelques jours. Et le comité d'éthique de trancher une bonne fois pour toutes : « La mort cérébrale est la mort de l'individu ».

Dès lors que le diagnostic de mort cérébrale est posé — l'avis précise en

détail les signes de la mort cérébrale (1) — et que le certificat de décès est fait par deux médecins hospitaliers, il peut être procédé en vertu du décret du 31 mars 1978 à un prélèvement d'organes en vue d'une transplantation.

En revanche, précise l'avis du comité d'éthique, « le contrat tacite qui lie le médecin et le patient ne comporte pas que le médecin puisse procéder ou laisser procéder sur le malade à des expériences scientifiques ». « L'intérêt de la recherche scientifique est à prendre en considération, admet le comité d'éthique, mais nous devons placer en premier le respect dû à la personne et à sa dépouille mortelle, la loyauté vis-à-vis des volontés du défunt et vis-à-vis de sa famille, la confiance qui ne peut être trahie ». C'est pourquoi, indique l'avis, « nous ne pensons pas que l'on puisse, pour des expériences scientifiques, se prévaloir d'un consentement présumé du sujet comme la loi permet de le faire pour les transplantations d'organes. Il y a une différence entre une transplantation d'organe susceptible de sauver une vie humaine dans l'immédiat et une expérimentation dont le résultat n'est pas prévisible ».

En conséquence, le comité d'éthique « estime qu'un médecin ne peut procéder à des expériences sur un sujet en état de mort cérébrale, à moins que le sujet n'ait déclaré de son vivant, et par écrit, vouloir faire « don de son corps à la science » ou à la « recherche scientifique ».

On aurait pu s'attendre à ce que l'avis fasse état de la nécessité de demander, avant chaque expérimentation, l'accord d'un comité d'éthique. Dans leur rapport, les membres du comité national d'éthique abordent cette question et estiment « qu'il serait vain d'écarter la possibilité de réunir d'urgence un comité d'éthique pour chaque cas ». En outre, précise le rapport, « il y a eu et il y a encore des cas où la disparition des avis donnés par les divers comités d'éthique locaux, entraînant une certaine confusion et créant une jurisprudence hétéroclite qui ne serait pas longtemps tolérable ».

La position du comité d'éthique est en fait plus nuancée qu'il n'y paraît.

Elle pourrait même satisfaire tous ceux qui, à la suite du professeur Alain Milhaud, ont signé un « Testament de vie » (le Monde du 10 mars). Dans ce texte, les signataires indiquent en effet : « Dans le cas où après un accident je me trouverais en coma dépassé (mort cérébrale = mort), j'accepte que mon corps serve en priorité aux prélèvements d'organes à des fins thérapeutiques ou pour toute autre expérimentation utile aux progrès et aux connaissances médicales ».

Non pour les états végétatifs

Ces signataires seront, en revanche, moins satisfaits d'un autre rapport du comité d'éthique, consacré celui-ci aux expériences sur un sujet en état végétatif chronique. Selon le comité, en effet, ces sujets « sont encore des personnes humaines, ce sont des malades. Leur cerveau n'est pas mort, ils ne sont plus dans le coma. Peut-être ont-ils conscience de quelque chose, peut-être ressentent-ils certaines douleurs ». Cet état végétatif chronique peut durer des années à condition de pourvoir des soins. Une récupération n'est pas impossible au cours des premiers mois.

En conséquence, et en reprenant un avis publié le 24 février 1986, les membres du comité d'éthique estiment que le médecin « ne peut se servir d'un sujet en état végétatif chronique pour d'autres expériences que celles qui pourraient avoir une utilité pour le malade lui-même ». Pour leur part, les signataires du « Testament de vie » étaient prêts à aller plus loin : « Dans le cas d'un état végétatif chronique [...] j'accepte que les experts en recherche clinique pratiquent sur moi des essais diagnostiques et thérapeutiques d'intérêt général, présumés non dangereux ».

FRANCK NOUCH.

(1) Pour ce qui est des enfants de moins de trois ans, l'avis précise que l'interprétation des signes de mort cérébrale est difficile et que de ce fait « la période d'observation doit être portée à quarante-huit heures ».

Dans une circulaire de M. Pierre Verbrugghe

Les policiers sont très fermement mis en garde contre le racisme et le mauvais usage des armes

Les pratiques racistes, inadmissibles en elles-mêmes et sanctionnées par la loi, sont encore plus « intolérables » et « choquantes » lorsqu'elles émanent de fonctionnaires de police contre lesquels des sanctions « extrêmement sévères » seront demandées : telle est la substance d'une circulaire adressée à tous les gardiens de la paix parisiens par le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe. Ce dernier attire aussi l'attention des policiers sur l'usage de leur arme, parfois abusif, ce qui a conduit récemment à plusieurs incidents graves.

Datée du 24 octobre, la circulaire a été ou doit être lue dans tous les locaux de police, à chaque prise de service, par les commissaires ou brigadiers responsables.

« Le déroulement de plusieurs affaires récentes, écrit M. Verbrugghe, me conduit à vous écrire personnellement pour vous mettre solennellement en garde à l'égard de deux types de comportements intolérables : l'incitation à la haine raciale et un mauvais usage de votre arme de dotation.

« Deux de vos collègues ont ainsi facilité dernièrement la diffusion de tracts à caractère raciste : ils ont été suspendus de leurs fonctions et ils vont être évidemment traduits prochainement devant le conseil de discipline. Mais je souligne que je serai amené, à cette occasion, à demander à leur encontre une sanction extrêmement sévère.

« La mise au service d'idéologies et de pratiques racistes répri-

mées par la loi du 1^{er} juillet 1972, qui, en soi, n'est jamais admissible, est encore plus choquante, en effet, lorsqu'elle est le fait de fonctionnaires à la fois dépositaires d'une partie de l'autorité de la puissance publique et chargés de faire respecter la paix civile.

« C'est pourquoi, ajoute le préfet, je n'aurai à ce titre jamais aucune indulgence ».

M. Verbrugghe cite, ensuite, le cas d'un policier qui a récemment trouvé la mort « à la suite d'une erreur de manipulation » d'une arme et indique, d'autre part, que deux autres policiers ont été suspendus de leurs fonctions et déferés au parquet pour avoir « fait usage de leur arme (...) sans être en état de légitime défense ».

Deux maladies endémiques

Le ton particulièrement ferme de cette circulaire témoigne d'une volonté, sinon nouvelle, du moins, pour une fois, solennellement affirmée de s'attaquer à deux endémies qui sévissent de manière chronique dans certains services de police des grandes villes : le racisme et l'usage inconsidéré des armes.

Sans être a priori plus racistes que la moyenne de la population dont ils sont issus, les gardiens de la paix, confrontés tous les jours aux phénomènes de la délinquance et de la misère, vivent dans un environnement qui, à l'usage, favorise la diffusion d'explications sociales simplificatrices. C'est sur ce terrain que se sont développées des organisations « syndicales » plus préoccupées de la dénonciation des immigrés que de la défense du statut professionnel de leurs adhérents, la principale d'entre elles étant la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), liée au Front national — qui en a assuré la scission l'année dernière — et à l'Association légitime de défense.

Une scission de la FPIP a, depuis, donné naissance au SPFF, groupuscule encore plus radical. La cote de la FPIP a accompagné les courbes de popularité du Front national. Apparemment assez puissante entre 1983 et 1985, l'organisation semble avoir perdu ces dernières années, sans qu'il soit possible d'évaluer plus précisément une audience que seules des élections professionnelles, prévues au printemps prochain, pourront mesurer. Lors des précédentes consultations professionnelles, en novembre 1985, la FPIP, qui n'avait jusque-là, qu'une audience marginale, avait recueilli à l'échelon national 6,12 %

des voix, avec des pointes beaucoup plus fortes parmi certaines formations spécialisées de la région parisienne. M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a demandé, en juin dernier, que soient engagées des poursuites contre les responsables de publication de la Police et Sécurité, organe de la FPIP, dont plusieurs numéros étaient susceptibles de tomber sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 contre les incitations à la haine raciale (le Monde du 25 juin 1986).

Il reste que des mains anonymes ont épinglé ou distribué des tracts racistes à plusieurs reprises, dans plusieurs commissariats. L'un de ceux-ci, diffusé dans le commissariat du vingtième arrondissement de Paris, a valu récemment à un brigadier membre du SPFF et à un gardien de la paix stagiaire une mesure de suspension. C'est cette dernière affaire qui est à l'origine de la circulaire du préfet de police.

Quant au problème de l'emploi des armes soulevé par M. Verbrugghe, il n'est pas moins actuel que les incitations à la haine raciale. A Paris et dans ses banlieues, chaque nuit est l'occasion d'incidents plus ou moins dramatiques liés au manque de maîtrise de leurs armes par des fonctionnaires. Chez beaucoup de policiers, le manque de formation et d'entraînement, comme les campagnes sur l'insécurité de ces dernières années, semblent avoir quelque peu gommé la conscience des contraintes qui pèsent sur eux en matière de tir, entraînant incidents ou méprises. Le 8 octobre, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), un adolescent de treize ans qui était à son balcon a été tué par un

GEORGES MARION.

La coordination des infirmières devient une association de type 1901

Les infirmières et infirmiers de la coordination réunis en assemblée générale, samedi 5 novembre, ont décidé de donner une structure officielle permanente à leur mouvement en formant une association loi de 1901. Ils ont également fixé un calendrier afin de maintenir une mobilisation pour aboutir à une grève générale fin janvier, avant les élections générales prévues en février pour étudier notamment la place des infirmières dans l'équipe soignante.

La coordination travaillait jusqu'ici dans la transparence. Les débats de samedi étaient à huis clos et les observateurs ont pu noter que les délégués étaient plus âgés et que les hommes et les représentants du secteur psychiatrique étaient plus nombreux.

A une très large majorité, l'Assemblée a voté pour « l'ouverture de vraies négociations sur la base de la plateforme revendicative », et a rejeté « une grève dure commençant avant janvier ».

Jusqu'à présent la coordination insistait sur son autonomie et acceptait sans enthousiasme que d'autres catégories se joignent à leur mouvement. Samedi, les partisans des actions communes ont obtenu, en jouant sur les abstentions, à faire voter que « la coordination nationale infirmière se donne pour priorité et urgence de travailler à la mobilisation unitaire » (pour : 151, contre : 118, abstentions : 110). Une décision qui entraîne peut-être une scission dans le mouvement, mais dont l'objectif était d'obtenir une mobilisation maximale dans les hôpitaux afin de mettre en avant les revendications de tous les personnels et de pousser au premier rang le débat sur la santé et le fonctionnement hospitalier.

Le bureau a fait voter une autre motion qui fait passer le « combat unitaire » par le fameux comité de liaison dont les pouvoirs ont été accrus d'assemblée en assemblée. Désormais, son seul mandat est de coordonner les actions communes, mais il pourra discuter des plateformes de tous les collectifs et coordinations.

La coordination Ile-de-France voulait engager des actions dures (ultimatums, grèves) dès cette semaine, mais les difficultés de mobilisation en province l'ont obligée à abandonner ce projet. Elle s'est donc attachée à assurer une pérennisation du mouvement. La formule adoptée — l'association loi de 1901 — permet une officialisation et offre un cadre juridique indispensable pour, notamment, le recensement des fonds.

La création d'un syndicat a été repoussée à cause des nombreux abstentionnistes (31 pour, 135 contre, 224 abstentions) qui ont longuement expliqué qu'il était prématuré de créer un syndicat. Il est vrai que les membres déjà syndiqués de la CFTD, qui vont bientôt se réunir en congrès, préfèrent, dans un premier temps, régler leurs comptes au sein de leur fédération ou au sein de leur association pendant le conflit.

Un détail qui peut avoir de l'importance dans les futures décisions de la coordination : une motion a été votée pour élargir la représentation de l'Ile-de-France, dont les positions sont plus radicales.

Enfin, pour répondre aux « participationnistes », l'assemblée a décidé d'accepter l'offre de M. Claude Evin de travailler avec le ministère au sein des commissions sur l'avenir concernant l'entrée dans les écoles d'infirmières et sur la place et la mission de l'infirmière au sein des établissements (la coordination spécifie public et privé).

Des manifestations régionales ont été fixées pour le 14 novembre, jour de vote du budget de la santé au Parlement, pour le 15 novembre, à 14 h 30, devant le siège de l'Union hospitalière privée, où doit être discutée une des conventions avec le privé pour le 19 novembre, avec ensuite une assemblée générale afin d'actualiser la plateforme revendicative ; pour le 1^{er} décembre, enfin, jour de mise en application du protocole d'accord. Le 1^{er} mai 1989, la coordination souhaiterait organiser une manifestation européenne.

CHRISTIANE CHAMBEAU.

ENVIRONNEMENT

● La Bresse manifeste contre les déchets radioactifs. — Plus d'un millier de manifestants, dont deux conseillers généraux et les seize maires concernés, ont défilé, samedi 5 novembre, à Saint-Trivier-de-Courtais (Ain), pour protester contre le projet de stockage de déchets radioactifs envisagé par l'Agence nationale des déchets radioactifs (ANDRA). Ils ont mis le feu aux documents pris la veille dans les bureaux de l'agence et ils en ont symboliquement muré les portes. L'ANDRA a porté plainte contre un commando qui a neutralisé une pelleteuse du chantier. L'association Sauvegarde de la Bresse a, pour sa part, annoncé qu'elle avait disposé des mines sur la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze, où l'ANDRA procède actuellement à des prélèvements de sol.

BERNE de notre correspondant

L'affaire de blanchiment d'argent de la drogue, révélée vendredi 4 novembre par le quotidien Tages an Zeiger de Zurich, qui porte pour le moins sur un milliard de dollars, n'est pas simplement le plus important du trafic de ce genre découvert en Suisse (le Monde daté 6-7 novembre). Il pourrait aussi éblouir les trois principales banques helvétiques et même entraîner des répercussions politiques. Parmi les sociétés mêlées à cette affaire figure la Shikharshi Trading à Zurich, dont le vice-président du conseil d'administration jusqu'au 27 octobre dernier était M. Hans W. Kopp, époux du ministre suisse socialiste de la justice, M^{me} Elisabeth Kopp, première femme membre du gouvernement dans ce pays. Déjà l'ensemble de la presse helvétique s'interroge sur l'avenir politique de M^{me} Kopp.

M. Kopp a déclaré tout ignorer des accusations portées contre la société Shikharshi, expliquant qu'il avait démissionné de son conseil d'administration pour des « raisons exclusivement personnelles ». De son côté, dans un entretien accordé dimanche 6 novembre à la Radio suisse romande, M^{me} Kopp a laissé entendre qu'elle n'avait pas l'intention de démissionner du conseil fédéral. Elle devrait accéder à la vice-présidence du gouvernement l'année prochaine et être la première femme à occuper la présidence de la Confédération en 1990. Elle a tout-

fois admis qu'elle avait déjà vécu des semaines plus agréables que les dernières, tout en ajoutant qu'elle espérait que les gens sauraient faire la distinction entre elle-même et son mari. Elle a aussi rappelé qu'elle avait personnellement pris l'initiative de proposer au Parlement un renforcement des dispositions du code pénal pour mieux combattre le blanchiment d'argent provenant du trafic de drogue ou d'origine communiste.

Cette nouvelle affaire de recyclage de « narco-dollars » a mis en évidence les lacunes de la législation actuelle. Pour l'instant, il ne s'agit pas d'un délit à moins que l'argent « lavé » ait été « réinvesti » dans le trafic de drogue. Tout au plus existe-t-il, depuis le scandale de dévouement de fonds qui avait éclaté en 1977 à la filiale du Crédit suisse à Chiasso, une « convention de diligence » ou vertu de laquelle les banques se sont engagées à vérifier « consciencieusement » l'identité de leurs clients. Elles ont eu beau se satisfaire de cette convention sensiblement renforcée depuis lors, cela n'a apparemment pas suffi à empêcher cette nouvelle filière baptisée « connexion libanaise », de « laver » entre un et 1,5 milliard de dollars sur des comptes en banque suisses.

Le ministère public du canton de Tessin a confirmé ce chiffre. Il précise qu'un coup de filet, en février 1987, à Bellinzona, avait permis l'interpellation de neuf personnes et la saisie de cent kilos de morphine-base et d'héroïne, la plus grosse prise jamais enregistrée en Suisse. Parmi les personnes arrêtées se

trouvaient six Libanais, un Syrien, un Suisse d'origine turque et un Turc. Actuellement, deux des Libanais sont toujours en détention préventive au titre de violation de la loi sur les stupéfiants, de participation à une escroquerie et de faux dans les titres.

Un réseau de cinquante membres

Selon les révélations du Tages an Zeiger, les deux Libanais inculpés seraient les cerveaux de ce réseau qui compterait de cinquante à soixante membres. La « connexion libanaise » contrôlerait le trafic d'un bout à l'autre de la chaîne depuis les plantations de pavot jusqu'aux opérations de blanchiment de l'argent. Ses ramifications s'étendent du Liban à la Turquie en passant par la Syrie, l'Irak et l'Iran, et se prolongent jusqu'en France, aux États-Unis et en Suisse. Transitant par Sofia, l'argent était acheminé vers les banques puis déposé auprès de sociétés financières ou sur des comptes dans les trois principales banques suisses. Le juge instructeur de Zurich a indiqué que plusieurs comptes bancaires avaient été bloqués, et des renseignements demandés sur leurs propriétaires.

La Société de banque suisse s'est jusqu'ici refusée à tout commentaire. L'Union de banques suisses et le Crédit suisse ont confirmé que la police était intervenue ou qu'elle avait, elles-mêmes, ouvert une enquête interne. Conformément à la « convention de diligence », les banques sont en

principe tenues d'identifier les clients qui déposent plus de 100 000 francs suisses sur un compte.

D'après le Tages an Zeiger, la société Shikharshi serait encore soupçonnée d'avoir trempé dans ces opérations de blanchiment en échangeant de l'or contre de l'argent sans s'inquiéter de sa provenance. Ces allégations ont été démenties par le président, M. Mohammed Shikharshi. Spécialisé dans le commerce international de l'or, cette société, créée par une famille de financiers libanais, est installée en Suisse depuis une dizaine d'années. Les Shikharshi sont liés d'amitié avec l'ancien ministre soudanais du pétrole, Cheikh Yaman, devenu récemment propriétaire de la fabrique de montres de luxe Vacheron-Constantin, à Genève.

En août dernier, la société Shikharshi avait été mise en cause par la télévision turque pour être mêlée à un trafic d'or entre la Suisse et la Turquie. Le nom de M. Kopp, encore vice-président de cette société, fut cité, de même qu'il fut associé à d'autres affaires plus ou moins douteuses. Une enquête avait été ouverte à son sujet pour fraude fiscale. La crédibilité de M^{me} Kopp ne risque-t-elle pas de pâtir de ces accusations ?

La « connexion libanaise » n'a donc pas fini de susciter des interrogations en Suisse. Faut-il déjà y voir comme plusieurs quotidiens un prolongement de la « Pizca connexion », réseau analogue de blanchiment de narco-dollars, qui avait défrayé la chronique dans le Tessin de langue italienne en 1983 ?

JEAN-CLAUDE BURNIER.

CALENDRIER

8 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 9 novembre : Journée internationale de la femme. 10 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 11 novembre : Journée internationale de la femme. 12 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 13 novembre : Journée internationale de la femme. 14 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 15 novembre : Journée internationale de la femme. 16 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 17 novembre : Journée internationale de la femme. 18 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 19 novembre : Journée internationale de la femme. 20 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 21 novembre : Journée internationale de la femme. 22 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 23 novembre : Journée internationale de la femme. 24 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 25 novembre : Journée internationale de la femme. 26 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 27 novembre : Journée internationale de la femme. 28 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 29 novembre : Journée internationale de la femme. 30 novembre : Journée internationale de la jeunesse. 1^{er} décembre : Journée internationale de la femme. 2^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 3^e décembre : Journée internationale de la femme. 4^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 5^e décembre : Journée internationale de la femme. 6^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 7^e décembre : Journée internationale de la femme. 8^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 9^e décembre : Journée internationale de la femme. 10^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 11^e décembre : Journée internationale de la femme. 12^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 13^e décembre : Journée internationale de la femme. 14^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 15^e décembre : Journée internationale de la femme. 16^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 17^e décembre : Journée internationale de la femme. 18^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 19^e décembre : Journée internationale de la femme. 20^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 21^e décembre : Journée internationale de la femme. 22^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 23^e décembre : Journée internationale de la femme. 24^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 25^e décembre : Journée internationale de la femme. 26^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 27^e décembre : Journée internationale de la femme. 28^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 29^e décembre : Journée internationale de la femme. 30^e décembre : Journée internationale de la jeunesse. 31^e décembre : Journée internationale de la femme.

Culture

MUSIQUES

... Le Monde • Mardi 8 novembre 1988 33

L'intégrale des quatuors de Beethoven

Violence et luminosité

Le Quatuor Alban-Berg donne actuellement au Théâtre des Champs-Élysées une intégrale Beethoven d'une extrême beauté, qui sera présentée dans quatorze grandes villes européennes.

Comment résister à un tourbillon beethovenien d'une telle violence ? Le Quatuor Alban-Berg nous déborde de toutes parts dans ces interprétations drues, survoltées, acharnées. Dès le premier thème tressaillant du *Quatuor en ut mineur* op. 18 n° 4, il prend l'auditeur à la gorge et ne le lâchera plus jusqu'à la fin, même dans l'*Andante* galant tout en notes piquées, très brèves, presque électriques, même dans le menuet où il coupe un peu court au lyrisme, et naturellement dans la *Furieuse* du *rondo* final, où le premier couplet mériterait peut-être de plus nettes respirations.

Mais que de splendeurs dans le quatuor *Quatuor en ut dièse mineur* op. 131 avec cette sonorité si ferme et frémissante à la fois qui irrigue les lignes de la fugue ! Les musiciens font patte de velours, se surprennent peut-être à rêver, même si à la fin ils dénotent de poignants *sforzando* sous une violence vraiment abominable.

Tous les mouvements s'enchaînent ensuite dans une suprême

clarté - l'échange entre les quatre partenaires atteint à une sorte de divination au-delà de l'infaisabilité, comme un jeu supérieur avec les formes - la subtilité, le goût le plus fin, la poésie naïve ou fantastique, colorent les variations qui montent jusqu'à ces entrelacs sublimes d'arabesques de cristal.

L'intelligence musicale

Le presto danse au milieu des étoiles jusqu'à la plainte si bouleversante de l'*adagio* qui précède l'immense bataille du *final*, épique et fabuleuse sous leurs archets comme la *Grande Fugue*.

On est confondu par l'intelligence musicale de ces musiciens qui font saillir tous les détails, les moindres suggestions de l'écriture beethovenienne à travers ces trajectoires fulgurantes, tendues à se briser.

Et pourtant on se sent parfois comme écrasé, par cette vision qui vous transperce, malgré son admirable lumière : passé au crible de la modernité, Beethoven serait-il dépourvu à ce point de tendresse humaine ?

JACQUES LONCHAMPT.

* Lire notre calendrier. L'intégrale a été gravée par le Quatuor Alban-Berg chez EMI sur dix disques compacts répartis dans trois coffrets (CDC 7, 47 127 à 129, 131 à 133, 135 à 138).

Le « Deuxième Concerto pour piano » de Berio

Brouet et élixirs

Où l'on voit qu'une suite d'œuvres de Schoenberg peut être plus plaisante qu'un divertissement de Berio.

Qui a dit que les abonnés de l'Orchestre de Paris n'aimaient pas la musique contemporaine ? Non, pas, vendredi, applaudi avec acharnement, comme une symphonie de Beethoven, la création du *Deuxième Concerto pour piano* de Luciano Berio ?

Bien loin de tant de superbes partitions de son auteur, l'œuvre ne semble pourtant pas mériter tant d'honneur. C'est un brouet à l'eau claire, bien peu substantiel, mais violent et tressautant en permanence, épuisant pour le pianiste, ténant de figures abstraites, fécond en notes répétées, attaquées sur le mode percussif vingt-six minutes durant.

Berio a pris pour base son premier concerto, *Points on the Curve to Find* (une partition très volubile mais bien plus séduisante) et il initie ce second concerto *Echoing Curves*, où écrit-il, « la linéarité, la symétrie et le caractère monodique des Points sont jetés dans une sorte de chambre d'échos (...)

Une bonne humeur merveilleuse

Le piano et les deux grosses masses d'orchestre se couvrent et se neutralisent mutuellement, si bien qu'on ne perçoit qu'une nébuleuse sonore sans forme, les propositions effroyablement linéaires et schématisées du soliste suscitant des « échos », des prolongements qui se perdent dans l'orchestre.

Au bout d'un quart d'heure, le tempo frénétique s'apaise et le piano dialogue avec un orgue électrique sans que les notes soient frappées moins brutalement. La conclusion enfin calme, sur de longues bandes instrumentales, n'accorde pas pour autant de reconfort poétique.

Daniel Barenboim défendait héroïquement cette œuvre qui lui est dédiée, sous la direction de Pierre Boulez qui nous avait heureusement offert auparavant, avec sept musiciens de l'Ensemble InterContemporain, un élixir, un antidote capable de lutter contre tout déception : l'exécution étincelante de la *Suite* op. 29 de Schoenberg (piano, trio à

cordes, trio de clarinettes), qui transfigurait l'aridité présumée de cette œuvre étroitement sérielle, comme le compositeur avait transfiguré les musiques de danse et de variétés germaniques à son époque (1925). Une bonne humeur merveilleuse, une alacrité, un dynamisme eussent-ils donc nous allions avoir grand besoin...

Et le concert s'achevait dans la lumière harmonieuse de la *Mer*, de Debussy, dirigée par Daniel Barenboim, dont le souci du détail, un peu trop accusé parfois, s'effaçait derrière un ample lyrisme, tandis que les musiciens de l'Orchestre de Paris donnaient le meilleur d'eux-mêmes en souvenir de leur premier patron, Charles Münch, mort il y a tout juste vingt ans (1).

J. L.

(1) Une exposition dans le foyer de la salle Pleyel réunit de très belles photos du grand chef, des documents, des témoignages.

CALENDRIER

Classique

Monteserrat Caballé à l'Opéra. — Dans *Guaraní*, Pergolèse, Giordani, Galuppi, Puccini, Mercadante, Gomes, Albeniz, Mompou, Turina, sans distinction entre les petits maîtres et les grands, Caballé, on ne s'en lasse jamais (ici accompagné par Michel Zanetti au piano).

* Ca lundi 7, à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-41.

Beethoven par les Berg (suite) aux Champs-Élysées. — La clarté, l'élégance, l'homogénéité de ce quatuor est le fruit de dix-huit années de cohabitation musicale. Les *Quatuors* de Beethoven étant un de leurs chevaux de bataille, il faut planifier ce mois de novembre pour ne pas manquer de croiser ces quatre Autrichiens ce lundi (premier *Rasumovsky*, op. 127), lundi prochain (*Quatuors*, 3, 10, « les Harpes » et 13) avec, d'ici le 28, encore deux concerts à la cdf.

* Les 7 et 14, à 20 h 30. Tél. : 47-04-74-77.

Classé-croisé Boulez-Barenboim à Pleyel. — Boulez et Barenboim associent une seconde fois leur force de frappe pour un concert à deux orchestres : Intercontemporain dirigé par le premier dans la *Sérénade avec voix de basse*, opus 24, de Schoenberg (soliste : Stephen Roberts) ; Orchestre de Paris dirigé

Pianiste, chanteur, compositeur et chef d'orchestre, Antoine Domino, dit « Fats » en raison de son poids, est au club

Lionel Hampton (deux concerts par soir) du 7 au 20 novembre, avec quatorze musiciens. Inchangé, au bout de cinquante ans de carrière, soixante ans d'âge et soixante-dix millions de disques vendus dans le monde. Elvis Presley n'en a pas fait autant.

A soixante ans - soixante ans seulement on le croit toujours plus âgé - Fats Domino passe dix mois par an loin de la maison. Pourtant, il n'aime pas les avions. Mais la musique de la Nouvelle-Orléans voyage si bien ! Son épouse n'a jamais quitté la ville (« Deux pigeons s'aimaient d'amour tendre : l'un d'eux - selon la version douloureuse de Tristan Bernard - s'envolait au logis. » Point final).

Ce n'est pas que Fats Domino s'ennuie au logis. Simplement, il fait son métier de pionnier du rock and roll avec conscience. De toute façon, il doit bien rentrer de temps en temps au logis, puisqu'il a huit enfants.

Sur la route, il vit à l'hôtel, avec la télé et sa Bible. Et il fait la cuisine pour l'orchestre (barbecots rouges, poulet frit, beignets, un parfum de La Nouvelle-Orléans). A tout bout de champ, où qu'il soit, il appelle sa femme (« Amants, heureux amants, voulez-vous voyager... »).

Le reste du temps, il chante *Blueberry Hill* comme au premier jour et descend dans la salle en dansant à la fin du récital, ainsi que tous les publics du monde entier attendent qu'il le fasse, s'imaginant chaque fois que ce n'est que pour eux. Sans un brin de cérémonie, le souvenir de La Nouvelle-Orléans ne vaudrait pas tripette.

Fats Domino est un homme sans histoire sur qui la chance est tombée. Des types comme lui, plus doués même, le quartier en regrettait. Il est né en 1928. Le père travaillait le violon, et l'oncle maternel (celui dont on compte : revoir les publicités du monde entier attendent qu'il le fasse, s'imaginant chaque fois que ce n'est que pour eux. Sans un brin de cérémonie, le souvenir de La Nouvelle-Orléans ne vaudrait pas tripette).

S'étant donné des leçons à lui-même sur une espèce de piano qu'un cousin éloigné avait oublié chez ses parents (oublier un piano... Toute une civilisation en trois mots), il

Réentendre Fats Domino

La fin des fayots



commence une carrière semi-professionnelle sur les dix ans. On veut dire par là qu'il ramène à la maison les trois sous qu'on lui lance dans des bistrotiers assez modestes.

Il vient d'achever à la même époque des études aussi fulgurantes que profitables, puisqu'elles lui permettent d'écrire une centaine de chansons reprises par la planète entière. Pour l'instant, de jour, il est à l'école. Les deux ne lui sont pas encore carrément tombés sur la tête.

Un voile de mélancolie

Pour fixer les idées, il faut savoir que le style New-Orléans de l'époque a exactement le même rapport avec ce qu'il est assez désastreusement répandu sous ce vocable (ter-

seulement, d'ailleurs, quand il chante à déchirer l'âme *Trouble blues*. Mais quand il rit tout autant.

A vingt ans, il enregistre *The Fat Man*. Le succès est immédiat, colossal, inattendu. C'est la dernière fois que Domino signe Antoine. Il est désormais « Fats » Domino, comme le héros du film de Rossen, *The Hustler*, s'appelle Minnesota « Fats ». Question de corrélation (et de beignets, de poulet frit et de haricots rouges).

Il connaît alors ses meilleures années d'invention, se change en légende pour la communauté noire, plonge avec ravissement dans le blues et la ballade, un œil toujours tourné vers le pays et la maison - les gens du Sud sont incorrigibles (*Hey L-bas, Going Home*).

Il est le premier artiste noir à passer à la gloire universelle tout seul, avec *Ain't That Shame*, sans intermédiaire, sans se faire piquer ses trouvailles par des blancs-bees montés en épingle par les radios et les compagnies de disques. Le premier à franchir la ligne d'apartheid qui passait même dans la voix, surtout dans la voix (*O tempora, o mores...*).

Et là commencent les vraies années de succès : *Blueberry Hill*, *I'm in Love Again*, *My Blue Heaven*, *Poor Me*, *Blue Monday*, *Walking to New-Orléans* (décidément, une idée fixe). Il gagne en audience ce qu'il perd en qualité propre : c'est l'absolue loi du genre. Tout le monde veut le chanter. Puisqu'il n'est plus exactement lui-même, on le découvre à tout va. Trop tard, mais c'est le jeu.

La télévision et le cinéma lui font fête (on accepte même son image : c'est dire, c'est vraiment un tournant, la fin des fayots et le début des haricots rouges pour tous). Comme il a commencé tôt, avant tout le monde, on s'imaginerait l'avoir toujours connu et, évidemment, l'avoir trop entendu. On n'a jamais trop entendu Fats Domino. Personne ne peut prendre des airs lassés aux premières notes de *Blueberry Hill*. Personne.

Justement, parce qu'on en sait la syncope, cette lenteur agaçante, ce mouvement des doigts qui pousse et entraîne comme un sanglot. Or alors, il convient de méditer les derniers vers de la fable, les moins connus : « Ne sentiras-tu plus de charme qui m'arrête ? Ai-je passé le temps d'aimer ? » Et plutôt que de se replier sur des moues d'enfant gâté, méditer l'exemple de l'épouse de Fats Domino : elle n'a vu son mari en robe qu'une fois, surpasse sagement, avant leur mariage, il y a plus de trente-sept ans. On dit qu'elle n'en est pas lassée.

FRANÇOIS MARMANDE.

* Fats Domino au Méridien-Paris-Boulogne, club Lionel Hampton, du 7 au 20 novembre (sauf le 13 et le 17), à 22 h 30 et 0 h 15. Tél. : 47-58-12-30.

DEMAIN, J'ENLEVE MA CENSURE



CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : Lundi 7 novembre 1988 (18 h 30), mardi 8 (19 h 30), mercredi 9 (18 h 30 et 20 h 30), jeudi 10 (20 h 30), vendredi 11 (18 h 30 et 21 h), samedi 12 (14 h 30) FILM DE LOUIS BUNUEL - TERRE D'ISRAËL

La Galilé, La Judée, Mer Rouge, Jérusalem. Vues dans un kibboutz. Aller au départ. Les Sémites. A l'écoute des chrétiens, des juifs et des musulmans.

PROGRAMME SUJET : MEXIQUE, PAYS D'AMAZONIE. Tél. : 45-45-15-45 - Loc. SALLE PLEYEL 39.

JACQUES BONNAFFE - CATHERINE JACOB

THEATRE OUVERT PARIS-NORD Attractions pour notes et banquets

DERNIERE LE 19 NOVEMBRE Représentation concert le 11 novembre

MUSIQUES

Une biographie iconoclaste de John Lennon

Contestataire en costume de zombie

Huit ans après sa mort, l'image de l'ancien Beatle est mise à nue Et à mal.

Albert Goldman, ancien professeur à l'université Columbia, est un spécialiste des biographies qui dérangent. Il y a sept ans, il a publié ainsi un portrait d'Elvis Presley, Caligula à l'heure des Cadillac et du fast food livré aux excès en tout genre. Aujourd'hui il raconte John Lennon, celui qui, chez les Beatles, était l'élément dur, le contestataire.

Albert Goldman a mené six années d'enquêtes et a interviewé amis, parents et associés du musicien. Il livre présent un portrait iconoclaste de l'auteur de *Imagine*. « toujours abrité derrière quelqu'un qui soit capable de lui dire ce qu'il peut faire. Il peut se révolter contre ses anges gardiens, les quitter. Mais la porte par laquelle il sort conduit toujours à une relation du même ordre. La seule fois où il a essayé de s'engager sur cette terre inconnue où ne régnait aucune figure de mère protectrice, il s'est enlisé dans les sables mouvants d'un week-end perdu », un épisode qui le hantera jusqu'à la fin de sa vie.

Goldman relate bien sûr l'aventure des quatre petits « pros » de Liverpool. Mais à New-York, où il s'est réfugié dans les années 70, John Lennon allait vivre comme un reclus, dans le fameux immeuble des stars du Dakota, face à Central Park. Entre 1975, où il rassemble sur un album ses rocs préférés, et 1980 où il enregistre *Double Fantasy*, un « divertissement de cœur », selon le sous-titre du disque, il observe un silence total.

Plusieurs fois, l'ancien Beatle a voulu repartir de zéro. « Chaque fois qu'il s'est découvert une nouvelle passion, dit encore Goldman, que ce soit le LSD, la méditation transcendante ou la thérapie par le cri primal, il a espéré renouer. » A présent, il reste enfermé dans sa chambre, « amoureux », évitant de toucher quel que soit et fumant « des sticks thaïlandais, (prenant) de l'héroïne et (mangeant) des champignons hallucinogènes. Quand il ne dort pas, il semble plongé dans une transe où personne ne peut le rejoindre. Il est devenu un fantôme dont la présence se fait à peine sentir dans la maison ». Et quand il sort de sa chambre, c'est pour errer dans les rues comme un zombie.

John Lennon est l'un des auteurs rock à avoir le plus célébré l'indépendance et la liberté de l'individu. Le livre d'Albert Goldman le montre envahi d'une étonnante peur de la vie, victime de la violence et fasciné par elle dès sa jeunesse. « Ce livre, c'est comme si John avait été assisté une deuxième fois », a déclaré Yoko Ono, singulièrement mise à mal (et singulièrement négligée) par les enquêtes d'Albert Goldman. Paul McCartney, que Goldman n'a pas pu compter non plus parmi ses témoins, mais dont les conflits avec son ancien partenaire sont décrits sans ménagement, a qualifié le même ouvrage de « ramassis d'ordures ».

C. F.

★ Stock, 460 pages, 129 F.

galérie ariette ginaray

DMITRIENKO

"couples"

19 octobre - 19 novembre 1988

12, rue mazarine, Paris 6^e

tél.: 46.34.71.80

AVANT DE MOURIR IL VEUT SAVOIR POURQUOI ?

CINÉMA

Les cinéastes danois à la conquête de Paris

Visages de l'adolescence

Sofie Graabøel — une découverte — est Ester dans les années 30 et la moderne « Juliette » des années 80. Les lycéens de Twist and shout appartiennent aux années 60.

Depuis quelques années, le cinéma danois, en pleine renaissance économique et artistique, triomphe dans les festivals internationaux. A Paris, un récent festival (du 19 au 25 octobre) a donné le coup de projecteur à la sortie de *Pelle le conquérant* de Bille August. Et à celle de deux autres ayant en commun le thème de l'adolescence, mais d'esprit et de style totalement différents.

Les Rues de mon enfance a été réalisé en 1986 par Astrid Henning-Jensen, septuagénnaire qui, seule on associe à son mari Bjørn Henning-Jensen (se souvient-on de la fille de l'homme et de l'Uro ?), a une longue carrière derrière elle. Très populaire au Danemark, Astrid Henning-Jensen y a connu un — nouveau — grand succès avec ce tableau de mœurs d'un quartier ouvrier de Copenhague au début des années 30.

L'humanisme de Bille August

Une adolescente, Ester (Sofie Graabøel), vit avec ses parents et son frère Carl dans un logement exigu, au fond de la cour d'un immeuble pour prolétaires. Les idées socialistes de son père la placent un peu à l'écart de ses camarades d'école. Elle rêve, écrit des poèmes en cachette, se heurte aussi aux difficultés de l'existence.

Le film n'escamote pas la misère et la promiscuité, mais évite le naturalisme. La reconstruction « rétro » est comme un enjolivement du souvenir.

Astrid Henning-Jensen a choisi la tendresse, l'amitié à l'égard de ses personnages et fait la part belle à sa jeune interprète, charmante, sensible, discrètement émue. Sofie Graabøel est considérée comme la nouvelle star danoise (elle apparaissait dans *Gauguin* d'Henning Carlsen, elle joue dans *Pelle le conquérant*). Elle a deux ans de plus dans *Rami* et *Julius* d'Eric Clausen, peintre en bâtiment devenu cinéaste, et qui porte sur le Danemark contemporain un regard très critique.

Julius, caissier de nuit d'un garage de la banlieue de Copenhague, s'éprend de Rami (Saleh Malek), un jeune Palestinien réfugié. Placé sous le double signe de Shakespeare et de *West Side Story*, ce film revendique avec violence — et une surprenante frénésie esthétique — le droit à l'amour contre les préjugés des familles, le racisme et les ferments de mort des luttes politiques, ce qui ne va pas sans ambiguïté. Le couple, symbole d'une jeunesse qui veut simplement vivre et aimer, se débat dans un univers de couleurs métalliques et froides.

Eric Clausen, toute originalité affirmée, a frappé fort, ce qui n'a pas plu au public danois. Bille August tournait, lui aussi, le des aux conventions des films d'adolescence avec *Twist and Shout* (le Monde du 24 avril), qui, réalisé en 1984, revenait sur le Danemark des années 60 pour la chronique d'une enfance victime de la morale puritaine d'une société petite-bourgeoise. L'humanisme de Bille August fait chaud au cœur.

JACQUES SICLIER.

● ERRATUM. — M. Jean-Marie Monmestiel, de l'Association française de copologie (15, rue Nobel, 67460 Souffrèwerheim), nous indique que, contrairement à ce que Jean-Pierre Pérochon-Hugoz a écrit dans son article sur l'exposition copte de Louvain-la-Neuve (le Monde des arts et spectacles du 13 octobre), sur la foi d'informations recueillies à l'université de Louvain-la-Neuve, les trois premiers congrès de copologie n'ont pas eu lieu à Rome, Varsovie et Québec mais au Caire (1976), à Rome (1980) et à Varsovie (1984).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMME

Le charme de « La nuit Bengali » ce sont les brumes de moiteur, les nuits chaudes, le parfum des soirées sur la terrasse, l'excitation d'une certaine atmosphère.

LIBÉRATION

Une première partie flamboyante. Un film troublant, pittoresque, foisonnant, dépayssant, esthétiquement réussi.

LA CROIX

Où elle est belle cette route des Indes.

FIGARO MAGAZINE

Ce film aux images somptueuses, enivré de couleurs et de sons décrit avec finesse les secrets de l'Orient.

TÉLÉRAMA

Les images sont fortes, hautes par l'inde millénaire.

U.S.D.

Avec un indéniable talent de mise en scène, Nicolas Klotz recrée une Inde envoûtante et complexe... une expérience supérieure.

STUDIO

La Nuit Bengali

BICENTENAIRE

La Révolution française à Los Angeles

Sous les palmiers, les cocardes

L'université de Californie, à Los Angeles, inaugure en ce début novembre sa part de célébration du Bicentenaire de la Révolution française. Un programme ambitieux.

Inaugura, sur ce rivage du Pacifique, vers l'Asie, dans cette métropole du vingt et unième siècle, et le dernier avant-poste de Far-West, incongru, l'air de la Carmagnole ? La Californie n'a pas laissé à la côte Est, traditionnellement tournée vers l'Europe, l'exclusivité du Bicentenaire de la Révolution française.

Et depuis quatre ans déjà, UCLA prépare activement, en collaboration étroite avec les services culturels du consulat français de Los Angeles, un programme d'expositions, de conférences, de cours et de manifestations culturelles particulièrement copieux. La présence française n'aura jamais été aussi importante sur la côte Ouest que pendant les quinze prochains mois.

L'exposition de cent quatre-vingts caricatures, « Politics and Polemics: French Caricature and the French Revolution 1789-1799 », inaugure cette série de manifestations. L'université américaine l'a proposée à la Bibliothèque nationale, et préparée conjointement.

Ces images de la Révolution, peu connues, seront une découverte pour le public anglo-saxon. « Et deux siècles après », précise Laure Beaumont-Maillet, conservateur en chef du département des estampes à la Bibliothèque nationale, elles n'ont rien perdu de leur virulence. « Il est vrai que dans le « Bébête-show » d'aujourd'hui, souvent, le ridicule tue ! L'exposition, assortie d'un catalogue complet, est attendue ensuite à New-York, Paris et Vézille.

Le programme académique est imposant. Difficile ensuite aux étudiants et au public californiens d'ignorer la Révolution française, ses faits ou ses interprétations. Une véritable cohorte d'universitaires et de chercheurs (français ou américains), ont été invités à participer à des colloques (Michel Vovelle de l'université d'Aix-Marseille, Claude Langlois de Rouen, Michel Melot du Centre Georges-Pompidou, Philippe Roger du CNRS, mèneront ce

mois-ci la conférence de la Western Society for French History).

De nombreux colloques de spécialistes et des réunions publiques auront lieu, notamment « Littérature et idéologie bourgeoises : l'écrivain dans la Révolution » (avec Jean-Claude Bonnet et Chantal Thomas du CNRS, Michel Delon de Paris-X Nanterre, Jean Sgard de Grenoble). « Les femmes et la Révolution » (avec Dominique Dessanti), « Paris 1789 - Los Angeles 1989 » (avec Jean Baudrillard), mais aussi « La Révolution française et l'Amérique latine » (avec Régis Debray), etc.

Cinq professeurs français ont été conviés à venir enseigner pendant un trimestre. Le 10 mai 1989, une vidéoconférence publique, retransmise par satellite entre UCLA et le Centre Georges-Pompidou, débattait de la signification historique de la Révolution française et des droits de l'homme de 1789 à nos jours. Des universitaires se rendront aussi à Santa-Barbara, à San Diego, à Tucson (Arizona), à Albuquerque (Nouveau-Mexique).

Citons également les expositions : « Photographies » (89 images pour une révolution, à Colorado-Springs), « L'Encyclopédie »...

Bastille Day

Enfin, les Archives du film de UCLA, en coopération avec la Cinémathèque française, ont monté pour le printemps une rétrospective de films sur la Révolution, une vingtaine de courts et de longs métrages, américains, français, italiens, hongrois, allemands, depuis le premier, tourné en 1897 : *L'Assassinat de Marat* et *La Mort de Robespierre*, jusqu'aux productions récentes. La rétrospective se déplacera dans vingt-cinq villes des Etats-Unis. Un catalogue inventorié et commentant tous les films sur le sujet.

Un tel programme nécessitait des moyens. Outre la contribution de l'université elle-même et de la National Endowment for the Humanities, « nous étions déterminés, et nous sommes allés chercher l'argent auprès des fondations privées et des sponsors », précise le professeur Robert Maniquis, qui coordonne le Comité du Bicentenaire. Il évalue

son budget à environ 1,5 million de dollars.

Stimulés par pareille fièvre révolutionnaire, bon nombre de projets autonomes ont vu le jour. Ainsi Paul Verdier va monter le 1789 d'Arianne Mouchkine, qui tournera dans une dizaine de villes américaines. Egalement inscrit à ce calendrier, le Festival musical du Bicentenaire, à l'Hollywood Bowl, un ensemble de manifestations de musique baroque, etc.

Le clou de ces festivités est réservé au 14 juillet, « Bastille Day », dit-on ici : un bal des citoyens, donné sur les pelouses de ce campus-jardin qu'est UCLA, au son de l'orchestre toulousain La Jai et ses instruments populaires anciens.

CLAUDINE MULARD.

Rouget de l'Isle au Panthéon

Le bicentenaire de la Révolution verra-t-il les cendres de Claude-Joseph Rouget de l'Isle transférées au Panthéon ?

M. Richard Dell'Agnola, le maire de Thiais (Val-de-Marne), où l'auteur de la *Marseillaise* a été enterré au siècle dernier, vient de demander au président de la République de faire le nécessaire. Ainsi pourrait être réparé un oubli de l'Histoire.

L'auteur de la *Marseillaise* qui avait démissionné de l'armée en 1796 après avoir été envoyé l'année précédente à Brest, vécut ensuite obscurément, pauvrement même, jusqu'à la révolution de juillet 1830. Louis-Philippe le fit ensuite chevalier de la Légion d'honneur et lui accorda une pension.

Vers 1824, il fut hébergé chez le général Blain à Thiais. En 1826, il s'installa chez Mme Voilet au 4, rue des Vertus à Choisy-le-Roi. C'est là qu'il mourut en 1836. La maison existe toujours (1). Seule une plaque rappelle le souvenir de Rouget de l'Isle. Il fut inhumé à Thiais dans un petit enclos rue du Pavé-de-Grignon qui appartenait, semble-t-il, au général Blain. En 1861, ses restes furent transférés au cimetière de Choisy-le-Roi.

En 1915, Raymond Poincaré était alors président de la République, les cendres de Rouget de l'Isle devaient être transférées au Panthéon. Le gouvernement de l'époque présidé par René Viviani ne put faire appliquer cette décision car les responsables s'aperçurent au dernier moment qu'il fallait un texte législatif. En pleine guerre, il était trop tard pour réunir la Chambre des députés et le Sénat à ce sujet. C'est ainsi que depuis 1915 Rouget de l'Isle repose aux Invalides dans le caveau des gouverneurs.

Soixante-trois ans plus tard, la municipalité de Thiais demanda au président de la République la mise en route de la procédure législative qui permettrait enfin l'entrée de l'auteur de l'hymne national au Panthéon. Le bicentenaire de la Révolution française offre ainsi à la République l'opportunité de réaliser ce qui n'a pu l'être par le III^e.

FRANCIS GOUGE.

(1) Elle se trouve aujourd'hui au numéro 6 d'une rue qui porte son nom depuis le 6 mars 1881.

PALAIS DES CONGRÈS à partir du 18 novembre 1988

1789 1989

Sous le patronage du Ministère de la Culture et avec le concours de la Mission du Bicentenaire de la Révolution Française et la Mairie de Paris

ROBERT HOSSEIN



La LIBERTÉ ou la MORT

Texte de ALAIN DECAUX - STELLIO LORENZI - GEORGES SORIA

VOUS POUVEZ LOUER SUR PLACE

PALAIS DES CONGRÈS THEATRE MOGADOR
PALAIS DES SPORTS CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE
FNAC TOUTES AGENCES

ET PAR TELEPHONE 48 28 40 90 EUROPE 1

C'EST SON MEILLEUR ÉLÈVE. IL MEURT. POURQUOI ?

IL LUI ARRACHE SON SECRÉT. ELLE MEURT. POURQUOI ?

Informations « services »

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averte	brasse	ciel couvert	ciel dégagé	ciel orageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Archis

PRO

ESPÈCHES L'APP

MINITEL

936 40

Communication

15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988

La presse gratuite, média de masse et de proximité

NICE

de notre envoyé spécial

Cinq cent soixante-trois titres gratuits diffusent 40 millions d'exemplaires par semaine, à 90 % par le biais des boîtes aux lettres, le reste par des mises en dépôt dans des commerces. « Le journal gratuit français est un catalogue de bonnes affaires, de promotion de magasins et de propositions de produits qui émanent des particuliers », a expliqué M. Jean-Claude Collard, président du directeur du groupe de presse gratuite Le Carillon, filiale du quotidien Ouest-France, au cours du congrès international de la presse gratuite réuni à Nice du 27 au 29 octobre.

Traité d'annonces commerciales et promotionnelles, noiroi de colonnes de petites annonces, le journal gratuit appartient maintenant au paysage familial du public. Qu'il soit simplement feuilleté ou lu avec application, ce média qui ne paie souvent pas de mines affiche un taux de lecture de 65 % à 85 %. Consulté par l'ensemble des catégories socio-professionnelles, il reste pourtant la lecture d'élection des plus de cinquante ans (56 % du lectorat selon une étude réalisée par la société de gratuits S3G du quotidien Sud-Ouest) et des femmes (50 % en lectorat).

La publicité « camouflée »

Média de masse par excellence, la presse gratuite est aussi un média de proximité. Son territoire, c'est le marché local. Un marché en expansion continue depuis quelques années qui pèse 15 milliards de francs en 1988. « Compte tenu de l'évolution du chiffre d'affaires des commerçants et de la modernisation du réseau de distribution en France, due au développement des supermarchés et des hypermarchés, on peut tablir sur une augmentation de ce marché de 5 % à 7 % par an », note M. Jean-Claude Collard. Une aubaine pour la presse gratuite, qui capte déjà presque un quart de ce marché local et réalise un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de francs, soit une augmentation de 600 % entre 1980 et 1988.

Il reste que la concurrence est âpre. Avec la presse quotidienne régionale d'abord, avec les prospectus ensuite. Dans les régions où les titres régionaux « se préoccupent davantage des remises de

Créée il y a près de trente ans, la presse gratuite est en quête de crédibilité et de consécration. Née en France en 1960, renforcée par la création huit ans plus tard de la Compagnie pour les marchés régionaux (COMAREG) de M. Paul Dini, elle aborde maintenant les rives de l'âge adulte. La concurrence à laquelle se livrent entre eux les journaux gratuits et la lutte avec les autres médias locaux — presse quotidienne régionale, affichage et prospectus — les contraignent à la concentration et à la diversification.

médailles que des manifestations commerciales », selon les termes de M. Paul Dini, président de la COMAREG, la presse gratuite a « camouflé » la publicité locale et les petites annonces. En revanche, certains titres régionaux se sont lancés très tôt dans la bataille, en créant leur propre société de journaux gratuits. C'est le cas de Ouest-France, de Sud-Ouest, de Nice-Matin, de Midi Libre, etc.

Le « mariage », au début de cette année, d'Havas et de la COMAREG a d'ailleurs incité ces régionaux à rompre leurs liens antérieurs avec le groupe Havas. Du coup, la presse gratuite est entrée dans l'ère de la concentration. Une concentration dominée actuellement par quatre grands groupes : Havas-COMAREG (cent onze journaux gratuits diffusant onze millions d'exemplaires par semaine), Le Carillon-Ouest-France (quatre-vingt-deux journaux, 8,2 millions d'exemplaires) et le réseau SPIR de M. Claude Léoni (quarante titres, 3,2 millions d'exemplaires), que talonne à bonne distance la société S3G de Sud-Ouest (vingt-neuf journaux, 1,6 million d'exemplaires).

En diffusant environ 40 % de la presse gratuite, la presse quotidienne régionale a donc enrayé une concurrence qui aurait pu mettre à mal ses recettes publicitaires. Il n'en va pas de même pour les prospectus : les agences et les studios locaux de publicité les ont mis au goût du jour, car 20 % d'entre eux, tout au plus, sont rejetés par le public. Et les commerçants et distributeurs en sont de plus en plus friands. A tel point que les prospectus draineraient aujourd'hui 20 à 25 % de la publicité locale.

Pour rivaliser avec ce concurrent, la presse gratuite est contrainte à innover. Les différents groupes — des plus importants aux réseaux régionaux comme Promafair, BIP, Gesa Publicité, etc. — ont décidé de moderniser la mise en pages de leurs journaux, d'introduire la quadrichromie et les cahiers, de conce-

voir des « gratuits thématiques » (immobilier, automobile, parafinisme) et de perfectionner la formation de leur personnel au sein d'instituts comme en ont créé Le Carillon ou la COMAREG. Mais ils choisissent aussi la diversification : ainsi le groupe SPIR offre des programmes « clés en main » aux radios et des services télématiques, tandis que la petite société éditrice d'Allo-Sambre, à Maubeuge, crée le mensuel *Vocabulaire*, consacré à l'apprentissage des langues : (140 000 exemplaires en trois éditions : anglais, allemand, espagnol).

Il reste aujourd'hui à la presse gratuite à gagner en crédibilité. Sa puissance repose en effet sur le contrôle rigoureux de son tirage, et

de sa distribution, et sur celui de sa véritable audience. L'Office de justification de la diffusion (OJD) et le Centre d'étude des supports de publicité (CESP), après avoir longtemps fait la fine bouche, se penchent maintenant sur ce dossier. La consécration devrait suivre : le groupe SPIR de M. Claude Léoni ainsi que Havas-COMAREG envisagent d'être bientôt cotés en Bourse. « Lorsque les marchés financiers seront stabilisés », précise M. Philippe Santini, président d'Havas-Médias-Régions (HMR), dont dépend le groupe de gratuits d'Havas.

Mais il n'est pas de consécration sans campagne d'image. Le Syndicat de la presse gratuite (SPG), qui regroupe trois cent soixante-trois journaux sur cinq cent cinquante, veut jouer le rôle d'« ambassadeur » de ce média longtemps décrié et inciter ses adhérents à accueillir dans leurs colonnes, en 1989, le message de la campagne européenne contre le cancer.

YVES-MARIE LABÉ

M. Le Lay au « Grand Jury RTL - le Monde »

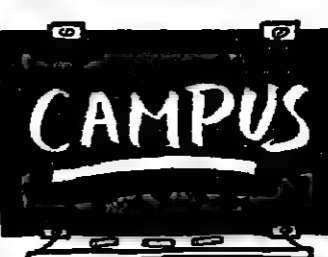
« La CNCL gaspille les fréquences pour faire plaisir à ses amis »

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 6 novembre, le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, estime que l'annonceur Gouty, non voté en commission au Sénat pour supprimer les coupures publicitaires dans les films signifierait « la mort des télévisions commerciales et l'affaiblissement des télévisions françaises vis-à-vis de l'étranger ». Aussi se réjouit-il que la profession du cinéma rejoigne sa position pour lutter contre cet amendement qui entraînerait « la mort de la fiction française ».

Peu tendre pour la CNCL, il la juge « gravement coupable » d'avoir attribué précipitamment des fréquences à la 5 et à la 6, car « on ne peut donner gratuitement à des personnes impuissantes ce qu'on a vendu 6 milliards de francs à d'autres ». Estimant que la CNCL « gaspille les fréquences pour favoriser ses amis », et « a voulu « se refaire une virginité en punissant », M. Le Lay est satisfait de son remplacement par le futur Conseil supérieur de

l'audiovisuel. Le PDG de TF1 explique par « une concurrence anormalement entretenu par la CNCL » l'inflation des coûts de programmes. Quelle chaîne généraliste est de trop ? « C'est la logique du marché qui le déterminera », répond M. Le Lay, en précisant que « c'est plutôt la 5 qui a du mal à tenir ses engagements ». « L'Etat doit prendre ses responsabilités et financer entièrement deux chaînes », TF1 est prêt, de son côté, à aider la presse régionale pour faire naître des télévisions régionales.

Pour M. Le Lay, seule TF1 « peut être le leader d'un développement européen des programmes ». Encore faudrait-il changer la loi, car, par exemple, la limite de 25 % du capital d'une chaîne à un seul actionnaire est « beaucoup trop faible » face à la compétition internationale. En revanche, il estime que les industriels doivent participer au financement des programmes du satellite TDF1, qui est avant tout « un vecteur technologique ».



Limites de l'international

Les universités font, depuis une dizaine d'années, des efforts pour diversifier leurs formations et pour créer des filières correspondant à d'autres débouchés que l'enseignement ou la recherche. Avec quels résultats ? Un élément de réponse est fourni par l'enquête réalisée par le Service d'information et d'orientation de l'université de Metz auprès des 219 étudiants qui ont obtenu la licence d'Echanges internationaux créée en 1977.

Elle montre que l'objectif visé n'est pas vraiment atteint. Si la quasi-totalité des diplômés ont trouvé assez rapidement un emploi, c'est surtout dans l'enseignement (26 %) et l'administration (19 %). Viennent ensuite les banques (13 %), les services aux entreprises (12 %) et le commerce (11 %). Moins de la moitié des diplômés sont satisfaits de leur emploi et moins du quart estiment que leur formation les y a bien préparés. Cette déception s'explique facilement puisque la majorité des diplômés souhaiteraient travailler dans le commerce et les services aux entreprises.

La filière Relations internationales recrutée, en proportions à peu près égales, après le DEUG (surtout langues et LEA), le DUT (techniques de commercialisation ; gestion des entreprises et des administrations) et le BTS (secrétariat ; action commerciale ; commerce international). Mais ce sont les thésauriers d'un DUT qui en tirent le plus grand profit : ils réussissent mieux aux examens et ont plus de chances de trouver un emploi stable et bien rémunéré.

D'une façon générale, les diplômés souhaitent que la formation fasse une plus large place au droit (notamment international et européen), à la finance, à l'économie, aux langues, et qu'un effort de promotion soit fait auprès des entreprises et des institutions internationales. Ainsi, concluent les auteurs de l'enquête, cette filière doit choisir entre deux orientations : une formation généraliste de complément, ou prendre vraiment le parti de la professionnalisation, en introduisant des enseignements plus techniques, correspondant aux besoins des entreprises et des organisations internationales.

F. G.

« Echanges internationaux à l'université de Metz. Etude sur l'insertion professionnelle des étudiants issus de la section entre 1978 et 1988. » Université de Metz, SIOPIUM, 114 du Sauley, BP 784, 57012 Metz. Tél. : 87-30-48-08.

Architecture et industrie

L'école d'architecture Paris-Tobias organise un certificat d'étude approfondie « Architecture et création industrielle », du 24 novembre au 13 juillet, destiné aux architectes et designers. Inscriptions avant le 14 novembre.

Ecole d'architecture Paris-Tobias, 5, rue du Javelot, 75045 Paris Cedex 12. Tél. : 45-82-27-27 poste 418 et 45-82-78-12.

Judaïsme

La centre de documentation et de recherche d'études juives organise les 14 et 15 novembre

un colloque international sur le thème : « Judaïsme, sciences et techniques ».

Centre de documentation et de recherche, 104, quai de Clivio, 92110 Clivio. Tél. : 42-70-70-40.

Bibliothèque Jean-Maitron

La nom de l'historien du mouvement ouvrier Jean Maitron sera donné à la Bibliothèque du Centre de recherche des mouvements sociaux et du syndicalisme, 9, rue Malher, 75001 Paris. L'inauguration, suivie d'un hommage, aura lieu le 18 novembre, jour anniversaire de son décès.

PARIS EN VISITES

MARDI 8 NOVEMBRE

« Cézanne, l'œuvre de maturité dans la collection du Musée d'Orsay », 13 heures, sortie RER, côté quai Anatole-France (Didier Bouchard). « L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée (M. Polyer).

« Les années de jeunesse de Cézanne », 13 h 15, parvis du Musée d'Orsay, à l'éléphant (M. Cases). « Nouvelle implantation à travers le quartier des Ternes », 14 h 30, métro Péreire (V. de Langlade). « Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (C. Merle).

« L'abbaye de Port-Royal », 14 h 30, sortie métro Port-Royal (Ars conférences).

« La moquette », 14 h 30, place du Palais-de-Justice (Tourisme culturel). « Les salons de l'Arsenal », 14 h 30, 2, rue de Sully (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels du Marais, village Saint-Paul, place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filineries).

« La reine Marie-Antoinette à la Concorde », 14 h 30, métro Cité (C.-A. Messier).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les passages couverts de Paris », 15 heures, entrée passage Verdeau, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Paris et son histoire).

« Exposition : le symbolisme », 15 h 15, hall du Petit Palais (M. Hager).

MONUMENTS HISTORIQUES

« La Renaissance : le quartier du Marais », 14 h 30, devant l'église Saint-

Gervais-Saint-Protais, place Saint-Gervais.

« L'église Saint-Sulpice et son quartier », 15 heures, façade principale, place Saint-Sulpice.

MUSEES DE LA VILLE DE PARIS

« L'École de Paris : Modigliani, Soutine, Utrillo », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« L'art du portrait, du seizième au vingtième siècle », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Musée du Petit Palais).

« La maison de Victor Hugo », 14 h 30, 4, place des Vosges.

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson (petit auditorium), 14 h 30 : « Delaunay, la couleur et la lumière », par A. Daguette de Hureau (Musée d'art moderne).

9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « L'Europe avant les Celtes », par O. Boucher (Antiquité vivante).

28, avenue George-V, 15 heures : « Neuf pays de la mer Baltique » (Paris et son histoire).

3, rue Rousselet, 19 heures : « Le premier art gothique » (Arcus).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Les neurosciences ont-elles des retombées dans notre vie quotidienne ? », par A. Domars (L'Homme et la connaissance).

27, rue Pierre-Nicole, 20 h 30 : « La PNL, comment mieux communiquer dans tous les secteurs de notre vie », par J. de La Morandière (La Maison du soleil. Tél. : 43-31-65-88).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 4 novembre 1988 :

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 novembre 1988 :

UN DÉCRET

• N° 88-1021 du 2 novembre 1988 portant publication de la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II) conclue à Genève le 10 octobre 1980.

DES ARRÊTÉS

• Du 24 octobre 1988 portant organisation de directions départementales de l'éducation surveillée.

UN DÉCRET

• N° 88-1022 du 3 novembre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

DES ARRÊTÉS

• Du 3 novembre 1988 portant nomination au Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

• Du 4 octobre 1988 fixant la liste des incapacités physiques incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ainsi que des affections susceptibles de donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Alexandre et Thelphie

vous informent, si vous ne le savez déjà, qu'ils sont nés le 21 octobre 1988 et sont fils de

Françoise PEYRONNET et Pierre GUILBAUD.

Il leur succèdent : 13, rue Tilton, 75011 Paris.

— Pascale et Alain BOUTBOUL, et Aurélie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Julia,

le 20 octobre 1988.

13, rue Laconte-de-Lisle, 75016 Paris.

Church's
LE TEMPS TRAVAILLE POUR NOUS.
4, rue du Dragon, Paris 6° Tél. 45-44-50-47
23, rue des Mathurins, Paris 8° Tél. 45-25-55
HOMMES ET FEMMES
42, rue Vivienne, Paris 2° Tél. 42-36-22-92
85, rue de Courcelles, Paris 17° Tél. 43-27-23-17

AFP-PRO
LES DÉPÊCHES DE L'AFP SUR MINTEL
36.29.36.19.
Telesystemes Questel

Décès

— M^{me} Jean Barthélemy,

M. et M^{me} Jean-Michel Barthélemy, leur fille,

M^{me} et M^{me} Albert Francatel, M. René Barthélemy, M. Claude Francatel, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BARTHÉLEMY,

survenu le 19 octobre 1988, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 25 octobre, en l'église de Bondy (Seine), suivies de l'inhumation dans le cimetière de la famille.

1, rue Paul-Bert, 94700 Maisons-Alfort, Villeneuve, 73350 Bondy.

— Constantine, Paris.

M^{me} Elise Ghozlan, Le docteur et M^{me} Raoul Ghozlan et leurs enfants,

M^{me} Aline Ghozlan, Les familles Bakosche, Chemia, Ghozlan, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Elise GHOZLAN, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 novembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 novembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Alain KERNEIS,

survenu le 3 novembre 1988.

Le service religieux sera célébré le mardi 8 novembre 1988, à 8 h 30, en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue du Rendez-Vous, à Paris-12.

68, boulevard Saint, 75012 Paris.

— Le docteur et M^{me} Jean Teboul, Madeleine Teboul, Le docteur Sylvie Teboul, Les familles Leclerc, Riesel, Zilberstein

Et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Prosper TEBOUL, née Dina Georges Aboukaya, leur mère, belle-mère et tante,

survenue le 4 novembre 1988.

Les obsèques auront lieu le mardi 8 novembre, à 16 h 30, au cimetière de Pantin, Paris-19.

40, rue du Mont-Vallier, 92210 Saint-Cloud.

— M^{me} Marcel Galliot, née Hélène Bernard, Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès, le 30 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de leur mère et parente

Jeanne de THOMASSIN de MONTBEL, veuve de René BÉROARD, avocat à la cour d'appel de Paris, fille du capitaine Paul Thomassin de Montbel et de son épouse, née Joséphine Poisson (Nancy).

Les obsèques ont eu lieu à Chânon (Indre-et-Loire), le 2 novembre, dans la plus stricte intimité.

Ceux qui s'associeront à leur deuil sont ici remerciés.

10, place des Vosges, 75004 Paris.

— M. Eugène Wacker, M. et M^{me} Jean-Pierre Wacker, Les familles Wacker, Quiriconi, Chauvin, Millet, Knecht, Gelot, Gantz, Roth, Sontag, Zombiel, Kempf, ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Louise WACKER,

dans sa soixante-dix-huitième année.

Les funérailles ont été célébrées le 3 novembre 1988, en l'église Sainte-Catherine de Richville.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur avis de décès une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Sports

FOOTBALL : le nouvel intendant de l'équipe de France

Le système Bez

Devenu responsable de l'équipe de France de football le 1^{er} novembre, le trio Michel Platini-Gérard Houllier-Claude Bez s'est aussitôt mis au travail avant le déplacement en Yougoslavie le 19 novembre. Les deux premiers ont assisté à la rencontre Matra RF-Auxerre le samedi 5 novembre au Parc des Princes. Le dernier prépare matériellement le voyage de Belgrade.

BORDEAUX de notre envoyé spécial

La personnalité de Claude Bez dérange. Le visage barré par une épaisse moustache, le menton carré, cet Aquitain de quarante-huit ans est de la race des gagnants. Lorsqu'il se fixe un objectif, les moyens justifient la fin. En dix ans de présidence, il a hissé Bordeaux au sommet du football français. En basant sa politique sur le travail, la constance et la rigueur.

Trois qualités qu'il entend appliquer à l'équipe de France. Et, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, c'est Mach II, l'agence de voyage des Girondins de Bordeaux, qui organisera le déplacement à Belgrade à la place de la Société des wagons-lits. Les journalistes, contrairement aux habitudes prises depuis trente ans, ne monteront pas dans le même avion. C'est également Mach II qui sera chargé de l'hébergement de la sélection nationale, tâche pour laquelle les nombreux déplacements des Girondins en Europe lui ont donné une certaine expérience. Pour le reste, Claude Bez n'en dit pas plus, continuant de s'imposer un « devoir de réserve ».

Explicitera-t-il un jour toutes les connexions qui ont été établies entre lui-même, la Fédération, la Ligue nationale du football (LNF), Canal Plus et Jean-Claude Darmon et qui ont abouti à l'introduction du trio Platini-Bez-Houllier à la tête de l'équipe de France ? Racontera-t-il un jour l'histoire de ce véritable putsch ? Non. Pourtant, ce serait marrant et intéressant. Sans doute trop marrant, trop intéressant. On sait seulement que certains présidents de club ont été consultés en ce

qui concerne sa nomination en tant que délégué : « Tout ce qui est commenté est mal interprété. Quand je dis que quelqu'un est blanc, vous, journalistes en concluez que les autres sont noirs ».

Les relations prochaines entre l'équipe de France et la presse ne seront pas placées sous le signe de l'ouverture. Gérard Houllier, présent à Bordeaux-Monaco, s'est éclipié discrètement dès la fin du match.

On se croirait revenu huit ans en arrière, lorsque M. Bez inaugura avec des rédacteurs du quotidien régional Sud-Ouest un nouveau type de relations avec la presse. La crise avait connu son point culminant en 1986, avec l'interdiction de pénétrer dans l'enceinte du stade municipal pour plusieurs caméramen de la télévision et pour les collaborateurs de l'équipe. La presse était, selon lui, devenue un monde d'affaires, le football un spectacle, il n'y avait plus, selon le président girondin, de droit à l'information qui tienne : « Le problème de la presse est essentiellement économique, nous devons voir ce débat en termes de business (1) ».

Et le business, Claude Bez connaît. Patron d'un cabinet d'expertise comptable, il fut le premier, à la fin des années 70, à investir systématiquement dans des joueurs de classe internationale pour renforcer son équipe. Le procédé n'était pas très apprécié, mais au

bout de quatre années Bordeaux quittait la seconde moitié du classement où il se morfondait depuis dix ans et se qualifiait pour une Coupe d'Europe. Depuis, trois titres de champion de France, deux Coupes de France et deux demi-finales européennes ont enrichi le palmarès bordelais.

Les Girondins sont présents pour la huitième année consécutive — un record en France — en Coupe d'Europe.

En plus de joueurs de talent et d'un entraîneur aux compétences reconnues, Aimé Jacquet, Claude Bez s'est attaché à donner un esprit de club à tous les Girondins, de la star au plus modeste employé. La rigueur est partout présente, aux déplacements, dans le respect des heures de repas quand ils sont pris en commun, dans la tenue vestimentaire — costume ou survêtement identique pour tous.

Avec de pareils résultats, M. Bez a gagné en respectabilité. On ne s'étonne plus à Bordeaux de voir une marque de supermarché parrainer non pas le club, mais les rencontres. Lorsque l'équipe fait une tournée à Los Angeles, plusieurs représentants de secteurs d'activités dynamiques de la région l'accompagnent.

Le président girondin achète, vend, fait des bénéfices qu'il réinvestit aussitôt. Dans de nouveaux joueurs, dans un siège social luxueux ou dans d'autres activités. Les Girondins de Bordeaux sont désormais majoritaires dans les conseils

Platini en visite

Le sélectionneur national Michel Platini était à Bordeaux dans l'après-midi du samedi 5 novembre. Fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée depuis sa prise de fonction, il n'a pas voulu préciser les raisons de sa visite éclair en Gironde, se contentant d'une plaisanterie : « Je suis venu profiter du soleil. A Nancy, il faisait froid. Il est à peu près sûr, cependant, qu'il a rencontré Jean Tigana, le capitaine des Girondins, qu'il envisage de rappeler en équipe de France. Le Bordelais, de son

côté, s'est une nouvelle fois refusé à toute déclaration. Le sélectionneur national, avant de se rendre au Parc des Princes, a réaffirmé que tout joueur sélectionné serait soumis à des sanctions en cas de refus. Il a également ajouté : « Pour le moment, et bien que je ne refuse aucune interview aux journalistes, j'ai l'impression de jouer contre la presse plutôt que contre la Yougoslavie. Cela ne fait rien : je continuerai ce que je fais depuis dix ans. Je parle mais je ne dis rien ».

T. C.

RUGBY : France-Argentine à Nantes

Le syndrome néo-zélandais

Cinq mois après avoir été battu par les Pumas argentins à Buenos-Aires (18-6), le Quinze de France a pris à Nantes, le 4 novembre, une revanche musclée devant trente-deux mille spectateurs enthousiastes : l'équipe dont Philippe Dumas représentait le capitaine s'est imposée (29-9) comme elle l'avait fait en 1986 sur la même pelouse face aux All Blacks néo-zélandais.

Une telle récompense aurait enchanté n'importe quel. Serge Blanco est trop fin pour l'avoir acceptée sans retenue. Il savait en effet que le désigner meilleur du champ c'était faire abstraction de l'énorme travail des autres, qui ont péri cette victoire comme un boulangier malaxe la pâte avant de la mettre au four. Blanco, c'est le panache, c'est-à-dire le superflu, dans une équipe qui vient de signer un bail avec la rigueur, en d'autres termes le gros œuvre.

Le jeu proposé au public par le commanditaire de la FFR a souligné involontairement cette contradiction. A un Laurent Rodriguez usant jusqu'à l'abus de sa puissance dans un système construit pour l'usage de la force, les gens ont préféré un Serge Blanco, le fanalement fabriquant d'embrouilles.

Un verdict sans valeur parce qu'émis par des juges incompetents ? Il serait rassurant pour Jacques Fouroux de pouvoir le penser. Mais il ne fallait pas être un grand expert, samedi, pour mesurer la peine qu'ont eu les Français avant de faire plier les Argentins. Comment aurait évolué la situation face à une opposition plus agressive, plus structurée, plus armée pour les pénalités ? Trois balles perdues en mêlée sur introduction française, ce n'était pas dramatique dans le contexte nantais. Lors du Tournoi des Cinq Nations ou de la Coupe du monde, cela aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus graves.

En clair, ce n'était pas trop dur de faire semblant de jouer comme les All Blacks samedi. Mais ce n'était qu'un simulacre. La densité physique de Philippe Sella, de Marc Andrieu ou de Franck Meunier serait un facteur dynamisant s'il y avait une réelle continuité dans les actions lancées par les autres. Ce n'est pas le cas. Et en cela ce Quinze français ne pourrait obtenir que le label de « baby black ».

ALAIN GRAUOUD.

TENNIS : Tournoi d'Anvers

McEnroe réapprend la victoire

L'Américain John McEnroe, actuellement quatorzième joueur mondial, s'est imposé dimanche 6 novembre en finale du Tournoi d'Anvers, face au Soviétique Andreï Chesnokov (6-1, 7-5, 6-2). Après sa victoire en 1986, l'occasion est ainsi offerte à McEnroe de remporter la raquette de diamant promise à celui qui gagne le titre trois fois en cinq ans.

ANVERS correspondance

Il a fallu dégringoler du podium. Le manque d'habitude sans doute. Le Tournoi d'Anvers était le deuxième titre de l'année pour John McEnroe, le premier depuis sa victoire prometteuse sur Edberg à Tokyo, il y a plus de six mois. Depuis, il y a bien eu des déceptions de glorieuses comme les deux sets « pleurants » sur la brique pilée de Roland Garros contre Lendl, mais jamais le titre n'était au bout. Sa faible prestation à Wimbledon surtout l'avait fortement marqué. « J'avais eu quelques doutes à ce moment-là quand à la suite de ma car-

rière », avouait-il. « Mais, au fond, j'ai toujours eu le sentiment que je pourrais réintégrer les meilleurs. Un ou deux titres en fin d'année vous donnent l'impulsion nécessaire pour vous préparer pour la prochaine saison. Mon tennis est intact. Les autres joueurs savent bien que mon rang actuel ne reflète pas ma valeur ».

Les quatre rencontres gagnées, avec, en passant, une revanche bien sentie contre le Suisse Hlasek qui l'avait battu lors du Tournoi de Bercy, n'apportent pas la preuve d'une renaissance sportive. McEnroe le sait sans doute. Mais, même s'il n'a pas eu à affronter un seul attaquant de race à Anvers, un titre reste un titre. Il faut repartir d'habitude de gagner. « Il s'agit de savoir si j'ai encore soif de victoire, si je redeviens ma confiance. Pas à peu, j'y arrive », dit l'Américain.

Il y a dans la tentative de McEnroe de renouer avec son sport et de retrouver ses sensations une qualité de modestie qui n'est pas toujours l'apanage des vedettes. Nous avons bien compris lors d'une conversation avec lui que se battre contre un déclin et repousser l'échéance d'une fin de car-

rière sont des impératifs moraux. Qu'il le doive au jeu et à lui-même. Ce qui est certain, c'est que le personnage est bien mieux intégré dans la vie du circuit, et mieux perché, maintenant qu'il lutte comme un daimé pour remonter à la lumière.

Son adversaire, Andreï Chesnokov, se trouve confronté à d'autres problèmes. Sur ses 900 000 francs de prix, de loin le chèque le plus important de sa carrière, Chesnokov percevra précisément 3 %. « J'espère », dit-il avec son ton lugubre habituel, que ma fédération évoluera légèrement à l'avenir ».

Rien n'est moins sûr, mais, à partir de l'année prochaine, Andreï pourra toujours faire appel au syndicat des joueurs (ITF) pour défendre son dossier, car il a l'intention d'y adhérer. « Personne, avant, ne m'avait demandé », confie-t-il, agacé. Ne risque-t-il pas d'y avoir source de conflits si les priorités de sa fédération et celles de son syndicat ne coïncident pas ? « Non, c'est moi le joueur professionnel, pas la fédération. Et, de toute façon, l'ATP reste la plus forte ».

MARC BALLADE.

Les résultats

Athlétisme

MARATHON DE NEW-YORK
La Britannique Steve Jones a remporté, dimanche 6 novembre, le marathon de New-York en couvrant les 42,195 kilomètres en 2 h 8 min 20 s. Chez les femmes c'est la Norvégienne Grete Waitz qui a triomphé, réalisant ses exploits des années précédentes, puisque cette ancienne institutrice avait gagné de 1978 à 1980 et de 1982 à 1986.

Premier Français, Pierre Levisse s'est classé onzième, en réalisant un temps de 2 h 14 min 38 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
NATIONALE 1 A (dixième journée)
Limoges b. Avignon 90-69
Montpellier b. Antibes 94-91
Saint-Quentin b. Châlons 101-76
Nantes b. Tours 99-82
Orthez b. Lorient 99-77
Cholet b. Villeneuve 82-73
Moulhouse b. Metz 94-80
Grenoble b. RCF Paris 111-106
Classement. — 1. Limoges et RCF Paris, 18 pts ; 2. Cholet et Nantes, 17.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (dix-neuvième journée)
Bordeaux et Monaco 1-1
Sochaux b. Saint-Etienne 2-1
Nice b. Nantes 1-0
Lille b. Strasbourg 3-1
Auxerre b. Matra Racing 2-1
Marseille b. Toulon 1-0
Paris-SG b. Laval 2-1
Lens b. Caen 2-0
Metz b. Cannes 2-1
Montpellier b. Toulouse 1-0
Classement. — 1. Paris-SG, 37 pts ; 2. Auxerre, 36 ; 3. Marseille, 34 ; 4. Monaco et Nice, 30 ; 5. Nantes, 29 ; 7. Bordeaux et Sochaux, 28 ; 9. Lille, 27 ; 10. Metz et Cannes, 26 ; 12. Montpellier et Toulon, 25 ; 14. Toulon, 22 ; 15. Matra-Racing, 20 ; 16. Laval et Caen, 17 ; 18. Strasbourg, 12 ; 19. Saint-Etienne, 11 ; 20. Lens, 10.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale 1 A (treizième journée)
Bordeaux b. Grenoble 5-0
Gap et Rouen 6-6
Amiens b. Mont-Blanc 9-3
Briançon b. Tours 10-1
Français Volants b. Vill-de-Lans 7-1
Classement. — 1. Amiens, 20 pts ; 2. Rouen, 20 ; 3. Briançon, 20 ; 4. Français Volants, 19.

Jeux méditerranéens

L'édition 1993 des Jeux méditerranéens a été attribuée à l'Université d'Agde (Hérault) et la région Languedoc-Roussillon, par le Comité international des Jeux méditerranéens (CIJM), réuni dimanche 6 novembre à Athènes. La décision a été prise par acclamation des représentants des 17 comités nationaux olympiques des pays méditerranéens siégeant au CIJM et par les membres du Comité international olympique appartenant à des pays méditerranéens. Ce sera la première fois que la France accueillera ces Jeux, créés en 1951.

Motonautisme

UN PILOTE FRANÇAIS SE TUE AUX 6 HEURES DE PARIS
Un pilote français, Philippe Rabreau, quarante-quatre ans, a été tué et un autre, de nationalité néerlandaise, a été blessé lors des Six Heures motonautiques de Paris qui ont eu lieu, dimanche 6 novembre, sur la Seine.

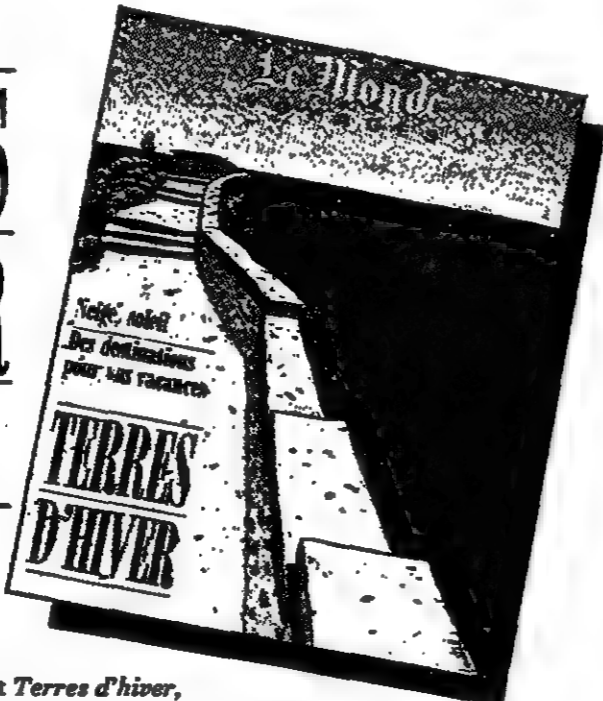
Tennis

CHAMPIONNATS DE FRANCE
Guy Forget, chez les hommes, et Meilani Lavall, chez les dames, ont remporté dimanche 6 novembre à Rouen les championnats de France 1988. Forget a difficilement battu en finale l'Argentin Eric Pingaudsky, (6-3, 6-7 [5-7] 10-8). Originaire de Bayonne, le jeune Meilani Lavall (dix-huit ans) a pour sa part disposé de Karine Quessada (6-3, 1-6, 6-4).

Le Monde

TERRES D'HIVER

Neige, soleil
pour vos vacances



DANS son supplément *Terres d'hiver*, le Monde vous invite à découvrir et à choisir des séjours dépayés, des week-ends insolites et une sélection exclusive de stations de sports d'hiver, à des prix toujours accessibles.

DESTINATIONS DE RÊVE. Des reportages en Patagonie, au Japon, en Malaisie, au Cachemire... Pour partir au bout du monde.

RENDEZ-VOUS EN EUROPE. Un agenda culturel pour vivre au rythme des capitales européennes.

ÉCHAPPÉES. Sur les pas d'écrivains et de peintres célèbres : Chateaubriand, Montaigne, Cézanne, Toulouse-Lautrec...

STATIONS TOUT SCHUSS. Une sélection sur mesure pour des vacances authentiques, familiales ou sportives, en France et à l'étranger.

SUPPLÉMENT MAGAZINE TOUT EN COULEURS

80 PAGES - GRATUIT AVEC

Le Monde

Mardi 8 novembre daté mercredi 9 novembre 1988

Le Monde

ECONOMIE

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Une dynamique monétaire

Quand, malgré les attaques britanniques, le groupe des Seize explore les chemins de l'union avec optimisme.

La charge
affranchise

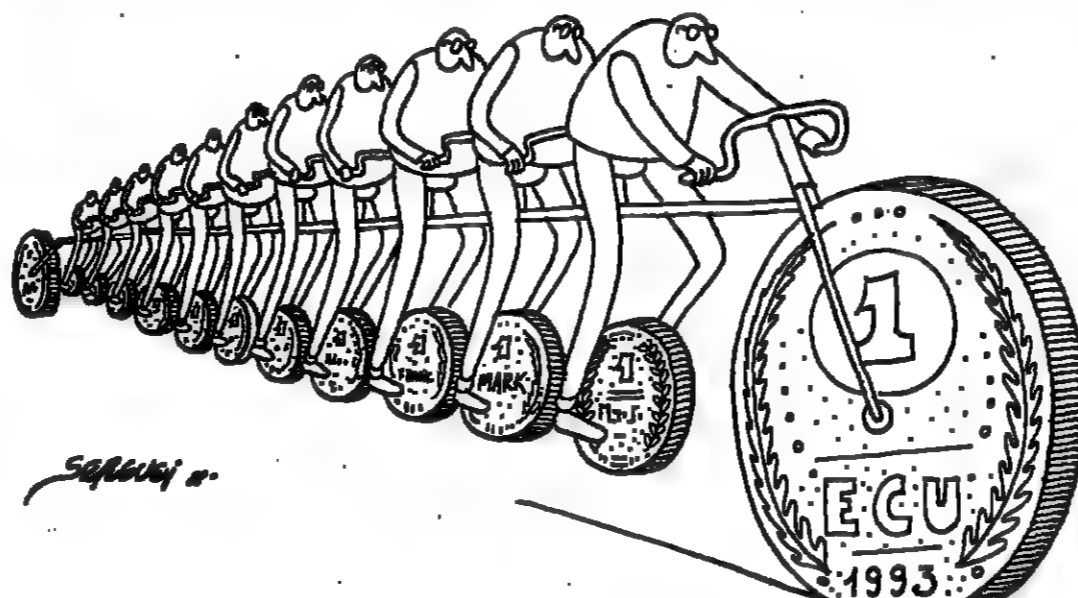
La procédure fixée à Hanovre — et c'était bien ce que voulaient les onze partenaires de M^{me} Thatcher — a créé une dynamique qui est difficile d'inverser. Les gouvernements de banque centrale

annoncent les conditions d'un progrès véritable.

Bref, tout le monde joue le jeu de façon constructive. Il n'est venu à personne l'idée d'indiquer qu'il s'agissait là d'une mission impossible et qu'il serait peut-être préférable de le faire savoir. Mais la procédure, aussi directive soit-elle, n'est pas tout.

ductive au sein du groupe, a demandé à chacun une ou plusieurs contributions correspondant à ses goûts et à ses préoccupations.

Ce style a plu sur le plan des relations personnelles. L'entreprise a été engagée aussi bien que possible, et cela nous a permis d'éviter la réaffirmation de vues



Une étroite
collaboration

La Communauté dispose déjà d'une directive sur la convergence qui date de 1974. Il faudra la dynamiser, « mettre un tigre dans le moteur », comme plaisante M. Delors, décider comment passer d'une convergence formelle faite de décisions unilatérales à une coordination plus étroite en vue d'objectifs communs.

Le débat semble soulever quelques difficultés. Il ne s'agit plus d'affirmer, comme le faisaient jadis avec insistance les Allemands, que la coopération monétaire doit être précédée d'une meilleure convergence des politiques économiques. Celle-ci, même perfectible, existe, et elle a été obtenue en vérité grâce à la coopération monétaire. C'est à

cause du système monétaire européen (SME) et de son cercle vertueux que les Français, les Belges, les Italiens, se sont résolument engagés dans la voie de la stabilité.

Les problèmes qui se posent aujourd'hui seraient plutôt de nature inverse : que signifie, en termes d'action conjoncturelle, l'impératif de stabilité monétaire si cher aux Allemands ? Quelles sont les nouvelles contraintes que les uns et les autres sont prêts à s'imposer en son nom ? Quelle est, au contraire, la marge de manœuvre que les politiques nationales voudraient se garder ?

On ne peut pas tous marcher au rythme de la RFA sous prétexte qu'elle ne ressent pas le même besoin de croissance que ses voisins », commente un des protagonistes, pour illustrer la controverse.

Une fois l'horizon défini, le comité devra indiquer le cheminement pour y parvenir, les pas concrets à faire successivement pour passer du SME et de la coopération économique actuelle à l'union. Il lui faudra proposer un calendrier, décrire les étapes, faire référence aux progrès à accomplir dans d'autres domaines de l'intégration pour accompagner le mouvement.

Ce sera la phase la plus délicate, celle où apparaîtront plus souvent qu'aujourd'hui des positions alternatives. Le comité butera d'entrée de jeu sur les problèmes qui nourrissent les discussions depuis que certains Etats membres plaident pour le renforcement du SME au-delà des accords de Nyborg (septembre 1987) : la nécessité d'une pleine participation de la livre sterling et de la lire aux mécanismes de change, les aménagements à apporter aux dispositions concernant les interventions, afin que la charge en soit plus équitablement répartie. Ce seront là les dossiers de demain.

de Bruxelles
PHILIPPE LEMAITRE.

Pour l'affirmation de l'ECU

Vis-à-vis de l'extérieur il faut décréter l'ECU seule monnaie de règlement.

par YVES BERNARD (*)

DEPUIS que la construction européenne a été entreprise, on n'a cessé de discuter, à certains moments critiques, de la question de savoir s'il était nécessaire de réaliser l'union économique avant de franchir des pas décisifs vers l'union monétaire, ou s'il fallait aussi envisager la démarche inverse. Depuis que cette construction se réalise laborieusement, avec des « avancées » et des pauses plus ou moins longues, c'est le premier point de vue qui a toujours prévalu.

Et lorsque l'harmonisation ou l'union économique butaient sur certains obstacles, on a toujours utilisé le palliatif des mécanismes d'ajustement monétaire, aujourd'hui dans le cadre du SME, pour contourner les difficultés en marquant ainsi le pas, dans le domaine économique comme dans le domaine monétaire. L'exemple extrême est fourni par le mécanisme des montants compensatoires monétaires mis en œuvre dans le cadre de la politique agricole commune.

L'acte unique prévoit, comme son nom l'indique, l'achèvement d'un marché homogène dans ses règles de fonctionnement au 1^{er} janvier 1993. Conscient des réels enjeux, le président de la Commission européenne, Jacques Delors, a opportunément obtenu, avec l'appui particulier du président de la République, la mise en place d'un comité des « sages » chargé de faire des propositions permettant d'avancer dans la voie de l'union monétaire.

Il ne faut pas confondre union et uniformisation. Si l'on fait de

l'uniformisation économique totale un principe et un préalable à tout progrès dans l'union monétaire, il est à craindre que l'Europe ne continue de piétiner et de gaspiller certaines potentialités. L'existence, aux Etats-Unis, de différences de législation entre les Etats, même si elle n'est pas sans présenter des inconvénients, n'empêche pas l'union fédérale d'exister, et même d'avoir imposé au monde le régime — d'ailleurs irresponsable depuis 1973 — de sa monnaie. On voit bien actuellement, ne serait-ce que sur les problèmes fiscaux, que la marche vers l'harmonisation, pour souhaitable qu'elle soit assurément, peut prendre du temps, même s'il faut forcer par moments les étapes.

Un pas
décisif

Faire de l'uniformisation un préalable à l'union monétaire, c'est peut-être s'interdire celle-ci pour longtemps. En revanche, un pas décisif vers l'union monétaire s'impose, qui faciliterait à terme la progression vers l'union économique.

Il existe déjà plus qu'un embryon de monnaie européenne, c'est l'ECU. Au départ, l'ECU a joué le rôle d'une unité de compte, fondement des relations entre les monnaies des Etats membres au sein du SME, mode de comptabilisation des opérations de soutien et de crédit que les mécanismes mis en place dans ce cadre comportent. S'il est déjà prévu que les banques centrales

puissent procéder entre elles à des règlements en ECU, le rôle « officiel » de la monnaie européenne s'arrête là.

Cependant, ses avantages de stabilité relative liés à sa définition (comme panier des monnaies de la CEE) ont fait naître, puis se développer, un usage privé de l'ECU dans la mesure où des emprunts sont libellés de plus en plus en cette monnaie. Tout se passe comme si se développait une création d'ECU un peu semblable au processus qui a conduit à la naissance et au développement des eurodevises.

Pour autant, le pas décisif n'a pas été franchi officiellement. On avance pour cela de multiples raisons, dont les principales sont le caractère fondamentalement régalién de l'émission monétaire et le fait corollaire qu'une union monétaire implique une banque centrale avec une politique monétaire commune, et donc une restriction à l'indépendance des Etats membres.

En fait, il est parfaitement possible de ménager les traditions, tout en franchissant un pas décisif vers l'union monétaire. Par ailleurs, s'il est nécessaire qu'il y ait effectivement une politique monétaire au niveau d'une banque cen-

trale européenne, on observera que la politique monétaire n'est pas tout et qu'il existe déjà des Etats où les autorités monétaires disposent de quelque autonomie par rapport au pouvoir politique.

Il peut être sage de commencer par laisser libre l'adhésion aux Etats membres de la CEE en dissociant, au moins pour une période donnée, l'appartenance à la Communauté et à l'Union.

Cependant, l'ECU est officiellement décrété monnaie de règlement de l'Union monétaire européenne. Cela signifie que son emploi est licite à l'intérieur des frontières de l'Union, en concurrence avec les monnaies nationales, et qu'à l'extérieur et pour les transactions de contrats nouveaux, l'ECU devient la seule monnaie européenne.

Défini à partir de la base existante au jour « J » (panier de monnaies européennes), il devient monnaie de réserve, dans un système de taux de change flottant par rapport aux autres devises, comme le dollar, au moins dans une première phase. Les monnaies des Etats membres sont définies par un taux de change

(*) Inspecteur général des finances.

fixe par rapport à l'ECU et, par conséquent, entre elles.

Les transactions ou contrats nouveaux faisant intervenir un partenaire extérieur à l'Union sont établis en ECU ou en une devise étrangère. Les contrats ou transactions en cours restent établis en monnaies nationales désormais fixes entre elles et par rapport à l'ECU, ou transformés en contrats ou transactions en ECU.

Une banque centrale de l'Union est créée, comme émanation des banques des Etats membres qui contribuent à sa dotation par apport d'or et de devises étrangères à l'Union. Les relations entre la Banque centrale et les banques des Etats pourraient correspondre à un schéma s'inspirant du Système fédéral de réserve américain.

(Lire la suite page 40.)

LES AMPHIS
RIESEC Le Monde
UNIVERSITÉ DE NANTERRE

**L'EUROPE FACE
AUX QUATRE DRAGONS**

JEUDI 17 NOVEMBRE à 12 h 30
UNIVERSITÉ DE NANTERRE
AMPHI C - BATIMENT G

avec

Jean-Pierre LANDAU, directeur adjoint à la direction des relations économiques extérieures.

Philippe LASSERRE, professeur au centre euro-asiatique à l'INSEAD.

Federic PARK, consultant international.

Michel BOYER, responsable du « Monde économie ».

Le prix de l'union

LES pays de la Communauté doivent, aux termes de la directive adoptée le 13 juin 1988, lever d'ici au 1^{er} juillet 1990 (1992 pour les pays les plus pauvres) toutes les entraves mises à la libre circulation des mouvements de capitaux. L'entreprise représentée, à n'en pas douter, un formidable défi pour le système monétaire européen (SME), dont l'existence a été caractérisée jusqu'à une date récente par la présence dans les pays à monnaie traditionnellement faible — France et Italie notamment — de restrictions sur les flux de capitaux.

Ces restrictions permettaient aux pays membres de préserver une certaine indépendance monétaire que la libre circulation des capitaux réduira à néant en imposant une convergence des politiques monétaires. Les gouvernements pourraient dès lors juger excessifs les coûts de leur appartenance au SME au regard des avantages qu'ils en retirent, et décider de sortir du système, déniaient ainsi à ce dernier toute raison d'être. Le risque est d'autant plus réel que l'intérêt principal présenté jusque-là par le SME pourrait bien, aujourd'hui, tendre à disparaître.

En 1977-1978, lorsque l'idée de former le SME commença de séduire, l'Allemagne avait des déficits extérieurs et un mark qui s'appréciait. Aussi vit-elle essentiellement le SME comme un moyen d'empêcher ses principaux partenaires commerciaux de recourir à une politique de dévaluation compétitive.

La discipline allemande

La motivation première des autres pays fut tout autre. Quand, au début des années 80, un consensus se dégagea en Europe sur la nécessité de lutter en priorité contre l'inflation, certains pays, dont la France, cherchèrent à travers leur participation au SME à « emprunter » la crédibilité de la Bundesbank dans le domaine de la discipline monétaire afin de casser les anticipations inflationnistes des agents. Ces pays ont en conséquence aligné leur politique monétaire sur la politique monétaire allemande, conférant à l'Allemagne un rôle central dans le SME.

Mais aujourd'hui, si l'inflation a considérablement reculé, le chômage en revanche connaît une ascension inquiétante. Dans ces

Un régime de changes fixes peut entraîner des fortes difficultés sociales et politiques.

par MARIE-HELENE DUPRAT (*)

conditions, le recours à une politique monétaire expansionniste pourrait considérablement gagner en séduction si la relance de la croissance pour combattre le chômage venait à supplanter la lutte contre l'inflation comme objectif prioritaire des gouvernements.

Si, le cas échéant, l'Allemagne maintient son objectif d'inflation zéro, alors l'épisode mouvementé de 1981-1983 (on compte cinq modifications des taux directeurs du SME) se répètera. Mais avec la libre circulation des capitaux, les pays à monnaie faible connaîtront une flambée de leurs taux d'intérêt et seront, qui plus est, rapidement obligés de revenir à une politique d'austérité.

La raison en est que le SME, au même titre que tout système de parités fixes, comporte un phénomène d'asymétrie selon lequel les pays participants sont finalement contraints d'aligner leur

politique monétaire sur celle du pays le moins expansionniste. Si les capitaux sont largement mobiles, cette asymétrie sera renforcée : les pays devront converger plus rapidement encore vers la position monétaire allemande.

A l'origine de ce phénomène se trouve la pratique en Allemagne d'une politique de stérilisation, laquelle vise à protéger le stock de monnaie allemande de toute perturbation extérieure. La Bundesbank, pour réaliser l'objectif monétaire qu'elle s'est fixé, neutralise, via la diminution des crédits à l'économie, l'effet sur sa masse monétaire de ses interventions de change. On pourrait évidemment imaginer que de façon symétrique la Banque de France, par exemple, recoure à des opérations de stérilisation.

(*) Chargée de recherche à l'Institut français des relations internationales.

Mais les deux pays, dont les monnaies connaissent des évolutions divergentes, ne luttent pas à armes égales. Car la France n'est en mesure de poursuivre cette séquence « intervention-stérilisation » que tant qu'elle dispose de réserves de change pour soutenir sa monnaie. Dès lors que ses réserves s'épuisent, elle est contrainte, soit de quitter le SME, soit de se conformer à la politique monétaire plus restrictive de l'Allemagne (1). Et parce que l'accroissement de la mobilité des capitaux accélère la déperdition des réserves, la France verra se renforcer le biais déflationniste inhérent au SME.

La contrainte sera toutefois quelque peu assouplie du fait du dépassement probable des objectifs monétaires de l'Allemagne consécutif aux interventions que la Bundesbank devra opérer sur le marché des changes pour soutenir les parités du SME. Quand la liberté des capitaux est totale, les politiques de stérilisation perdent de leur efficacité : la réduction (l'accroissement) des crédits à l'économie entraîne une hausse (baisse) des taux d'intérêt, un afflux (une sortie) de capitaux étrangers s'ensuit qui rend nécessaires de nouvelles interventions sur le marché des changes et ainsi de suite.

Une indépendance menacée

En somme, une large mobilité des capitaux en Europe renforcera pour les Etats les coûts de leur appartenance au SME. L'Allemagne, qui possède aujourd'hui de confortables surplus extérieurs, verra son indépendance monétaire sérieusement menacée : les pays à monnaie faible, quant à eux, seront contraints de sacrifier leur croissance sur l'autel du SME, et ce à un moment où le besoin d'une politique de relance pourrait se faire sentir avec une acuité nouvelle.

Le SME se trouve donc piégé au pied du mur avec pour seule perspective le problème de son devenir à résoudre. Un élargissement des marges de fluctuation ou la dérive du SME vers un régime de parités glissantes restituerait aux pays membres une certaine indépendance monétaire. Mais une telle évolution apparaît

incompatible avec le projet d'intégration économique européenne.

En vérité, l'acheminement vers l'union monétaire, où les pays harmoniseraient leurs politiques monétaires, voire opteraient pour un régime de parités fixes irrévocables est assurément dans l'air. D'ailleurs, il serait difficile de comprendre pourquoi les pays européens ont accepté de lever les contrôles de capitaux, c'est-à-dire de se priver d'un instrument qui leur confère une certaine autonomie financière, s'ils étaient en fait à la recherche d'une plus grande indépendance monétaire.

Il est donc plus naturel de voir là la quête d'une coopération monétaire plus étroite que la suppression des contrôles de capitaux doit susciter. Le défi toutefois est de taille quand les structures économiques des différents pays ne sont pas suffisamment homogènes pour justifier l'union monétaire. Et s'ils jugent bon d'adopter un régime de parités fixes irrévocables, les Etats pourraient être alors contraints de compenser tout différentiel d'inflation au moyen d'un ajustement des salaires.

Des déséquilibres substantiels de balances des paiements sont incompatibles avec l'union monétaire. Aussi est-il possible que, pour résorber ses déficits commerciaux avec l'Allemagne, la France doive rétablir sa compétitivité en abaissant directement les prix relatifs ou les coûts relatifs de production (notamment les coûts salariaux) des entreprises exposées à la concurrence étrangère. Et nombre de salariés pourraient ainsi se trouver obligés d'accepter non seulement une baisse de leurs salaires réels mais aussi une plus grande mobilité géographique selon les conditions nécessaires aux entreprises pour s'adapter à la concurrence extérieure (2). Toute la question, par conséquent, est de savoir si un tel ajustement n'entraînera pas des coûts sociaux et politiques prohibitifs.

(1) Notons qu'il est prévu dans le dispositif du SME des possibilités d'emprunt qui retardent cette échéance.

(2) Une redistribution du facteur capital entre les différents secteurs de l'économie sera vraisemblablement également nécessaire. L'ampleur relative de ces deux mouvements (transfert du facteur capital et du facteur travail) dépendra de l'intensité du capital (ou en mille) des techniques de production de secteur à l'exportation.

Pour l'affirmation de l'ECU

(suite de la page 39.)

Les monnaies nationales ne sont, pour les opérations nouvelles, utilisables que pour les transactions s'effectuant sur le territoire des Etats membres. Leur cours est déterminé automatiquement chaque jour par référence à celui de l'ECU. Les relations privilégiées existant avec certains Etats extérieurs à la Communauté, sous forme de zones monétaires, par exemple la zone franc, sont naturellement maintenues, sous réserve de l'application des dispositifs énoncés plus haut.

Les Etats membres de l'Union continueront à établir les balances concernant leurs relations avec les autres Etats membres du système, mais elles ne sont plus publiées (1). Seules sont rendues publiques les balances des opérations de l'Union monétaire européenne avec les Etats qui lui sont extérieurs.

Des propositions révolutionnaires

Ces propositions sont « révolutionnaires » sans doute comme l'étaient le Zollverein en Allemagne au dix-neuvième siècle ou la création du Système fédéral de réserve en 1912 aux Etats-Unis ! Il faut voir cependant que le passage à une union de ce type entraînerait immédiatement un processus positif.

Le fait que les échanges de la Communauté avec l'extérieur soient excédentaires (même si l'Union monétaire européenne ne comporte pas au départ tous les Etats membres de la CEE, comme c'est aujourd'hui le cas pour le SME) ferait aussitôt de l'ECU une monnaie de réserve recherchée. On peut même prévoir qu'il faudrait, au départ, calmer les demandes sur les marchés des changes.

L'apparition d'un pôle ECU serait un facteur de responsabilisation des Etats-Unis et pourrait

servir d'exemple à l'affirmation d'autres monnaies comme instruments de réserve... mettant ainsi fin au règne d'un étalon dollar erratique. En tout état de cause la spéculation ne pourrait plus jouer, par construction, les monnaies européennes les unes contre les autres, et ce seul fait constituerait un apport positif à la croissance et aux équilibres mondiaux.

On pourrait objecter, sans doute, que l'Union reposera sur la solidité de certaines économies et de certaines monnaies. Mais c'est déjà le cas dans la CEE. Et la concrétisation de l'Union ne dispensera pas les Etats membres pour lesquels cela s'impose de fournir l'effort de vitalité et de productivité nécessaire auquel nous sommes les uns et les autres conviés. Et la réalisation d'une union monétaire véritable confèrera plus de souplesse à une circulation des capitaux déjà active, qui ne dispense d'ailleurs pas de développer des politiques tendant à réduire les disparités régionales de développement existant à l'intérieur de la Communauté et des Etats membres eux-mêmes.

En clair, l'union monétaire ne créera pas de problème nouveau par rapport à ceux qui existent. Elle pourra en revanche constituer un facteur susceptible, à terme, de favoriser des évolutions positives au sein d'une confédération européenne. Sans doute les propositions avancées constituent-elles une novation et marquent-elles le franchissement de pas décisifs. Ces pas, il faut savoir, à un moment, les franchir si l'on veut réellement que l'Europe, par son union effective, devienne un pôle de prospérité, de stabilité et de paix pour elle-même et pour le monde.

YVES BERNARD.

(1) Les échanges intercommunautaires, qui prennent dès lors un caractère régional, représentent déjà tant en importations qu'en exportations, environ 58 % de l'ensemble des échanges de la CEE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

ECU 100.000.000

Obligations 7 3/8 % 1988-1993

Prix d'émission: 100 % plus les intérêts courus depuis le 28 juin 1988
Les Obligations sont assimilables aux obligations de l'emprunt
ECU 150.000.000 7 1/2 % 1988-1993 émis le 28 juin 1988

Garanties inconditionnellement par la
République Française

Crédit Commercial de France

Banque Bruxelles Lambert S.A. • Crédit Lyonnais

Credit Suisse First Boston Limited • Mitsubishi Finance International Limited

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd. • SBCI Swiss Bank Corporation Investment banking

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited • Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Algemene Bank Nederland N.V. • Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A. • ENP Capital Markets Limited

Caisse des Dépôts et Consignations • Dresdner Bank Aktiengesellschaft

IEB International Limited • Kreditbank International Group

The Long-Term Credit Bank of Japan (Europe) S.A. • Sanwa International Limited

Société Générale • Swiss Volksbank

Nouvelle émission • le 24 octobre 1988

YOUR MBA
IN EUROPE

DE L'EUROPE

Les coûts de la Communauté

Le grand marché risque de nuire à certaines régions et de profiter aux firmes étrangères.

Par MICHEL GODET (*)

baisse proviendra à la fois de l'effet direct de la réduction des coûts et de la pression de la concurrence... La pression à la baisse ainsi exercée sur les prix stimulera à son tour la demande... Ainsi devrait s'enclencher un cercle vertueux, car l'augmentation de la production des entreprises européennes entraînerait une nouvelle baisse des coûts, en raison de l'effet d'expérience, qui à son tour...

L'inspiration libérale

Le rêve est trop beau pour être vrai. Les experts de la Commission, néophytes en la matière, ont apparemment repris à leur compte les analyses du Boston Consulting Group sur l'effet d'expérience. On sait pourtant depuis longtemps que les limites de ces analyses sont trop souvent démenties par les faits. En fait, la philosophie de la Commission d'essence très libérale repose sur l'idée que « le jeu des mécanismes du marché constitue la meilleure organisation possible des échanges ».

Idee qui pourrait sembler paradoxale de la part des fonctionnaires européens, car toute politique communautaire risque précisément de fausser les mécanismes du marché et par conséquent d'être néfaste. Cette contradiction échappe aux eurocrates, car l'inspiration libérale cache une volonté interventionniste et supranationale — il s'agit par le biais de « directives » de forcer la concurrence et le libre-échange.

Prenons un exemple, celui des pièces de rechange automobile : la Commission envisage de contraindre les constructeurs automobiles à céder les licences de fabrication moyennant quelques royalties. Ne

risque-t-on pas d'affaiblir ainsi les constructeurs européens au profit de fournisseurs étrangers et de porter une grave atteinte à la liberté de contracter ou non et par conséquent au droit de propriété industrielle ? Dans certains cas la Commission ferait bien, à son tour, de ne pas abuser de sa position dominante.

Soyons clair, notre propos n'est pas de casser l'enthousiasme pour l'Europe, mais de ramener l'objectif de 1992 à ses justes proportions. Les ambitions de la Commission,

(*) Professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

aussi légitimes soient-elles, ne doivent pas faire trop illusion.

Le chemin de la construction européenne est plus étroit que jamais. Le plus facile a été fait : pour aller plus avant il faudrait que les Etats acceptent de renoncer à une partie de leur souveraineté nationale, ce qui paraît peu probable. On a vu M^{re} Thatcher ne pas renouveler le mandat des deux commissaires britanniques à Bruxelles, jugés trop européens. De même, la RFA n'acceptera jamais l'idée d'une Banque centrale européenne, ne voulant à aucun prix importer l'inflation, et ayant déjà le sentiment de payer plus que son compte pour l'Europe.

Tout bien pesé, l'Europe monétaire avançant à très petits pas, il est probable que l'achèvement du marché intérieur n'est pas pour demain. En attendant les bienfaits promis, veillons à limiter les coûts de l'Europe. L'établissement d'un marché unique aux normes accep-

tées partout pourrait d'abord profiter aux entreprises japonaises ou américaines qui bénéficieraient par ailleurs, en toute impunité, de positions dominantes dans leur pays.

Le bénéfice du marché européen ne doit pas être accordé au reste du monde sans contrepartie. La nouvelle concurrence à l'intérieur de l'Europe doit être compensée par une protection renforcée vis-à-vis de l'extérieur.

Jusqu'à présent la mobilisation autour des objectifs européens paraît salubre. L'effet d'annonce, jouant à plein, provoque la réflexion et incite les acteurs économiques et sociaux à remettre en cause les habitudes, à changer les comportements et à modifier les structures. Cependant, la marge de manœuvre est faible. Emportés par l'euro-enthousiasme nous risquons aussi d'oublier que l'Europe n'est qu'une île dont le sort dépend de celui de l'archipel Monde.

Stratégie bancaire

LE REFUS DE LA DÉRIVE

Par Hervé de Carmoy

La banque connaît aujourd'hui des bouleversements profonds et brutaux. Hervé de Carmoy, administrateur délégué de la Société Générale de Belgique, analyse ici toutes les options stratégiques possibles. Il nous propose avant tout un guide pour l'action.

222 pages - 120 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Gagner un an sur les quatre à six que demande un arbre pour donner des premiers fruits, plus nombreux et meilleurs, c'est ce que recherchent les producteurs. C'est ce que leur apporte DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens.

En liaison avec la Station Expérimentale des Producteurs de Fruits aux

Pays-Bas, les chercheurs de DSM ont mis au point un procédé inédit en Europe du Nord, alliant fertilisation et irrigation: la Fertigation.

Un engrais soluble spécialement équilibré enrichit l'eau d'irrigation qui, du même coup, goutte à goutte, fournit aux racines de l'arbre humidité et éléments nutritifs.

Bien qu'en avance d'un an, les fruits obtenus affichent déjà de réels progrès de productivité et de qualité gustative. La Fertigation: certainement, parmi nos technologies, l'une des plus fructueuses.



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

Pour accélérer la croissance de nos arbres fruitiers, nous enrichissons l'eau du "goutte à goutte".

DSM, Boite Postale 6500, 6401 JH Heerlen, Pays-Bas.

YOUR MBA IN EUROPE

HUIT GRANDES BUSINESS SCHOOLS EUROPEENNES PRÉSENTENT LEURS PROGRAMMES À MUNICH ET À PARIS

Munich, 19th November 1988
Saturday 10.00 - 18.00 hrs.
Hotel Vier Jahreszeiten
Maximiliansstrasse 17
8000 Munich 22, West Germany

Paris, 2nd & 3rd December 1988
Friday 14.00 - 18.00 hrs.
Saturday 10.00 - 18.00 hrs.
Hôtel Meurice
228 Rue de Rivoli
75001 Paris, France

Des ateliers et des présentations sur des aspects spécifiques des programmes seront animés par des responsables et des anciens des programmes MBA, entre 11h et 12h pendant les horaires d'ouverture.

isa INSTITUT SUPERIEUR D'ADMINISTRATION Cours HEC-ISA Avenue Didier Daurand-Bardot 1 Rue de la Liberté 78240 Jouy-en-Josas, France Phone: (1-33) 1 39 56 70 00 Fax: (1-33) 1 39 56 74 40	EDHEC Ecole Supérieure de Commerce Avenue Pasteur 91 92000 Nanterre, France Phone: (1-33) 1 39 35 40 00 Fax: (1-33) 1 39 35 40 00	UNIVERSITY OF LONDON LONDON BUSINESS SCHOOL Gower Street, London WC1E 6BT, U.K. Phone: (44) 1753 53 50 Fax: (44) 1753 53 50
FRANCE INSEAD Avenue Jean Domenech Boulevard de Constance 77300 Fontainebleau, France Phone: (1-33) 1 60 77 40 00 Fax: (1-33) 1 60 77 40 00	THE NETHERLANDS ROTTERDAM SCHOOL OF MANAGEMENT Eindhoven University Avenue 400, 5600 MB Eindhoven, The Netherlands Phone: (1-33) 18 42 18 19 00 Fax: (1-33) 18 42 18 19 00	UNIVERSITY OF MANCHESTER MANCHESTER BUSINESS SCHOOL Oxford Road, Manchester M13 9PL, U.K. Phone: (44) 161 275 51 51 Fax: (44) 161 275 51 51
SWITZERLAND HES Avenue Strick North CH 1900 St. Gallen, Switzerland Phone: (41) 71 31 11 11 Fax: (41) 71 31 11 11	ITALY SDA BOCCONI Avenue S. Maria della Pace Viale Bocconi 12 20123 Milano, Italy Phone: (1-33) 760 84 84 22 Fax: (1-33) 760 84 84 22	

Si vous ne pouvez pas assister au forum, vous pouvez écrire pour plus d'informations à l'une des business schools mentionnées ici.

Please send me: ☐ a brochure on the Eight Business Schools ☐ a brochure on your Business School

Name: _____
Address: _____
City: _____
Country: _____
Nationality: _____

LEADERS

CONSTRUCTION

Le projet de loi de finances pour 1989, présenté par le ministre de l'Économie, prévoit une augmentation de 10% des cotisations sociales pour les entreprises du secteur de la construction. Cette mesure vise à compenser la baisse des cotisations sociales pour les entreprises du secteur de la construction, qui ont subi une baisse de 10% des cotisations sociales en 1988. Le ministre de l'Économie a déclaré que cette mesure était nécessaire pour assurer l'équité du système de cotisations sociales et pour encourager les entreprises du secteur de la construction à investir dans la formation et la recherche-développement.

tion de l'ECU

Le projet de loi de finances pour 1989, présenté par le ministre de l'Économie, prévoit une augmentation de 10% des cotisations sociales pour les entreprises du secteur de la construction. Cette mesure vise à compenser la baisse des cotisations sociales pour les entreprises du secteur de la construction, qui ont subi une baisse de 10% des cotisations sociales en 1988. Le ministre de l'Économie a déclaré que cette mesure était nécessaire pour assurer l'équité du système de cotisations sociales et pour encourager les entreprises du secteur de la construction à investir dans la formation et la recherche-développement.

La chronique de Paul Fabra

QUE des sept plus grands pays à économie de marché le seul à enregistrer un excédent budgétaire soit aussi celui dont la balance des paiements, « se détériore » le plus fortement, comme on dit, et où l'inflation relève le plus la tête, voilà qui devrait rendre le cas de la Grande-Bretagne autrement plus intéressant que celui des États-Unis. Et mettre une sourdine à la jolie « musique d'avenir », comme disent les Allemands (*Zukunftsmusik*), qui berce les discours pratiqués de tous les politiciens d'Europe occidentale et du Japon, affirmant chaque fois que l'occasion leur en est donnée que tout irait tellement mieux sous le soleil si seulement les Américains venaient à bout du déficit de leurs finances publiques.

Pour la deuxième année consécutive, les mots *public sector debt repayment* (remboursement de la dette du secteur public) ont remplacé, au bas du compte récapitulatif des recettes et des dépenses du budget britannique, l'expression latine de *public sector borrowing requirement* (besoins d'emprunt du secteur public) par quoi on mesurait pour chaque exercice, jusqu'en 1986, l'excédent annuel prévu de l'endettement de l'État et de ses dépendances directes (sociétés nationales essentiellement). Dans le discours qu'il a prononcé la semaine dernière aux Communes, le chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, ne s'est pas fait faute — cela est bien compréhensible — d'insister sur ce remarquable changement de signes (un + substitué à un -) du solde général des comptes publics. Si un ministre français des finances venait un jour à mettre notre budget en équilibre, sur quel chantage pourrait-il se faire appuyer ?

Nigel Lawson pouvait d'autant plus se féliciter de ce résultat qu'il est obtenu pour la première fois cette année en l'absence de tout artifices. Si l'exercice clos le 30 mars 1988 n'avait dégagé un surplus qu'à la faveur des recettes provenant de la privatisation, il n'en sera pas de même pour celui qui est en cours. L'excédent prévu de 9,8 milliards de livres dépassera nettement le produit attendu de la vente des actifs industriels et immobiliers de l'État. Celui-ci atteindra à ce titre environ 5 milliards de livres, soit 2,7 % des recettes publiques. Autrement dit, même si M^{me} Thatcher — qu'à Dieu ne plaise ! — avait renoncé cette année à toute nouvelle dénationalisation, l'exécution de son budget lui aurait laissé un bonus de 4 à 5 milliards, lui permettant de racheter à due concu-

rence une partie des titres de l'énorme dette publique accumulée au fil des ans. Il n'empêche que de nombreuses voix s'élèvent à l'intérieur et à l'extérieur du Royaume-Uni pour réclamer de la Dame de fer une politique budgétaire plus serrée. Tel est notamment le cas de Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE. Veut-il se montrer plus royaliste que le chef du gouvernement de la reine ou bien a-t-il de bonnes raisons de penser que sa rigueur est plus apparente que réelle ?

En mars dernier, Nigel Lawson avait annoncé une inflation (hausse des prix de détail) de l'ordre de 4 % ; il l'évalue aujourd'hui pour l'exercice budgétaire à 6,25 % (elle est présentement de 5,9 %). Mais il ne se laisse pas démonter pour autant : le sommet de la hausse devrait être atteint « au cours du premier semestre de 1989 », à la suite de quoi on reviendrait au rythme de 5 % ou à peu près. Pas plus qu'ailleurs les erreurs de prévision n'empêchent leur auteur de fournir de nouveaux chiffres. Sur, la balance des paiements courants, le chancelier de l'Échiquier s'est trompé du simple au triple. Il avait évalué, il y a six mois, à 4 milliards de livres (comme en 1987) le déficit probable pour 1988. Aujourd'hui, il admet qu'il sera d'au moins 12 milliards de livres — un fameux dérapage ! comme on dirait à Calais, — et vraisemblablement d'autant en 1989.

La situation britannique n'offre-t-elle pas l'exemple d'un insupportable paradoxe ? De nombreuses études, menées des deux côtés de l'Atlantique et reprises dans un nombre encore plus grand de discours, de rapports officiels, de communiqués solennels, il ressort qu'au moins deux avantages peuvent être raisonnablement attendus d'un rétablissement de l'équilibre budgétaire. Le premier est un évanouissement concomitant du déficit extérieur, quand il existe, tant les deux phénomènes semblent liés, le pouvoir d'achat engendré par les dépenses publiques non couvertes induisant inévitablement des importations supplémentaires. C'est pourquoi on parle aux États-Unis des deux déficits « jumeaux » (*twin deficits*).

La deuxième avantage, plus controversé, mais qui a aussi une logique pour

A quel saint se vouer ?

lui, est la baisse du niveau des taux d'intérêt, résultant de la disparition de l'effet dit d'éviction qu'exercerait — et qu'exerce sûrement dans une certaine mesure — le Trésor public en se portant systématiquement et cumulativement emprunteur sur le marché des capitaux. L'État, en faisant appel à l'épargne publique, écarterait par la même occasion les demandes de fonds émanant du secteur privé.

OR, que constate-t-on en Grande-Bretagne ? Exactement l'inverse de ces promesses. Le déficit extérieur croît quand le déficit intérieur disparaît, et les taux d'intérêt ont été portés à un niveau particulièrement élevé : 12 % pour le taux de base bancaire. Pour faire taire les critiques, on répondra à l'étonnement de ceux qui ont gardé la faculté de s'étonner, le chancelier de l'Échiquier ne manque pas d'arguments de séance. A la tribune du Fonds monétaire international à Berlin, le mois dernier, il a répété que le déficit de la balance des paiements courants ne le concernait pas, puisque celui-ci était entièrement causé par les emprunts à l'étranger d'un secteur privé en pleine expansion — le taux de croissance, plus encore qu'en France, fait des merveilles. L'esquive n'est pas aussi futile que la religion ambiante de la balance commerciale des paiements pourrait le faire croire. Dans tous les pays du monde, plus un politicien ou un commentateur est ignorant, plus il attache de l'importance aux chiffres de la balance commerciale et des autres composantes (balance des services, etc.) de la balance des paiements. « Statistiques presque dénuées de signification », dit très bien le célèbre chroniqueur du *Financial Times*, Samuel Brittan. Sauons le courage ou l'impertinence d'un ministre qui ose braver un préjugé aussi tenace. Il n'est pas sûr toutefois que ce soit pour de bonnes raisons.

Quand aux sept relèvements consécutifs des taux à court terme auxquels il a procédé depuis le mois de juin, il les justifie par la nécessité d'en revenir à un taux de croissance plus « soutenable » en longue période. Ce en quoi Nigel Lawson se met en contradiction avec ce que l'on croit être un des acquis du Thatcherisme. Penser que l'origine des tensions inflationnistes se trouve non pas dans le fonctionnement et le manie-

ment de l'appareil du crédit et de la monnaie, mais dans les progrès trop rapides de l'activité et le plein-emploi de certaines ressources (goudons d'engorgement), c'est réintroduire les schémas d'analyse défrichés des années 60 et suivantes sur l'inflation « par les coûts » (salaires notamment). En définitive, le pouvoir n'offre pas d'explication très claire. Tout se passe comme s'il se ralliait implicitement à celles qui sont actuellement le plus souvent mises en avant par les analystes privés.

Une des idées les plus communément admises (on la professe aussi aux États-Unis) est que l'épargne nationale s'est beaucoup affaiblie et qu'en conséquence le pays se trouve dans la nécessité de financer par des emprunts extérieurs une partie croissante de ses investissements. Mais une fois qu'on a dit cela, on n'a pas dit grand-chose, en réalité, sinon cette vérité d'évidence que si un pays est en déficit à l'extérieur, et que s'il fait appel à des capitaux de l'étranger c'est pour financer des dépenses qui ne le sont pas sur ses propres ressources.

Mais si on veut pousser plus loin le raisonnement en termes « macro-économiques », ce qui impliquerait qu'on puisse chiffrer cette fameuse insuffisance de l'épargne, et notamment l'épargne privée, promue au rang de cause indépendante, on se heurte vite à une impossibilité. A en croire les statistiques officielles, le taux d'épargne par rapport au revenu disponible serait depuis cinq ou six ans tombé de 12 % à 5 % environ. Cependant, un analyste renommé, Christopher Johnson, vient de découvrir le pot aux roses. Ces chiffres n'ont aucune réalité, si on tient compte du fait que le poste « erreurs et omissions » des statistiques officielles, pudiquement dénommé « compte d'équilibre » (*balancing item*), est, en valeur absolue, plus important que celui qui mesure l'épargne privée elle-même. Christopher Johnson estime, quant à lui, que celle-ci pourrait être égale au double de son évaluation officielle.

Si on y regarde de près, on devine la cause de cette extraordinaire disparité des résultats : l'épargne avec un grand « E », correspondant à l'« agrégat » de même nom dans le jargon des économistes modernes, n'a pas d'existence propre dans leurs comptes :

elle résulte d'une différence (entre l'estimation du revenu disponible et celle de la consommation).

Autre incohérence du débat en cours : la Grande-Bretagne est un pays supposé en déficit, dont les réserves de changes en devises ont plus que doublé en deux ans. Cette anomalie est passée sous silence. Elle explique peut-être bien des choses, à commencer par la formidable explosion du crédit intérieur.

JE ne voudrais pas terminer cette chronique, c'est même par là que j'aurais dû commencer, sans faire partager aux lecteurs du Monde ma première réaction d'incrédulité, et surtout mon sentiment d'admiration quand la date du 31 octobre, anniversaire de notre ami et maître Alfred Sauvy, m'a fait prendre conscience de l'âge qu'il a atteint ce jour-là : quatre-vingt-dix ans. Il suffit de le lire pour savoir que cet homme, qui venait tout juste d'avoir vingt ans quand fut signé l'amistice du 11 novembre 1918, dont nous allons cette semaine célébrer le souvenir, est parmi nous un des esprits les moins conformistes (et donc les plus courageux), les plus curieux, et aussi les plus optimistes qui soient. Ceux qui ont la chance de le connaître et de l'écouter parler, en suivant le regard aussi jeune que jamais, aussi bienveillant que malicieux qu'il pose sur la vie, savent que ces qualités procèdent autant de la raison que du cœur (mais c'est sans doute, comme chacun devrait savoir depuis Pascal, la même chose !). J'attends par ma part avec impatience le prochain livre de Sauvy, après celui qu'il nous a donné récemment sur *les Sources de l'humour* (1) et qui suivait de quelques mois ses réflexions sur *l'Europe submergée* (2), éclairées par toute la science et le don d'observation — et donc de prévision — du fondateur de la démographie française moderne. Quant à ses nombreuses études et ouvrages sur le chômage, pour ne parler encore que de cet autre domaine d'investigation de cet infatigable chercheur, historien, statisticien, économiste, moraliste (mais qui ne confond pas — ni non plus ne dilue — la morale dans aucune de ces disciplines), il demeure l'indispensable guide de ceux qui veulent essayer d'y comprendre quelque chose.

(1) Éditions Odile Jacob.

(2) Éditions Dussol.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

W. EDWARDS DEMING

Qualité

Contrairement à ce que dit l'introduction (excellente par ailleurs) de Jean-Marie Gogge, secrétaire général de MAST, société de conseil en management stratégique, le professeur Deming était déjà fort apprécié aux États-Unis dès la fin de la guerre, puisqu'il était appelé chaque semaine de Washington, sa résidence, à Chicago pour donner des leçons de statistique, sur le contrôle de la qualité, science naissante qui lui doit tant. Sa renommée s'est largement étendue depuis, en particulier au Japon, qui lui est redevable une partie de ses progrès.

Dans cet ouvrage de l'éminent mathématicien, nous ne trouvons aucune formule mathématique, même simple. Souci d'être à la portée de tous ceux qui s'intéressent au management. Trouvent ici leur place de nombreuses critiques de pratiques courantes, réputées favorables à l'entreprise, et une explication des déceptions partielles de l'économie américaine, naguère à l'avant-garde.

Pour lui faire retrouver son rang, quatorze recommandations de management lui sont données qui peuvent servir à d'autres et qui surprendront quelques lecteurs, industriels ou non. Nombreux exemples, même, de craintes exprimées par des employés ou ouvriers de divers grades. Il faut faire disparaître ces craintes et, à l'opposé, exalter la fierté du travail.

Parmi les « maladies et obstacles », nous trouvons des « maladies mortelles », dont la plus excessive dans les machines et la robotique, qui détournent d'améliorations moins spectaculaires. La critique s'étend aussi aux nombreux ingénieurs américains en train d'apprendre des choses fausses et aux grandes écoles elles-mêmes. Nombreux aussi, les ouvrages statistiques qui enseignent des méthodes périmées.

Incidentement, est déclaré « un cultivateur américain peut nourrir soixante-dix personnes et que ce nombre serait encore accru si toute aide gouvernementale était supprimée ». Un chapitre entier est consacré à quelques cent vingt questions posées à des chefs d'entreprise, pour leur venir en aide. Plus incertain encore : combien de temps faudra-t-il aux Américains

pour rattraper les Japonais ? Réponse pessimiste : le succès ne viendra que de la survie darwinienne.

★ *Economica*, Paris 1988, 24 cm, 310 pages, 160 F.

JEAN NGANDJEU

L'Afrique contre son indépendance économique ? Diagnostic de la crise actuelle

Dans sa préface, Léopold Sédar Senghor dénonce le danger de cinquante micronationalismes sans issue et estime que cet ouvrage comble opportunément un vide. Dans sa présentation, William Eteli Nkounou, ancien secrétaire général de l'OUA, reconnaît la nécessité d'un apport des pays développés, mais s'accorde, avec l'auteur, sur le « développement collectif auto-centré, pour échapper au style de vie qui prévaut au Centre ». Il faut « semer la coopération, pour récolter le développement ».

Dans son avant-propos, l'auteur, journaliste camerounais, annonce avoir exclu les théories et modèles, pour faire appel à la simple pluridisciplinarité. Il faut donc parfois échapper à « l'emprise économique ». Peu importe que l'ordre suivi paraisse peu logique : « Le spectre du non-développement » devrait, semble-t-il, précéder les « tentatives de solution ».

Les divers essais d'union entre pays africains n'ont pas rencontré le succès espiéré. La ZEP (zone d'échanges préférentiels), en Afrique australe et orientale, est cependant la première étape d'un marché commun africain, en l'an 2000. Dénonciation classique de l'écart de prix entre matières premières et produits fabriqués, sans allusion, cependant, à la solution proposée par Pierre Mendès France. Opportunité critique de l'orientation classique vers les professions juridiques et littéraires, au détriment des disciplines scientifiques et techniques.

Le texte est suivi des diverses notes, rassemblées selon une déplorable méthode, plus commode pour l'imprimeur que pour le lecteur, puis d'une bibliographie « sommaire », qui n'oublie ni René Dumont, ni Samir Amin, d'une analyse critique du système éducatif africain, d'une note sur le casco et du texte de la déclaration d'Addis-Abeba (1985).

★ *L'Harmattan*, Points de vue 1988, 21 cm, 319 p., 190 F.

ANSELM ZURFLUH

Une population alpine dans la Confédération. Uri aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles

Il ne s'agit, bien sûr, ni d'alpinisme, ni de la fable d'un quelconque Guillaume Tell. Au VII^e siècle encore, l'Uri employait une langue romanche, jusqu'à l'invasion des Alamans. Restés catholiques, les Uriens ont largement émigré, sans rien perdre de leur vitalité. Possédants : les transporteurs, les riches paysans et les horlogers (d'ailleurs). Le directeur appartenait aux familles instruites. Dès la Réforme, Zwingle offrait curieusement le choix entre mourir de faim et ne plus avoir

d'enfants. Après les guerres et la mort de Zwingle, les frontières religieuses sont restées les mêmes.

L'utilisation des registres paroissiaux, selon la méthode de Louis Henry, qui a fait le tour du monde, fournit de précieux renseignements ; mais avant même les registres paroissiaux, les *Jahrzeitbücher*, tenus par l'Eglise, fournissaient quelques renseignements démographiques. Des recensements eurent lieu, en outre, en 1743 et 1745. De grandes famines ravagèrent le pays en 1692 et 1709, comme en France, mais aussi en 1817 et 1818. Déjà au XVIII^e siècle, l'Uri avait participé à la répression de la révolte des « loyaux sujets » de la Levantina.

Dans la deuxième partie, la démographie l'emporte, de façon décisive, sur l'histoire politique, celle-ci étant considérée surtout selon ses conséquences sur la population. Quant à la troisième partie, elle porte essentiellement sur la nuptialité, la fécondité, la famille ; la population a été reconstituée entre 1600 et 1830.

Importante bibliographie où figurent, au premier plan, les noms de J.-N. Biraben, L. Henry, P. Chaunu, J. Houdelle, pionniers de la démographie historique.

★ *Economica*, Paris 1988, 24 cm, 607 pages, 300 F.

WLADIMIR ADAMSKI

et divers

La Pologne en temps de crise

Dans l'avertissement, Georges Gazioud, Thomas Lowit et Renaud Seinsolieu (que l'éditeur n'a pas jugé utile de nous présenter) nous précisent qu'il s'agit d'un recueil de textes de sociologues polonais dépendant de l'Académie des sciences de leur pays. Un comité de soutien aux sociologues polonais avait été créé, à la fin de 1981, au Centre d'études sociologiques (CNRS), à l'initiative de G. Gazioud. Il en a résulté un échange de vues quasi permanent entre sociologues français et polonais.

L'introduction — « Comprendre sa société » — a été rédigée par R. Seinsolieu. Dans une première partie, W. Adamski, K. Jasiewicz, W. Morawski, W. Pankow et A. Rychard analysent les conditions qui ont prévalu, pour le pouvoir, pour l'industrie et pour diverses autorités, pendant la crise la plus aiguë. La seconde partie se préoccupe des projets de réforme élaborés pendant les années 1980 et 1981. Enfin, l'analyse de la dernière partie porte sur les changements de mentalité et d'idéal, qui, déjà latents, ont pu se manifester dans la conscience professionnelle.

La théorie de la déprivation ou du besoin aigu non satisfait, ne peut, est-il dit, suffire à expliquer la nature du conflit. Elle est, en effet, singulièrement déficiente sur le degré de tension et sur le moment de l'explosion. Cependant, est-il précisé, les ouvriers polonais éprouvent en eux-mêmes une confiance plus forte que d'autres catégories professionnelles. Il est néanmoins difficile de ne pas reconnaître l'influence décisive de l'échec des plans de développement.

Peut-être est-il opportun de citer les promesses formulées ou les espoirs suggérés. Les concours d'économistes ont été utiles. Et de même l'article de W. Pankow sur deux modèles de solution n'insiste pas suffi-

samment sur les problèmes de l'information. Même observation à propos de la fin analyse de K. Jasiewicz : « Pourquoi en Pologne ? »

★ *Méridiennes Klincksieck*, 1988, 21 cm, 302 pages.

PIERRE NAVILLE

Thomas Hobbes

Cet ancien surréaliste, puis trotskiste, n'a pas suivi la voie de Dali que celle de Trotski. Directeur honoraire de recherche au CNRS, auteur d'ouvrages de poids, sur un champ étendu, il nous présente aujourd'hui un philosophe politique important, victime de la longue animosité entre la France et l'Angleterre, mais opportunément réhabilité par Diderot, dans l'*Encyclopédie*.

Ami personnel de W. Petty, ce philosophe politique n'a jamais placé l'économie au centre de ses préoccupations ; il n'en a pas moins inspiré Quénay et les physiocrates, sinon même Adam Smith. Nous parcourons de larges espaces où l'économie ne pointe que de temps à autre.

Marqué par la guerre civile, qui a sévi de 1640 à 1650, Hobbes insiste, cependant, dans le *Léviathan* (1651), sur la nécessité de ce que nous appelons le plein emploi. Aucun système ne peut, toutefois, survivre à l'autorité royale.

En couverture, un étrange portrait, limité à l'expression.

★ *Pion*, Paris 1988, 24 cm, 275 pages, 120 F.

PRIX NOBEL

Promesses et menaces à l'aube du vingt et unième siècle

C'est en janvier dernier que les lauréats du prix Nobel de toutes disciplines ont été invités par François Mitterrand et Elie Wiesel. Une trentaine étaient attendus, soixante-quatre sont venus. Si arbitraire que soit le changement de siècle, il est commode de marquer, en quelque sorte, une halte pour faire le point.

« Il faut forger un art de vivre par temps de catastrophe, pour naître une seconde fois et lutter ensuite, à visage découvert, contre l'instinct de mort, à l'œuvre de notre histoire », écrit Camus, peu avant d'avoir reçu le prix Nobel de littérature.

Après une présentation assez pratique mais venue des discours du président Mitterrand et de Elie Wiesel, suivis des Menaces, parmi lesquelles celles de Francis Blanchard, directeur général du BIT, de W. Leontief (cet homme que la France malthusienne a sagement perdu) et de Desmond Tutu. Aux Menaces succèdent les Méthodes. Parmi les auteurs, relevons les noms de Jean Dausser, François Jacob et aussi celui de Lech Walicki.

Viennent ensuite les Promesses, avec la presque classique proposition d'un second plan Marshall en faveur des pays peu développés et la conclusion de François Mitterrand. En annexe, la liste des Prix Nobel, présente à la conférence, avec indication de leurs principales œuvres.

★ *Odile Jacob*, Paris, 1988, 22 cm, 247 pages, 129 F.

SOMMAIRE

■ Ancien conseiller des présidents Nixon et Reagan et prix Nobel d'économie, Milton Friedman juge l'action du président sortant (lire page 45).

■ Le plan emploi pour les jeunes a déclenché en Espagne une mobilisation du syndicat socialiste UGT (lire ci-contre).

■ Invité le 6 novembre du Club de la presse d'Europe 1, M. Périgot, président du CNPF, a exclu toute renégociation des conditions de licenciement (lire ci-contre).

■ Le conseil d'administration de la Caisse de Crédit agricole se réunit le 8 novembre. Il doit y être question du départ du directeur général et du maintien des liens de la banque verte avec le monde agricole (lire ci-contre).

Les conflits sociaux

● PTT : nouvelles propositions aux « routiers »
● Transports en commun : reprise progressive du travail à Nantes

Le climat social demeure caractérisé, lundi 7 novembre au matin, par des conflits morcelés dans le secteur public, notamment aux PTT avec la poursuite de la grève des transporteurs routiers postaux d'Ile-de-France. Le 7 novembre au matin, les centres de tri de la gare du Nord et de la gare Montparnasse à Paris, et celui d'Orly (Val-de-Marne) ont été en partie débloqués, à la suite de l'intervention d'agents de maîtrise des PTT qui ont réussi à faire sortir des « camions jeunes ». La direction générale de la poste a déposé toute intervention des forces de l'ordre — présentes à proximité comme pour tous les centres bloqués — à Orly. Elle espérait une évolution favorable dans le cours de la journée du 7 novembre dans le conflit des « routiers » postaux à la suite de nouvelles propositions présentées le 7 novembre au matin.

M. Gérard Delage, le directeur général de la poste, a fait recroquer à chaque agent à la suite de la suspension des négociations, une lettre contenant de nouvelles propositions. Elles tiennent en cinq points : « Le service des transports parisiens, ne sera pas privatisé ; la direction du matériel de transport ne sera pas démantelée ; dès l'année 1989, les conducteurs de poids lourds pourront bénéficier d'une formation professionnelle spéciale ; la spécificité des conducteurs de poids lourds sera reconnue grâce à un reclassement catégoriel ; l'indemnité mensuelle de conduite sera revalorisée ». M. Delage insiste sur la nécessité d'une reprise rapide du travail, condition de la mise en œuvre de cet ensemble de mesures. En tout état de cause, lorsque la grève cessera, il faudra de trois à six jours pour réorganiser le service.

Selon l'administration postale, 30 millions d'objets sont en souffrance

en Ile-de-France depuis le début de la grève. Mais une partie du courrier de la région parisienne réussit néanmoins à être acheminée : en moyenne 30 %, avec des pointes de 55 % dans certains centres.

Le 7 novembre au matin, les bureaux postaux de Paris-15 et Paris-16 reprennent le travail mais celui de la rue du Louvre restait bloqué. Les « routiers » des PTT occupaient encore les centres de tri des gares de Lyon, Austerlitz-Est, Saint-Lazare, ainsi que Paris-Tolbiac et Evryville et en banlieue parisienne ceux de Créteil, Bobigny, Pantin et Issy-les-Moulineaux. Des mouvements de grève affectent toujours par ailleurs, les centres de tri d'Amiens et d'Orléans.

Face à cette situation, M. André Bergeron a déclaré le 5 novembre à Lille, qu'il faut, que dans les jours qui viennent, le gouvernement accepte ce que demandent les syndicats. Pour le secrétaire général de FO, « le premier ministre doit traiter avec les représentants des salariés avant de se trouver dans une situation inextricable ». Pour M. Bergeron, ces conflits sont « le résultat d'une tergiversation des pouvoirs publics ». « Si on avait bien voulu écouter, a-t-il conclu, on aurait signé avant les congés tous les

grands accords du secteur public et nationalisé »

Dans les transports en commun, une légère détente est perceptible avec la signature d'un accord dans la soirée du 6 novembre à Nantes, au dix-neuvième jour du conflit et on s'attendait que le travail reprenne progressivement dans la journée du 7 novembre. La CFDT, qui a signé cet accord, a appelé l'ensemble du personnel à reprendre le travail. L'accord prévoit notamment une augmentation mensuelle brute de 315 F (environ 250 F nets pour un conducteur d'ancienneté moyenne), une prime à la reprise du travail de 180 F par jour de grève — dans la limite totale de 2 000 F — et la suppression de la prime de qualité dont la première application sur le bulletin de paie de septembre avait été à l'origine du conflit. La CGT a accusé la CFDT de « trahir les salariés » assurant qu'il n'était « pas question de signer pour des miettes ». A Lyon, la grève des transports en commun se poursuit. M. Perrot, directeur général de Sytral, organisme de tutelle des transports en commun lyonnais, a annoncé le 5 novembre que des transports en commun de substitution seraient mis en place si le conflit persiste.

Le CNPF refuse toute renégociation des conditions de licenciement

« Je ne vois pas l'utilité de renégocier aujourd'hui un accord qui a porté ses fruits », a déclaré M. François Périgot, le dimanche 6 novembre, au club de la presse d'Europe 1, après que M. Solson, ministre du travail, ait souhaité à manager la loi Séguin, qui a supprimé l'autorisation administrative préalable de licenciement. « Parmi les libertés fondamentales auxquelles je ne veux pas qu'on touche, il y a celle de gérer nos effectifs comme nous l'entendons », a lancé le président du CNPF. Celui-ci estime que l'accord signé avec les syndicats il y a deux ans sur les procédures de licenciement « fonctionne parfaitement bien » et que « toutes les prévisions sur l'augmentation du chômage ne se sont pas réalisées ; depuis le début de l'année, nous avons créé de cent mille à cent cinquante mille emplois ». La prise de position de M. Périgot intervient au moment où, précisément, M. Jean-Pierre Solson tente de rouvrir le dossier de la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement. Devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le ministre du travail a certes confirmé que la loi, initiée par M. Philippe Séguin, ne serait pas abolie. « Il n'est pas envisagé de revenir sur ce texte, a-t-il dit, mais les imperfections d'application de la loi actuelle rendent nécessaires des aménagements qui, après avoir été négociés avec les partenaires sociaux, feront l'objet de mesures législatives, vraisemblablement posées au Parlement au cours de la prochaine session de printemps 1989 ».

Dans le droit fil des préoccupations de M. François Mitterrand, telles qu'elles avaient été exprimées dans sa « Lettre à tous les Français », cette mise au point a, ironie du sort, été prononcée par une personnalité politique qui, en son temps, avait voté la loi Séguin. Mais sa proposition n'a pas, depuis, provoqué l'engouement des partenaires sociaux, peu intéressés par une telle démarche. Les syndicats ne souhaitent pas renégocier sur le sujet et, une partie d'entre eux (FO, CGT, CFDT) préféreraient une intervention législative exclusive.

Quant au CNPF, il veut d'opposer une fin de non-recevoir. Cependant, un double problème existe. La fin de l'autorisation administrative a entraîné des suppressions d'effectifs parmi les salariés adultes et les moins performants, hors de toute préoccupation sociale, observent les syndicalistes. Le recours à toutes les procédures juridiques, dans les grandes entreprises surtout, a eu pour conséquence d'augmenter les délais alors que les employeurs espèrent les réduire, reconnaît-on au patronat où on se montre parfois exoté par des abus.

C'est d'ailleurs sur ces points que M. Solson voudrait que les partenaires sociaux « parviennent à un texte commun ». A-t-il précisé le 4 novembre en citant les délais de procédure, l'intervention de l'expert et les congés de conversion. Conscient des difficultés, le ministre du travail n'a pas exclu de déposer un projet de loi-même, en l'absence d'un accord entre les syndicats et le patronat. Une manière de relancer le débat.

EN BREF

● Fonction publique : les syndicats se préparent. — Après la CGT, les six autres organisations syndicales de la fonction publique ont arrêté, le 4 novembre, leur attitude en cas d'échec des négociations salariales du 8 novembre. Le groupe des « six » (FEN, FO, CFDT, FGA, autonomes, CFTC, CGC) prendrait, dans ce cas, une « initiative de portée nationale à la fin novembre ». Toutefois, les fonctionnaires FO ont, pour leur part, annoncé « une manifestation nationale à Paris ». En réponse, la fédération CGT, qui préconise un « tous ensemble » pour le 15 novembre, s'interroge : « Pourquoi alors attendre la fin novembre ? »

● Grève des signaleurs du ciel italiens : vingt-huit vols extérieurs annulés. — La grève menée par les signaleurs du ciel de Rome, de midi à 15 heures, tous les jours depuis une semaine, a contraint la compagnie Alitalia à annuler vingt-huit vols intérieurs quotidiennement, mais elle ne

devrait pas, selon la compagnie, perturber le trafic aérien international. — (AFP).

● Dotation en capital pour les ports autonomes français. — Le gouvernement a confirmé, samedi 5 novembre, l'octroi d'une dotation en capital de 1,38 milliard de francs aux six ports autonomes français : Marseille, La Havre, Dunkerque, Nantes-Saint-Nazaire, Rouen et Bordeaux. Cette dotation, qui se substitue à partir du 1^{er} janvier 1989 aux prêts accordés par la FDES à ces établissements publics, est constituée d'une mesure de désendettement, avait été promise le 1^{er} juillet 1987 par le précédent gouvernement, grâce au produit des privatisations. Dans un communiqué, le ministre de la mer rappelle que « les reliquats de recettes de privatisations étant loin de permettre la couverture de l'ensemble des promesses faites à ce titre par le précédent gouvernement, il était naturel que l'actuel gouvernement s'interroge et établisse une liste des priorités ».

La crise au sommet de la « banque verte »

Vers un constat de désaccord entre M. Anberger et la présidence du Crédit agricole

Un conseil d'administration extraordinaire de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) se réunira le mardi 8 novembre afin d'établir un constat de désaccord avec l'actuel directeur général M. Bernard Anberger dont le départ est imminent. Au-delà de la nomination de son successeur se pose la question du lien que la « banque verte » souhaite conserver avec le monde agricole. Le maintien du monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture entre les maillons de la Caisse nationale est au centre de la convention que la « banque verte » doit passer ce mois-ci avec l'Etat. Le successeur de M. Anberger devra plaire à ses pairs mais aussi au Trésor et au ministre de l'Agriculture.

Fixé au mardi 8 novembre en fin d'après-midi, la réunion extraordinaire du conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) devrait permettre un premier dénouement de la crise qui se joue depuis plusieurs semaines à la tête de la « banque verte » (le Monde daté 30-31 octobre). A l'ordre du jour il sera avant tout question de la détérioration des rapports entre M. Bernard Anberger, directeur général de la Caisse nationale, et son conseil. Un constat de désaccord est attendu. Il rendra inévitable le départ imminent de M. Anberger « dans les deux ou trois semaines à venir ». Pour les hommes de pouvoir du Crédit agricole, cette issue ne sera pas une surprise. Dès le 28 octobre, à peine achevée la réunion du conseil d'administration, les responsables de la Caisse entameront un second tour de table, informel cette fois. On y scellera le sort de M. Bernard Anberger. Ses compétences bancaires n'étaient pas en cause, mais la grille n'avait pas pris entre la Caisse (nationale) et les caisses (régionales). Les méthodes de management du directeur général inciteront deux de ses adjoints, MM. Gilles Guignon et Jean Fontenay, à quitter la banque fin octobre, au regret du secrétaire général de la Fédération nationale des caisses agricoles (FNCA), M. Lucien Douroux. Dans la soirée du 28 octobre, les administrateurs de la Caisse ont tenu un conseil, mais ferme rejet à l'encontre de Bernard Anberger dont les jours à la direction de la société étaient désormais comptés.

Lettes d'influence

Mais, contrairement à ce qu'on pouvait croire la semaine passée, le conseil extraordinaire du 8 novembre ne souhaite prendre (sauf rebondissement) aucune position sur l'identité des nouveaux directeurs généraux (1) ni surtout sur le nom du successeur pressenti de M. Anberger. Cette tergiversation traduit l'après des luttes d'influence qui s'exercent simultanément entre la rue de La Boétie, siège de la FNCA, le Trésor et le ministre de l'Agriculture. Car, au-delà de la personnalité qui « sortira du chapeau » à la place de M. Anberger, c'est le financement de la politique agricole française qui est en jeu.

Mutualisée en janvier 1988 (c'est-à-dire vendue aux quatre-vingt-quatre caisses régionales), la Caisse nationale doit, selon le loi, passer une convention avec l'Etat, établissant les modalités confirmant le Crédit agricole comme banque privilégiée de l'agriculture. Jusqu'à présent, la pierre angulaire de cette politique résidait dans le monopole de distribution des prêts bonifiés au monde paysan que l'Etat réservait à la « banque verte ». Officiellement, les dirigeants de la Caisse et de la Fédération affirment leur volonté de rester la banque de référence de l'agriculture. La politique de revenus ne peut, toutefois, à leurs yeux, être remplacée par une politique de crédit ; la banque refuse de jouer le rôle social que l'Etat ne peut ou ne veut pas remplir.

Rue de Rivoli, la tentation n'est pas nouvelle de supprimer le monopole de distribution des prêts bonifiés dans la perspective du grand marché concurrentiel de 1993. On le

souhaitait chez M. Balladur. On l'espère chez M. Bérégovoy. Mais le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, se refuse à lâcher un tel instrument sous peine de voir s'éloigner de sa sphère d'influence la politique de financement d'un monde agricole en pleine mutation. Rue de Varenne on lie ainsi la nomination du prochain directeur général de la Caisse à la signature d'une convention solide avec l'Etat qui ne consacre pas la mise en coupe réglée de la politique agricole par le Trésor.

Une solution interne

Au sein de la « banque verte », un consensus paraît se dégager en faveur de M. Lucien Douroux, farouche partisan (et artisan) de la mutualisation et fidèle de M. François Guillaumes. L'opposition se compte sur les doigts d'une main, affirme un haut responsable du Crédit agricole, précisant que M. Douroux est devenu « incontournable ».

Après avoir usé trois directeurs généraux « parachutés » par le pouvoir depuis 1981, la Caisse nationale paraît opter pour une solution interne même si le consensus autour de M. Douroux n'est pas si solide que ses amis le disent. C'est d'ailleurs lors d'un vote pour le renouvellement du bureau de la Fédération, il n'a obtenu que vingt voix sur trente-sept.

Certains dirigeants des caisses régionales (et non des moindres) soutiennent que les proches de M. Douroux ont négocié avec la Rue de Rivoli un étrange marché : l'agrément à leur champion contre l'abandon par la « banque verte » du fameux monopole de distribution des prêts bonifiés. Les mêmes dirigeants affirment que M. Douroux, actuel directeur de la caisse d'Ile-de-France, menace de jouer les franc-tireurs avec d'autres grandes caisses régionales et la FNCA ne lui échappe pas. A la Fédération on dément en fait ces allégations. « La question du monopole est discutée par le président de la Caisse nationale, M. Yves Baralou, pas par M. Douroux », l'intéressé juge « scandaleux » le soupçon d'abandon dont il fait l'objet. Mais deux zones d'ombre demeurent : en vertu de la loi de mutualisation, le directeur général de la Caisse nationale nommé par le conseil d'administration doit recevoir l'agrément des ministères de l'économie et de l'agriculture dès lors que le Crédit agricole conserve le monopole de distribution des prêts bonifiés. S'il abandonne cette prérogative, on peut penser que le « passage obligatoire » à l'agrément pourrait disparaître et la « banque verte » choisir librement son directeur.

L'autre incertitude concerne la nature du lien que le Crédit agricole veut conserver avec le monde paysan. Une banque qui se destine à affronter la concurrence internationale peut-elle supporter le risque agricole français dont le montant, en terme d'endettement, atteint 200 milliards de francs ? Aux Etats-Unis, le Farm Credit System a été balayé par la faillite des agriculteurs américains au milieu des années 80. A la « banque verte », on admet que l'agriculture aura toujours besoin de prêts bonifiés. Ses prix de vente n'ont plus de rapport avec ses coûts de production. La rotation lente de ses capitaux freine son dynamisme à l'investissement. Les jeunes qui s'installent ou les vieux en voie de modernisation ne peuvent réussir sans un appui financier adapté. L'agriculture, on l'ignore souvent, est une branche très capitalistique où il faut investir 5 francs pour gagner 1 franc. « Le Crédit agricole n'a pas envie d'abandonner les prêts bonifiés », observe l'un de ses dirigeants. Mais il ne les gardera pas à tout prix. « Si nous restions la banque de l'agriculture, poursuit-il, nous devrions pouvoir jouer à armes égales. On ne peut nous demander de consentir des bonifications sur des prêts à la place de l'Etat au risque de n'être plus compétitifs ailleurs ». La discussion de la convention Crédit agricole-pouvoirs publics est à peine ébauchée. De sa teneur dépendra sans doute le nom du successeur de M. Anberger.

ERIC FOTTORINO.

(1) Leur nomination relève exclusivement du Directeur général.

● Le sommet des producteurs de cacao aujourd'hui. — Le sommet des chefs d'Etat des douze pays membres de l'alliance des producteurs de cacao qui devait se tenir lundi 7 et mardi 8 novembre à Lomé a été ajourné sine die. Ce sommet avait pour objet de discuter de mesures susceptibles de soutenir les cours du cacao. Ceux-ci ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis près de treize ans.

● L'alliance des producteurs de cacao (APC) regroupe la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun, le Togo, le Gabon, Saint Thomas et Principe, ainsi que le Brésil, le Mexique, l'Equateur, la République Dominicaine et Trinité et Tobago.

Aucune nouvelle date n'a été fixée pour le sommet. — (AFP, Reuters.)

ETRANGER

Bataille au sein de la « famille socialiste » en Espagne

L'Union générale des travailleurs se mobilise contre le gouvernement de M. Gonzalez

MADRID de notre correspondant

Nouvelle escalade dans la bataille qui fait rage au sein de la « famille socialiste » espagnole : c'est une véritable déclaration de guerre qu'a lancée au gouvernement, le samedi 5 novembre, M. Nicolas Redondo, secrétaire général de ce qui fut le « syndicat frère » socialiste, l'Union générale des travailleurs (UGT).

Mobilisations générales, manifestations, arrêts de travail : M. Redondo a annoncé une série de pressions contre la politique économique en vigueur, qui seront programmées — et c'est là un motif supplémentaire de préoccupation pour le gouvernement — de concert avec l'autre grande centrale, les Commissions ouvrières (communistes). Les dirigeants de l'UGT n'ont exclu, pour le moment en tout cas, que le recours à la grève générale, dans la mesure où leur intention, ont-ils précisé, n'est pas de renverser M. Gonzalez.

Le chômage des jeunes

La philippique de M. Redondo intervient deux jours à peine après l'échec définitif d'une dernière tentative de dialogue entre les interlocuteurs sociaux et le gouvernement. Un dialogue qui s'était péniblement engagé en juin dernier et qui s'était traduit par la mise sur pied de différents groupes de travail. La plupart allaient rapidement se retrouver dans l'impasse, dès avant les vacances estivales (le Monde du 6 août). Quant au dernier d'entre eux, le plus important, consacré au problème de l'emploi, il ne s'est même pas réuni : le ministre du travail, M. Manuel Chavez, a annoncé, le vendredi 4 novembre, qu'il renonçait à le mettre sur pied, au vu des divergences opposant aux syndicats quant aux thèmes à traiter.

La cause directe de cette rupture est la présentation par le gouvernement d'un plan d'emploi pour les jeunes, qui sera bientôt discuté par le Parlement. La polémique qu'il a suscitée illustre parfaitement la totale incompatibilité de vues entre un gouvernement socialiste décidé à jouer la carte de la « déréglementation » sociale, qui accuse le premier ministre de démanteler progressivement tout le système de protection sociale.

Ce texte polémique prévoit une nouvelle modalité d'embauche pour les jeunes de dix-neuf à vingt-cinq ans. Ceux-ci pourront être engagés pour une période de six à dix-huit mois durant laquelle ils recevront le salaire minimum (environ 2 500 F). Les entreprises qui les embauchent seront totalement exonérées du paiement des cotisations à la Sécurité sociale et bénéficieront en outre d'importants dégrèvements fiscaux.

Ce plan vise à faire face au grave problème du chômage chez les jeunes : si la proportion de sans-emploi est de près de 20 % (le taux le plus élevé d'Europe) pour l'ensemble de la population active, il atteint 38 % pour les jeunes de vingt à vingt-quatre ans, et 47 % pour ceux de seize à dix-neuf ans. Selon le gouvernement, il s'agit de rompre de la sorte un cercle vicieux : les entreprises n'engagent pas de débutants sans expérience, ce qui empêche précisément ces derniers d'en acquiescer ! Une fois intégrés dans le cycle productif, assurément les jeunes du plan, les jeunes : pourront plus facilement s'y maintenir.

Ce texte n'a toutefois reçu que l'appui des chefs d'entreprise. La confédération patronale CBOE a assuré le gouvernement de son appui, et son secrétaire général, M. Juan Jimenez Aguilar, a affirmé qu'il s'agit là du plus important programme d'emploi mis en œuvre durant ces dernières années ». Il a estimé à 50 % le pourcentage de jeunes engagés grâce à ce programme qui devraient se convertir ensuite en travailleurs fixes.

Du côté des syndicats en revanche, le rejet est total. Dirigeants de l'UGT et des Commissions ouvrières s'accrochent à affirmer qu'un tel plan aura pour effet de créer un marché du travail parallèle, formé de jeunes sans droit à la négociation collective, au salaire bloqué et à l'emploi précaire, que le patronat pourra utiliser à loisir pour remplacer les travailleurs fixes.

« Les entreprises licencieront les pères pour engager les fils à titre provisoire », concluent les syndicats, pour qui il s'agit là de « la mesure la plus régressive », prise en matière de législation du travail depuis le retour de la démocratie. Ces protestations n'ont toutefois pas ému le gouvernement, qui a annoncé que le programme entrerait en vigueur, avec ou sans l'approbation des syndicats.

THERRY MALINIAK.

Le plus court moyen de tout choisir.
Les 40 tests comparatifs.
DEMANDEZ A
36.15 QUE CHOISIR

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOUS ÊTES ACTIONNAIRE DE LA BANQUE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS. CE MESSAGE VOUS CONCERNE.

La Loi de Privatisation a prévu, l'attribution par l'État, au bout de 18 mois, d'une action gratuite pour 10 actions de la BTP souscrites lors de l'Offre Publique de Vente (OPV).
A cette occasion, étant donné l'importance de la demande il n'aurait pu être attribué qu'une seule action à chaque souscripteur.
Un arrêté ministériel a donc prévu que l'attribution pourrait se faire sous la forme d'un versement en espèces.

Bénéficiez-vous de l'attribution gratuite ?

Seuls les particuliers ayant demandé dix actions et en ayant obtenu une, lors de l'OPV, peuvent bénéficier de l'attribution gratuite, à condition d'avoir conservé leur action 18 mois, c'est-à-dire jusqu'au 7 novembre 1988.

Si vous en bénéficiez, comment se fera cette attribution ?

Quand en bénéficiez-vous ?

Les modalités d'attribution gratuite dépendent du nombre d'actions avec droit d'attribution que vous détenez à la date du 7 novembre 1988.

En effet, les intermédiaires financiers ont offert la possibilité de regrouper sur un "compte familial" ouvert au nom de l'un des représentants légaux, les titres déposés sur les comptes d'enfants mineurs. De même, les souscriptions ont également pu être réalisées sur des comptes joints; un même compte peut donc comporter plus d'une action de la BTP acquise au moment de l'Offre Publique de Vente.

Si vous détenez 1 action avec droit d'attribution :

vous recevrez un montant en espèces égal à 1/10^e de la valeur de l'action BTP.

Si vous détenez plus d'une action et moins de 10 actions avec droit d'attribution sur un même compte :

pour chaque action, vous recevrez un dixième de la valeur d'une action en espèces.

Si vous détenez 10 actions ou plus avec droit d'attribution sur un même compte :

vous obtiendrez une action gratuite par multiple de 10 actions détenues, les actions supplémentaires donnant lieu au paiement en espèces de dixièmes de la valeur d'une action.

Vous n'aurez dans tous les cas aucune formalité à accomplir, les opérations d'attribution étant réalisées automatiquement par votre intermédiaire financier, sur votre compte, le 7 novembre pour les attributions d'action gratuite, et le 15 novembre pour les dixièmes d'action.

Sur quelle base sera calculée votre attribution ?

Celle-ci est-elle imposable ?

La valeur de l'action BTP sert de base au calcul de l'attribution; elle est calculée sur la base de la moyenne du premier cours coté des 20 bourses précédant le jour de l'attribution, c'est-à-dire du 6 octobre au 4 novembre 1988.
Les espèces que vous recevrez ne sont pas imposables parce qu'elles ne sont pas considérées comme un revenu ni comme une plus-value de cession mobilière.

Renseignements actionnaires : (1) 47 54 75 81



BANQUE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
253, boulevard Péreire 75852 Paris Cedex 17

AXA et vous.

- ◆ Notre volonté de gagner : la garantie du dynamisme.
- ◆ Un groupe puissant : l'assurance de la sécurité.
- ◆ Un passé : le bénéfice de l'expérience.
- ◆ AXA, 2^e Groupe Français : l'un des premiers Européens.
- ◆ AXA : 35,7 milliards de francs, plus de 4 000 conseillers.
- ◆ AXA : une gestion performante de SICAV depuis plus de 15 ans.

Les SICAV AXA :

Des performances sur le long et le moyen terme, la qualité reconnue de l'équipe de gestion financière.

PERFORMANCES DES SICAV AXA DEPUIS LEUR CRÉATION							
SICAV OBLIGATIONS				SICAV ACTIONS			
DROUOT SÉCURITÉ OCT 1979	DROUOT SÉLECTION JAN 1984	MUTUELLES UNIES SÉLECTION FÉV 1984	AXA EUROPE DÉC 1986	DROUOT INVEST. JUN 1970	DROUOT FRANCE OCT 1978	MEDITERRANÉE OCT 1985	AXA INVEST. DÉC 1986
+17,25%	+12,56%	+12,47%	+10,20%	+15,13%	+22,93%	+18,27%	+6,64%
INFLATION DEPUIS LEUR CRÉATION							
+7,61%	+3,86%	+4,00%	+3,15%	+8,45%	+7,96%	+2,94%	+3,15%
PERFORMANCES DES SICAV AXA DEPUIS 5 ANS							
DROUOT SÉCURITÉ +12,48%*		DROUOT INVEST. +10,67%*		DROUOT FRANCE +23,91%*			

*Au 30/09/88 - coupon net incl. réinvest.
*Inflation, taux moyen sur 5 ans : +4,41%.

INFORMATIONS

service minitel
3616 AXA

UN PATRIMOINE, ÇA SE CONSTRUIT...

VOTRE PORTEFEUILLE SICAV AU 30 SEPTEMBRE

	Ordonnée	Valeur Débutée en F	Capital en F	Revenu global net en F (au 30/09/88)	Performance sur 5 ans en % (au 30/09/88)	Performance sur 1 an en % (au 30/09/88)
FICOD PLACEMENT	Placement à court terme en obligations françaises	60 700,41	3 785,14	5 200,77 (15,04.88)	+11,5%/an	+7,9%
FICOD VALORISATION	Portefeuille d'obligations françaises privilégiées à plus-value	13 500,21	580,50	611,50 (45,04.88)	+10,4%/an	+8,4%
OBLIGATIONS CONVERTIBLES	Obligations convertibles en obligations françaises	405,20	23,87	17,22 (28,52.87)	+10,2%/an	+12,1%
OPTIMISER	Portefeuille de valeurs françaises permettant de bénéficier des montages légaux, CEA et PEB	190,95	12,84	7,91 (12,04.88)	+17,8%/an	+26,2%
SÉLECTION CROISSANCE	Portefeuille d'actions de valeurs françaises à plus-value	891,00	12,50	10,34 (10,03.88)	+10,4%/an	+19,2%
AMERICA VALUE	Valeurs américaines	672,60	30,07	30,70 (28,04.88)	+1,2%/an	+13,7%

Les valeurs du Groupe Crédit du Nord indiquées ci-dessus sont des valeurs moyennes et ne constituent pas une recommandation de placement. Elles sont susceptibles de varier en fonction des fluctuations du marché.

Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

Banque Internationale de Placement BIP COURT TERME - SICAV MONÉTAIRE



La BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT complète sa gamme de SICAV et de FCP gérés en transformant sa SICAV Gestion Intérêt Placement en BIP COURT TERME à compter du 21 octobre 1988.

A cette occasion, la composition du Conseil d'Administration sera modifiée comme suit :

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Monsieur Henri PUSON, Directeur Général de la BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT.

ADMINISTRATEURS :

AIR INTER, représentée par Monsieur Guy CLICQUOT de MENTQUE, Sous-Directeur Financier.

LA BLANCHE PORTE S.A., représentée par Monsieur Charles LEMAIRE, Directeur Financier.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, représentée par Monsieur Jean VIDAL, Directeur Général.

GAZ DE FRANCE, représentée par Monsieur Jean-Claude MAROUBY, Chef de la Division "Mouvements de Fonds".

HAVAS S.A., représentée par Madame Anne FAURE, Directeur du Financement et de la Trésorerie.

MERLIN GERIN, représentée par Monsieur Eric FODOR, Chef du Service Trésorerie Groupe.

LA BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT.

représentée par Monsieur Jacques de PIEDOUE, Directeur.

La Société B.I.P. & Cie - SOFIP, représentée par Monsieur Hubert MARTINIER.

La Direction Générale est assurée par Monsieur Pascal VOISIN et la gestion du portefeuille est confiée à Monsieur Silvio ESTIENNE.

SUSCRIPTIONS ET RACHATS

Les actions de la SICAV sont offertes au public depuis le 1^{er} août 1988. Le montant des capitaux collectés est actuellement supérieur à 300 Millions de Francs.

Les souscriptions et rachats sont reçus quotidiennement avant 11 heures à :

La BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

108 Boulevard Haussmann

75008 PARIS

Tél. 42.93.14.14

La fiche signalétique et le document général de la SICAV BIP COURT TERME peuvent être obtenus par les souscripteurs auprès de la BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT.

PUBLICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le journal LES ECHOS et BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT.

Faites confiance à des professionnels, gérer un patrimoine ne s'improvise pas

NOM DE LA SICAV	Capital en F	Revenu global net en F (au 30/09/88)	Performance sur 5 ans en % (au 30/09/88)	Performance sur 1 an en % (au 30/09/88)
LAFITTE-EXPANSION	600,26	24,34	20,0%	11,0%
LAFITTE-FRANCE	510,49	20,49	21,0%	14,5%
LAFITTE-USA	71,00	25,00	12,0%	13,8%
LAFITTE-INNOVATION	200,75	20,00	25,0%	19,0%
LAFITTE-JAPON	1 505,05	30,70	13,0%	12,0%
LAFITTE-TOKYO	100,95	20,00	0,0%	12,0%
LAFITTE-AMERIQUE	110,53	20,00	12,5%	16,5%
LAFITTE-EUROPE	100,20	10,00	5,0%	0,0%
LAFITTE-RENDIMENT	80,00	00 000,00	5,0%	13,0%
VELOUG	200,44	10,00	0,0%	13,0%
LAFITTE-OBLIGATIONS	177,37	21 500,21	5,0%	13,0%
LAFITTE-PREMIERE	30,70	37 700,11	5,0%	0,0%
LAFITTE-COURT TERME	1 302,32	30 000,00	5,0%	0,0%
LAFITTE-PLACEMENTS	9 903,51	225 000,00	5,0%	0,0%
MONELAFITTE				

Les Sicav de
L'Européenne de Banque

21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.42.42.42

UN LIVRE D'ACTUALITÉ

DROIT DES ELECTIONS

par Claude FRANCK

Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux

1988, 288 pages, 280 F

ISBN 2-7118-1111-1

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE
DELMAS
POUR LA VIE
DES AFFAIRES

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Économie

Un entretien avec l'économiste Milton Friedman

Le déficit est le meilleur compliment fait à l'Amérique, terre d'accueil pour les investisseurs

Au moment où les Américains comme leurs partenaires s'interrogent sur la santé et le poids même de l'économie américaine, M. Milton Friedman joue une fois de plus les provocateurs. Ses d'écrits ont inspiré autant de controverses. L'an dernier, des hommes d'Etat et des universitaires du monde entier se pressaient à son 75^e anniversaire, organisé par l'université de Stanford et l'Institut Hoover, où il savourait une semi-retraite studieuse.

Douze ans après avoir reçu le prix Nobel, le professeur d'économie, voûté, les yeux alertes derrière d'épaisses lunettes, se souvient de la cérémonie de Stockholm, perturbée par les protestataires. D'un sourire ébauché, le père du monétarisme et l'inspirateur des économistes les plus libéraux balaise les critiques. « Autrefois combattues, mes idées font désormais partie intégrante de l'orthodoxie de la pensée économique, qu'elle soit keynésienne ou d'inspiration classique. »

De son petit bureau sur le campus, l'ancien conseiller des présidents Nixon et Reagan rend un hommage contrasté au président sortant et renouvelle ses recommandations à la prochaine équipe au pouvoir.

« Les dirigeants démocrates et les partenaires des Etats-Unis s'inquiètent de voir l'Amérique vivre à crédit. Partagez-vous cette préoccupation ? »

« Pourquoi s'inquiètent-ils ? Au niveau du gouvernement fédéral, 18 % seulement de la dette sont souscrits par des investisseurs étrangers. Nous ne dépendons donc pas d'eux. L'endettement public a atteint 40 % du revenu national en 1987 contre 100 % en 1946. De plus, celui-ci est libellé en dollars, non en livres ou en francs. En dernier recours, nous disposons de la planche à billets. Fondamentalement, nous assistons à une confusion conceptuelle. Le public apprend que l'Amérique vit désormais à crédit. »

« La vérité est bien plus simple. Pour la première fois dans l'histoire récente de ce pays, les actifs américains détenus par des étrangers excèdent les actifs étrangers détenus par l'Amérique. Cela prouve simplement que les Etats-Unis sont une terre d'accueil pour les investisseurs, qui en attendent une rentabilité de leurs placements supérieure à ce qu'ils auraient obtenu dans leurs pays d'origine. De plus, les étrangers savent que nous ne les nationaliserons pas, contrairement à la Pologne ou à la Russie. En d'autres termes, ce crédit constitue le meilleur compliment que l'on puisse faire à l'Amérique. »

« J'ai conseillé d'abolir le Fed »

« Quelle part la politique monétaire doit-elle jouer dans la recherche de meilleurs équilibres économiques ? »

« J'ai beaucoup travaillé sur ce sujet, et je suis favorable à une politique monétaire stable. Mais je déconseille fermement l'utilisation de l'arme monétaire pour régler la conjoncture. L'organisation et la structure du Conseil de la réserve fédérale (Fed) vont à l'encontre de ce précepte de politique monétaire passive. J'ai été très marqué par la théorie selon laquelle il faut traiter les organismes publics comme des entreprises privées, autrement dit poser l'équation en faisant le diagnostic des objectifs personnels des dirigeants. »

« Si le Fed avait appliqué la politique monétaire que je préconisais en 1962, maintenant une croissance de la masse monétaire M2 (1) de 5 % par an, nul doute que nous aurions évité la spirale inflationniste des années 70, la récession brutale de 1982, la brusque envolée du dollar, la désinflation des années qui suivirent. Bref, nous aurions vécu dans un monde meilleur. Mais, si le Fed avait respecté ces conseils, moins de 1 % de la population américaine connaîtrait le nom de son président, alors que les sondages prouvent qu'il est considéré comme le second personnage des Etats-Unis. »

« Cette anecdote en dit long. Sait-on qui dirige le service

d'impression du papier-monnaie aux Etats-Unis ? Non. Parce que cette tâche, relativement mécanique, n'intéresse personne. Dans mon esprit, la politique monétaire que je préconis devrait être mise en œuvre par des bureaucrates anonymes, sans pouvoir, remplaçables par des ordinateurs. On ne peut attendre des gens du Fed, certes brillants et soucieux du service public, qu'ils abandonnent leurs énormes prérogatives et jouent un rôle passif d'ordinateur sur patte. Pour éliminer la pression politique qui accompagne la gestion monétaire, j'ai conseillé d'abolir le Fed. Cet objectif, malheureusement, n'est pas possible à atteindre. Mon option n'en reste pas moins claire : il faut avoir les institutions politiques de ses objectifs économiques. »

« On vous a souvent reproché de vous tromper dans vos pronostics et votre analyse prospective. Envisagez-vous une récession en 1989 aux Etats-Unis ? »

« Abordons la perspective. En 1956, j'ai fait un discours à Stockholm où j'expliquais pourquoi l'économie américaine me semblait immunisée contre la dépression. A cette époque, tout le monde craignait une nouvelle crise de 1929. Cette hantise a resurgi plusieurs fois depuis lors, la plus récente alerte datant du crash de Wall Street, en octobre 1987. »

« J'ai affirmé que l'Amérique ne connaîtrait pas de dépression

majeure sans subir auparavant une inflation galopante. Une telle inflation n'a jamais existé aux Etats-Unis et, jusqu'à présent, ma prévision reste valable. Sur les pronostics conjoncturels à court terme, j'ai souvent eu tort. Les économistes n'ont jamais fait de bons oracles sur les phases de retournement de la conjoncture. »

« Une récession en 1989 ? Elle est probable, comme elle l'a été depuis deux cents ans. Toutes les



récessions ont été accompagnées d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire. Mais les vraies questions sont les suivantes : qu'est-ce qui produit un tel ralentissement et quels sont les facteurs extra-monnaétaires qui peuvent influencer la croissance ? Imaginez une résurgence de

l'OEPE, de la politique restrictive du Fed, et c'en est fini de la croissance soutenue que connaît l'économie américaine depuis 1982. Un fait demeure : cette croissance s'essouffie et atteint des limites qui ne laissent guère de marge à de nouveaux progrès. »

« Quel héritage Ronald Reagan laisse-t-il ? »

« L'histoire retiendra la réforme fiscale comme l'élément majeur de ces deux mandats. La réduction du taux marginal d'imposition à 28 % au-delà de tout espoir en étant ramené à 33 %. En 1980, je n'aurais pas parié un sou sur un projet aussi ambitieux. Cette réforme constitue un miracle grâce à l'indexation de l'impôt : désormais, le Congrès ne sera plus tenté de pousser l'inflation pour voir les recettes fiscales augmenter plus vite que les prix et les revenus réels. De surcroît, ce changement structurel revêt un caractère quasi permanent. L'opinion publique reste attachée à des impôts directs faibles, et j'espère que les taxes continueront de baisser. »

« La deuxième victoire de M. Reagan aura été la déréglementation, même si ses promoteurs ne sont pas allés jusqu'au bout dans le domaine des transports. Elle a gagné les télécommunications, les transports terrestres. Plus personne ne parle des grands travaux publics, et les interventionnistes sont désormais timides. »

« Le troisième succès du président sortant, c'est la lutte anti-inflationniste. M. Reagan a accepté d'en payer le prix, une récession qui constituait un risque de revers politique. Il est rare, dans la vie publique, qu'une bonne politique soit récompensée. Sa politique de rigueur a établi les fondations d'une expansion rapide de l'économie partiellement fondée sur la désinflation et l'économie de l'offre. Paradoxalement, même sur le déficit budgétaire, M. Reagan mérite une bonne note pour avoir encouragé une baisse relative des dépenses publiques. »

L'Europe unie n'est pas près de naître

« Le protectionnisme est, en revanche, son plus grand échec. Le président aurait dû lier l'ouverture des frontières au libéralisme interne. Or nous continuons de dresser des barrières contre les importations de Hong Kong, de Taiwan et d'autres pays asiatiques. M. Reagan a cédé aux sirènes - et le sport national, aux Etats-Unis, est aujourd'hui de fustiger le Japon alors que le protectionnisme des Japonais constitue souvent une réponse au nôtre. Cela étant, le Japon demeure protectionniste et je les admoneste quand je me rends à Tokyo. Mais notre pays doit redresser sa balance commerciale en regardant les choses en face, sans

recourir à l'arme dégradante des quotas et des tarifs douaniers. »

« Quel est l'enjeu des dix prochaines années ? »

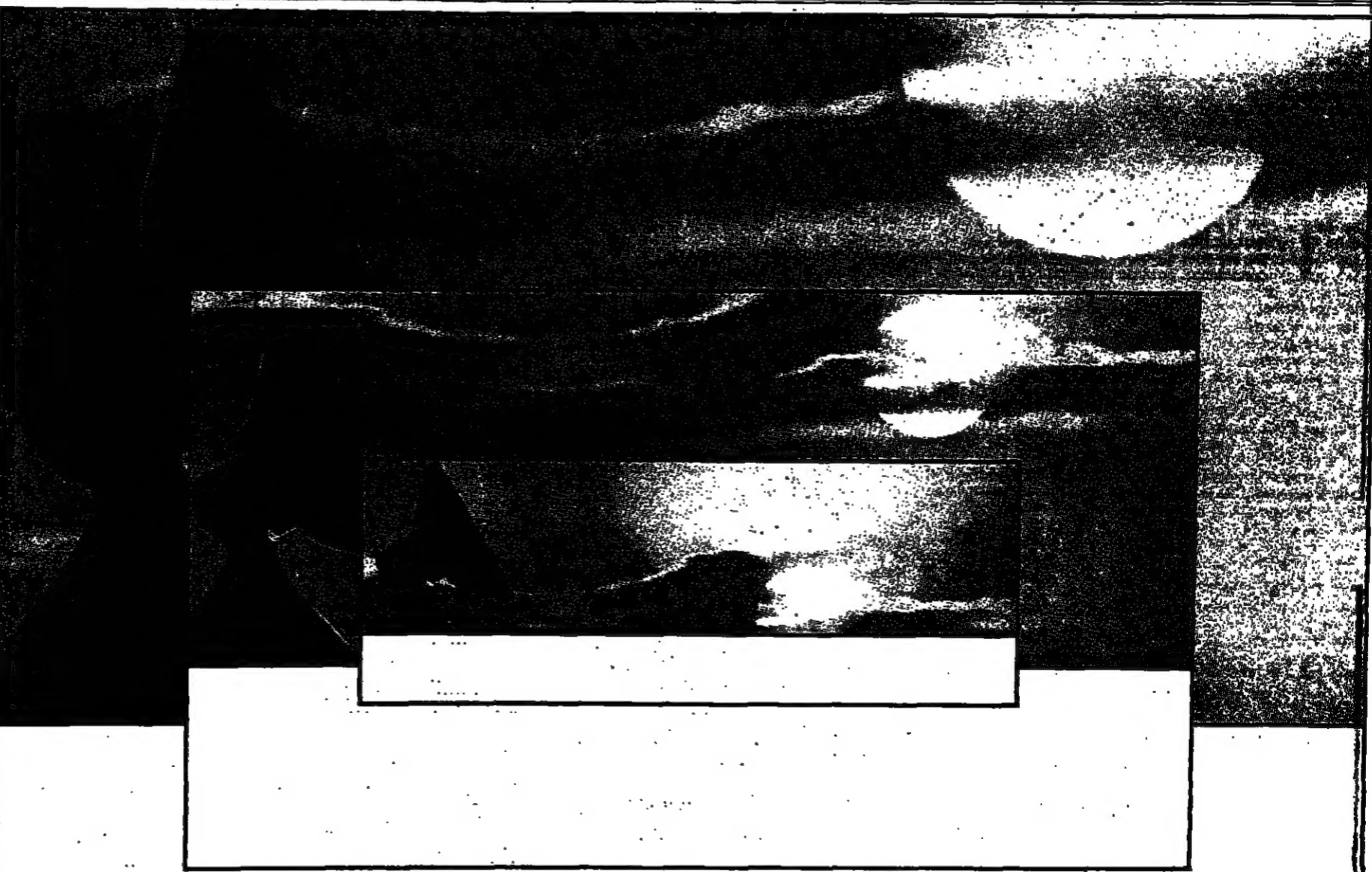
« Tout se résume en une phrase : l'ouverture des frontières au libre-échange et l'abolition des nationalismes. »

« Le « grand marché » européen de 1993 comble alors vos vœux ? »

« Certes non. Le discours politique ne correspond pas à la réalité. Malgré les innombrables effets de manches, les dirigeants européens campent sur leurs positions. 1992 n'apportera pas plus d'unification européenne que le traité de 1957. Les femmes et les hommes politiques, en Europe, refusent d'adopter une monnaie commune ou de laisser flotter leurs devises librement les unes par rapport aux autres. Tant que l'une de ces conditions ne sera pas observée, le rêve européen restera une chimère. En 1951, lors du plan Schuman, j'avais écrit que les Européens n'hésiteraient pas à lever des barrières protectionnistes dans le futur et ne renonceraient ni aux tarifs douaniers ni aux intérêts nationaux. L'Europe, grand mythe de cette fin de siècle, n'est pas près de naître. »

Propos recueillis par ALEX-SERGE VIEUX.

(1) M2 recouvre les billets en circulation, les chèques, les dépôts à vue et à terme.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE : L'AVENIR

CNT C'est la Caisse Nationale des Télécommunications qui contribue à financer par ses emprunts la recherche et le développement de France Télécom. France Télécom... Ce nom-là est synonyme de dynamisme, de modernité, de recherche de qualité, de réussite technologique... France Télécom... Ce nom évoque une compétence reconnue dans le monde entier, une volonté d'innover et de s'affirmer comme l'un des plus grands acteurs sur la scène mondiale des télécommunications.

Partenaires de progrès Grâce à la capacité de financement

de la CNT, les Télécommunications Françaises sont, aujourd'hui, parmi les premiers investisseurs civils du pays. En finançant le secteur public qui présente les perspectives d'expansion les plus fortes actuellement, la Caisse Nationale des Télécommunications s'associe et associe les souscripteurs de ses emprunts à l'une des forces les plus vives de l'économie française. Le souci de France Télécom de développer un réseau universel de communication capable de transporter paroles, images, données, écrits instantanément et la préoccupation d'étendre constamment l'offre de produits et de services performants adaptés aux exigences spécifiques de sa

clientèle sont autant de garanties d'avenir et de succès.

Dynamisme technique et dynamisme financier

Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de ceux de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la Caisse, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettant de jouer son rôle normal d'émetteur tout en prenant en considération les légitimes intérêts des investisseurs.

Stabilité, action, innovation

La Caisse Nationale des Télécommunications assure la couverture du besoin de financement extérieur des investissements de France Télécom. Mais elle ne se contente pas de cela. Elle gère activement la dette par une présence régulière sur la plupart des grands marchés financiers. Participant depuis 1987 à la couverture du besoin de fonds de roulement de France Télécom, elle intervient maintenant sur le marché des billets de trésorerie où son encours est de l'ordre de deux milliards de francs. Elle met en œuvre toute la panoplie des instruments financiers obligataires ou bancaires, classiques ou novateurs, du court au long terme, en francs ou en devises, pour lever les fonds

nécessaires et se protéger contre les risques de taux d'intérêt et de change.

Souvenez-vous à l'avenir

La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés en association avec les réussites de France Télécom dans un secteur d'activité prometteur, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre. Avec elle, vos investissements ont bien un avenir d'avance.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

DROIT DES ELECTIONS
par Claude FRANCK
Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux
1988, 280 pages, 280 F
chez votre libraire
ENCYCLOPEDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

c: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

